

LES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE

Victor de Castro / Cynthia Picart / Philipp Siegert / Jérôme Vellayodom

Auditeurs MSIE 36



Table des matières

INTRODUCTION	4
I. LES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE : UN CONTEXTE	7
A. LES FONDAMENTAUX QUI STRUCTURENT L'AFFRONTEMENT AVEC LA CHINE	7
1. <i>La dynamique de l'endiguement</i>	7
2. <i>La dynamique de l'inclusion</i>	8
3. <i>Le maillage inclusion-endiguement comme mode opératoire des relations internationales</i>	10
B. LES SPHERES DE L'AFFRONTEMENT	11
1. <i>La sphère infrastructurelle</i>	12
2. <i>La sphère structurelle</i>	14
3. <i>La sphère cognitive</i>	15
C. QUELQUES POINTS-CLES POUR SITUER LA CHINE DANS LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE	16
1. <i>Sphère infrastructurelle</i>	17
2. <i>À l'intersection des sphères infrastructurelle et structurelle</i>	18
3. <i>Sphère structurelle</i>	21
4. <i>À l'intersection des sphères structurelle et cognitive</i>	23
5. <i>Sphère cognitive</i>	24
II. LA CHINE, CIBLE DU HARD POWER	26
A. HARD POWER : RAPPEL DU CONCEPT	26
B. HUAWEI : ILLUSTRATION D'UN HARD POWER AUTOUR DE LA 5G	27
1. <i>L'entreprise Chinoise Huawei</i>	27
2. <i>Des offensives sous impulsion américaine</i>	28
3. <i>Des mesures réglementaires de cyber sécurité face au risque d'espionnage de masse</i>	29
a) <i>Les mesures étasuniennes</i>	29
b) <i>Les mesures européennes</i>	31
c) <i>Les mesures françaises</i>	31
d) <i>Une réponse européenne mitigée</i>	32
4. <i>Le Brésil : acteur-relais des États-Unis</i>	32
a) <i>L'influence américaine sur le gouvernement brésilien</i>	32
b) <i>Des accusations remises en cause</i>	33
5. <i>Huawei : Instrument du gouvernement chinois</i>	34
6. <i>Mensonge, complot et vol de propriété intellectuelle du géant des télécommunications chinois</i>	35
7. <i>Atteinte aux droits de l'homme : la diplomatie d'otages de la Chine</i>	36
a) <i>Une opération médiatique bien orchestrée</i>	36
b) <i>Une alliance de sécurité dans l'Indo-Pacifique : AUKUS</i>	37
C. CONTRE L'EXPANSIONNISME CHINOIS DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE	38
1. <i>Volonté expansionniste de la Chine ?</i>	38
2. <i>Des partenariats : stratégie d'influence régionale</i>	40
a) <i>Des partenariats sous influence américaine</i>	40
b) <i>Les réactions chinoises</i>	42
c) <i>Les réactions européennes</i>	42
D. LA CONSTRUCTION D'UN DISCOURS COGNITIF CONTRE L'HEGEMONIE CHINOISE	43
III. GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE, POUR ET PAR LE SOFT-POWER	45
A. LE SOFT POWER	45
1. <i>Retour sur un concept</i>	45
2. <i>Le soft-power chinois</i>	47
3. <i>Évolution et déclinaisons du soft-power chinois 2004-2021</i>	48
B. OFFENSIVE POUR LE SOFT-POWER	50
1. <i>Usage du hard power américain pour le soft power américain</i>	50
C. OFFENSIVE CONTRE LE SOFT-POWER CHINOIS	53

1.	<i>Les instituts Confucius</i>	53
a)	<i>Les Instituts Confucius : origine et enjeux</i>	53
b)	<i>L'offensive contre les Instituts Confucius. Étude d'une dynamique.</i>	54
c)	<i>Les mauvais positionnements, les bons positionnements.</i>	54
d)	<i>In the name of Confucius. Description d'un dispositif socio-technique offensif dédié.</i>	56
2.	<i>Le cas du sport power chinois</i>	58
a)	<i>Le sport power</i>	58
b)	<i>Le cas des Jeux Olympiques</i>	60
3.	<i>Offensive contre le soft-power chinois dans la pandémie Covid</i>	67
a)	<i>Diplomatie des masques et du vaccin, le soft power chinois dans la crise Covid.</i>	68
b)	<i>Offensive narrative et construction de la figure de l'ennemi.</i>	71
c)	<i>Structure profonde de l'offensive cognitive. Pourquoi le discours sur la responsabilité du Covid présente un risque réel pour Pékin ?</i>	72
d)	<i>Smart power américain contre soft power chinois : Washington redécouvre le multilatéralisme.</i>	75
D.	OFFENSIVE PAR LE SOFT-POWER	77
1.	<i>Offensive par le cinéma</i>	77
a)	<i>Une histoire et des dynamiques structurantes</i>	77
b)	<i>Un système, une organisation, des productions</i>	79
c)	<i>Le marché chinois, limite de l'offensive par le cinéma</i>	80
2.	<i>Offensive par le biais du sport</i>	82
E.	GUERRE PAR, CONTRE ET POUR LE SOFT POWER : UN BILAN, DES PERSPECTIVES	84
1.	<i>Un bilan</i>	84
2.	<i>Des perspectives</i>	85
IV. GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE : UNE TENTATIVE D'ENDIGUEMENT DU SMART POWER 2.0		
DU « CELESTE EMPIRE » 87		
A.	SMART POWER : UN CONCEPT EVOLUANT DEPUIS 75 ANS	87
B.	L'ADAPTATION DU SMART POWER AMERICAIN AUX « CARACTERISTIQUES CHINOISES »	90
1.	<i>Évolution depuis l'an 2000 de la composante hard power du smart power chinois</i>	90
2.	<i>Une transformation contemporaine du soft power chinois intégré à son smart power</i>	92
2.	<i>L'exercice d'un smart power chinois à différents niveaux</i>	92
a)	<i>Application du smart power au niveau national : une "atypie" chinoise</i>	93
b)	<i>Renforcement et projection vers l'international du smart power chinois sous Xi Jinping</i>	93
c)	<i>Focus sur deux piliers majeurs : révisionnisme historique et valeurs confucéennes</i>	95
C.	UNE GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE A LA CROISEE DES SMART POWER	97
3.	<i>Instituts Confucius, une cible privilégiée ciblant le volet soft power du smart power chinois</i>	98
4.	<i>Un smart power chinois liquide subversif érodant les racines du soft power californien</i>	99
5.	<i>Nouvelles Routes de la Soie : voies de diffusion privilégiées du smart power chinois</i>	101
a)	<i>Au-delà de cette stratégie « people-to-people bound », la guerre de l'information menée contre Pékin cible également d'autres aspects du smart power chinois déployés au niveau des Nouvelles Routes de la Soie (ci-après "NRS")</i>	101
b)	<i>Au-delà des NRS, une guerre de l'information ciblant l'usage du smart power chinois comme outil de développement régional et international de la Chine</i>	102
6.	<i>Smart power, libertés et droits humains en Chine : la guerre de l'information par défaut</i>	104
7.	<i>Pandémie COVID-19 et smart power chinois</i>	105
D.	UNE DYNAMIQUE CHINOISE IMPRESSIONNANTE MAIS DES FAIBLESSES NON RESOLUES	107
V. LE SHARP POWER : ARME DES GUERRES DE L'INFORMATION LANCEES CONTRE LA CHINE 109		
A.	UN CHINA BASHING PROSPERANT SUR LE FAÇONNAGE COGNITIF DES « OCCIDENTAUX »	110
1.	<i>Des biais cognitifs universels</i>	110
2.	<i>Une puissante mise en récit pour captiver et faire prospérer le China bashing</i>	111
B.	UNE DYNAMIQUE DE SHARP POWER AU SOUTIEN DES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE	117
1.	<i>Sharp power : le concept</i>	117
2.	<i>Le sharp power en action</i>	118
a)	<i>Au premier rang des techniques de sharp power figure la manipulation de l'information.</i>	118
b)	<i>Le sharp power peut également s'exprimer à travers le boycott</i>	118
C.	ILLUSTRATIONS DANS LE CADRE DES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE OBSERVEES	119

1.	<i>Covid-19 ou l'acmé des guerres de l'information contre la Chine</i>	119
a)	<i>L'exemple italien</i>	122
b)	<i>L'image de la Chine en Europe et dans le monde en 2020</i>	124
2.	<i>Un terreau favorable à toutes les offensives informationnelles contre la Chine</i>	125
a)	<i>Le « Génocide » Ouïghour</i>	125
b)	<i>Le boycott du coton chinois</i>	132
c)	<i>Le boycott des jeux olympiques d'hiver de Pékin 2022</i>	134
d)	<i>Le mouvement Tuidang : « éliminer la source du mal »</i>	136
VI.	CONCLUSION	140
A.	GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE.....	140
B.	UNE LECTURE FRANÇAISE DE LA NOTION DE GUERRE DE L'INFORMATION BIAISÉE IDEOLOGIQUEMENT ?	143
C.	LA GUERRE DE L'INFORMATION PAR LE CONTENU : UNE PRATIQUE PARTAGÉE.	144
D.	L'ARME DE L'INFORMATION ET L'ARME DE LA CONNAISSANCE.	145
E.	GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE, LA CHINE PRODUIT-ELLE DES NARRATIFS ANTI-CHINE ?.....	146
F.	LA RUSSIE, UN ACTEUR NEUTRE ?	147
VII.	BIBLIOGRAPHIE	149
VIII.	ANNEXES	

INTRODUCTION

Le propos de cette étude est de traiter des guerres de l'information par le contenu contre la Chine.

La montée en puissance de l'Empire du milieu dans la sphère économique mondiale depuis Deng Xiaoping le place aujourd'hui au deuxième rang des économies mondiales, après les États-Unis.

La fin de la Guerre froide, l'effondrement de l'Union soviétique, la multipolarisation des rapports de puissance et l'affirmation de la société civile comme acteur public dans de nombreux pays sont des éléments significatifs d'un contexte qui rend extrêmement difficile d'envisager une stricte et exclusive politique de *hard power* afin d'affaiblir le géant chinois.

Mais les rapports de forces, comme les sociétés, évoluent – ou plutôt, ils évoluent avec leurs sociétés. Les opinions publiques sont aujourd'hui déterminantes et déterminées. Il importe pour les parties prenantes de les faire tendre vers une position attendue au service de leurs intérêts respectifs. A terme, le résultat est l'infléchissement des décideurs politiques soumis à l'agenda électoral dans les démocraties de modèle occidental.

De la guerre cognitive théorisée par Christian Harbulot et les auteurs dans la mouvance de l'Ecole de Guerre Economique, du *soft power* théorisé par Joseph Nye au concept plus large d'influence, les opinions publiques sont donc l'objet de toutes les attentions dont le but ultime n'est pas uniquement de nature politique. L'opinion publique, la politique, peuvent aussi n'être que les données d'un jeu dont la finalité est l'économie concurrentielle.

Nous ne traiterons pas ici la question de construction de rapport de puissance en tant que telle. Nous nous inscrivons dans la perspective de l'observation des rapports de force et des rivalités par l'usage de l'information ou de la connaissance afin d'influencer diverses catégories d'acteurs à agir défavorablement aux intérêts chinois.

La Chine a elle-même mené des offensives sur le terrain informationnel. Ces pratiques ont été beaucoup traitées. La dernière étude en date sur les opérations d'influence de la Chine, l'une des plus fouillées sans doute à ce jour, a été réalisée par l'IRSEM et publiée en septembre 2021.

Son écho traduit l'intérêt pour le sujet. Ce faisant, il interpelle aussi l'esprit curieux et critique sur le rapport de force que nouent ces opérations chinoises. Quelles sont les dispositions prises en réaction à ces offensives ? Quelles mesures contre-aléatoire ? Quelles dispositions de durcissement des capacités face à cela ? En fait, plus largement, puisque la Chine mène une guerre de l'information contre les puissances occidentales, quelles sont les guerres de l'informations conduites contre la Chine ?

Or, la littérature est étonnamment pauvre sur ce plan, comme s'il n'existait pas de guerre de l'information contre la Chine, comme un impensé du champ académique.

On peut citer dans le cadre de travaux d'auditeurs de l'École de Pensée de la Guerre Economique un article abordant l'offensive informationnelle des États-Unis sur la 5G et la réaction chinoise¹. Mais il est le seul dans les dix premières pages d'une requête *Google* libellée « Guerre de l'information contre la Chine ». Rien dans *Google scholar* sur les dix premières pages de la même requête. Pourtant, comme nous le verrons, ces guerres existent.

Pourquoi une telle absence ? Gît ici en creux l'inévitable questionnement de la perception de la notion de guerre de l'information, sa connotation. Cet angle mort questionne aussi la pratique du chercheur et la réflexivité de sa posture, les éventuels biais notamment de confirmation ou les effets de circularité².

Elle questionne aussi le façonnage cognitif non seulement de la communauté de la recherche dans ce domaine, mais aussi plus largement des parties prenantes de ce champs (journalistes, acteurs publics privés ou institutionnels, etc.), puisque l'observation de la production médiatique, notamment, n'a pas fait apparaître d'écrits sous cet angle.

Or, cette construction massive de connaissance sous le seul angle des guerres de l'information menées par la Chine ne contribue-t-elle pas à un façonnage cognitif fondateur d'un biais ?

Une série d'interrogation auxquelles nous tenterons d'apporter une prémisse de réflexion, plus que de réponse, en toute fin de cette étude. Mais il n'en fallait pas plus que cette zone encore dans l'obscurité pour nous titiller et nous pousser à aller y regarder de plus près. Et elle est nous a paru très vite originale.

Originale car contrairement aux démocraties occidentales notamment, les décideurs chinois ne sont pas contraints par un agenda électoral. Aussi, dans un tel contexte, comment agir dans une perspective d'influence ? Qui sont les cibles des offensives informationnelles et cognitives ? Comment réduire les positions de forces économiques, politiques ou sociétales d'intérêts chinois en usant de l'information et de la connaissance ? Quelles stratégies directes ou indirectes sont à l'œuvre ? Ce sont quelques-unes des questions que cette étude se propose de contribuer à traiter.

Pour répondre à ces questions, il paraît utile dans un premier temps de replacer la Chine dans le contexte actuel du jeu des nations en accentuant le propos sur certains aspects qui permettront la compréhension des études cas qui suivront. Il s'agira notamment de clarifier les fondamentaux structurants les relations avec la Chine ainsi que les enjeux et sphères dans lesquelles ils se placent, dans le but de rendre plus visible l'arrière-cour sur laquelle les attaques informationnelles contre la Chine sont menées **(I)**.

La confrontation des recherches réalisées permet de faire émerger des points communs à l'ensemble du corpus observé quels que soient les territoires et les secteurs d'activités. Ces observations concernent la nature des narratifs anti-Chine.

¹ Jean Jacques T Sebgo, « [La Guerre informationnelle entre les Etats-Unis et la Chine sur la 5G](#) », *EPGE*.

² Hervé Dumez, « Les trois risques épistémologiques de la recherche qualitative (Réponse à Marie-José Avenier et Catherine Thomas) », *Le Libellio d'AEGIS*, 8(4)/2012, École polytechnique / CNRS.

Il s'agira de déconstruire ces opérations offensives ou contre-offensives contre la Chine afin de tenter de lire les stratégies, tactiques et méthodes à l'œuvre et les enjeux dissimulés.

Nous aborderons alors tour à tour les offensives informationnelles observées et les stratégies d'influence qu'elles recèlent, à savoir de *hard power* (II), de *soft power* (III), de *smart power* (IV) et de *sharp power* (V), à travers l'illustration de cas.

Enfin, à la lumière de ces observations particulières, nous tenterons de déterminer des convergences et/ou des divergences significatives, pour une contribution à une meilleure compréhension des guerres de l'information par le contenu (VI).

I. LES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE : UN CONTEXTE

A. LES FONDAMENTAUX QUI STRUCTURENT L'AFFRONTEMENT AVEC LA CHINE

Cette étude porte sur la guerre de l'information par le contenu contre la Chine, dont les parties prenantes à l'initiative de l'offensive sont des acteurs en Europe, Amérique du Nord et Australie.

Ainsi, cette guerre de l'information vise principalement à impacter l'opinion publique occidentale.

La présentation des dynamiques structurantes de cette guerre cognitive prendra donc en compte les pratiques, narratifs et tendances lourdes dans le façonnage de l'environnement cognitif du point de vue occidental. Elle se propose donc d'identifier les dynamiques qui sont (a) observables dans les aires géographiques susvisées et (b) dans lesquelles des acteurs installés en Occident sont à l'œuvre.

En dépit de l'histoire particulièrement longue de la Chine et de ses relations extérieures et contacts interculturels (avec la Perse par exemple depuis le 2^e siècle de notre ère), nous nous bornerons à un bref aperçu de la période depuis l'après-guerre – et uniquement dans la mesure où cela nous semble utile pour comprendre les années récentes de la guerre de l'information par des attaques « emblématiques » de *soft*, *hard*, *smart* et *sharp power* contre la Chine ; attaques qui seront mises en évidence au fil de cette étude et qui ont contribuées à faire des relations avec la Chine ce qu'elles sont.

1. LA DYNAMIQUE DE L'ENDIGUEMENT

Devenue officiellement une « République populaire » le 1^{er} octobre 1949, la Chine adopte un système politique et économique inspiré de celui de l'Union soviétique. Le gouvernement de Pékin entretient des liens étroits avec Moscou, le pacte sino-soviétique de 1950 en étant la preuve la plus visible.

La décennie qui suit est la phase d'un échange intensif entre les deux pays : plus de 20.000 experts soviétiques sont invités en Chine, tandis que 50.000 experts et fonctionnaires chinois vont passer un certain temps en URSS à des fins d'échange de connaissances et de formation.

Les domaines concernés sont notamment ceux de la politique industrielle, militaire et de planification économique (en particulier la structuration de la politique économique par des plans quinquennaux et l'orientation de la politique agricole vers la logique de grands combinats).

Par conséquent, la Chine est *de facto* en opposition avec l'Occident caractérisé par la domination des États-Unis , seul pays avec une infrastructure et une flotte intacte ainsi qu'une volonté affirmée d'organiser le monde de l'après-guerre³, et structuré aussi bien par une organisation financière (accords de Bretton Woods, 1944) que politico-militaire (l'OTAN, 1949).

³ cf. notamment le chapitre « The world we think we know » de Peter Zeihan, *The Accidental Superpower*, 2014.

Cette opposition existe à double titre : pour les tenants de l'*idealpolitik*, ce sont les conceptions d'une union ou dissociation de parti et État ainsi que l'organisation sociétale et économique qui sont incompatibles ; pour les adeptes de la *realpolitik* cela vaut surtout pour les intérêts régionaux qui sont au centre des guerres de décolonisation en Corée et au Vietnam.

La théorie *des dominos* et la doctrine de Truman sont alors combinées pour donner celle de « l'endiguement », recourant au concept forgé par le diplomate américain George F. Kennan juste après la guerre : le containment⁴.

La Chine continentale reste à l'écart des institutions internationales et surtout de l'ONU, où le siège de membre permanent du conseil de sécurité revient à un représentant de la République de Chine (Taiwan) tout au long des années 1950 et 1960. Comme pour les deux États allemands, la RFA démocratique et la RDA socialiste, une sorte d'omerta diplomatique est appliquée : on peut entretenir des relations diplomatiques au niveau d'ambassades (pas seulement de représentations ou bureaux de liaison) soit avec l'un, soit avec l'autre, suivant la doctrine de l'État unique.

2. LA DYNAMIQUE DE L'INCLUSION

« Le poids de l'évidence et celui de la raison grandissant jour après jour, la République française a jugé, pour sa part, le moment venu de placer ses rapports avec la République populaire de Chine sur un plan normal, autrement dit diplomatique. ».

C'est ainsi que le Président Charles de Gaulle annonce lors d'une conférence de presse le 31 janvier 1964 que la France et la République Populaire de Chine – la Chine communiste – vont établir des relations diplomatiques et échanger des ambassadeurs.

Ces nouvelles relations diplomatiques entre la France et la Chine ne sont du goût ni de la République de Chine, dont le gouvernement est installé à Taïwan, ni des États-Unis d'Amérique et ce bien que la France n'ait pas été le premier État du « camp occidental » à reconnaître officiellement la Chine communiste. En effet, le Royaume-Uni l'avait fait dès 1950, mais en échangeant seulement des chargés d'affaires et non des ambassadeurs, à l'instar de la France.

À cette époque, la Chine pèse par son étendue géographique et sa démographie et, dans une certaine mesure, par ses forces armées terrestres – dont la capacité de déploiement est toutefois essentiellement circonscrite à l'intérieur de ses frontières.

Deux ans avant sa reconnaissance diplomatique par Paris, le gouvernement de Pékin avait achevé son plan quinquennal dit du « Grand bond en avant » (plan de 1958 à 1962) qui avait eu des conséquences catastrophiques, physiquement pour la population et moralement pour le Parti Communiste chinois, le PCC.

⁴ Développé dans une note secrète qu'il avait rédigé fin 1946 pour le Secrétaire d'État américain (James Forrestal), publié l'année suivante sous le pseudonyme Mr. X, « [The Sources of Soviet Conduct](#) », *Foreign Affairs*, 25(4)/1947, p. 566-582.

Déjà avant l'annonce de normalisation des relations faite par de Gaulle, une rupture idéologique aux conséquences géopolitiques significatives pour l'Europe occidentale et les États-Unis s'annonce : celle entre le communisme chinois et le socialisme soviétique⁵.

L'Union soviétique étant l'adversaire principal aux yeux des gouvernements occidentaux, la rupture entre l'URSS et la RPC qui est consommée dès 1965 rend de plus en plus intéressante une certaine normalisation des relations avec Pékin, en dépit de la réputation très endommagée suite aux conséquences évoquées du « Grand bond en avant », du moins partiellement connues du public occidental.

Le souci d'une domination chinoise et communiste animait encore par exemple le futur président des États-Unis Richard Nixon quand il publia son article sur l'Asie et le Vietnam dans *Foreign Affairs* en octobre 1967, arguant que tout, ou à peu près, devrait être fait pour « protéger » les États de la région de « tomber dans l'orbite chinois »⁶. Mais l'URSS restant la préoccupation stratégique première, l'administration de Nixon prend le parti de renforcer sa communication avec la Chine après son arrivée aux affaires en 1969.

Sous l'impulsion du nouveau Conseiller à la sécurité nationale, Henry A. Kissinger, le contact avec les Chinois est recherché en passant dans un premier temps par le corps diplomatique installé à Paris⁷, puis par une visite secrète à Pékin en 1970, pour préparer la rencontre entre Richard Nixon et Mao Zedong qui aura lieu en février 1972.

Cette dynamique s'inscrit d'ailleurs dans une phase de normalisation plus vaste des relations de part et d'autre du « rideau de fer » en Europe, en particulier l'abandon graduel de la politique d'entretien des relations diplomatiques sélectives, soit avec la RFA, soit avec la RDA, les deux étant finalement admises aux Nations-Unies en 1973.

La visite de Nixon en 1972 a mis les relations entre la Chine et l'Occident sur une trajectoire de rapprochement très prudent, avec notamment l'ère de Deng Xiaoping (1978-1987) et de Jiang Zemin (1993-2003) aux affaires, permettant une certaine libéralisation économique et la multiplication des échanges, tant commerciaux qu'humains. L'adhésion ou l'admission – en fonction du point de vue – de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lieu en décembre 2001, après une décennie et demie de négociations entamées sous Deng Xiaoping, à partir de 1986⁸.

Ce que l'épisode du voyage de Nixon en Chine et la politique de Deng Xiaoping démontrent est que si les relations interétatiques oscillent entre adversarial et coopératif (avec pour cas extrêmes la guerre et l'alliance, voir la fusion), elles ne suivent que très rarement *que* la logique de l'inclusion ou *que* la logique de l'endiguement. La plupart du temps, les deux sont conjugués.

⁵ Voir p.ex. Robert Guillain, « La grande alliance sino-russe de 1950 est en train de périr », *Le Monde diplomatique*, 10/1963, p. 6.

⁶ Richard M. Nixon, « Asia After Viet Nam », *Foreign Affairs* 46(1)/1967, p. 111-125.

⁷ Note de Kissinger à Nixon, env. 12 sept. 1970, « [Contact with the Chinese](#) ».

⁸ Voir le bref récapitulatif de cette évolution: <https://www.senat.fr/ue/pac/E1837.html>

3. LE MAILLAGE INCLUSION-ENDIGUEMENT COMME MODE OPERATOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Loin d'être aux antipodes ou exclusives l'une de l'autre, les approches d'inclusion et d'endiguement peuvent être appliquées simultanément à une cible. De fait, une bonne partie des relations internationales est structurée de cette manière : un acteur entretient avec un autre à la fois des politiques coopératives (d'inclusion) dans un domaine et de confrontation (d'endiguement) dans un autre. C'est ce à quoi plusieurs entités occidentales, dont notamment le gouvernement de Washington et la Commission européenne à Bruxelles, font directement allusion quand ils décrivent aujourd'hui la Chine comme étant à la fois un « *partenaire, concurrent et rival* »⁹.

Un des facteurs principaux pour assurer la fonctionnalité d'une approche pour ainsi dire du « en même temps » de l'inclusion et de l'endiguement est de maintenir, dans les domaines d'entente comme de conflit, une mesure de prévisibilité de son comportement suffisamment grande pour inspirer de la confiance – non pas au sens de cordialité, mais au sens de continuité et cohérence dans ses propos et positionnements – pour que les autres acteurs puissent faire entrer cela dans leurs réflexions, sans que cela ne produise d'illusions.

Côté américain, le parallélisme d'inclusion et d'endiguement a été porté à son paroxysme agressif avec la doctrine dite de la « pression maximale » pendant l'administration Trump aux États-Unis (2017-21)¹⁰. Appliquée à l'Iran, elle consistait d'un côté à remettre en place puis à renforcer des sanctions ; c'était le volet de l'endiguement. De l'autre côté, pour le volet inclusif, Téhéran se voyait proposer un meilleur placement dans le système politique et commercial multilatéral, façonné et encore largement dominé par les États-Unis. Ce qui faisait de cette politique une approche maximaliste de la part de la Maison Blanche était le fait que l'endiguement et la pression étaient telles qu'elles auraient pu, dans sa vision, amener la chute du gouvernement iranien, voir du système des Ayatollahs entier – donc d'un *regime change*¹¹.

Depuis la fin de la Guerre froide, et en particulier depuis les années 2000, ce sont les sanctions qui sont l'outil de choix côté endiguement.

Côté inclusion, les « récompenses » sont surtout l'octroi d'avantages dans les relations bilatérales ou la meilleure intégration dans le système multilatéral (politique, économique et juridique ; parfois aussi éducatif et culturel) tel qu'il a été façonné par les puissances occidentales depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis tenant la barre.

Ce n'est pas un hasard si nous retrouvons souvent dans les confrontations actuelles entre des acteurs anti-chinois en Occident et le PCC des appels à des sanctions et boycotts (concernant par exemple les Jeux Olympiques d'hiver prévus début 2022 à Pékin, un des cas étudiés plus loin).

⁹ <https://www.institutmontaigne.org/blog/la-chine-et-la-commission-von-der-leyen-une-europe-sur-la-defensive>

¹⁰ Notamment par un « armement du dollar » afin de faire plier des gouvernements ou entités extérieures aux États-Unis aux préférences politiques de ces dernières. Voir notamment Joel Slawatsky, « US Financial Hegemony », *Fordham International Law Journal*, 44(1)/2020, p. 39-100, ici p. 51-71.

¹¹ Voir Hossein Aghaie Joobani, Mohammadhossein Daheshvar, « [Deciphering Trump's Maximum Pressure Policy](#) », *New Middle Eastern Studies*, 10(1)/2020, p. 22-44.

Mais la prolifération de restrictions et de sanctions rend également plus difficile la compréhension de « la nature » d'une relation inter-étatique. Les sanctions et pressions même sur des États alliés en sont l'illustration, comme l'ont récemment montré les décisions de la Maison Blanche de mettre en place des taxes punitives contre le vin et le fromage français et celle du Congrès américain d'appliquer des sanctions contre des parties prenantes du gazoduc Nord Stream 2.

C'est ainsi qu'on peut se retrouver en paix militaire et politique et simultanément en guerre économique avec le même acteur¹². Il faut néanmoins noter que plus deux acteurs – par exemple gouvernements – sont culturellement éloignés, plus ils courent le risque d'appliquer des grilles de lecture qui sont inadaptées pour comprendre les intentions de l'autre, menant plus facilement à une évaluation erronée que dans un contexte de proximité culturelle entre acteurs.

Dernière précision sur le maillage inclusion-endiguement, une posture politique peut relever d'une volonté d'endiguement vers un acteur et simultanément constituer une tentative d'inclusion d'un autre. Nous y reviendrons lors de l'analyse de l'usage du *hard power* américain à des fins de *soft power* (p.ex. endiguement de la Chine et accessoirement inclusion de Corée du Sud ou du Japon).

B. LES SPHERES DE L'AFFRONTMENT

Si cela fait un demi-siècle que l'Occident a une approche de la Chine communiste qui combine inclusion et endiguement, **les attaques qui sont analysées dans cette étude ont pour but (à court et moyen terme du moins) de faire pencher la balance politique en Occident de plus en plus vers l'endiguement de la Chine.**

Il y a bien entendu des tendances et efforts inverses, mais du fait de l'angle et du focus de cette étude sur les guerres de l'information *contre* la Chine, ce sont les tentatives d'endiguement qui seront mises en lumière.

Tandis que l'analyse et les études de cas qui suivent sont présentées selon leurs aspects de *hard*, *soft*, *smart* ou *sharp power*, il s'agit ici d'expliquer « ce qui est en jeu » de manière générale.

Nous proposons un regard sur trois sphères, ou ensembles d'enjeux, d'affrontements avec la Chine. A travers ces sphères, nous essaierons de mettre en lumière le maillage inclusion-endiguement. Nous observerons l'interaction entre ces deux dynamiques et les effets induits en termes de méthodes et d'enjeux de guerre de l'information, à l'illustration des études de cas à venir.

Ce découpage en sphères d'affrontement est développé à partir de la matrice analytique proposée par Claude Rainaudi dans sa contribution à l'ouvrage sur *La guerre cognitive*¹³. Elle est néanmoins divisée de manière différente pour mieux représenter, à notre sens, les trois « arènes » essentielles de l'affrontement entre acteurs occidentaux et chinois.

¹² Christian Harbulot, *L'Art de la guerre économique*, 2018, p. 21.

¹³ Claude Rainaudi, « À la recherche de la suprématie cognitive », *La guerre cognitive. L'arme de la connaissance*, 2001, p. 45-73, ici p. 73.

Cette démarche nous semble par ailleurs adaptée pour mettre en exergue la valeur d'une approche analytique par la « profondeur stratégique » qui est en jeu, surtout dans ces trois sphères, du moins en ce qui concerne les attaques menées dans les guerres de l'information observées dans ce dossier.

L'affrontement avec la Chine dans lequel s'engagent des acteurs installés en Occident a un double but : réduire la capacité chinoise de projection extérieure (militaire, politique, financière, culturelle, économique, ...) et sanctuariser la profondeur stratégique des sociétés non-chinoises, particulièrement en Amérique du Nord et en Europe, contre la portée des outils de *soft, hard, smart* ou *sharp power* chinois.

Les notions de profondeur stratégique et de portée militaire à la base, sont ici appliquées de manière plus large à la guerre de l'information. **La profondeur stratégique**, apparue comme concept géographique (distance entre les lignes de front et les bases de production et d'approvisionnement à l'arrière), **désigne ici pour des acteurs hostiles le « degré d'inaccessibilité » aux piliers sur lesquels reposent les structures et l'organisation étatique, économique et sociétale des pays occidentaux**¹⁴.

1. LA SPHERE INFRASTRUCTURELLE

Les voies de transport et d'approvisionnement sont essentielles à la survie des populations et de leurs États. A cela, s'ajoutent aujourd'hui les infrastructures de télécommunication.

En effet, la massification d'internet depuis les années 2000 et des smartphones depuis les années 2010 et leur usage dans tous les compartiments de fonctionnement de nos sociétés déterminent comme vitales les structures sur lesquelles repose le fonctionnement des TICs (technologies de l'information et de la communication)¹⁵.

La pression, particulièrement des États-Unis, d'exclure des acteurs chinois de certaines de ces infrastructures, notamment à travers la bataille pour l'équipement en 5G, s'inscrit dans une double évolution :

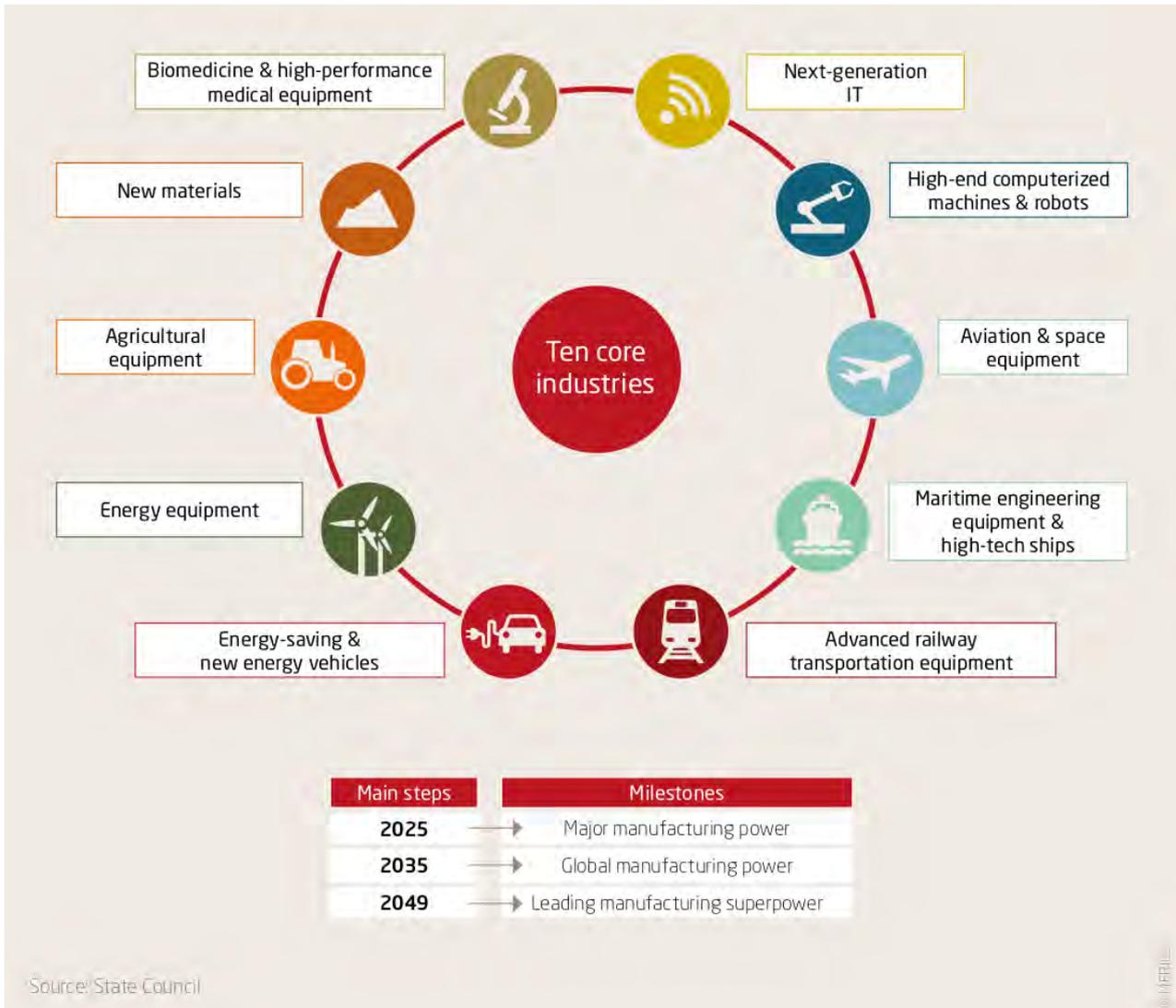
- i. La dégradation de l'image de la Chine communiste et du PCC suite aux attaques réputationnelles menées sur l'échiquier sociétal – notamment le traitement des Ouïghours – avec des conséquences sur les échiquiers économique et politique (voir plus bas les cas du coton chinois et des Jeux Olympiques d'hiver)
- ii. La volonté du gouvernement chinois d'acquérir la suprématie dans plusieurs domaines d'importance stratégique consacrés à travers le plan *Made in China 2025*. Une volonté assumée et affichée par Xi Jinping et son gouvernement, qui à travers ce plan décennal (dévoilé en 2015) veulent faire de la Chine une « *superpuissance manufacturière* »¹⁶.

¹⁴ L'application du concept de profondeur stratégique à un champ non-militaire n'est pas nouvelle et il y a des précédents de ce type d'analyse. À titre d'exemple, voir Niagalé Bakayoko, Frédéric Ramel, « [Francophonie et profondeur stratégique](#) », *Études de l'Irsem*, 26/2013.

¹⁵ Sur la genèse de la protection des infrastructures vitales en France, voir Jean-François Daguzan, « [La protection des infrastructures critiques](#) », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 11/2010, p. 1001-1015.

¹⁶ Voir p.ex. Elsa B. Kania, « [Made in China 2025, Explained](#) », *The Diplomat*, 01/02/2019.

Mais Xi Jinping y a aussi fait allusion en appelant par exemple de ses vœux un « *environnement international plus propice au développement paisible de la Chine*¹⁷ », ce qui concerne notamment les sphères structurelle et cognitive.



Représentation des secteurs-clés du Made in China 2025, repris du rapport MERICS de 2019 sur cette stratégie¹⁸

Les infrastructures et tout particulièrement celles qualifiées de « vitales » sont au cœur de la capacité d'un État à garantir sa souveraineté et la pleine intégrité de son territoire.

Une première clef de lecture pour les dynamiques qui seront présentées par la suite est donc qu'il s'agit essentiellement de parvenir à écarter un acteur redoutable par sa taille et sa capacité de nuisance sur les points vitaux du fonctionnement de l'État.

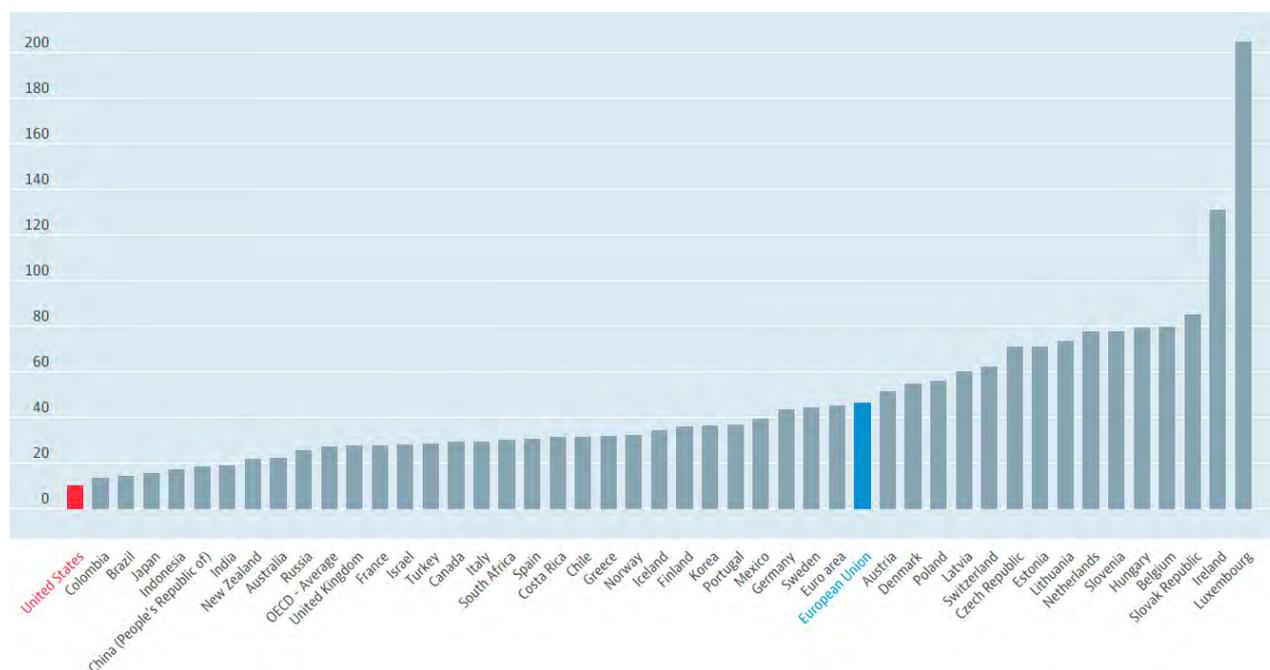
¹⁷ Déclaration de Xi Jinping lors d'une conférence sur la politique étrangère le 29/11/2014, relayée notamment par l'agence de presse Xinhua et le *Global Times*, un des deux grands quotidiens anglophones contrôlés par le PCC : <https://www.globaltimes.cn/content/894240.shtml>

¹⁸ Max Zenglein, Anna Holzmann, « Evolving Made in China 2025 », *MERICS Papers on China*, 8/2019, p. 20.

C'est la dimension territoriale et nationale, ou communautaire pour l'UE. L'enjeu est de maintenir les prérequis physiques de la puissance, c'est-à-dire le contrôle d'une aire géographique définie avec les structures et la population présentes.

2. LA SPHERE STRUCTURELLE

L'enjeu connexe de la profondeur stratégique est celui de l'approvisionnement, tel qu'il s'est développé avec la mondialisation marchande. Une mondialisation des flux d'importation et d'exportation à laquelle est particulièrement sensible l'Europe, plus que les États-Unis au regard de la part relative des flux internationaux dans leurs économies.



Poids du commerce transfrontalier pour les pays de l'OCDE, en % du PIB national (2016-2020)¹⁹

Cela est par ailleurs vrai aussi pour l'approvisionnement en énergie, un domaine dans lequel l'Europe et la Chine sont en situation de dépendance, tandis que les États-Unis sont redevenus autonomes et même exportateurs de pétrole depuis quelques années²⁰.

Outre un système de transport global fonctionnel – maritime essentiellement –, il faut un cadre légal et un cadre financier de préférence institutionnalisés.

C'est précisément ce que les alliés de la Deuxième Guerre mondiale ont mis en place tant avec le système onusien qu'avec les accords de Bretton Woods, la Banque mondiale, le FMI et le General Agreement on Tariffs and Trade devenu l'OMC, etc.²¹.

¹⁹ Données pour la période 2016-2020 : <https://data.oecd.org/trade/trade-in-goods-and-services.htm>

²⁰ <https://www.eia.gov/energyexplained/us-energy-facts/imports-and-exports.php>

²¹ Voir là-dessus le chapitre « Dynamiques historiques structurantes » du rapport *Comment les États-Unis contribuent-ils à affaiblir l'économie française*, MSIE36, Ecole de Guerre Economique, octobre 2021.

L'inclusion à ce système, à travers l'ONU dès le départ – bien que dans un premier temps ce fut la Chine républicaine et non la Chine populaire – et l'OMC bien plus tard, a permis à la Chine de développer un poids plus grand au sein de ces institutions, tandis que les autres membres pouvaient mieux l'intégrer dans leur système de règles – du moins, était-ce l'intention.

Comme cela sera démontré au cours de notre étude, la Chine sous Xi Jinping est pointée du doigt pour son jeu ambigu. Elle est accusée à la fois de se placer en dehors du système international – le *rules-based international order* – et d'être, au moins partiellement, subversive et déloyale dans les institutions où elle siège.

Que ce soit vrai ou non, que l'approche du PCC soit loyale ou subversive, pour nombre de gouvernements occidentaux l'enjeu est de maintenir ce qui reste de leur emprise sur le « lacis » multilatéral et international. Un réseau d'acteurs créé à cette fin est par exemple « l'Alliance interparlementaire sur la Chine », l'IPAC, dont il sera question plus bas.

C'est la dimension « architecturale » et internationale ; l'enjeu est de maintenir un contexte favorable à l'exercice de la puissance.

3. LA SPHERE COGNITIVE

Troisième sphère à prendre en compte ici : celle dans laquelle se façonne l'imaginaire individuel et surtout collectif du monde, c'est-à-dire la sphère cognitive. Il sera question plus loin de l'utilisation possible, observable dans la guerre de l'information, des biais cognitifs humains pour mener des opérations d'influence. A ce stade de notre propos, il s'agit de mettre en perspective en quoi le cognitif interpelle la notion de profondeur stratégique.

Toute société repose notamment sur un socle de valeurs partagées par la grande majorité de ses membres, qu'elles soient d'inspiration religieuse ou autre. Autrement dit, **le degré de mobilisation d'une population dépend beaucoup du degré de sa cohérence et des valeurs et convictions partagées.**

Si l'on parvient à affaiblir ces dernières, le degré de cohérence sera réduit, ce qui emporte alors plusieurs conséquences importantes :

- la capacité de projection vers l'extérieur est affaiblie ;
- la capacité à encaisser les chocs (la résilience) est amoindrie ;
- la capacité à prendre des décisions est réduite (allant jusqu'à la paralysie décisionnelle²²)
- la capacité à façonner son environnement est fragilisée²³.

²² Voir Philippe Baumard, « Les limites d'une économie de la guerre cognitive », *La guerre cognitive. L'arme de la connaissance*, Lavauzelle, 2001, p. 35-53, p. 40.

²³ Sur le rôle essentiel que joue la capacité de façonner son environnement pour pouvoir mener une stratégie de puissance digne de ce nom, voir notamment le chapitre sur la quête de « suprématie cognitive » de Claude Rainaudi, « À la recherche de la suprématie cognitive », art. cit.

Cela constitue un enjeu majeur des relations entre l'Occident et la Chine. « *Le concept de « dominance stratégique » repose sur la capacité d'un État d'interdire ou de dissuader un État rival de remettre en cause ses règles de conduite et sa perception du monde²⁴. »*

Vu sous cet angle, une partie des attaques relevant des guerres de l'information contre la Chine peuvent être interprétées comme des éléments de *défense agressive* de l'imaginaire collectif occidental, déjà mis à mal, notamment par certains courants idéologiques post-modernes et déconstructivistes comme le wokisme.

Avec leur profondeur stratégique cognitive affaiblie, les gouvernements en Europe et en Amérique du Nord sont dès lors plus enclins à la mise en œuvre de politiques d'endiguement plutôt que d'inclusion concernant la Chine. Un des réflexes – certes ancien – à l'œuvre dans ces circonstances est de définir (= d'ancrer dans l'imaginaire collectif) un ennemi commun.²⁵ Il en sera par ailleurs question notamment concernant le discours anti-chinois, surtout aux États-Unis, lié à l'apparition du Covid-19. C'est précisément l'effet recherché par les acteurs (étatiques ou autres) qui mènent leurs offensives contre la Chine dans le but de conquérir le terrain informationnel, notamment sur l'échiquier sociétal afin d'influencer les prises de décisions sur les échiquiers économique et politique.

C'est la dimension sociétale ; l'enjeu est ici de maintenir un imaginaire stable suivant lequel la puissance peut s'exercer²⁶.

Ces éléments de contexte nous semblent importants pour la compréhension des dynamiques qui peuvent faire le succès des attaques informationnelles contre la Chine.

Les enjeux sont d'ampleur et d'ordre stratégique. Ils s'inscrivent dans le temps long. La virulence, la mobilisation et l'impact de plusieurs attaques s'expliquent aussi par ce contexte.

C. QUELQUES POINTS-CLES POUR SITUER LA CHINE DANS LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE

Bon nombre des acteurs politiques et économiques de la Chine œuvrent à renforcer la place de leur pays dans les relations internationales dans les trois sphères dont il est ici question. Les offensives informationnelles menées par des acteurs occidentaux ou installés en Occident sont donc, au moins en partie, considérées par leurs auteurs comme des « contre-offensives » plutôt que des attaques (malveillantes).

²⁴ Constat formulé par John Arquilla dans son article « The Strategic Implications of Information Dominance », cité par Baumard, « Les limites d'une économie de la guerre cognitive », art. cit., p. 43.

²⁵ Une (sinon la) référence classique à ce propos est celle du juriste Carl Schmitt, développée autour de l'axe de différenciation entre ami et ennemi comme raison d'être de l'État. Voir à ce propos p.ex. Jean-Baptiste Pitiot, « [La dialectique ami/ennemi](#) », *Infoguerre* [en ligne], 17/01/2013, ou Michel Senellart, « [Présentation](#) » [Dossier ami et ennemi], *Astérior*, 6/2009.

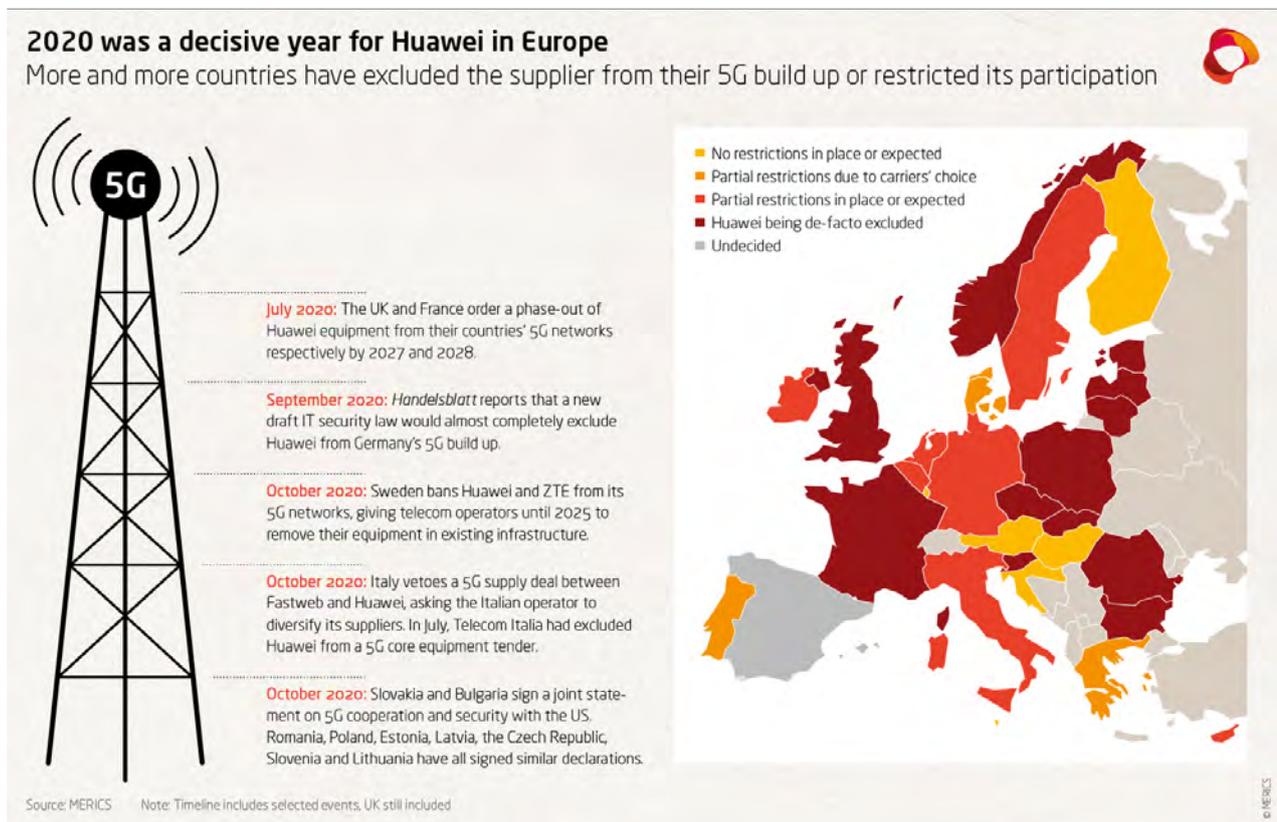
²⁶ Ce qui est la raison pour laquelle c'est précisément dans la sphère cognitive que des tentatives de captation durable d'une cible sont menées ; il en sera question plus loin. Voir à ce propos entre autre Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive*, 2021, ainsi que pour l'exemple du basculement de la quête d'indépendance vers l'acceptation de dépendance en Europe dans la deuxième moitié du XXème siècle Christian Harbulot, « [La légitimité de la guerre cognitive](#) », *Revue internationale et stratégique*, 56(4)/2004, p. 63-67.

La Chine – tout comme la majorité des États – essaie d’augmenter ses marges de manœuvres. Il convient de noter qu’une entière indépendance d’un gouvernement dans ses choix stratégiques, si tant est qu’elle existe réellement, n’est atteinte que s’il peut s’affranchir des contraintes externes (ce qui rejoint dans la quadrilogie des composantes de la souveraineté proposée par Serge Sur celle de la capacité de « refuser de faire »²⁷).

Avant d’entamer donc l’analyse des cas de guerres de l’information par le contenu contre la Chine, restituons globalement et brièvement la Chine dans le contexte international et institutionnel, afin de rendre plus compréhensible quelques-uns des enjeux dans les trois sphères précitées.

1. SPHERE INFRASTRUCTURELLE

Dans la sphère infrastructurelle, cela peut recouvrir des projections de pouvoir (ou ce qui est perçu ainsi) depuis la Chine sur un autre territoire ; la question de l’implantation ou non de Huawei pour l’infrastructure 5G en est l’exemple emblématique.



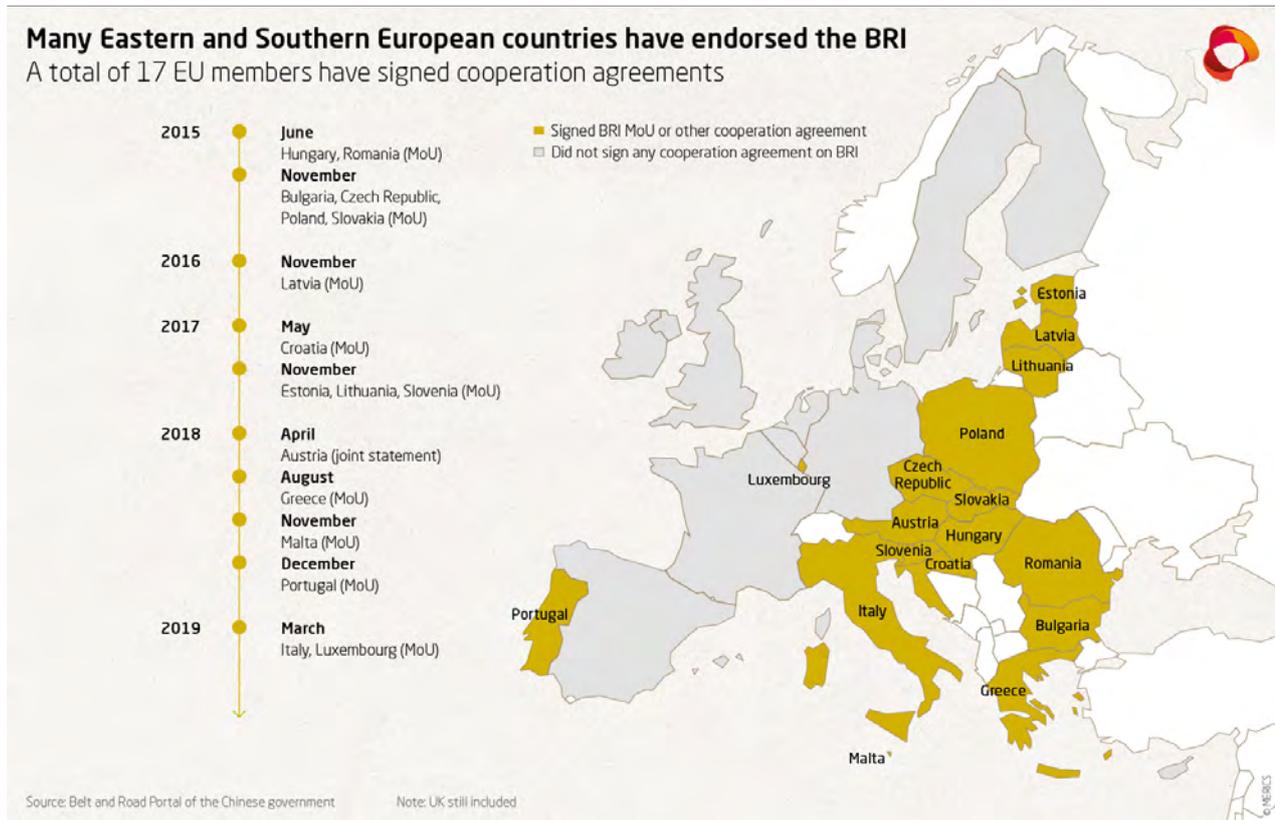
© MERICS / Lucrezia Poggetti²⁸

²⁷ Voir Serge Sur, *Relations internationales*, 7^e éd., 2021.

²⁸ <https://merics.org/de/kurzanalyse/eu-china-mappings-interactions-between-eu-and-china-key-issues>

2. À L'INTERSECTION DES SPHERES INFRASTRUCTURELLE ET STRUCTURELLE

L'engagement de plusieurs pays européens dans les Nouvelles Routes de la Soie (NRS) revête à la fois une importance d'ordre infrastructurel – voies et ports vers et en Europe – et une importance d'ordre structurel via la participation à un ensemble d'arrangements juridiques créant des interdépendances organisationnelles durables.



© MERICS / Lucrezia Poggetti²⁹

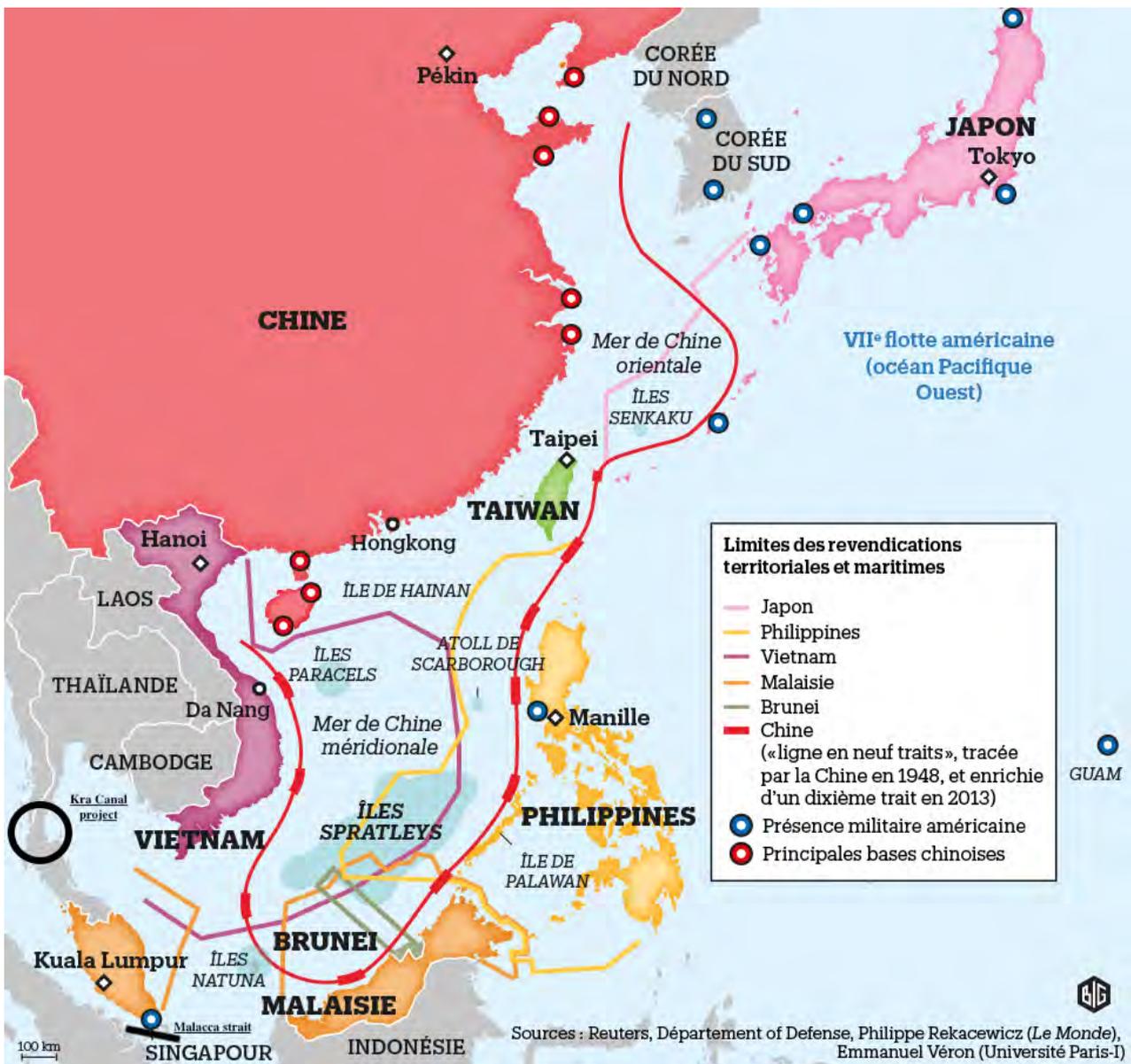
Également situé à l'intersection des sphères infrastructurelle et systémique est l'état actuel de l'endiguement de la Chine par la configuration politico-sécuritaire autour de la Mer de Chine, connue sous l'appellation de « première ligne » et « deuxième ligne » d'îles.

Cette configuration structure les flux vers et depuis la Chine par voies maritimes, dont les passages stratégiques (*choke points*) sont physiquement contrôlés par des alignés ou alliés des États-Unis.

Elle est un pilier de l'ordre politique et juridique de la zone, en alignant notamment les positions des gouvernements concernés sur l'application et l'interprétation du droit international maritime, la CNUDM³⁰ en tête.

²⁹ <https://merics.org/de/kurzanalyse/eu-china-mappings-interactions-between-eu-and-china-key-issues>

³⁰ <https://pca-cpa.org/fr/services/arbitration-services/unclos/>



© Dauphine Stratégie Défense³¹

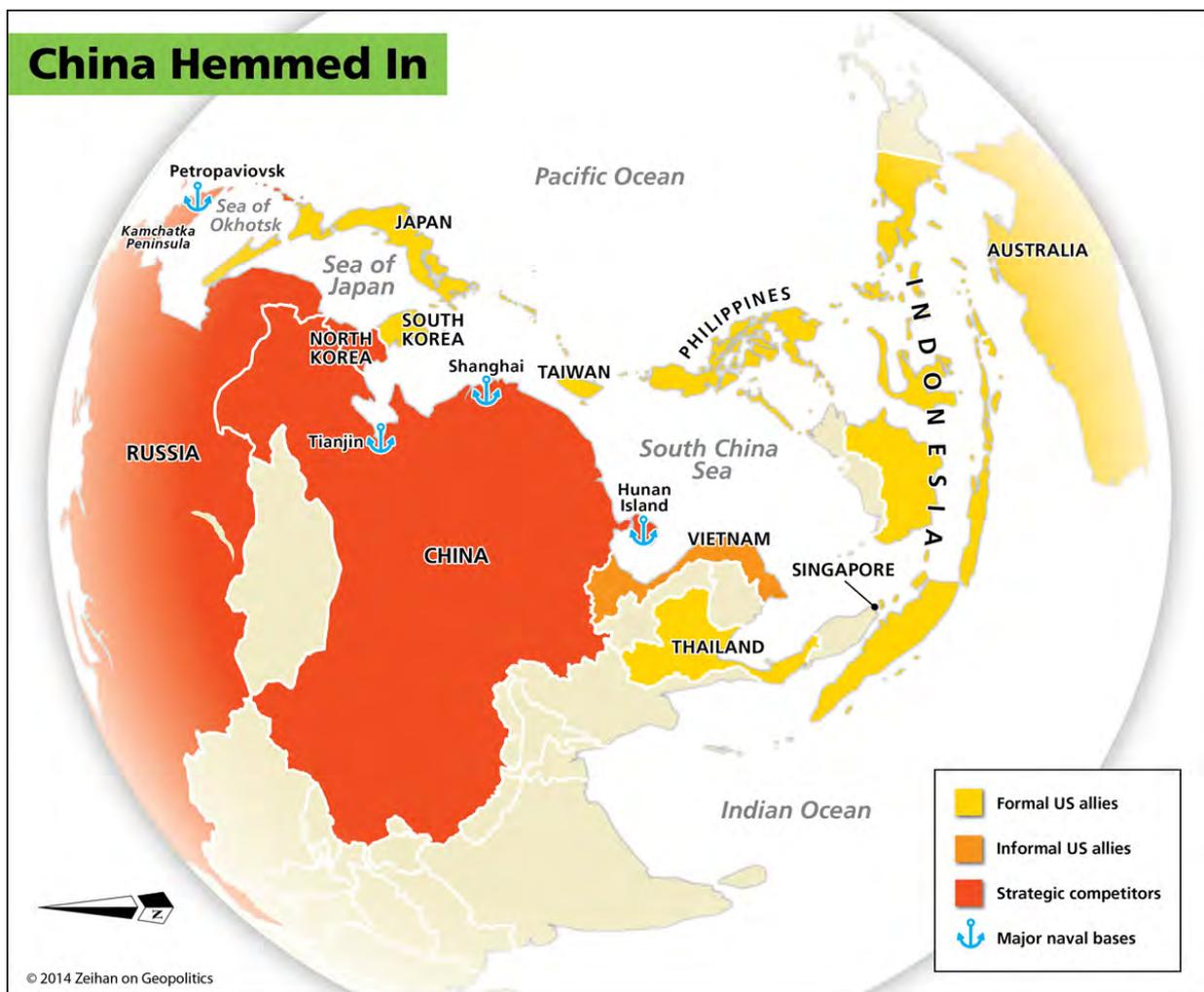
Les cartes ci-dessous illustrent la situation géographique et la perspective chinoise, cartes qui font apparaître que « l'expansionnisme chinois » via les NRS relève (aussi) de la volonté des contourner l'endiguement actuellement mis en place par le rattachement politico-sécuritaire aux États-Unis de plusieurs États autour de la Mer de Chine.

Ces deux cartes peuvent clarifier pourquoi le gouvernement chinois souhaite soustraire, tant que faire se peut, ses voies d'approvisionnement et de commerce au pouvoir de projection d'autres acteurs (occidentaux) vers sa région. Les conflits les plus visibles qui en émanent sont ceux concernant la stipulation des « Neuf traits », le contrôle de l'Indo-Pacifique et la mainmise sur les voies et centres névralgiques pour les flux commerciaux.

³¹<https://www.dauphine-strategie-defense.com/publications/2021/3/4/the-south-china-sea-tiny-islands-high-stakes>

La Chine souhaite diversifier ces derniers par les Nouvelles Routes de la Soie, notamment sa composante terrestre.

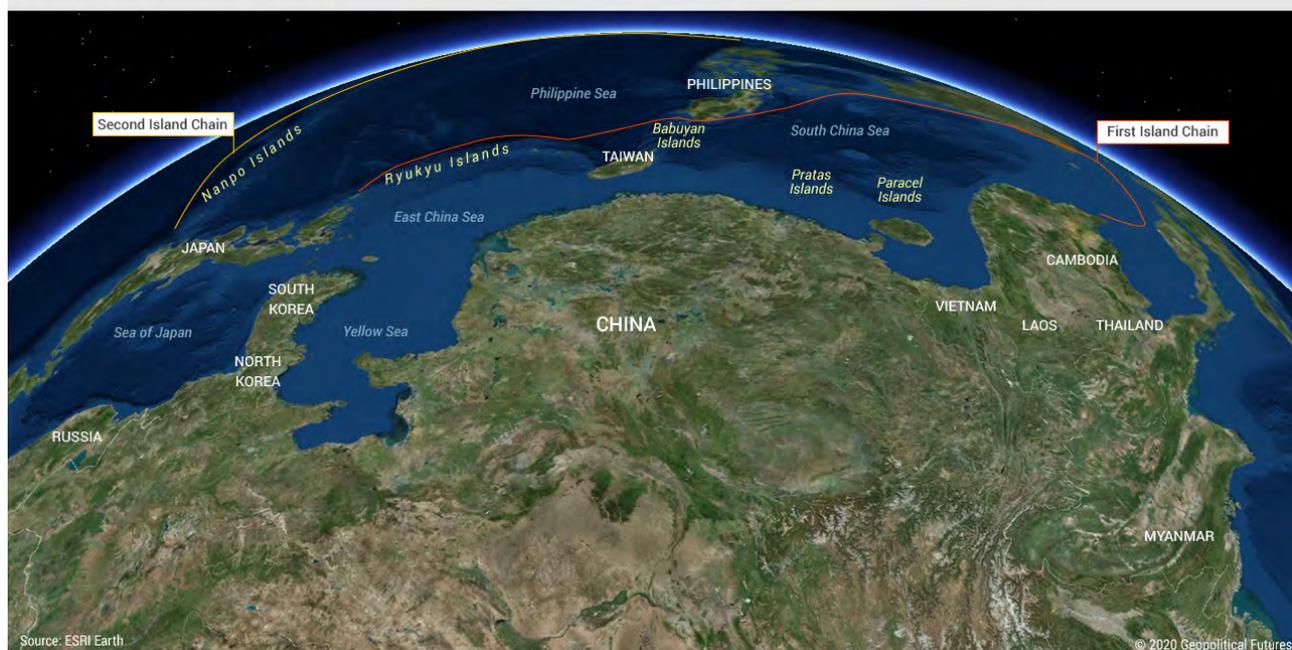
Elles font bien entendu l'objet d'offensives informationnelles dont il sera question plus loin.



© Peter Zeihan / zeihan on geopolitics³²

³² <https://zeihan.com/the-accidental-superpower-maps/>

China's Perspective



© George Friedman / Geopolitical Futures³³

Les guerres de l'information menées contre la Chine – par exemple celle d'un accaparement politique, voir territorial via « l'outil » du surendettement de plusieurs États le long des NRS – peuvent donc être considérées comme des offensives dont le but est de maintenir l'équilibre au sein des sphères infrastructurelle et structurelle en faveur des États-Unis.

Ce qui voudrait dire pérenniser ce qui est perçu côté chinois comme un endiguement.

3. SPHERE STRUCTURELLE

Sans entrer à ce stade dans le détail des analyses d'offensives informationnelles contre la Chine, il convient toutefois de rappeler rapidement deux faits qui impactent la sphère structurelle à moyen et long terme.

Ceux-ci sont la démographie et le « centre de gravité » de l'économie mondiale marchande. Ces deux sujets présentent une évolution défavorable à l'Occident.

³³ <https://geopoliticalfutures.com/trump-taiwan-and-an-uproar/>

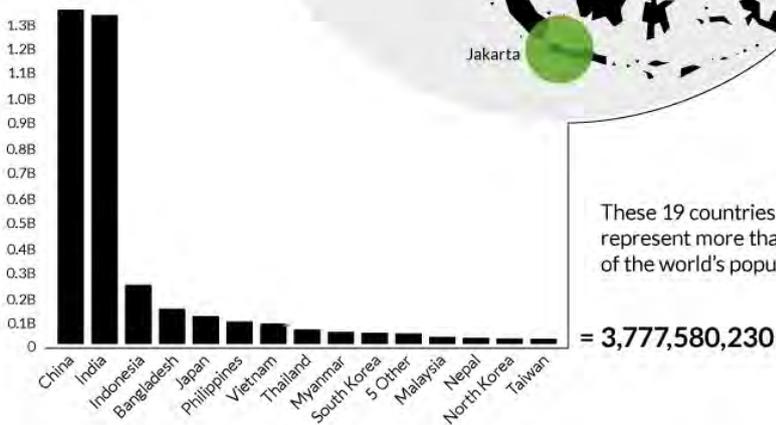
SPHERE OF INFLUENCE

More than half of the people on Earth live within this circle



Megacities

This circle contains 22 of the world's 37 megacities, which each hold at least 10 million people.



These 19 countries represent more than half of the world's population.

= 3,777,580,230

Source: Wikipedia

visualcapitalist.com



© Visual Capitalist³⁴

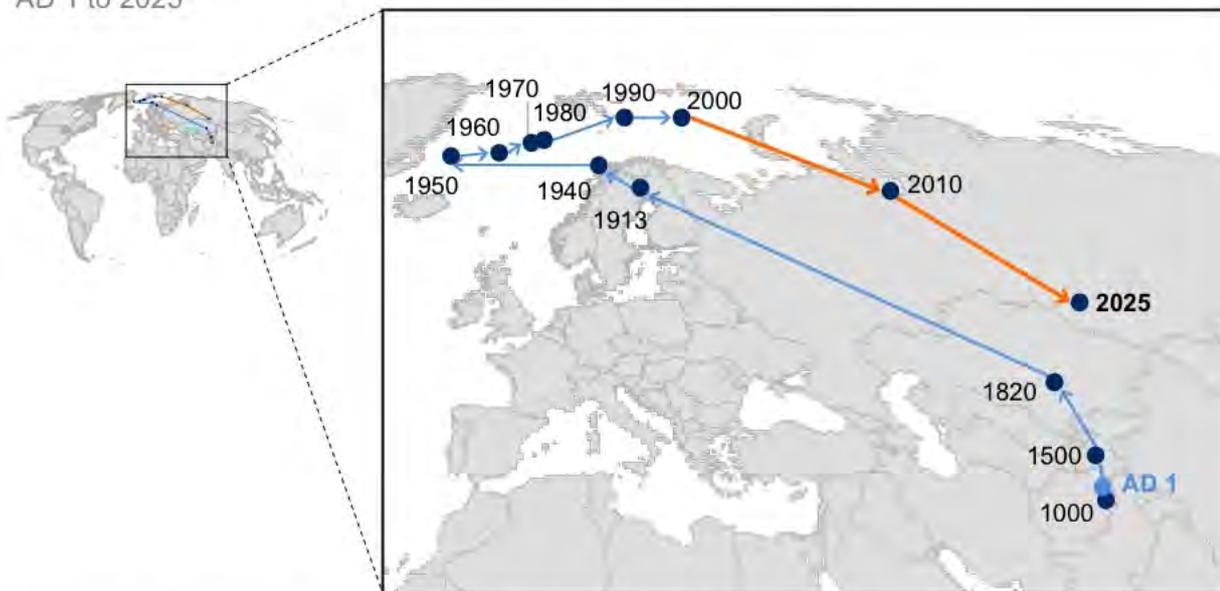
³⁴ <https://www.visualcapitalist.com/majority-worlds-population-lives-circle/>

Exhibit 3

By far the most rapid shift in the world's economic center of gravity happened in 2000–10, reversing previous decades of development

Evolution of the earth's economic center of gravity¹

AD 1 to 2025



¹ Economic center of gravity is calculated by weighting locations by GDP in three dimensions and projected to the nearest point on the earth's surface. The surface projection of the center of gravity shifts north over the course of the century, reflecting the fact that in three-dimensional space America and Asia are not only "next" to each other, but also "across" from each other.

SOURCE: McKinsey Global Institute analysis using data from Angus Maddison; University of Groningen

© McKinsey / ZeroHedge³⁵

4. À L'INTERSECTION DES SPHERES STRUCTURELLE ET COGNITIVE

Aspect qui ne sera pas traité dans ce dossier pour des questions de volume, l'aspiration de la Chine à être reconnue comme un acteur légitime au sein de l'ordre international sur les questions liées à l'Arctique³⁶ illustre les enjeux à l'intersection des sphères structurelle et cognitive.

Sur cette question, s'opposent la considération de proximité géographique comme condition d'une telle légitimité (narratif occidental) à celle de l'impact commercial et économique ainsi que l'importance écologique et scientifique « universelle » de la zone (narratif chinois)³⁷ – notamment si un passage maritime navigable constamment venait à s'ouvrir suite au réchauffement climatique.

³⁵ <https://www.businessinsider.com/mckinsey-worlds-economic-center-of-gravity-2012-6>

³⁶ Raphaël Balenieri, « [La Chine admise au Conseil de l'Arctique](#) », *Le Point*, 15/05/2013.

³⁷ Voir le [Livre blanc chinois sur l'Arctique](#) de janvier 2018 ainsi que l'article « [La Chine à la conquête des Pôles](#) », *The conversation*, 15/07/2020. Il n'est pas anodin que la Chine souhaite se positionner comme acteur légitime de l'Arctique (et l'Antarctique) par le biais scientifique, p.ex. via la création du [Chinese Journal of Polar Research](#) en 1997.



© Frank Jacobs / Big Think / Strange Maps³⁸

Le gouvernement chinois s'est montré attentif à la question et habile dans son positionnement notamment au Conseil de l'Arctique, avec son statut d'observateur, et ses manœuvres de politique multi- et bilatérale pour augmenter peu à peu son influence et sa marge de manœuvre, malgré la distance géographique. Elle a noué des liens bilatéraux avec des parties prenantes de l'Arctique comme la Russie, l'Islande ou le Groenland³⁹ – ce qui lui permet de suggérer de plus en plus qu'elle aurait réellement un rôle à jouer dans la gestion de cette zone, pourtant lointaine de ses côtes.

5. SPHERE COGNITIVE

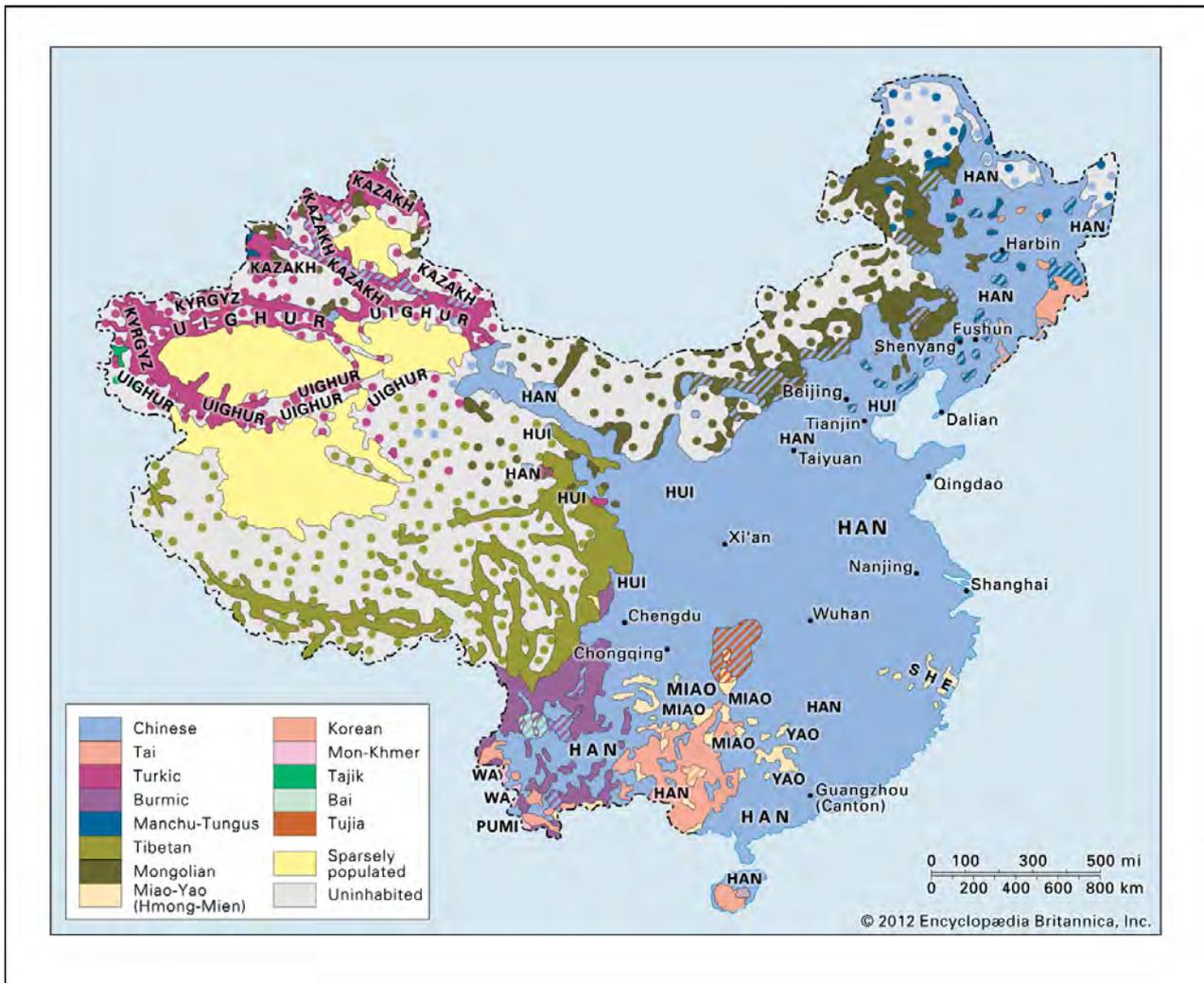
Dans l'approche américaine d'orienter tout au moins les pays occidentaux vers une grille de lecture ami/ennemi dirigée contre la Chine, la place première est accordée à l'atteinte réputationnelle du régime chinois par la montée en puissance de narratifs de violations systématiques des droits de l'Homme (narratifs du génocide des Ouïghours et de l'oppression des Tibétains, notamment).

Suivant cette présentation, la Chine est à la fois en tort moralement, car niant sa propre diversité ethnique, et légalement, car en contravention avec les règles internationales relatives à la protection des droits de l'Homme au sein du système onusien dont elle fait partie.

Ainsi, la carte ci-dessous représente la diversité ethnique de la Chine que le gouvernement de Pékin souhaiterait effacer par sa politique, notamment envers les Ouïghours ou les Tibétains. Une carte qui illustre aussi la méconnaissance particulièrement occidentale de cette diversité chinoise, diluée dans la survivance d'un imaginaire colonial uniformisateur.

³⁸ Extrait d'une carte chinoise dite verticale, utilisée dans les manuels scolaires chinois. <https://priorprobability.com/2017/04/09/frame-of-reference-chinese-world-map-edition/>

³⁹ Voir l'analyse de Cynthia Picart, « [Lutte d'influence en Arctique : le droit comme arme stratégique](#) », *Infoguerre*, 21/09/2021.



© Encyclopædia Britannica⁴⁰

Ces contradictions présentent un terrain favorable à des offensives informationnelles diverses contre la Chine, dont nous observerons quelques conséquences emblématiques, telles que les offensives contre les Jeux Olympiques de 2008 et de 2022 avec l'appel au boycott pour dénoncer la politique de colonisation intérieure⁴¹ de Pékin, accompagnée de violences contre ces populations.

On l'aura compris, dans les cas de guerre de l'information qui seront analysées, la dynamique de l'endiguement peut être considérée aux yeux de ses auteurs comme une défense agressive contre une Chine qui essaierait de changer indûment – voir de révolutionner – l'équilibre et l'ordre établis dans les sphères infrastructurelle, structurelle et cognitive.

Il en découle une diversité et une amplitude des offensives considérables, dont la présente étude tentera d'éclairer les plus significatives.

⁴⁰ <https://cdn.britannica.com/43/21143-050-0DD52F35/composition-China.jpg>

⁴¹ Un narratif qui remonte bien au-delà de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Voir notamment Peter Calvert, « [Internal Colonisation, Environment, and Development](#) », *Third World Quarterly*, 22(1)/2001, p. 51-63.

II. LA CHINE, CIBLE DU HARD POWER

A. HARD POWER : RAPPEL DU CONCEPT

Selon la définition de Guy-Philippe Golstein⁴² « une action allant à l'encontre de la volonté d'un des acteurs, dans le cadre de l'établissement de la base économique et industrielle permettant la puissance » constitue l'expression d'un **hard power**.



© Chappatte dans Le Temps, Suisse 2 mars 2018

Autrement dit, il s'agit d'un **moyen coercitif d'influence dont l'objectif est d'aboutir à une relation de gagnant-perdant entre deux acteurs**.

Dans ce rapport du fort au faible, l'Occident a longtemps cru que la Chine ne représenterait pas de concurrence sérieuse à l'ordre mondial établi et dominé par les États-Unis.

Cette méthode est pourtant au cœur de la **guerre économique actuelle** livrée par Pékin et Washington où l'enjeu stratégique est d'affirmer sa puissance sur la scène internationale et qui est menée par l'information sur les champs économiques et financiers, technologiques, juridiques, politiques et sociétaux.

Pour autant, l'affaiblissement du rapport de puissance a été marqué notamment par l'**avènement de la technologie chinoise s'émancipant des technologies américaines** ou encore par le "**recadrage**" de la région Indo-Pacifique où l'extension des capacités, la présence, l'influence et les intérêts chinois remettent en cause dangereusement les stratégies géopolitiques en matière de sécurité et de diplomatie dans cette région du monde.

⁴² Guy-Philippe Goldstein, « Les stratégies d'attaque, en vue d'une domination informelle », *Manuel d'intelligence économique*, 3^e éd., 2019, p. 227-228.

Ainsi, dans le domaine ultra-stratégique des télécommunications, les actions offensives à l'égard du géant chinois Huawei notamment autour des enjeux de la 5G (5^{ème} génération de réseau mobile) marquent un tournant significatif dans ce nouveau rapport de force.

De la même manière, la notion d'Indo-Pacifique aurait pour ambition de contrer l'influence et l'hégémonie territoriale chinoise à défaut de pouvoir l'exclure de cette zone multipolaire partagée et revendiquée à travers l'histoire par de nombreux pays.

B. HUAWEI : ILLUSTRATION D'UN HARD POWER AUTOUR DE LA 5G⁴³

1. L'ENTREPRISE CHINOISE HUAWEI



Le cas Huawei est une illustration des diverses méthodes de *hard power* utilisées par les nations pour s'opposer à la prise de contrôle par Pékin du numérique mondial.

Cette entreprise chinoise fondée en 1987 dont le siège social se trouve à Shenzhen, fournit des solutions dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). En élargissant son marché, Huawei est devenu un fournisseur de solutions numériques en terminaux, réseaux et cloud, pour les opérateurs, entreprises et consommateurs. Ses produits et solutions sont déployés dans plus de 170 pays et il est le plus grand fabricant de matériel de télécommunication au monde.

Mais cette place de leader mondial est âprement convoitée sur la scène mondiale car les enjeux engendrés par la révolution 5G sont colossaux : dix fois plus rapide que la 4^{ème} génération, moins consommatrice d'énergie, très attendue dans les domaines de la logistique maritime et aérienne, de l'énergie, de la vidéosurveillance ou encore des voitures autonomes, les gains apportés par cette nouvelle génération de réseau sont inestimables.

Ce combat pour la suprématie en matière de 5G est considéré comme la pierre angulaire de la guerre commerciale sino-américaine car ce qui est en jeu ici n'est ni plus ni moins que le leadership mondial sur les questions des nouvelles technologies de l'information.

⁴³ cf. annexe cartographie Huawei/5G.

2. DES OFFENSIVES SOUS IMPULSION AMERICAINE

Depuis 2018, une véritable campagne « anti-huawei » organisée par **le gouvernement américain est menée afin de déstabiliser sérieusement le rival chinois.**

Les offensives américaines aussi bien sur le plan économique qu'informationnel, cachent des enjeux géopolitiques bien plus importants où **la suprématie américaine dans l'ordre mondial est complètement remise en question par l'émergence de la Chine.**

Si cette croisade a pris son essor sous le gouvernement Trump, il serait un peu simpliste de réduire ce phénomène à cette présidence alors que **l'origine du désaccord démarre entre autres avec le projet chinois des nouvelles routes de la soie en 2013 et des tensions géopolitiques dans le Pacifique.**⁴⁴

Comme le souligne Benjamin Pajot⁴⁵ dans une interview donnée aux auteurs de ce rapport, le 25 octobre 2021 :

*« La présidence Trump a essayé d'embarquer un front occidental anti-chinois en **exerçant une pression assez forte sur ses partenaires qui soient européens, sud-américains, avec des degrés d'ailleurs de succès plus ou moins élevés. Le constat c'est qu'aujourd'hui tout le monde s'accorde à penser dans cet espace-là que Huawei n'est pas un fournisseur fiable et souhaitable pour l'établissement d'infrastructures 5G.***

*On peut même remonter avant, à ce qui avait été fait au début de l'administration Trump, même tentative qui avait été menée à la suite d'enquêtes déclenchées sous l'administration Obama contre l'entreprise chinoise ZTE toujours dans le secteur des télécoms. On est face à **des tentatives américaines de priver la Chine d'accès à la technologie pour ralentir son émergence, pour ralentir son écosystème d'innovation qui est extrêmement rapide et qui se diffuse très largement dans les pays émergents. C'est une tentative de partitionner les choses pour faire en sorte que l'émergence chinoise ne vienne pas directement menacer les intérêts, d'abord américains, puis occidentaux.** ».*

Il semble logique que ces offensives soient menées principalement par Washington, Pékin représentant son rival direct sur ce champ de confrontation.

⁴⁴ Salamatian Kavé, « [Trump contre Huawei, enjeux géopolitiques de la 5G](#) », *Hérodote*, 177-178(2-3)/2020.

⁴⁵ Politiste et chercheur spécialisé sur la géopolitique du numérique et des nouvelles technologies au centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Cependant, tout l'intérêt de l'étude est d'analyser comment les Américains procèdent pour affaiblir leur concurrent en se plaçant en défenseur de l'Occident et en tentant de rallier un maximum de pays à leur cause.

Les moyens utilisés par les Américains confondent les armes juridiques ou réglementaires (extraterritorialité du droit ou mesures de cybersécurité) avec des attaques informationnelles dont les narratifs contre Huawei sont les suivants : **l'espionnage de masse et l'argument sécuritaire, l'hégémonie du parti communiste chinois, le mensonge, les complots et le vol de propriété intellectuelle ou encore l'atteinte aux droits de l'homme et aux valeurs occidentales.**

3. DES MESURES REGLEMENTAIRES DE CYBER SECURITE FACE AU RISQUE D'ESPIONNAGE DE MASSE

a) Les mesures étasuniennes

Washington considère que l'entreprise chinoise par l'intermédiaire de fonctionnalités cachées dans les équipements 5G pourrait capter toutes sortes de données notamment celles très sensibles de l'armée.

Le fondateur de Huawei, **Ren Zhengfei**, ancien ingénieur de l'armée chinoise reconverti dans l'électronique, est **membre du Parti communiste chinois (PCC)** depuis 1978. **Il dispose en tant que champion national d'un soutien très fort de l'Etat-parti chinois en matière de financement notamment.** Compte tenu de la forte proximité du géant numérique au PCC et de la loi sur le renseignement adoptée par la Chine en 2017 « *Toute organisation ou citoyen doit, dans le respect de la loi, soutenir, donner assistance et coopérer avec le renseignement national, et maintenir le secret sur toute activité de renseignement dont il a connaissance* »⁴⁶, les craintes d'espionnage ou de sabotage semblent être réelles.

Les États-Unis ont donc décidé d'agir en menant, comme à leurs habitudes, des attaques informationnelles dont un des narratifs soutenu est l'espionnage comme menace sécuritaire majeure. En 2019, lors de la présentation de leur évaluation annuelle des menaces devant le *Senate Select Committee on Intelligence*, les services de renseignement étasuniens l'ont par ailleurs clairement exprimé : « *La Chine présente une menace constante de cyber-espionnage et une menace d'attaques contre nos cœurs de systèmes militaires et infrastructurels* »⁴⁷.

Alors l'administration Trump met en place un véritable embargo anti-Huawei sur son territoire et invite plusieurs de ses alliés à en faire de même⁴⁸. Ainsi, sous l'impulsion américaine, plusieurs nations ont rejoint le camp « anti-Huawei » comme l'Australie, le Japon, la Corée du Sud ou encore la Pologne en interdisant tous les équipements de la marque chinoise sur leur territoire⁴⁹.

⁴⁶ Philippe Le Corre, « [Huawei, le géant du smartphone navigue entre la Chine et l'Occident](#) », *Ouest-France*, 19/02/2019.

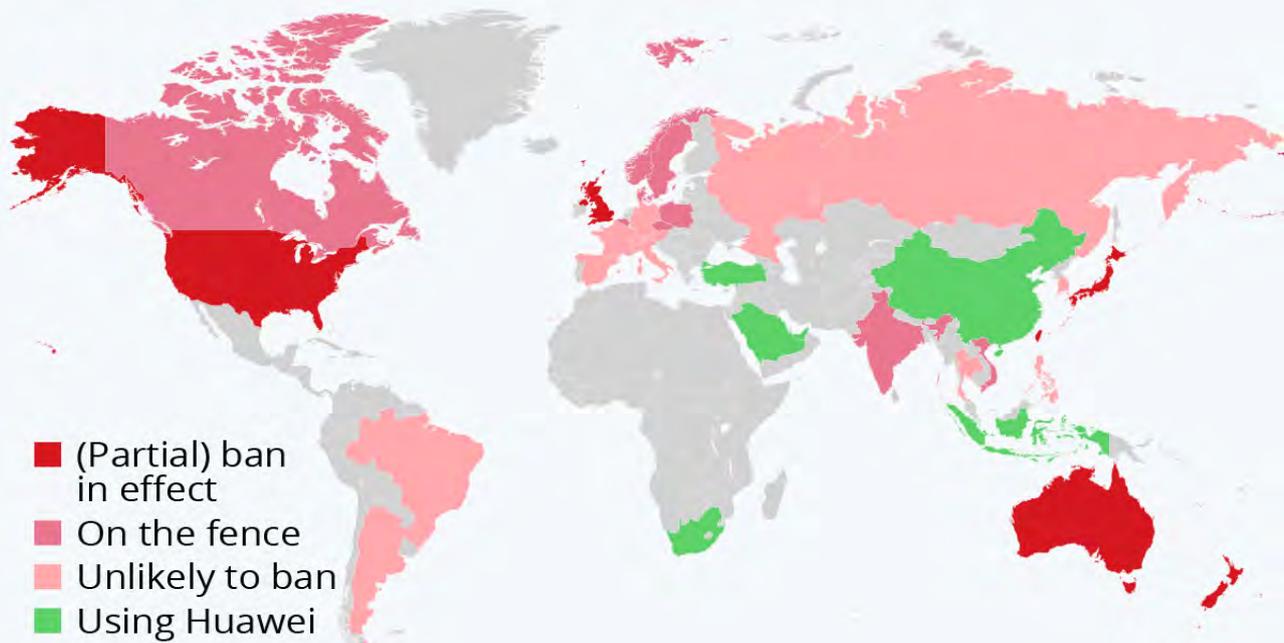
⁴⁷ Director of National Intelligence, [Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community](#), 2019, p. 5.

⁴⁸ Stephen P. Mulligan, Chris D. Linebaugh, « [Huawei and U.S. Law](#) » [Congressional Research Service], 23/02/2021.

⁴⁹ Marc Zaffagni, Steven Fafard, « [Huawei sous embargo : les principales dates de la controverse](#) », *CNET France*, 13/04/2021.

Which Countries Have Banned Huawei?

Countries which have banned or are considering of ban of Huawei products



Sources: Bloomberg, media reports



statista

Les pays ayant interdit les produits Huawei ou ayant envisagé de le faire au 19 août 2019.

Arguant prioritairement l'argument sécuritaire, le département du commerce américain a restreint les ventes à Huawei Technologies Co Ltd depuis mai 2019, lorsque la société et des dizaines de ses filiales non américaines ont été ajoutées à la liste noire du commerce américain⁵⁰, entravant ainsi les projets du plus grand fabricant d'équipements de télécommunications au monde.

Cette interdiction pour les groupes américains de commercer avec le géant chinois des télécoms s'est confirmée avec l'annonce en 2020 des nouveaux contrôles à l'exportation visant à limiter l'accès du géant chinois de la technologie Huawei à la technologie des semi-conducteurs⁵¹.

⁵⁰ [AFP], « États-Unis : Huawei de retour sur une liste noire », *Le Point*, 13/03/2021.

⁵¹ « US targets Huawei with tighter chip export rules », *BBC*, 15/05/2020.

b) Les mesures européennes

D'autres États réagissent de manière hétérogène face au géant chinois. Selon Benjamin Pajot, « *c'est une tentative américaine assez évidente de fédérer autour des questions technologiques. On a eu tout ce débat interne aux États-Unis autour de la 5G, puis qui s'est étendu très rapidement à l'Europe et aux pays affinitaires ensuite. C'est un des points de contentieux très fort entre les États-Unis et la Chine qui s'est étendu à un ensemble occidental mais **quand on regarde ensuite dans le détail, ce n'est pas si homogène que ça. Chacun a pris, sur le sujet de la 5G, des décisions soit en suivant les États-Unis, soit en essayant d'adopter un cadre qui soit un peu moins conciliant vis-à-vis de la Chine, soit tout simplement en acceptant à la fois des équipements chinois et des équipements occidentaux.** »*

Côté Union européenne, prise en tenaille entre les États-Unis et la Chine, les disparités stratégiques sont les plus nombreuses bien que la Commission européenne ait décidé d'adopter des mesures réglementaires dans le cadre de la cybersécurité avec sa « **boîte à outils 5G** »⁵² qui permet de **conserver sa souveraineté technologique et la défense des intérêts européens** sans contraindre toutefois légalement les États-membres à leur application stricte⁵³.

Parmi les contestataires, on distingue les pays ayant relevés des problèmes de sécurité vis-à-vis de Huawei et qui ont adopté des mesures sécuritaires concrètes comme l'Allemagne⁵⁴ ou encore des mesures informelles « anti-Huawei » comme la République Tchèque et l'Espagne.

D'autres pays européens ont pour leur part **une attitude floue, entre coopération et mise en garde, vis-à-vis de l'équipementier chinois.** Il s'agit de l'Italie et de la France.

c) Les mesures françaises

Le conseil constitutionnel français⁵⁵ a validé **la loi dite « anti-Huawei »**⁵⁶ visant à « *préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles* » et imposant de fortes restrictions : **les opérateurs devront demander des autorisations préalables au gouvernement pour installer certains équipements matériels et logiciels.**

⁵² Afin d'éviter de se soustraire aux équipementiers tiers, l'Union européenne a émis une série de recommandations stratégiques grâce à la « Boîte à outils 5G » présentée le 29/01/2020. Malgré les risques en matière d'espionnage de la part de Huawei, l'Union européenne verra ses unités de production installées en partie par ce dernier. L'exécutif européen préconise donc « d'appliquer des restrictions pertinentes pour les fournisseurs considérés comme présentant un risque élevé ». « [Sécurité du déploiement de la 5G dans l'UE – Mise en œuvre de la boîte à outils de l'UE](#) » [Communication de la Commission de l'Union Européenne], 29/01/2020.

⁵³ [Les enjeux stratégiques du déploiement de la 5G Union Européenne](#), rapport de la SIE 23, École de guerre économique, juin 2020.

⁵⁴ Bien que Berlin ait conservé Huawei dans ses appels d'offres, cela a créé une vaste polémique. La chancelière Angela Merkel a proposé une « 3ème voie européenne » via la mise en place d'une agence de certification vouée à créer un « standard commun d'évaluation et de certification des différents composants de la 5G ». cf. *ibidem*.

⁵⁵ [AFP], « [5G : le Conseil constitutionnel valide la loi "anti-Huawei" visant à préserver les intérêts de la sécurité nationale](#) », *Le Monde*, 05/02/2021.

⁵⁶ [LOI no 2019-810 du 1er août 2019](#) visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles.

Si la loi ne mentionne pas directement Huawei et ZTE, les risques d'ingérence qu'ils font peser sur les intérêts nationaux sont évalués avec la plus grande précaution. La même vigilance est apportée aux équipements américains issus des entreprises Cisco, Juniper ou Ciena. La France envisage néanmoins de donner un accès limité à Huawei au marché de la 5G. Cette limitation porterait sur un développement circonscrit à des zones hors de la capitale et des sites jugés sensibles ou stratégiques.

Cette volonté implicite française d'écarter Huawei⁵⁷ inquiète notamment les fournisseurs télécom SFR et Bouygues qui utilisent Huawei pour leur réseau 4G. Orange et Free se sont tournés vers des partenaires européens, mais craignent néanmoins que l'exclusion de Huawei ne fasse monter les prix, en raison de sa position de quasi-monopole.

d) Une réponse européenne mitigée

En contradiction avec les tentatives européennes d'imposer une stratégie claire et normée, certains pays ont pourtant choisi la coopération avec Huawei tels que la Belgique ou la Hongrie "maillon essentiel des "nouvelles routes de la soie" voulues par Pékin"⁵⁸.

Au bilan sur la question de la 5G, **l'Union européenne n'est plus une union à part entière mais une réunion d'États aux intérêts divergents dont profite subtilement la Chine** puisque Huawei a déjà signé plus de 47 accords pour le déploiement d'infrastructures relatives à la 5G sur le territoire européen.

Si l'Union européenne ne représente pas une menace sérieuse face à l'expansionnisme numérique chinois, le Brésil, sous influence trumpiste en novembre 2020, est entré directement en guerre informationnelle à plusieurs reprises.

4. LE BRÉSIL : ACTEUR-RELAIS DES ÉTATS-UNIS

a) L'influence américaine sur le gouvernement brésilien

Le député Eduardo Bolsonaro, fils du président Jair Bolsonaro, a accusé le Parti communiste chinois d'espionnage, en parlant de l'adhésion du Brésil au soi-disant **Clean Network**, articulé par les États-Unis avec d'autres pays et dont l'objectif est d'interdire à Huawei les services technologiques 5G⁵⁹.

Initié en 2019, ce programme est l'approche globale de l'administration Trump pour protéger les actifs de la nation, y compris la vie privée des citoyens et les informations les plus sensibles des entreprises, contre les intrusions agressives d'acteurs malveillants, tels que le Parti communiste chinois⁶⁰. Ce n'était pas la première fois que le jeune député affrontait Pékin. Ainsi, en mars 2020, il avait déjà blâmé la Chine pour la pandémie de Covid-19.

⁵⁷ Jean-Claude Bourbon, « 5G, le parcours du combattant des opérateurs », *La Croix*, 27/01/2020.

⁵⁸ [AFP], « [5G: l'UE dit partiellement oui à Huawei malgré les pressions américaines](#) », *La Croix*, 29/01/2020.

⁵⁹ Oliveira Eliane, « [China reage a nova provocação de Eduardo Bolsonaro sobre 5G e afirma que deputado perturba parceria com Brasil](#) », *Globo*, 24/11/2020.

⁶⁰ [The clean network](#), US Department of state, 2017-2021.

Il faut dire que **les relations entre le camp Bolsonaro et les pro-Trump ont toujours été extrêmement étroites et encore aujourd’hui le soutien de l’entourage de l’ex-président des États-Unis semble indispensable pour avoir une chance de gagner les prochaines présidentielles brésiliennes**⁶¹.

A ces attaques, les diplomates chinois ont rappelé que la Chine est le plus grand partenaire commercial du Brésil et qu’elle est un des pays qui y investit le plus. L’ambassade chinoise a porté plainte auprès du gouvernement brésilien et a dénoncé **une manœuvre américaine** :

*« Les États-Unis ont un bilan indécent en matière de sécurité des données. Certains politiciens américains s’ingèrent dans la construction du réseau 5G dans d’autres pays et fabriquent des mensonges sur le prétendu cyberespionnage chinois, en plus de bloquer Huawei afin d’obtenir une hégémonie numérique exclusive. Des comportements comme ceux-ci représentent une menace réelle pour la sécurité mondiale des données ».*⁶²

Avec l’arrivée de l’administration Biden, une approche différente consisterait à s’inspirer du **Clean Network** sur la base de règles communes et principes de sécurité. Mais la situation nécessite au préalable un rétablissement de la confiance avec les partenaires étrangers, gravement ébranlée sous l’ère Trump, et non une approche strictement anti-chinoise ⁶³.

Mais si la méthode d’approche peut différer selon le président au pouvoir, l’ambition masquée des États-Unis reste la même : **conserver à tout prix leur position de leader mondial, en particulier dans le numérique.**

b) Des accusations remises en cause

Les accusations américaines à l’encontre de Huawei peuvent être douteuses car le seul cas connu, aujourd’hui, de mise en place de *backdoors* dans des équipements de télécommunications chinois est celui du siège de l’Union africaine à Addis-Abeba en 2018.

Les détails de cette affaire montrent que l’introduction de portes dérobées s’est faite durant le transport. Ce qui met en exergue surtout le problème autrement plus important de la sécurité des chaînes logistiques⁶⁴.

Cette affaire révèle également que si Pékin est clairement accusée d’espionnage au sein du siège de l’Union africaine, elle est loin d’être la seule à pratiquer ce genre d’intervention à l’instar du Royaume-Uni ou des États-Unis d’après **les révélations Snowden**⁶⁵.

De la même manière que les pays occidentaux, la Chine ne pourrait-elle pas espionner ses alliés ou ses partenaires économiques ? Apparemment, non.

⁶¹ Sébastien Seibt, « [Brésil : des "Trumpistes" pour sauver le soldat Bolsonaro](#) », *France 24*, 14/11/2021.

⁶² Oliveira Eliane, « China reage », art. cit.

⁶³ Mercy A. Kuo, « [Clean Network in the US-China Tech Race](#) », *The Diplomat*, 01/03/2021.

⁶⁴ Ghalia Kadiri, Joan Tilouine, « [À Addis-Abeba, le siège de l’Union africaine espionné par Pékin](#) », *Le Monde*, 26/01/2018.

⁶⁵ « [Révélation Snowden : l’Afrique et les télécoms sous surveillance massive](#) », *Le Monde*, 08/12/2016.

Comme le souligne Benjamin Pajot, « *il y a aussi, une rhétorique qui est constamment mise en avant à la fois par les Russes et par les Chinois, qui est de dire les premiers à avoir détourné l'usage des télécommunications internationales, ce sont les États-Unis et on ne fait que répondre aux risques posés par les Américains dans ce champ. Même chose pour les cyberattaques et pour les cyber-opérations, toute la rhétorique russe et chinoise consiste à dire que les premiers à avoir lancé de telles attaques ont été les États-Unis dès la fin des années 90 et que les régimes ne font que s'adapter à ces menaces et tentent d'y répondre par leurs propres moyens* »⁶⁶.

En effet, les inquiétudes américaines sur l'espionnage de masse et la controverse autour de la cybersécurité contre la Chine sont plutôt ironiques dans la mesure où les révélations Snowden ont permis de lever le voile sur les pratiques américaines en particulier de la NSA⁶⁷ **en matière de surveillance numérique** ⁶⁸ **devenue une réalité très concrète** pour l'ensemble des opinions publiques mondiales.

Objectivement, il apparaît donc peu crédible d'accuser son principal rival d'un crime qu'il n'a peut-être pas commis - absence de preuve connue à ce jour - alors que l'attaquant lui-même a prouvé qu'il était capable de mener des actes malveillants dans ses propres intérêts. A ce jeu-là, difficile de savoir qui a tort ou a raison et la dynamique cognitive offensive anti-chinoise en est affaiblie.

5. HUAWEI : INSTRUMENT DU GOUVERNEMENT CHINOIS

Une des attaques contre Huawei repose sur **l'ingérence de l'État chinois dans la plus grande société de télécommunications au monde.**

D'après le politiste français Benjamin Pajot :

« Typiquement dans le champ numérique, la fusion civilo-militaire se manifeste par ce qui avait été déjà amorcé avant Xi Jinping, c'est-à-dire depuis la fin des années 90. Tous les efforts qui ont été déployés par le régime pour mettre en place le Great Firewall, leur grande muraille numérique, qui consiste à isoler leur réseau national du reste du réseau internet mondial s'est accéléré et intensifié avec la politique de mise sous contrôle qui a été appliquée depuis l'arrivée de Xi Jinping et qui se traduit aujourd'hui très concrètement par la mise au pas des géants technologiques chinois au cours des derniers mois et qui va se prolonger probablement dans les années à venir. »

La lutte informationnelle étasunienne n'a de sens que si l'on considère que l'État chinois est la cible principale de ces attaques.

⁶⁶ Entretien avec les auteurs de ce rapport, octobre 2021.

⁶⁷ La *National Security Agency* est un organisme gouvernemental du département de la Défense des États-Unis, responsable du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information du gouvernement américain.

⁶⁸ Bernard Benhamou, « [La gouvernance de l'internet après Snowden](#) », *Politique étrangère*, 4/2014, p. 15-27.

Selon le secrétaire d'État Mike Pompeo « *Huawei ne serait compétitif que parce qu'il reçoit de l'argent de l'État chinois* ». Selon les États-Unis , **Huawei aurait des liens étroits avec le parti communiste chinois et l'armée** comme le souligne l'ambassade américaine en France⁶⁹.

Cependant, l'argumentaire s'appuie sur des éléments difficilement démontrables et plutôt discutables :

- « Huawei n'autorise pas les audits externes, de sorte qu'il n'est pas possible de vérifier objectivement la santé de l'entreprise —ni ses ventes et ses bénéfices.
- La véritable identité de 99 % des propriétaires de Huawei de même que ses procédures d'exploitation sont un secret bien gardé, connu seulement d'un petit nombre de personnes en Chine.
- Huawei prétend que l'entreprise appartient à ses employés par l'intermédiaire d'un syndicat, mais tous les syndicats en Chine appartiennent à l'État.
- Huawei et ses employés collaborent souvent avec l'Armée de libération du peuple de la Chine ».

Face à ces allégations américaines, la société chinoise se défend par un communiqué de presse sur son site en ligne⁷⁰ et explique la **manœuvre orchestrée par les États-Unis comme une volonté de protéger son hégémonie technologique.**

6. MENSONGE, COMLOT ET VOL DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DU GEANT DES TELECOMMUNICATIONS CHINOIS

Une autre opération de déstabilisation américaine tout à fait remarquable envers le géant numérique chinois par **l'agitation et la propagande** est l'arrestation de Meng Wanzhou, fille du patron de Huawei.

Les États-Unis, **revendiquant l'extraterritorialité du droit américain**, ont choisi la voix de la justice avec **l'arrestation de la directrice financière et fille du patron de Huawei** mais également avec un dépôt plainte à l'encontre de la société chinoise **pour obstruction à la justice, vol de secrets industriels et fraude financière entre autres.**

En 2018, en initiant une nouvelle crise informationnelle majeure contre Huawei et donc potentiellement contre le gouvernement chinois, les États-Unis poursuivent la diffusion de leur propagande anti-chinoise au niveau mondial en les accusant d'avoir commis des actes d'espionnage, de mensonge et de pillage susceptibles de menacer la sécurité américaine voire internationale.

La fille de Ren Zhengfei est alors arrêtée au Canada, sur demande américaine⁷¹, malgré les objections chinoises.

⁶⁹ [Huawei : Mythes et réalité](#), site internet Ambassade et consulats des États-Unis d'Amérique en France.

⁷⁰ Karl Song, « [Non, Huawei n'est pas construit sur le financement de l'État chinois](#) », Huawei, 21/04/2020.

⁷¹ Anna de Castro, « [La guerre de l'information menée par Washington contre Huawei a affaibli durablement le géant chinois des télécommunications](#) », *Infoguerre*, 09/11/2021.

En guise de représailles, Pékin a procédé à l'arrestation de deux ressortissants canadiens accusés d'espionnage la même année, prenant le Canada en étau face aux deux puissances mondiales⁷².

Septembre 2021, la libération de Meng Wanzhou est une illustration de la faculté étasunienne à préparer le terrain médiatique à travers la propagande dans le but ultime de servir de nouvelles actions offensives qui seront étudiées ci-après.

De la même manière que sur le narratif de l'ingérence chinoise, les accusations portées par le ministère américain de la justice concernant aussi le vol de la propriété intellectuelle : **Huawei n'aurait développé sa technologie et ses équipements ne seraient compétitifs que parce qu'elle les a copiés des Occidentaux**⁷³.

A nouveau, pour répondre à ces attaques, Huawei a publié en ligne un communiqué de presse afin de **dénoncer les pratiques fastidieuses des États-Unis pour discréditer Huawei et conserver leur avancée technologique sur le marché mondial**⁷⁴.

En cela, dans une stratégie de perturbation visant toujours à contrarier les projets chinois, les Américains agissent par obstination à travers la diffusion intentionnelle et massive de nouvelles fausses ou biaisées à des fins politiques hostiles (manipulation) ou la propagation délibérément d'informations fausses pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire (désinformation)⁷⁵.

Or, dans les opinions publiques occidentales, une arrestation fonde un coupable. Le fait même d'arrêter Meng Wanzhou revient à accréditer le récit de l'espionnage, puisqu'il y a un coupable. Sur le plan du récit, l'arrestation de la fille du patron de Huawei convoque la figure narrative du connotateur de mimésis, c'est à dire le trait narratif qui va créer l'effet de réel du récit⁷⁶.

7. ATTEINTE AUX DROITS DE L'HOMME : LA DIPLOMATIE D'OTAGES DE LA CHINE

a) **Une opération médiatique bien orchestrée**

Bien que la politique étrangère américaine ait changé depuis l'arrivée du gouvernement Biden et que le Canada souhaitait en finir avec cette « **diplomatie d'otages de la Chine** »⁷⁷, il semblerait bien que **l'opération médiatique (libération de Meng Wanzhou) profite davantage aux Américains qu'aux Canadiens.**

Lors d'un entretien avec Justin Trudeau, Joe Biden a annoncé que "*les êtres humains ne sont pas des monnaies d'échange*"⁷⁸ en référence à la diplomatie d'otage opérée par la Chine.

⁷² AFP, « [Deux Canadiens formellement accusés d'espionnage en Chine](#) », *Le journal du Québec*, 19/06/2020.

⁷³ Frédéric Bergé [avec AFP], « [Accusé de vol de brevets aux États-Unis, Huawei nie catégoriquement](#) », *BFM Business*, 03/09/2019.

⁷⁴ [Réaction officielle aux accusations du ministère américain de la justice](#), Huawei, 17 février 2020.

⁷⁵ Christian Harbulot, *La guerre cognitive*, op. cit., p. 163.

⁷⁶ Dominique Maingueneau, *Éléments de linguistique pour le texte littéraire*, 2020.

⁷⁷ Brian Myles, « [Pour en finir avec la diplomatie d'otages de la Chine](#) », *Le Devoir*, 14/08/2021.

⁷⁸ Guy Taillefer, « [Trudeau adossé à Biden](#) », *Le Devoir*, 26/02/2021.

Le gouvernement canadien, **avec le feu vert des États-Unis**, a donc réussi à libérer, le 24 septembre 2021, la directrice financière chinoise et a obtenu en échange deux heures après, la remise en liberté de ses deux compatriotes⁷⁹.

Sachant qu'à l'échelle internationale, le Canada est un poids plume face à la Chine, **la fin de cette saga judiciaire n'a été possible qu'avec le soutien des États-Unis**. A priori, les conditions de cette libération demeurent encore floues.

En effet, quels seraient les intérêts des États-Unis à libérer la fille de leur principal concurrent en matière de télécommunications, alors que la **manœuvre de déstabilisation** du géant chinois leur est déjà largement déjà profitable ?

b) Une alliance de sécurité dans l'Indo-Pacifique : AUKUS

Curieusement, une semaine avant cette affaire, la **création d'un partenariat trilatéral de sécurité** entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis était annoncé, l'AUKUS. Cette nouvelle alliance militaire vise ouvertement à contrer l'expansionnisme chinois dans la zone Indo-Pacifique⁸⁰.

Cette annonce a soulevé rapidement des interrogations notamment sur l'absence d'adhésion du Canada. Voisin immédiat des États-Unis, signataire de plusieurs accords historiques, dont les Five Eyes, et ayant des vulnérabilités certaines dans le Pacifique, le gouvernement canadien ne considère pourtant pas que cet accord doit l'inclure. Le Canada ne veut clairement pas compromettre ses intérêts commerciaux importants avec la Chine⁸¹.

La libération de la cadre chinoise de Huawei pourrait être alors une seconde opération américaine dissimulée ayant pour **objectif stratégique final d'asseoir un peu plus son positionnement dans l'Indo-pacifique**. Sous pression médiatique, les États-Unis avec l'aide de l'Australie, espèrent peut-être convaincre le Canada de rejoindre cet accord et consolider définitivement leur influence dans cette région du monde.

⁷⁹ [Associated Press], « [Les deux Michael ont été libérés pour des raisons de santé, prétend la Chine](#) », *Radio canada*, 27/09/2021.

⁸⁰ Thomas Pontirou, « [Sous-marins australiens : comprendre l'alliance Aukus en 5 questions](#) », *Les Echos*, 18/09/2021.

⁸¹ Steve Raaymakers, « [Why Is Canada Missing From the Indo-Pacific?](#) », *The Diplomat*, 25/10/2021.

C. CONTRE L'EXPANSIONNISME CHINOIS DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE



© Chappatte dans International Herald Tribune 6 juin 2013

Nouveau terrain de jeu de diverses stratégies géopolitiques, **l'espace Indo-Pacifique est au cœur des préoccupations mondiales provoquées par ses revendications territoriales, le renforcement de sa marine de guerre ou encore un certain néocolonialisme chinois.**

1. VOLONTE EXPANSIONNISTE DE LA CHINE ?

La militarisation croissante de la Chine ne laisse pas d'interpeller les capitales occidentales et leurs opinions publiques. De fait, les chiffres sont éloquentes. Le budget de l'APL⁸² en 2020 est de 178,6 milliards de dollars, en croissance de 6,6% sur 2019.

La posture chinoise en mer de Chine méridionale peut être une stratégie de territorialisation par sécurisation et interdiction - en rupture certes du droit international - que le discours à destination des opinions publiques internationales construit comme une volonté expansionniste.

Selon Kishore Mahbubani, ce discours est construit par les services de renseignement occidentaux, en particulier étatsuniens avec dans leur sillage celui des *Five Eyes*⁸³.

⁸² Armée populaire de Libération

⁸³ Mahbubani, *Le jour où la Chine va gagner*, op. cit., p. 97.

Concernant l'idée selon laquelle la Chine aurait une démarche expansionniste, Valérie Niquet relativise en disant que la Chine n'a pratiquement jamais conduit d'intervention armée en dehors de ses frontières⁸⁴.

Ainsi, l'intervention au Vietnam en 1979 reste-t-elle un semi-échec pas encore complètement digéré. La Chine ne semble pas être préparée à ce type d'engagement.

Concrètement, la capacité militaire chinoise doit être mise en parallèle avec celle des États-Unis qui est largement dominante ⁸⁵ « *Les dépenses militaires américaines se sont élevées à 778 milliards de dollars l'an dernier, de très loin le premier budget militaire de la planète* ».

Mener une offensive militaire contre les États-Unis serait totalement inconsidéré sur un plan stratégique bien que la Chine n'ait pas l'intention de se laisser impressionner par l'armée américaine.

Comme l'a annoncé le président Xi Jinping en juillet 2021, prenant la parole sur la place Tiananmen au cœur de Pékin à l'occasion du 100ème anniversaire du Parti communiste chinois, il a promis à tous ceux qui oseraient intimider la Chine de « *se fracasser la tête et répandre le sang* ». Mais les analystes s'accordent à dire qu'un affrontement militaire reste peu probable et qu'il aurait un rapport bénéfice-coût défavorable aux deux parties.

Il paraît donc, à ce stade, que la croissance du potentiel technique et de compétences militaires chinois soit orientée à des fins de territorialisation et, dans cette perspective, sur des actions de sécurisation et interdiction. L'objectif de la Chine étant de maintenir fermement l'intégrité de son territoire.

En 2013, la Chine définit une zone d'identification aérienne (ADIZ) en mer de Chine orientale⁸⁶. Cette initiative renforce une lecture de la démarche chinoise dans cette zone comme celle d'une territorialisation, dans une perspective de sécurisation-interdiction. Autrement dit, une démarche de sanctuarisation de son territoire national, à travers ce qu'elle considère faire partie de son territoire au regard de l'histoire.

Autrement dit, face à la performance chinoise produit d'une planification et d'une mise en œuvre méthodique, en l'absence d'une anticipation similaire, **les États-Unis ne voient pas d'autres options que de déplacer le rapport de force de l'échiquier économique à celui militaire dont les paramètres leur semblent plus favorables**. Le discours est construit de telle sorte à présenter la Chine comme étant à l'origine de cette montée en tension.

L'objectif n'est a priori pas d'entrer directement en conflit. Il s'agit ici d'une démarche qui oscille entre le *hard power* et l'influence. L'objectif est de ralentir le développement économique chinois par la stigmatisation de l'attitude de Pékin aboutissant à freiner le développement de partenariats d'une part et ouvrir plusieurs fronts afin de disperser l'allocation des ressources chinoises.

⁸⁴ Valérie Niquet, *La Chine en 100 questions. La puissance et les failles*, 2021, p. 263.

⁸⁵ Pierre-Antoine Donnet, [Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ?](#), *Asialyst*, 20/07/2021.

⁸⁶ Niquet, *La Chine en 100 questions*, op. cit., p. 267.

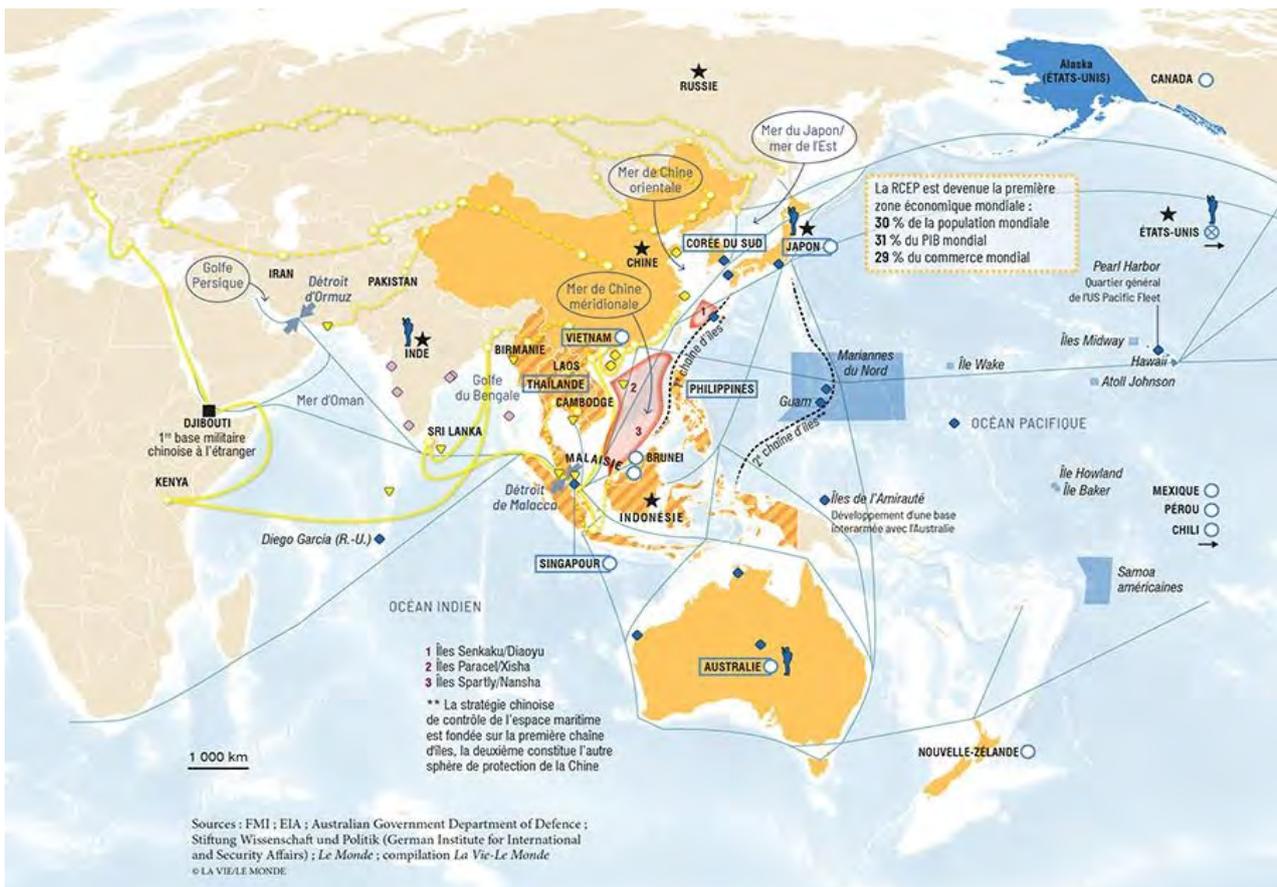
Le but est de gagner du temps afin de reconsidérer une perspective de développement occidentale qui s'émancipe du rythme que donne jusqu'à présent Pékin aux relations internationales et au développement économique global.

2. DES PARTENARIATS : STRATEGIE D'INFLUENCE REGIONALE

a) Des partenariats sous influence américaine

Face à la menace chinoise qui pourrait remettre en cause la suprématie américaine dans cette zone du monde et déséquilibrer l'ordre mondial établi, **Washington adopte une stratégie d'influence régionale à travers différents partenariats.** (cf. schéma ci-dessous publié⁸⁷).

Le **Dialogue quadrilatéral pour la sécurité** (Quadrilateral Security Dialogue ou Quad), réunissant les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon a pour vocation de discuter stratégie dans l'espace Indo-pacifique, face au géant chinois. Cette coopération informelle, initiée en 2007 comprend des rencontres diplomatiques et des exercices militaires.



⁸⁷ Anne Guion, « [L'Indo-Pacifique, nouvel épice du bras de fer sino-américain](#) », *La vie*, 22/09/2021.

L'Indo-Pacifique, clé de la reconfiguration de l'ordre international

Une région stratégique aux contours flous...

- ★ Pays figurant parmi 10 premières puissances mondiales, en termes de PIB PPA
- Principales routes maritimes
- ✈ Goulets d'étranglement les plus importants au monde, en termes de volume de transit pétrolier
- ... où la **suprématie américaine**...
- 🇺🇸 Territoire non incorporé des États-Unis
- PAYS** Pays allié des États-Unis
- 🇺🇸 Base américaine
- 🌐 Accord de partenariat transpacifique (TPP) signé en février 2016
- 🇺🇸 ... dont les États-Unis se sont retirés en janvier 2017
- 🇺🇸 🇯🇵 🇦🇺 🇳🇿 Pays du Quad* (premier exercice militaire coordonné fin 2020)

... est remise en question par la Chine

- Nouvelles routes chinoises de la soie
 - terrestre
 - maritime
 - corridor
- Base de la marine
 - chinoise
 - indienne
- Installation portuaire détenue par la Chine
- Zone maritime contestée impliquant la Chine
- Partenariat régional économique global (RCEP) signé en novembre 2020
- ... dont membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean)
- * Dialogue quadrilatéral pour la sécurité

Véritable démonstration de la puissance américaine dans cette région, impulsée par le gouvernement Obama, cette collaboration est très concrètement une première réaction contre la puissance grandissante de la Chine. Ce que le président Obama nommait déjà « **le pivot asiatique** » : une réorientation stratégique des forces américaines vers l'Asie pour contenir la Chine.

Suite à une négociation commerciale née entre le Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour (**Accord de partenariat économique stratégique transpacifique**), les États-Unis décident de rejoindre un nouvel accord en 2016 (**Accord de partenariat transpacifique**) dont l'objectif est vraisemblablement de contrecarrer la domination économique de la Chine en Asie ou de la forcer à réformer son modèle économique afin d'intégrer cet accord⁸⁸.

En 2017, le gouvernement Trump s'est désengagé de cet accord afin de privilégier les accords bilatéraux. Erreur stratégique possible des Américains puisque certaines parties prenantes (alliés historiques des US) comme le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande l'ont ratifié.

Aux tentatives d'influences américaines dans la région, d'autres accords sont en vigueur dans l'espace Indo-Pacifique à l'instar du Partenariat régional économique global, accord alternatif à l'accord de partenariat transpacifique, suite à l'annonce de l'abandon de ce dernier après l'élection de Donald Trump en 2016.

2021, l'**AUKUS** était annoncé. Dernier partenariat en date, sous initiative américaine, cette coopération stratégique vise à resserrer les liens militaires entre ces nations en réponse à l'ambition hégémonique de Pékin. L'affaire des sous-marins est une illustration de la déroute australienne préférant annuler son contrat avec la France afin de pouvoir s'inscrire dans cette nouvelle alliance militaire sous protection américaine⁸⁹.

⁸⁸ [Accord de partenariat transpacifique](#), Wikipédia.

⁸⁹ Anne Bauer, « ["Contrat du siècle" : l'Australie annule brutalement sa commande de sous-marins français](#) », *Les Echos*, 15/09/2021.

b) Les réactions chinoises

Septembre 2021, la Chine présente sa demande officielle d'adhésion à l'accord de partenariat transpacifique. Les retombées économiques de cette entente iraient directement vers la Chine en l'absence de son principal rival. Reste à voir si cette demande chinoise sera satisfaite ou non.

Largement dominé par la Chine, le Partenariat régional économique global intègre également l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le retrait de l'Inde, lié à sa rivalité avec la Chine et sa crainte de subir des importations chinoises, induirait une influence supplémentaire de Pékin dans l'accord alors que celui-ci est mené en théorie par les pays de l'ASEAN⁹⁰.

L'influence chinoise sur les pays de l'ASEAN est incontestable. Acteur exaspérant de la région pacifique mais partenaire économique indispensable, peu de pays de l'Asie du Sud-Est sont enclins à se mettre à dos le puissant allié chinois.

c) Les réactions européennes

Côté Union Européenne, l'absence de consensus sur une stratégie commune dans la zone Indo-Pacifique rend toute manœuvre communautaire contre la Chine impossible.

En mai dernier, l'Union Européenne souhaitait condamner la répression menée par Pékin à Hong Kong par une déclaration officielle. Mais la Hongrie face aux 26 autres pays européens s'est clairement opposée au projet sans grande surprise en usant de son droit de veto⁹¹.

Conformément aux principes et aux valeurs qui caractérisent son engagement international, la France œuvre en faveur d'un ordre international multilatéral et fondé sur le droit. Elle partage cet objectif avec ses principaux partenaires en Indopacifique dont l'Inde, le Japon et l'ASEAN⁹².

Mais la stratégie française adoptée dans cet espace repose sur une volonté de promouvoir une approche inclusive et stabilisatrice, fondée sur la règle de droit et le refus de toute forme d'hégémonie qu'elle soit américaine ou chinoise. Elle ne vise ni attaque frontalement personne, mais veille au maintien d'une certaine souveraineté dans la région.

⁹⁰ Association of Southeast Asian Nations

⁹¹ Jean Quatremer, « [L'impossible suppression du droit de veto pour la politique étrangère de l'UE](#) », *Libération*, 08/06/2021.

⁹² [La stratégie de la France dans l'Indo Pacifique](#), Elysée, 2018.

D. LA CONSTRUCTION D'UN DISCOURS COGNITIF CONTRE L'HEGEMONIE CHINOISE

La production des narratifs anti-chinois est avant tout le fait de l'expression des parties prenantes politiques américaines.

Ainsi, en octobre 2019, Mike Pence, Vice-Président américain, énonce une série de narratifs qualifiant la Chine⁹³, tels que :

- Provocatrice (Contre le Japon)
- Menaçante (Asean et mer de Chine méridionale)
- Dissimulatrice (les Routes de la soie ne sont pas à vocation commerçante mais militaire)

Ces déclarations au plus haut niveau de l'État américain ont une inévitable résonance mondiale, mais ont aussi un impact politique intérieur. Ce discours est de nature à construire une représentation de la vérité qui n'est pas nécessairement la réalité des faits.

Dans le rapport de puissance, on ne peut pas exclure dans une intrication des services de renseignement du Quad et des Five Eyes, le façonnage d'une atmosphère par la construction collective et la contribution à la diffusion d'un récit convergent contribuant à accréditer des faits supposés et une certaine image de la Chine.

Une démarche de cette nature entre dans le champ des manipulations de l'opinion par la désinformation ou l'intoxication. La performance de ce discours par les plus hauts niveaux politiques nationaux entraîne une reprise par les médias mondiaux.

Si un éventuel contrepoint venait à être tenté par la Chine il serait par nature affaibli par un doute occidental, produit culturel de la représentation de la Chine dont tout propos est propagande et donc biaisé.

Ce déchainement en septembre-octobre 2019 étonnera même les spécialistes parmi les plus avertis : « On assiste actuellement à une extraordinaire posture anti-chinoise par l'ensemble du gouvernement. Je n'avais encore jamais vu cela en cinquante ans de carrière à Washington. », indiquera Robert Stutter, spécialiste de la Chine à l'université George-Washington⁹⁴.

Le piège cognitif ouvert par les États-Unis à cette occasion intervient sur trois échiquiers :

- Un échiquier de politique intérieure chinoise, en mettant une pression ciblée sur le dirigeant en place,
- Un échiquier de géopolitique, en mettant la Chine face à un risque vital pour sa pérennité,
- Un échiquier de relations internationales, en obligeant la Chine à réagir par un surinvestissement militaire construisant l'image d'un État belliciste et expansionniste.

⁹³ Mahbubani, *Le jour où la Chine va gagner*, op. cit., p. 107.

⁹⁴ *Ibidem*.

Au bilan, les tensions sino-américaines sont entièrement à l'origine des enjeux stratégiques affectant toute la zone Indo-Pacifique.

Cependant, la multitude des acteurs et des conflits d'intérêts rendent les opérations de déstabilisation difficilement attribuables. Dans cette escalade des tensions, il serait donc imprudent de déterminer aujourd'hui qui sortira indemne de cette guerre économique et informationnelle.

III. GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE, POUR ET PAR LE SOFT-POWER

A. LE SOFT POWER

1. RETOUR SUR UN CONCEPT

Le *soft-power* est « la capacité d'influencer les autres et d'obtenir les résultats attendus par l'attraction et la persuasion, plutôt que par la contrainte ou le paiement⁹⁵. » Cette définition du *soft-power* est pour Joseph Nye une constante⁹⁶, indépendamment des évolutions apportées par les pratiques politiques au concept qu'il énonçait pour la première fois en 1990 dans *Bound to lead*.

Pour y parvenir, le « *soft-power* -amener les autres à vouloir les résultats que vous voulez- coopte les gens plutôt qu'il ne les contraint »⁹⁷.

L'enjeu du *soft power* est que l'usage de la force dans les relations internationales afin d'obtenir ce que l'on souhaite, n'est pas envisageable dans tous les contextes, d'une part. D'autre part, que cet usage de la force ne produit souvent pas les résultats souhaités de façon durable. De plus, l'usage de la force produit toujours un effet global en réponse à une question spécifique. Enfin, l'usage de la force est souvent onéreux.

Selon Nye, les sources fondamentales du *soft-power* sont de trois natures : « *la culture (en ce qu'elle est attractive pour l'autre), les valeurs politiques (quand elles sont en conformité entre chez soi et à l'extérieur) et la politique étrangère (quand elle perçue comme légitime et présenter une autorité morale)*⁹⁸. »

Toutefois, la globalisation économique, l'évolution technologique et la numérisation des sociétés ont modifié l'environnement cognitif des opinions publiques.

La culture, les valeurs politiques et la politique étrangère ne sont plus les seules sources effectives de *soft power*. Ainsi, il convient aujourd'hui d'y ajouter tout particulièrement l'attractivité économique et la technologie, comme le souligne Nicolas Moinet, professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'IAE de Poitiers et co-fondateur de l'École de Pensée de la Guerre Économique⁹⁹.

De plus, le *soft-power* n'est pas mis en œuvre à des seules fins d'attractivité. Comme le fait remarquer Mattern¹⁰⁰, le *soft-power* a été « armé ». C'est ainsi que le *soft-power* peut être négatif à des fins d'affaiblir la capacité de *soft-power* d'une autre partie prenante¹⁰¹.

⁹⁵ Joseph S. Nye, *Soft power. The means to success in worlds politics*, 2004.

⁹⁶ Joseph S. Nye, « Soft power : the evolution of a concept », *Journal of political power*, 2021, p.10.

⁹⁷ Nye, *Soft Power*, op. cit., p. 5.

⁹⁸ *Ibidem*, p.11.

⁹⁹ Nicolas Moinet, « Le soft-power clef de voûte de la guerre économique systémique », *Cahiers de la guerre économique*, 2020, p. 8-35, ici p. 23-25.

¹⁰⁰ Janice B Mattern, « Why soft-power isn't so soft: representational force and sociolinguistic construction of attraction in world politics », *Millenium journal of international studies*, 33/2005, p. 583-612.

¹⁰¹ Nicolas Moinet, « Le *soft-power*... », art. cit., p. 33.

Ces évolutions, notamment l'usage du *soft-power* à des fins offensives, introduisent des glissements conceptuels entre *soft-power* et d'autres notions telles que *hard power*, *smart-power* ou *sharp-power*.

Nous ne traiterons pas ici de ces autres concepts et renvoyons le lecteur aux parties qui leurs sont consacrées dans le cadre de ce travail.

Toutefois, on ne saurait échapper à apporter des précisions utiles à la bonne compréhension du concept de *soft power* afin de faciliter la lecture des études de cas à venir sur ce sujet.

Dans le cadre de notre analyse, nous considérerons avec Mattern que le *soft-power* «ne doit pas être entendu en juxtaposition avec le *hard power* mais comme sa continuation par d'autres moyens¹⁰². »

Dans ce cadre, nous reprenons à sa suite l'idée que le *soft-power* est un construit social fondé sur un processus langagier en cours¹⁰³. Par langage nous entendons « n'importe quel système de signes, que ces signes soient oraux, écrits, de posture, artistiques, ou d'autres formes d'expression. »¹⁰⁴ Une grille de lecture qui permettra au lecteur de comprendre le cas des opérations navales dans le golf de Taïwan en 1950 et 1996 que nous traitons plus loin.

Sans que cela remette en question ces derniers points, Nye propose une méthode afin de se repérer dans la porosité entre concepts au regard de la frontière ténue qui séparent certains et dont il convient lui-même.

Le *soft-power* se situe sur une ligne dont les deux bornes sont d'une part la volonté et d'autre part la coercition¹⁰⁵. Plus on se place dans une situation où l'adhésion des acteurs est volontaire, alors il y a *soft-power*. Le glissement vers l'autre bout de la ligne réduit la teneur des effets de *soft-power*, pour faire intervenir l'une des autres notions citées.

Ceci-dit, Nye attire l'attention sur le fait que la zone médiane reste un point qui doit s'observer en l'espèce. D'autant que les pratiques de la géopolitique et des relations internationales induisent souvent des hybridations, comme l'un des cas de cette étude nous permettra de le constater.

¹⁰² Mattern, « Why soft-power isn't so soft... », art. cit., p. 583.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 585.

¹⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁰⁵ Joseph Nye, « Soft power: the evolution... », art. cit., p. 7-9.

En conclusion de cette introduction à la notion de *soft power*, il est nécessaire de situer l'importance du concept que Moinet considère comme « *la clef de voûte de la guerre économique systémique* »¹⁰⁶ et de préciser de ce point de vue, en quoi le *soft-power* relève de la guerre de l'information :

⇒ *Le soft power relève de la guerre de l'information sur un plan structurel et systémique.*

La ressource des rapports de forces et rivalités économiques est aujourd'hui l'information pertinente dans la perspective de son usage stratégique. La guerre pour, par, contre l'information est l'essence de la guerre économique actuelle dont la finalité est la domination d'une puissance sur une (les) autre(s).

Moinet définit le *soft power* comme clef de voûte de la guerre économique systémique, dont la nature est cognitive. Ainsi, le *soft-power* est clef de voûte de la guerre de l'information.

⇒ *Le soft power relève de la guerre de l'information sur un plan opératoire.*

Parce qu'il façonne l'environnement cognitif, il induit la perception des parties prenantes cibles. Le *soft-power* rend plastique la grille de lecture du monde de la cible à celle du producteur du *soft-power* et modifie les interactions, donc la communication de la cible avec son environnement.

2. LE SOFT-POWER CHINOIS

Nous ne traitons pas ici dans la profondeur de la nature spécifique du *soft-power* chinois, laquelle a fait l'objet d'études notamment comparatives avec particulièrement le *soft-power* américain ou encore russe.

Pour notre part, nous souhaitons montrer l'enjeu du *soft-power* chinois, devenu un point majeur d'attention du fait de son évolution rapide et de ses déclinaisons.

Le *soft-power* chinois tel qu'il se décline dans ses formes actuelles s'origine dans le prolongement des événements de la place Tian An Men en 1989 et de la prise de conscience de certains milieux intellectuels chinois de la nécessité de travailler une image positive de la Chine sur la scène internationale.

L'ouvrage de Joseph Nye sera traduit par les services de l'armée populaire chinoise en 1992. En 1993 un article de Wan Huning pose la question d'un *soft-power* chinois.

¹⁰⁶ *Op. cit.*, p.23-28.

« Si un pays a une culture et une idéologie admirables, les autres pays auront tendance à le suivre. [...] Il n'a pas besoin d'un hard power coûteux et moins efficace. »¹⁰⁷. Ce faisant, Huning suggère de faire de la culture la principale source de *soft-power*. Ce qui explique que les Instituts Confucius aient été les premières déclinaisons du *soft-power* chinois.

En 2007, le livre blanc sur la politique étrangère de la Chine fait explicitement référence au *soft-power*. Lors du 17^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois le 15 octobre 2007, Hu Jintao introduira officiellement le *soft-power* comme principe politique¹⁰⁸.

Il est à noter que les observateurs occidentaux n'auront relevé cette nouvelle orientation qu'en commentaire de la tonalité plus pacifiste du discours de Hu Jintao, notamment à l'égard de Taïwan dans un appel au dialogue pour la paix¹⁰⁹. En revanche, il n'a pas été relevé que cette tonalité était l'expression d'un nouveau principe politique.

Ce *soft-power* chinois ou *Ruan Shi Li*, est comme le rappelle Jean-Pierre Cabestan, assez éloigné, à l'origine, du concept forgé par Nye¹¹⁰. Le *ruan shili* s'inscrivant plus dans l'approche confucéenne d'harmonie dans l'idée que le développement de toute société s'appuie sur l'harmonie. Le terme *d'harmonie* est associé en mandarin à ceux de *paix* et de *coordination*¹¹¹.

C'est ainsi à cet éclairage qu'il faut lire et comprendre le *soft-power* chinois et son évolution.

3. ÉVOLUTION ET DECLINAISONS DU SOFT-POWER CHINOIS 2004-2021

L'évolution du *soft power* chinois s'inscrit dans un temps relativement court marqué par des étapes significatives.

Le schéma à suivre présente des étapes clefs de cette évolution (i) soit qu'elles soient la mise en œuvre d'une déclinaison importante de ce *soft-power*, (ii) soit qu'elles soient une étape importante de la doctrine politique chinoise à ce sujet, (iii) soit qu'ils créent un contexte favorable pour Pékin.

Concernant ce dernier point, les attentats du WTC en septembre 2001 vont recentrer l'action des États-Unis sur la scène internationale sur un engagement au Moyen-Orient et dans la lutte contre les groupes terroristes. Pékin mettra à profit ce contexte pour s'engager dans des espaces laissés vides par ce mouvement.

¹⁰⁷ Barthélémy Courmont, Frédéric Lasserre, Eric Mottet, « Les *soft powers* asiatiques », *Diplomatie*, 111/2021, p. 72-76, ici p. 73.

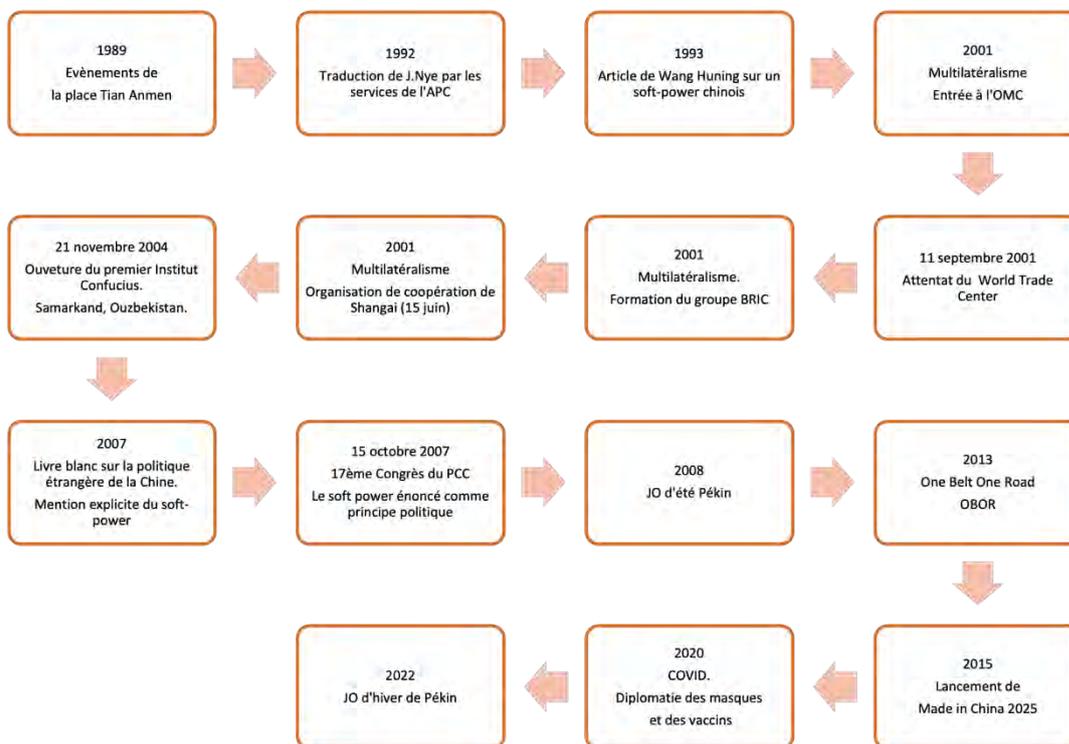
¹⁰⁸ Nashidil Rouiai, « [Le Ruan Shili socle philosophique et politique des instituts Confucius et du soft power chinois](#) », *Encyclopédie numérique d'histoire de l'Europe*, Sorbonne Université.

¹⁰⁹ « Hu Jintao ouvre le 17^{ème} Congrès de Parti Communiste Chinois », *Le Monde*, 15/10/2007.

¹¹⁰ Jean Pierre Cabestan, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemi n'est pas forcément une Chine rassurante », *Hérodote*, 125(2)/2007, p. 11-27, ici p. 16.

¹¹¹ Rouiai, « Le Ruan Shili », art. cit.

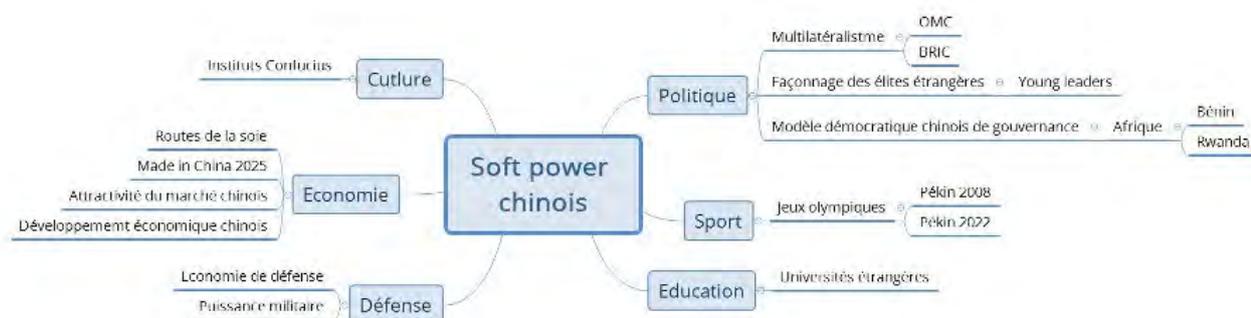
Fig. 1 : L'évolution du soft-power chinois : quelques repères chronologiques.



Les déclinaisons du *soft-power* chinois, comparativement à 2004 et l'ouverture du premier Institut Confucius, ont significativement évolué pour se manifester à travers tous les champs de l'action politique.

Le schéma suivant illustre les champs et déclinaisons majeures significatifs de l'expression du *soft-power* chinois. Ce schéma n'a pas pour vocation de faire un état exhaustif de cette expression, mais de donner une idée de la diversification des expressions de ce *soft power* tel qu'il peut être observé aujourd'hui comparativement à sa première traduction en 2004.

Fig. 2 : Illustration de quelques grandes dynamiques du soft-power chinois. 2004-2021



L'extension des domaines du *soft power* chinois induit aussi une extension conceptuelle des domaines du *soft power* tel que pensé initialement par Nye. Nous l'avons vu, la notion de *ruan shili* marquait déjà une différence conceptuelle par rapport à la pensée de Nye.

A partir de cette reconstruction théorique, le *soft power* chinois s'appliquera à des domaines encore inexplorés sur ce plan, que ces domaines en soient les espaces d'application ou qu'ils soient des outils de ce *soft-power* appliqués vers d'autres champs.

Cette extension du *soft power* chinois va en faire un objet d'attention dans les rapports de forces entre puissance, tout particulièrement de la part des États-Unis.

Le *soft power* chinois va ainsi être l'objet d'offensives sur le plan informationnel, par différents moyens. Les chapitres suivants sont consacrés à l'étude de cas en illustration d'offensives dont le *soft power* chinois est directement la cible, c'est-à-dire contre le *soft power*.

Nous traiterons ensuite, dans une dynamique différente, des rapports de forces entre *soft power*, c'est-à-dire pour la domination d'un *soft power* par rapport à l'autre sur des espaces donnés. Enfin nous traiterons d'offensive contre les intérêts chinois par le *soft-power* d'une autre puissance.

B. OFFENSIVE POUR LE SOFT-POWER

1. USAGE DU HARD POWER AMERICAIN POUR LE SOFT POWER AMERICAIN.

Le 12 janvier 1950, le secrétaire d'État américain, Dean G. Acheson, exposait devant le *National Press Club* les fondements de ce que serait la politique américaine en Asie. A cette occasion, il devait déclarer : « *Les peuples d'Asie ne peuvent compter que sur eux-mêmes et ils le savent.* ».

Poursuivant en exposant le fait que l'intervention de quelques puissances que ce soit, ne pouvait s'envisager qu'à la demande des peuples d'Asie eux-mêmes. Ce faisant, il exprimait le fait que les États-Unis se concentreraient dorénavant sur leurs intérêts européens.

Le 25 juin de cette même année, la donne devait complètement changer avec l'engagement des troupes de la Corée du Nord sur le territoire de la Corée du Sud.

En pleine guerre froide, il n'est pas concevable pour les États-Unis, dont la grille de lecture géopolitique restait structurée par la théorie du *Rimland*, qu'un État communiste puisse risquer de remettre en question l'équilibre de cette zone et gagner en puissance.

Les États-Unis prennent donc la décision d'intervenir mais doivent d'abord se garantir que la Chine, dont Mao a pris les rênes l'année précédente, ne s'en prenne pas à Taïwan où s'est réfugié Chang Kai Chek.

Le magazine *The Economist* rappelle ainsi très justement la manœuvre engagée pour cela par les États-Unis afin d'adresser un message sans nuance à la partie chinoise.

Le 27 juin, le président Truman indique la nouvelle politique américaine à l'égard de Taïwan que les États-Unis défendront de toutes attaques.

Il invite à cette occasion les « Nationalistes » à cesser toutes opérations par air ou par mer contre l'île. Il ajoute « *La 7^{ème} flotte s'assurera que ce soit fait.* ».

C'est ainsi que « Le 29 juin 1950, l'*USS Valley Forge*, navire amiral de la 7^{ème} flotte passe le détroit de Taïwan. Il est escorté par son groupe naval, les premiers chasseurs à réaction de l'aéronaval dans ses hangars, et une vision nouvelle de la domination américaine de la sécurité en Asie dans son sillage. »¹¹²

L'affichage des attributs de la puissance, ici dans leurs dimensions militaires, constitue une offensive cognitive vers trois cibles.

La première est désignée par Truman. Il s'agit de la Chine qui doit comprendre que les États-Unis engageront concrètement leurs moyens pour défendre Taïwan.

La deuxième est la population de Taïwan pour laquelle la démonstration de puissance américaine a aussi pour vocation d'être attractive et de séduire.

La troisième, les autres populations de la région afin de les engager par la séduction qu'exerce cette mise en scène ou par la crainte qu'elle suscite soit de rejoindre le camp étatsunien et des valeurs dont il est porteur et que cette puissance militaire garantit, soit de se garder de toutes velléités de le provoquer et remettre en question son autorité.

Concernant la perception de la cible chinoise, cette démonstration de force peut apparaître comme une expression de *hard power*, quoique la force n'ait pas été utilisée en elle-même.

Concernant les deux autres catégories, la théâtralisation de la puissance exerce un effet de séduction amenant les parties prenantes à rejoindre le camp des États-Unis. Il faut toutefois noter que ces parties prenantes sont sous le double effet à la fois de cette dynamique de séduction et d'un contexte de tension régionale dont la perspective d'extension et d'intensification serait de nature à les affecter.

La méthode devait porter ses fruits. A tel point qu'elle fut réutilisée. Ainsi, lors du scrutin de 1996 à Taiwan pour les premières élections présidentielles libres, la Chine a usé de sa capacité militaire afin de tenter d'influencer le scrutin à travers des tests de missiles.

La président William Clinton a alors envoyé le porte-avions nucléaire Nimitz et son groupe de combat dans le détroit de Taïwan, dans une forme de bégaiement de l'histoire. Les tests de missiles ont été interrompus¹¹³.

En cessant ses tests, la Chine semble admettre la supériorité de la puissance étatsunienne, laquelle semble se confirmer dès lors comme, paradoxalement, la puissance dominante dans cette zone. Se faisant, elle accroît son attractivité auprès des opinions publiques de Taiwan, de Hong-Kong, de Corée du sud et du Japon.

¹¹² « Something wicked this way comes », *The Economist*, 01/05/2021, p. 14.

¹¹³ David Porch, « [The Taiwan Strait Crisis of 1996: Strategic Implications for the United States Navy](#) », *Naval War College Review*, 52(3)/1999, p. 15-48.

Ceci-dit, on ne peut exclure le fait que les tests chinois soient avant tout des tests de scénario de réaction des États-Unis permettant à la Chine d'évaluer certains aspects de son rival, indépendamment des questions relatives à la dégradation de son image dans des opinions publiques qui de toutes façons lui sont très majoritairement hostiles.

La dynamique que nous observons à travers ces deux cas, met en œuvre un outil de *hard power* par nature dans une perspective de coercition en adressant un message de menace d'une part et de séduction d'autre part.

Comme indiqué en introduction de ce travail, à la suite de Mattern (2005), le *soft power* s'inscrit comme une continuation du *hard power* par d'autres moyens que ceux de la destination naturelle des instruments du *hard power*. Ce faisant, on constate à la lumière de ce cas que, d'une part, le *hard power* se fait message et, d'autre part, le *soft power* peut se fonder sur du *hard power*.

Ainsi, l'usage de moyens de *hard power* peut connaître des déclinaisons diverses sur des échiquiers multiples, et les effets de l'usage de *hard power* peuvent trouver des prolongements numériquement supérieurs en *soft-power*, tels que :

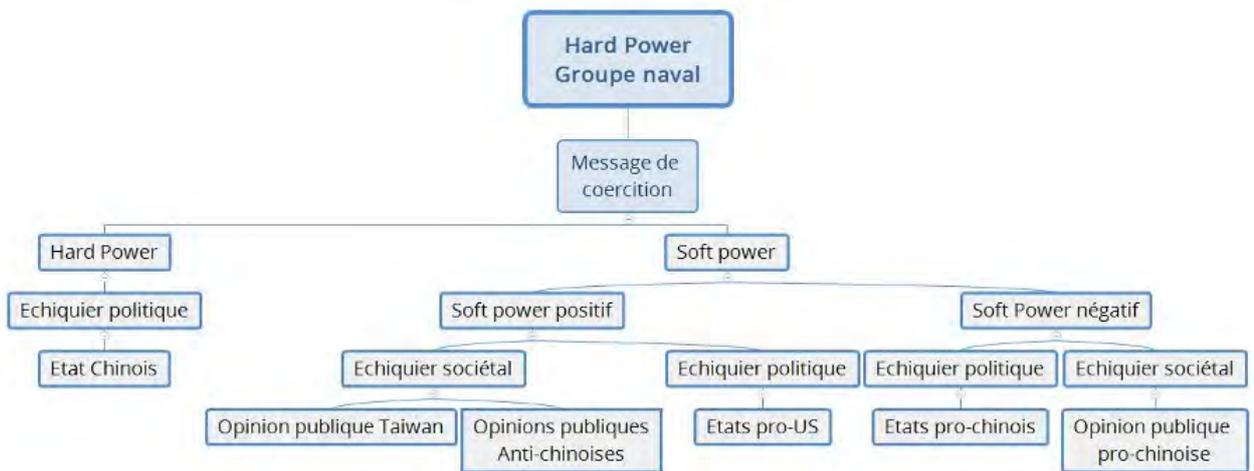


Figure 5 : Schéma des effets et positionnements de l'offensive hard power Groupe Naval 1950 et 1996

Ce schéma met en évidence le poids supérieur du nombre d'effets de *soft-power* à partir de cette opération de *hard power*.

Ces observations justifient d'être mises en perspective avec d'autres études de cas de même nature afin de pouvoir vérifier les constantes et variations et la possibilité de dégager un modèle général. Toutefois, ces observations ne valent que dans le scénario d'un alignement de la cible sur le message émis par le producteur de *hard power*.

C. OFFENSIVE CONTRE LE SOFT-POWER CHINOIS

1. LES INSTITUTS CONFUCIUS

« Les Instituts Confucius sont des établissements culturels à but non-lucratif ayant pour mission de promouvoir la langue et la culture chinoises, en associant partenaires chinois et partenaires locaux. Les Instituts Confucius proposent des cours de chinois pour tous les niveaux et tous les publics, dans leurs locaux et/ou dans des établissements partenaires. Ils organisent également chaque année des séjours linguistiques avec leur université partenaire chinoise. Un programme de Bourses permet d'encourager les élèves les plus motivés à effectuer des séjours en Chine. »

C'est ainsi que sont présentés les Instituts Confucius (ci-après IC) sur le site officiel de l'organisation¹¹⁴. S'il est une chose qui n'est pas strictement énoncé dans cette présentation, mais qui fait l'unanimité auprès de tous les observateurs est que ces instituts sont le fer de lance et l'emblème du *soft-power* chinois¹¹⁵. Le deuxième point de consensus est que les enjeux de ces centres sont très au-delà des questions culturelles.

Depuis peu, nombre d'observateurs considèrent que non seulement les Instituts Confucius jouent un rôle de promotion de la Chine par l'attractivité de sa culture, mais qu'ils influenceraient de manière significative les politiques des établissements universitaires auxquels ils adossent leur implantation¹¹⁶. Pire, leur implantation en milieu universitaire serait un cheval de Troie favorisant l'espionnage dans le domaine de la recherche¹¹⁷.

a) Les Instituts Confucius : origine et enjeux

Le premier Institut Confucius a ouvert ses portes à Samarkand en 2004. Soulignons qu'en plus des instituts adossés à des universités, il existe des classes Confucius implantées dans des établissements du secondaire. La première classe Confucius a ouvert en 2006, dans un lycée de Bangkok¹¹⁸.

L'objectif de 1000 établissements à l'horizon 2020 n'a pas été atteint. En 2019, les chiffres de ce dispositif sont, officiellement de 548 instituts, 1193 classes Confucius, une implantation dans 154 pays, 47 000 enseignants chinois et étrangers, 2, 67 millions d'apprenants dont 810 000 en ligne¹¹⁹.

Les IC sont le cœur et la pointe de la diplomatie d'influence chinoise. Ils s'inscrivent en préfiguration de la dynamique globale de *soft-power* chinois telle que nous en avons figuré précédemment la chronologie de déploiement et les déclinaisons.

¹¹⁴ <https://www.institutconfucius.fr/>

¹¹⁵ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/instituts-confucius>

¹¹⁶ Claude Meyer, « [Instituts Confucius, médias : la stratégie très au point du soft-power chinois](#) », *Atlantico*, 17/06/2018.

¹¹⁷ Yves Tréca-Durand, « [Polémique. La gauche régionale critique la subvention versée à l'Institut Confucius d'Angers](#) », *Ouest-France*, 21/09/2021.

¹¹⁸ Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Le moment machiavélien*, IRSEM, 2^{ème} éd., Octobre 2021, p. 300.

¹¹⁹ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/instituts-confucius>

A travers la culture et la langue, les instituts préparent le terrain à d'autres dynamiques, notamment d'échanges commerciaux et partenariats économiques, en créant un point de contact territorial, comme en conviennent en France certains élus locaux¹²⁰.

La vitesse de propagation des Instituts et l'ampleur de leur audience les fondent en un réseau territorial diplomatique chinois qui ne dit pas son nom.

C'est la lecture qu'en a fait l'ancien secrétaire d'État Américain de l'administration Trump, Mike Pompeo qui indique que « *le département d'État a classé le Centre américain des Instituts Confucius comme une mission diplomatique étrangère de la Chine, reconnaissant ce qu'il est : une entité qui promeut la propagande de Pékin dans le monde et sa campagne d'influence néfaste sur les campus des universités et dans les classes des écoles.* ».

b) L'offensive contre les Instituts Confucius. Étude d'une dynamique.

Les IC ont très tôt été perçus pour ce qu'ils sont et dont ils ne se cachent pas, des instruments d'influence des populations des territoires d'implantation dans une perspective de façonnage favorable des environnements cognitifs concernant la Chine. Ce sont ainsi des outils de diffusion du *soft power* chinois. On peut même dire qu'ils incarnent le *soft-power* chinois.

Toutefois, cette évidence n'est pas l'élément déclencheur de la vague de fermeture d'Instituts Confucius à travers le monde. Plusieurs facteurs entrent en jeu, entre faits et narratifs.

Le premier point est celui des faits d'ingérence dans les affaires des universités auxquels ces instituts s'adossent. Ainsi, il est répertorié une série de comportements de la part de la direction d'instituts divers qui ne sont pas compatibles avec les valeurs et les éthiques des établissements supports.

En effet, la diffusion du « pouvoir doux » de la culture chinoise et son travail de façonnage sur les étudiants des instituts n'est pas ce qui a suscité la réaction des exécutifs des structures.

Ce qui est apparu comme des pressions concernent des sujets relatifs à la vie politique et démocratique de la Chine, discutés dans le cadre de l'université et pas au sein de l'Institut lui-même.

Cette ingérence dans la liberté d'expression au sein des universités, principe supérieur du monde académique occidental, a engendré des réactions immédiates.

c) Les mauvais positionnements, les bons positionnements.

L'action de façonnage cognitif des Instituts Confucius a de longue date été identifiée. Les éléments de langage pour en faire la pédagogie ont été structurés principalement autour de la thématique du Cheval de Troie et de l'espionnage. Ces thématiques n'ont pas véritablement pris.

Elles ont eu essentiellement cours dans des milieux déjà sensibilisés à ces questions, mais dans le monde académique.

¹²⁰ Nathalie Guibert, « Les Instituts Confucius en France, de si discrets relais chinois », *Le Monde*, 08/07/2021.

L'université n'est pas un terrain d'ancrage pour ces narratifs qui appartiennent à un autre monde. Ces axes ne viennent pas impacter le système de valeurs de l'université.

En revanche, le système de valeurs universitaires est articulé, notamment, sur la connaissance et l'esprit critique -réel ou représenté.

Ce qu'il convient d'observer sur le plan de la méthode est que l'offensive ne porte pas directement sur le système d'attractivité du *soft power* lui-même. L'offensive porte sur le dispositif de diffusion de ce *soft power*, par la réduction des points de diffusion laquelle affaiblit l'ensemble du dispositif.

Le système de valeurs est toutefois sollicité, mais il ne s'agit pas de celui de la cible. Le système de valeur sollicité est celui de l'attaquant dont la remise en question par les parties prenantes des Instituts Confucius va justifier d'engager une réaction.

Ainsi, l'ingérence dans la pratique du débat critique, lequel se veut une clef de voûte du système de valeurs et de pratiques académiques occidentales, va constituer le socle de toute l'architecture offensive à suivre.

En voulant donner rythme et tonalité à des pratiques ancrées culturellement, la partie prenante chinoise a commis une erreur déterminante, confondant vitesse et précipitation. *In fine*, ce qui fut précipité fut l'attrition du système des Instituts Confucius.

Cette erreur d'appréciation des termes de l'environnement culturel par la partie chinoise est d'autant plus surprenante qu'elle sait l'hostilité du système à son encontre.

L'atteinte à l'intégrité du système de pensée critique universitaire est une atteinte à l'intégrité du système de pensée occidentale dans son ensemble.

En remettant cela en question, la partie prenante chinoise s'est attaquée imprudemment, de façon agressive et visiblement hostile, aux fondations de la liberté d'expression, sur le territoire géographique de sa cible. Alors que jusqu'à présent, la partie prenante chinoise, à travers les Instituts Confucius, s'attaquait de façon « douce » à ce même système, sans que les dénonciations aient un impact réel sur la continuité de son avancée.

La partie chinoise est venue en rupture de principe du stratagème structurant les Instituts Confucius du « Caché en pleine lumière »¹²¹.

C'est à partir de cet instant que s'opère la bascule en faveur de la partie prenante occidentale. L'agression ressentie va provoquer les réactions du monde académique, lesquelles vont avoir un écho dans le monde politique et dans une certaine mesure dans la société civile.

Les arguments fondés sur une relation culturelle qui préfigurent les relations économiques ne seront plus opérants.

¹²¹ Pierre Fayard, *Comprendre et appliquer Sun-Tzu en 36 stratagèmes*, Dunod, 2017. « Cacher dans la lumière », p. 23-29 ; « Vaincre dans l'ombre », p. 73-78.

L'université étant seule décisionnaire quant à ses partenariats et le développement des relations économiques n'étant pas son cœur d'activité. C'est la réaction du monde académique qui va permettre l'ancrage des narratifs de cheval de Troie et d'espionnage venant renforcer la dynamique de pression sur la fermeture des Instituts.

Cette dynamique va elle-même se nourrir de sa propre vélocité par un effet boule de neige. La multiplication des fermetures aux motifs invoqués précédemment a pour effet d'interpeller et d'engendrer de nouvelles fermetures.

L'efficacité de cette dynamique a bien été identifiée. Elle a généré des initiatives visant à l'amplifier.

d) *In the name of Confucius*. Description d'un dispositif socio-technique offensif dédié.

Le film est un instrument de *soft-power*. Comme nous le verrons plus tard, c'est un instrument qui connaît aujourd'hui certaines limites. Toutefois, dans un cadre dit de production indépendante, c'est-à-dire en dehors des circuits commerciaux majeurs, le cinéma est toujours un espace d'influence et de débat.

Ainsi, le film *In the name of Confucius* de la réalisatrice Doris Liu, sorti en 2017, a pour propos d'éclairer sur la vocation et les enjeux des IC à travers le monde, ainsi qu'il est présenté par ses auteurs :

« *Au nom de Confucius* est le premier film documentaire exposant les controverses mondiales croissantes entourant l'Institut Confucius (IC) du gouvernement chinois, un programme de langue chinoise rattaché à plus de 1600 universités et écoles étrangères à travers le monde. Il met en vedette l'histoire personnelle exclusive d'une ancienne enseignante d'un IC, Sonia Zhao, ayant démissionné et dont la plainte a mené à la première fermeture d'un IC sur un campus nord-américain. »¹²²



Affiche du film *In the name of Confucius*

¹²² <https://inthenameofconfuciusmovie.com/fr/>

Le site *In the name of Confucius* a mené un recensement des fermetures d'Instituts Confucius à travers le monde à partir de sources ouvertes médias.

Selon lui, « en février 2013, l'université McMaster au Canada est devenue la première université connue des médias à avoir fermé son institut Confucius.

En 2021, on comptabilise 108 universités, 2 gouvernements et 3 conseils scolaires à travers le monde, ayant rompu leurs liens avec les instituts et classes Confucius, ce qui a mené à la fermeture de 107 de ces instituts. »¹²³

Ce site est aussi un point de référence pour tout ce qui concerne les polémiques et tensions autour des IC à travers une revue de presse d'articles en français et en anglais. Le film est accessible à travers toutes les grandes plateformes vidéo actuelles.

Le site est disponible en français, anglais, espagnol et chinois. Il propose un suivi de la tournée du film à travers le monde, « dans douze pays, sur les cinq continents, y compris aux parlements du Royaume Unis et d'Australie. »

Un espace pour des tribunes et des commentaires est ouvert, faisant de ce dispositif socio-technique un point de référence du débat et de la diffusion de la lutte contre les IC.

Les images disponibles en galerie, outre des photos de plateau du film, offrent majoritairement une vue sur des mouvements de protestations contre les IC.



Photo extraite de la galerie photo du site *In the name of Confucius*

¹²³ <https://inthenameofconfuciusmovie.com/fr/cutting-ties-with-confucius-institutes/>

A travers une offre pour des diffusions publiques du film et la possibilité d'y accueillir des parties prenantes du film, le dispositif fixe le film comme le point nodal d'une communauté sensible et potentiellement actionnable dans la lutte contre les IC.

On notera aussi, sur le plan de la méthode toujours, l'usage de la fonction testimoniale à travers la mise en scène d'une ancienne partie prenante démissionnaire des IC qui contribue à accréditer le récit.

Nous avons cherché à évaluer le bruit médiatique de ce film¹²⁴.

Nous avons constaté pour une requête de recherche en anglais à partir du titre du film 6 occurrences dans les cinq premières pages de recherche Google,

- Page 2 de requête : *Santa Barbara Independent*¹²⁵
- Page 3 de requête : *Epoch Time* (Sur ce dernier site, on constate un traitement répété de l'actualité de ce film (trois articles entre 2017 et 2018) ; *Huffington post UK*¹²⁶ ; *La Croix International* (media catholique en ligne)¹²⁷.
- Page 4 de requête : *Hong Kong free press*¹²⁸
- Page 5 de requête : *CBC news* de Colombie britannique¹²⁹.

Pour une requête en français, aucune occurrence sur les cinq premières pages de recherche Google.

Le bruit médiatique généré par ce film et le dispositif socio-technique qui l'accompagne reste encore réduit. Pour l'instant, ce film dont la tournée est toujours active et le site actualisé, semble pratiquer une méthode de terrain afin de générer des communautés actionnables en fonction d'opportunités. Une pratique de communication politique dans une démarche de *two step flow*¹³⁰.

2. LE CAS DU SPORT POWER CHINOIS

a) **Le sport power**

Le sport est une activité qui a pris une résonance particulière dans les différentes sociétés, accentuée par la massification et l'accélération des moyens de diffusion et d'accès.

Spectacularisé, avec toujours plus d'efficacité grâce à l'évolution des technologies de captation du déroulement des manifestations sportives, il est un vecteur d'émotions collectives et de cohésion sociale, notamment.

¹²⁴ Nous nous sommes attachés aux médias hors médias spécialisés cinéma.

¹²⁵ <https://www.independent.com/events/online-event-in-the-name-of-confucius-screening-and-discussion/>

¹²⁶ https://www.huffingtonpost.co.uk/ben/in-the-name-of-confucius- b_14104430.html

¹²⁷ <https://international.la-croix.com/news/world/propaganda-in-the-name-of-confucius/9956>

¹²⁸ <https://hongkongfp.com/tag/in-the-name-of-confucius/>

¹²⁹ <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/toronto-filmmaker-confucius-institute-doc-1.5478641>

¹³⁰ Elihu Katz, Paul F. Lazarsfeld, *Personal influence. The part played by people in flow of mass communications*, 2017.

Le champ sportif est un espace où se construisent des récits, articulés autour de héros, dont la narration reprend les structures et codes des récits mythiques. Il s'y diffuse ainsi des valeurs, des devoirs, des interdits.

Il est le reflet des sociétés (tels déjà les Jeux antiques ou l'expression actuelle du racisme par des groupes de supporters) autant qu'il contribue à les façonner (précisément à travers le récit de ses héros, dans et hors les stades). Notons que ce façonnage est essentiellement cognitif.

Massification, technologies et *storytelling* ont ainsi créé et structuré des communautés qui transcendent les catégories de classes et de races, sans toutefois les nier ou les gommer. Le champ sportif est dès lors devenu un espace marchand, à travers des dynamiques marketing de propension à l'imitation qui permettent à chacune et chacun de s'identifier à ses héros et héroïnes. Le champ sportif s'est mondialisé et globalisé et des instances internationales en assurent la régulation autant par discipline, que globalement, que géographiquement. Les enjeux évoqués sont devenus tels qu'ils s'y exercent rapports de forces et rivalités afin d'obtenir le contrôle de ces instances aux périmètres d'influence variables, pour des motivations diverses.

L'attractivité du sport pour les masses et son audience exceptionnelle en font une caisse de résonance singulière pour des causes et un espace de pouvoir unique. Aussi se dégage-t-il depuis plusieurs décennies, une dynamique d'appropriation du phénomène sportif à des fins politiques, visant à engager les foules et/ou façonner leur environnement cognitif pour des enjeux qui n'ont rien de sportifs.

Ainsi, pour le pire, les Jeux Olympiques de Berlin, en 1936, envisagé par Adolphe Hitler comme étant le temps de la grand-messe de la suprématie allemande et de la race aryenne sur les autres peuples (Que devait ruiner Jesse Owens en remportant les finales du 100m et du 200m). Pour le meilleur, sur le podium du 200m des JO de Mexico en 1968 ce sont les poings levés gantés de noirs des Afro-américains Tommy Smith, John Carlos (1^{er} et 3^{ème}), ainsi que le badge porté par le deuxième de l'épreuve, athlète blanc, l'Australien Peter Norman¹³¹ en dénonciation de la condition des Noirs aux États-Unis.

Le sport, à travers ses héros, attire, séduit, construit des représentations, l'ensemble fondant une culture ou contribuant à une culture de masse. Le sport exerce un *soft power* singulier que certains ont requalifié en *sport-power*.

Selon Pim Verschuuren, les objectifs du *sport power*¹³² peuvent se catégoriser tel que le *sport power* permet de :

- Se positionner sur la scène internationale
- Faire évoluer son image dans un contexte d'hostilité
- Renforcer son image dans un contexte favorable de valeurs partagées
- Accompagner la modernisation et la diversification de son économie.

¹³¹ Norman portait le badge de l'OPHR (Olympic Project for Human Rights, fondé par John Carlos). On note à travers cet exemple la dimension fédératrice transnationale du sport et sa capacité d'influence.

¹³² Pim Verschuuren, « Les multiples visages du "sport power" », *Revue internationale et stratégique*, 89(1)/2013, p. 131-136.

Le but ultime est d'influencer les États grâce à la force de conviction et à l'image.

Les grands événements sportifs mondiaux se sont ainsi confirmés comme étant des enjeux majeurs de la politique de puissance des États.

Les Jeux Olympiques tiennent une place particulière dans ce cadre, l'olympisme s'inscrivant dans une histoire longue, une tradition et concernant l'olympisme moderne, des valeurs à vocation universelle du point de vue de leurs promoteurs.

La Chine s'est vue attribuer les JO d'été de 2008 et d'hiver 2022, l'un et l'autre à Pékin. Ces attributions ont été et sont l'objet d'offensive cognitive afin de réduire le bénéfice d'image et de séduction que la Chine pourrait retirer de ces opérations.

b) Le cas des Jeux Olympiques.

Les Jeux Olympiques d'hiver 2022 qui devraient se tenir à compter du 4 février à Pékin font l'objet d'une offensive informationnelle. Les parties prenantes à l'initiative sont des associations et ONG de défense des Droits de l'Homme et des acteurs politiques nationaux ou multilatéraux, comme Les États-Unis ou l'Union Européenne.

L'essentiel des attaques repose sur la dénonciation des atteintes aux droits de l'Homme, en particulier à travers le cas des Ouïghours, une population majoritairement musulmane, dans la province du Xinjiang (Nord-ouest de la Chine). Pékin est accusé d'y pratiquer un internement ethnique de masse, le travail forcé et la torture.

La dénonciation du sort des Ouïghours n'est pas liée aux Jeux olympiques à venir, elle a sa propre dynamique. Toutefois, concernant les JO d'hiver de 2022, elle est réinscrite dans le processus visant à affaiblir l'image de la Chine et les gains de *soft power* que celle-ci compte retirer.

i. Offensives sur les JO de Pékin de 2008

La volonté chinoise d'accueillir les JO remonte aux débuts du mouvement olympique et s'intensifie en 1945.

« La guerre civile puis le dossier des « deux Chines » bloquèrent toutefois toutes les ambitions de Pékin jusqu'en 1979 quand une solution provisoire fut trouvée avec l'acceptation par le Comité international olympique d'un Comité national olympique taiwanais aux côtés du Comité olympique de la République populaire de Chine.

Les conditions étaient alors rapidement réunies pour l'envoi d'une équipe aux Jeux de 1984 puis le dépôt d'une véritable première candidature en 1993 en vue d'organiser les Jeux de 2000 qui allaient être obtenus par Sydney avec deux voix d'avance sur Pékin.

La candidature à l'organisation des Jeux olympiques de 2008, présentée par la Chine le 13 juillet 2001, bénéficia de cette expérience et Pékin l'emporta très largement avec une majorité de 56 voix dès le second tour. »¹³³

La candidature de la Chine aux JO de Pékin faisait l'objet d'un débat d'une part entre les tenants d'une organisation dont les effets seraient de nature à influencer l'évolution démocratique de Pékin vers la représentation occidentale de la démocratie. D'autre part, ceux qui soulignaient les contradictions d'une telle attribution avec les Droits de l'Homme.

Le schéma n'est pas nouveau d'une offensive sur informationnelle contre la Chine dans la perspective d'affaiblir sa candidature à l'organisation des JO, comme le rappelle l'historien du sport Thierry Terret¹³⁴. Il dresse un état des lieux des offensives sur la perception des opinions publiques françaises concernant la candidature de la Chine aux JO de 2008 dont il énonce les structures, articulations, parties prenantes et vecteurs. A travers ses observations ressortent deux phases de l'offensive, aux objectifs différents :

- En avance de phase d'attribution des JO dans le but d'empêcher Pékin de les obtenir
- Après la décision du CIO afin d'influencer Pékin dans ses comportements concernant notamment les Droits de l'Homme et l'obliger à prendre position sur ces questions.

Les narratifs d'alors portaient sur : Les Droits de l'Homme, la torture, les trafics d'organes, les conditions sociales des ouvriers sur les chantiers olympiques, le travail des enfants, des scénarii « imaginaires » (Terret, 2009) de dopage, d'atteinte à la liberté de la presse, d'atteintes environnementales sur le plan de la production de particules et des risques qui pèseraient sur les athlètes.

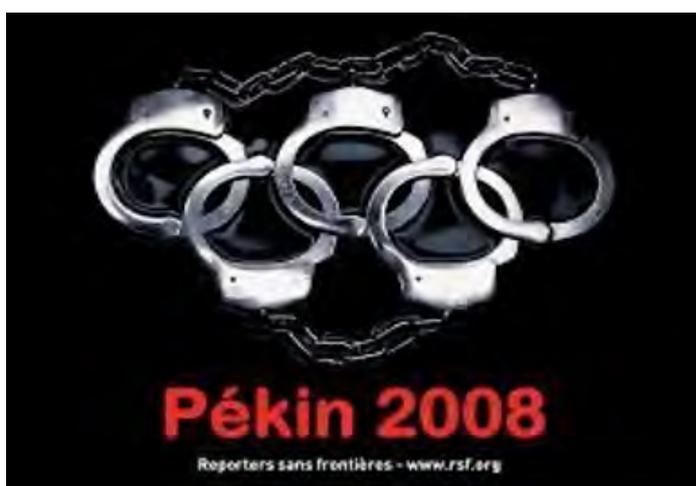


Figure 6 : Création graphique anti-JO de Pékin 2008. Reporters sans Frontière.

¹³³ Thierry Terret, « La perception française de la candidature chinoise aux Jeux olympiques de 2008 », *Outre-terre*, 21(1)/2009, p. 51-58, ici p. 53.

¹³⁴ Thierry Terret est actuellement Délégué ministériel aux Jeux olympiques et paralympiques.

Une dynamique narrative a même été fondée sur « les manières des Chinois », sur l'idée de savoir s'il serait possible de les « civiliser »¹³⁵.

Enfin, les questions de politique étrangère, au centre desquelles la question de Taïwan, ont complété l'arsenal d'offensive cognitive. Mais pas uniquement. Ainsi la défection de Steven Spielberg, consultant auprès de la Chine pour la cérémonie d'ouverture.

Le réalisateur vedette devait claquer la porte pour protester contre la position ambiguë de la Chine au Darfour en soutien au gouvernement El Bechir¹³⁶.

Reprenant les termes et échanges du débat présidentiel de 2007 entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, Terret souligne les contradictions des positions sur les échiquiers politiques et sociétaux français, partagés entre tradition des Droits de l'Homme et enjeux économiques. Un paysage de rapports de forces sociétaux identiques aujourd'hui, à l'approche des JO de 2022.

Face à cela, se sont manifestées des réactions de soutien à Pékin. Ainsi, relève-t-on des manifestations de soutien aux JO de 2008, comme à Paris, le 19 avril de cette année¹³⁷. Ce jour-là ce sont plusieurs opérations qui se sont déroulées dans la capitale française, dans des schémas de scénarisation et de déroulé différents : manifestations étudiantes avec T-Shirts pour des JO sans politique, tractage de flyers pro-JO à la sortie de métro par des jeunes filles en tenue traditionnelle, voitures arborant des drapeaux chinois. Le terrain d'intervention étant la place de la République, espace public symbolique.

On notera que c'est à cette même date, des manifestations anti-françaises ont aussi été conduites en Chine en réaction au manifestation pro-Tibet qui s'étaient tenues à Paris.

Les narratifs, sur le plan économique, appelaient à un boycott des produits français, notamment de l'enseigne Carrefour¹³⁸, suscitant immédiatement une réaction des autorités françaises appelant au calme¹³⁹.

Des narratifs plus surprenants sont apparus présentant Napoléon comme un « pervers », Jeanne d'Arc comme une « prostituée », le France comme « nazie » et appelant à la « libération de la Corse »¹⁴⁰.

Quelle sera l'issue de la bataille qui se noue aujourd'hui ? Nul ne saurait répondre mais il est intéressant d'avoir à l'esprit ce qui devait advenir en 2008 :

« À vrai dire, même s'il est arrivé que la diplomatie chinoise réagisse, on ne semble guère s'être ému, à Pékin, des considérations françaises voire européennes. D'abord, les discours offensifs n'ont pas été suivis par des actes.

¹³⁵ Terret, « La perception française... », art. cit., p. 53.

¹³⁶ Jean Jacques Mevel, « [La campagne anti JO de Pékin prend de l'ampleur](#) », *Le Figaro*, 15/02/2008.

¹³⁷ Stéphane Lagarde, « [Des Chinois manifestent à Paris pour les Jeux](#) », *Radio France Internationale*, 19/04/2008.

¹³⁸ « [Manifestations anti-françaises dans plusieurs villes de Chine](#) », *La Dépêche*, 19/04/2008.

¹³⁹ Christophe Israël, « [Chine : la France boycottée ?](#) », *Le Journal du Dimanche*, 19/04/2008.

¹⁴⁰ Terret, « La perception française... », art. cit.

Ensuite, la duplicité du message relatif aux Jeux olympiques, entre Droits de l'homme et nécessités économiques, a ouvert une marge de manœuvre appréciable au gouvernement chinois pour qui le principal concurrent demeure de toute façon les États-Unis, sur les marchés financiers comme sur les stades. N'est-il d'ailleurs pas remarquable que la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 2012 ait suscité une vague de sympathie dans la population chinoise ? À tel point qu'en juin 2005, une enquête menée par le cabinet A.C. Nielsen dans 27 pays auprès de plus de 20 000 internautes plaçait les Chinois en tête, devant les Belges et les Grecs, en faveur de l'attribution par le CIO des Jeux à venir à la France. »¹⁴¹

ii. Offensives sur les JO d'hiver de 2022

L'expérience de 2008 ne semble pas avoir infléchi la trajectoire du régime chinois sur les questions démocratiques. La question des droits de l'Homme à travers les questions Ouïghours, la question de Taïwan et le danger que ferait peser la Chine sur l'équilibre de la paix dans cette partie du monde, l'atteinte à la liberté d'expression et le non-respect de la parole donnée et des accords sur le statut de Hong Kong, constitue la matière de développement d'autant de narratifs défavorables à l'organisation des JO de 2022 par Pékin. Auxquels s'ajoutent bien évidemment la question de l'origine du Covid et de sa gestion.

Toutefois, les Jeux étant attribués, l'objectif de l'offensive cognitive est d'endiguer la puissance d'influence de ces jeux en affaiblissant la participation des délégations.

L'enjeu est d'autant plus important après le déroulement au rayonnement en demi-teinte des JO de Tokyo pour cause de Covid. Si les conditions étaient pleinement réunies pour une tenue des JO de Pékin dans des conditions normalisées d'accueil du public, les JO de Pékin bénéficieraient alors d'une inévitable audience record après cette jachère médiatique et sportive.

L'autre front est évidemment d'influencer le public lui-même afin de limiter l'afflux sur le territoire chinois.

En effet, une affluence d'importance aurait un effet d'annihilation des efforts réalisés par les États-Unis afin de faire porter la responsabilité de la pandémie à la Chine et de dénoncer ce qu'ils considèrent comme les effets catastrophiques de sa gestion fondée sur la dissimulation, pour reprendre aux arguments développés sur ce terrain d'engagement.

L'afflux massif de populations venues du monde entier serait un démenti mondial au danger que représente la Chine sur ce plan.

L'engagement cognitif sur l'échiquier politique des États se déplacerait alors par une dynamique autonome, nouée par l'attractivité des JO, vers l'opinion publique sur l'échiquier sociétale, dans un rapport de force inédit en échelle comme en intensité.

Le *soft power* chinois s'en trouverait alors renforcé à un niveau sans doute inédit.

Les enjeux sont donc tels que les adversaires de la Chine, États-Unis en tête, ont toutes les raisons d'intensifier et diversifier les attaques contre l'image de la Chine.

¹⁴¹ *Ibidem*, p. 53.

iii. Manoeuvre d'encerclement cognitif

Les États-Unis ont ainsi engagé l'offensive sur l'axe des Droits de l'Homme en dénonçant la situation des Ouïghours. A ce motif, ils ont initialement appelé au boycott des JO d'hiver 2022. L'accroche visuelle est beaucoup plus agressive que ne l'avait été celle des JO de 2008.

Le thème du sang semble avoir été retenu dans le façonnage d'une perception cognitive de la puissance chinoise coupable d'avoir du sang sur les mains, comme avec le détournement du logo des JO 2002 (Ci-dessous).



Cet axe de communication ne semble pas le fait d'un artiste isolé mais d'une démarche collective dont la récurrence permet de fonder le scénario d'une orientation de campagne.

Ainsi, la traduction de cet axe à travers deux photos prises lors de *happening*.



La pression est mise sur les instances dirigeantes du sport international que la campagne accuse de collusion avec le régime de Pékin et d'avoir elles aussi du sang sur les mains.

Cette démarche vise à entraîner une perturbation dans le dispositif des instances par la démarche de déstabilisation des personnes qui les incarnent et qui sont ainsi nommément mises en cause ou figurées. C'est le cas de Thomas Bach, président du Comité international olympique (CIO), dans les illustrations ci-dessus.

Cette offensive est de nature à répondre aux processus et finalités de la guerre de l'information telle que décrites précisément par Philippe Baumard¹⁴² :

- Elle vise le système de croyance de l'institution pour tenter d'en modifier la perception afin de générer des biais cognitifs.
- Elle veut choquer l'opinion publique afin de détruire la légitimité sociale de l'organisation et aboutir à un affaiblissement de sa réputation.
- Elle entend perturber le système de commandement de l'organisation en brouillant la perception de l'efficacité des décisions avec la recherche de la paralysie décisionnelle.
- Elle tente d'augmenter l'incertitude des investisseurs, notamment institutionnels.

Finalement, il peut être conclu de cette campagne que sa cible n'est pas la Chine mais les instances internationales du sport, à travers le CIO, dont l'image est adossée à celle de la Chine.

Il semble que cette offensive n'ait pas atteint les effets finaux recherchés, obligeant les États-Unis à un repositionnement qui n'a eu pour effet que de souligner les ambiguïtés des positions individuelles des États et leur indépendance aux États-Unis dans un rapport de force qu'ils considèrent ne pas être le leur et contraire à leurs intérêts propres. Le seul résultat a été la confirmation d'une géopolitique attendue¹⁴³.

Finalement, c'est la fragilité des États-Unis sur le dossier chinois à l'international que cet échec a mis en relief.

iv. L'appel au boycott sportif de Pékin 2022 : une partie, trois échiquiers, trois échecs.

Cet appel portait sur un boycott concernant les délégations sportives, mais très rapidement, Joseph Biden a dû faire machine arrière, face à l'opposition du Comité Olympique et Sportif américain.

Ce dernier devait ainsi faire remarquer l'inefficacité d'une telle mesure telle qu'elle a pu être mise en œuvre en 1980 par le boycott des JO de Moscou par les sportifs américains et inversement, en réponse, en 1984 aux JO de Los Angeles d'où les sportifs soviétiques étaient absents. De plus, l'envie des athlètes d'en découdre à la sortie de la longue période de restriction Covid ne devait pas être subsumée à des questions politiques.

Dès lors, les États-Unis vont repositionner leur appel au boycott sur le plan d'un boycott politique et diplomatique. Dans leur sillage, les soutenant et leur emboitant le pas dans cette voie, leurs alliés traditionnels Grande Bretagne, Canada, Australie ont indiqué qu'ils n'enverraient pas de représentations diplomatiques à Pékin.

Il faut considérer que ce repositionnement a pour vocation de ne pas totalement perdre la face. Car l'appel au boycott initial avait pour vocation d'impacter les opinions publiques par l'absence des héros du récit sportif.

¹⁴² Baumard, « Les limites d'une économie... », art. cit., p. 41.

¹⁴³ « [L'appel au boycottage diplomatique des JO de Pékin épouse une géopolitique attendue](#) », *Le Monde*, 10/12/2021.

On ne saurait penser que les États-Unis envisagent sérieusement que l'absence de quelques délégations de diplomates suscite la moindre émotion dans les opinions publiques, quelles qu'elles soient.

Le fait est tellement patent que le CIO lui-même s'est fendu d'une déclaration sobre indiquant respecter le choix du boycott diplomatique des États-Unis, tout en se réjouissant « *que cette décision ne concerne pas les sportifs américains* »¹⁴⁴. Ce qui situe précisément ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Le Secrétaire général de l'ONU a depuis indiqué sa présence à Pékin¹⁴⁵.

Toutefois, on ne saurait regarder cette retraite comme le résultat d'une discussion entre le Comité Olympique et Sportif américain (USOPC) fondée sur l'intérêt supérieur des valeurs d'un mouvement sportif libre de toutes contraintes politiques. Le fait est que l'USOPC est le principal bénéficiaire de la manne financière générée par les JO - plus d'un milliard d'euros.

Ainsi, le Comité National Olympique américain (CNO) touche plus que tous les autres comités olympiques réunis¹⁴⁶. Une manne alimentée par TOP, regroupement d'une quinzaine d'entreprises internationales partenaires des Jeux, dont le chinois Alibaba¹⁴⁷. C'est ainsi la question économique qui a fait réagir l'USOPC.

L'analyse des mouvements de cette offensive montre un engagement initialement positionné sur l'échiquier sociétal à travers la volonté d'impacter les opinions publiques à travers le monde par le boycott sportif généralisé des JO.

L'absence de sportifs auraient été un camouflet pour Pékin, une opportunité unique pour Washington de communiquer sur la question des Droits de l'Homme à travers les Ouïghours dans un premier temps et sans doute par la suite décliner sur d'autres volets (Taïwan, Hong-Kong) et possiblement engager une diversité d'action. Mais cela aurait été un manque à gagner considérable pour l'USOPC. Ce positionnement a entraîné l'engagement du Comité américain contre la position de Joseph Biden.

Autrement dit, la partie qui devait se jouer sur l'échiquier sociétal, s'est nouée en réalité sur l'échiquier économique, ce qui a entraîné un repositionnement sur l'échiquier politique à travers le boycott diplomatique. Le résultat est un impact nul sur le *soft power* chinois, annihilant toutes perspectives par rapport à l'effet final recherché initial.

Cet échec aurait pu être estompé par la relance, fort à propos dans ce contexte de retraite sur le front olympique, du projet d'Alliance pour la démocratie. Ce projet porté par le candidat Biden durant sa campagne a ressurgi dans une communication intense peu après les déboires de l'appel au boycott. Nous y voyons pour notre part une tentative de rebondir, par le haut, fort opportunément.

¹⁴⁴ « [JO d'hiver 2022. Le CIO annonce respecter le boycott des JO d'hiver par les États-Unis](#) », *Ouest France*, 06/12/2021.

¹⁴⁵ « [Boycott des JO de Pékin : Le chef de l'ONU ira à la cérémonie, Macron refuse une mesure "toute petite et symbolique"](#) », *Le Monde*, 09/12/2021.

¹⁴⁶ Alain Luzenfichter, « [Très cher Comité olympique américain](#) », *Sport Business*, 23/02/2021.

¹⁴⁷ *Ibidem*.

Toutefois, sur ce sujet, le scepticisme des nations est encore plus grand, voire l'inquiétude. Au final, ce qui nous apparaît comme l'instrumentalisation de ce projet pour sortir d'une ornière, n'a fait que l'affaiblir, sans doute définitivement, par défaut de préparation et précisément en l'inscrivant dans le sillage de la tentative de boycott.

Seuls restent pour ces JO les initiatives qui pourraient être celles des athlètes, seuls véritables influenceurs capables de modifier les perceptions des opinions publiques à travers le monde.

Mais une initiative dans ce domaine serait une expression politique que le CIO encadre fortement à travers la règle 50 de la Charte Olympique¹⁴⁸. Et c'est sans compter la pression de sponsors dans une chaîne de valeurs mondialisée et dans la perspective de ne pas se fermer le très prospère marché chinois.

3. OFFENSIVE CONTRE LE SOFT-POWER CHINOIS DANS LA PANDEMIE COVID

« China's test ». Sous ce titre l'hebdomadaire *Times* traitait dès février 2020¹⁴⁹ la question de l'épidémie de Covid comme un test de gouvernement et de gouvernance pour la Chine et son leader Xi Jinping, plaçant d'emblée le sujet sur l'échiquier politique plutôt que sociétal.

L'article fait de la question sanitaire une synecdoque du système chinois, globalement, dont les dysfonctionnements vaudraient dans tous ses compartiments de fonctionnement.

Pour l'ensemble, une seule et même origine : le centralisme chinois autour de son parti unique et surtout de la personne de son actuel leader Xi Jinping.

L'article récapitule la montée au pouvoir de Xi, le développement de son culte de la personnalité et les dérives démocratiques qui en découlent pour toutes personnes opposées à sa vision, y compris, parfois, des personnes innocentes de toutes prises de position.

Le développement économique qui ne peut pas être nié est remis en perspective du développement de baronnies locales, conduisant elles-mêmes à une corruption galopante.

La crise du Covid aurait aussi développé un phénomène de suspicion et de défiance interne entre Chinois, notamment à l'encontre de ceux de Wuhan et plus largement de la province de Hubei, faisant dégénérer la société chinoise en une société de contrôle entre citoyens. Sur le plan cognitif, on peut voir dans cette construction du récit la crise Covid devenant une forme d'allégorie de la société chinoise de surveillance elle-même.

¹⁴⁸ « JO : "La clarification de la règle 50 du CIO ne suffira pas à redonner aux sportifs et sportives la liberté d'expression qu'ils méritent" », *Le Monde*, 23/07/2021.

¹⁴⁹ Charlie Campbell, « China's test », *Times*, 17/02/2020.

Ce que révèle avant tout cet article, c'est que la crise Covid dépasse très largement le seul cadre de la question sanitaire. L'irruption du virus a engagé de nouvelles dynamiques et de nouveaux équilibres dans les rapports de forces et de rivalités – géopolitiques donc¹⁵⁰ – dans la compétition que se livrent les deux géants chinois et américains à l'échelle mondiale. La question sanitaire ne devenant plus qu'un élément parmi d'autres d'une équation plus vaste.

Parmi ces dynamiques, la « diplomatie des masques » et la « diplomatie des vaccins » engagée par Pékin dès le début de 2020, se voulant comme un instrument de *soft-power*. Stéphane Corcuff, Sciences Po Lyon, définit ainsi le virus comme « un acteur géopolitique » et l'engagement chinois comme un acte de « géopolitique des masques »¹⁵¹.

Ce *soft-power* va faire l'objet d'offensives de diverses natures. Nous en évoquerons certaines après un rappel de l'engagement chinois dans cette démarche de diplomatie Covid.

a) Diplomatie des masques et du vaccin, le soft power chinois dans la crise Covid.

Xavier Aurégan, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, rappelle que « cette politique extérieure spécifiquement orientée vers la santé ne date aucunement du « *temps du Covid* », mais du milieu des années 2010 lorsque Pékin institutionnalise le volet « santé » de son projet de nouvelles routes de la soie, soit la route sanitaire de la soie. »¹⁵²

D'ailleurs, selon cet auteur, « la décennie 2010 fut symptomatique du développement de l'acteur « Chine » dans les santé mondiales et africaines. », marquant ainsi la dynamique globale de la diplomatie sanitaire chinoise et du *soft-power* dont elle est le vecteur.

En mars 2020, la Chine envoie en Éthiopie ses premières cargaisons de masques et déploie ce qui a été nommée la « diplomatie des masques ». En février 2021, la Chine lance les premières livraisons de vaccins « à venir appuyer les politiques de santé nationales africaines. »

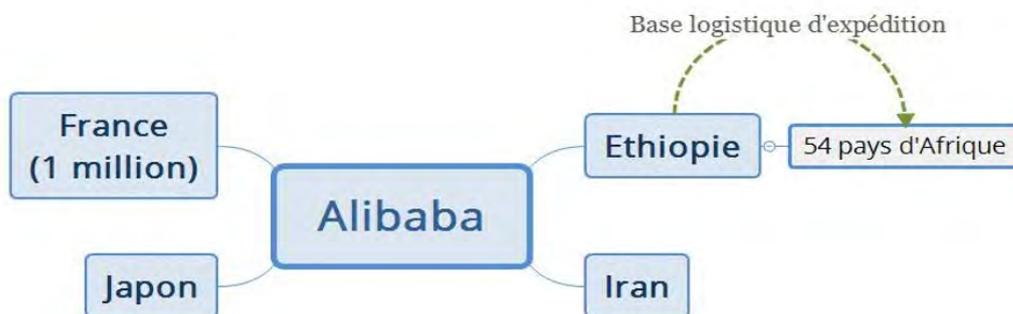
Il est significatif de noter l'implication en première instance de groupes privés chinois dans cette diplomatie Covid des masques, le premier d'entre eux étant le groupe Alibaba.

¹⁵⁰ Selon le géopolitologue français Yves Lacoste, « La géopolitique est l'étude des rapports de forces et rivalités qui s'exercent sur un territoire. » Yves Lacoste, « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 146-147(3-4)/2012, p. 14-44.

¹⁵¹ Brice Pedroletti, « [La Chine fait du masque une arme géopolitique](#) », *Le Monde*, 07/03/2020.

¹⁵² Xavier Aurégan, « L'Afrique au temps du Covid-19 et de la route sanitaire de la soie : un relais géopolitique extraterritorial pour la Chine », *Hérodote*, 183(4)/2021, p. 99-116, ici p. 99.

Figure 1 : La diplomatie des masques d'Alibaba. Exemples d'interventions réalisées ou engagées entre janvier et avril 2020



Le géant chinois du commerce numérique sera suivi très rapidement par de nombreux autres grands groupes chinois de taille mondiale. Les territoires de dons de masques de ces entreprises se confondent avec les territoires de leurs activités économiques. Le schéma suivant présente quelques-uns de ces groupes pour leurs seules interventions africaines¹⁵³.

Figure 2 : Diplomatie des masques. Groupes privés chinois en Afrique entre mars et octobre 2020. (Sources : Xavier Aurégan, Hérodote, n°183, 4^{ème} trimestre 2021 ; Le Monde ; Les Echos ; Ouest France)



L'éditorialiste Alain Frachon, dans le quotidien Le Monde, situe clairement les enjeux de la geste chinoise autour des masques, lui prêtant rien moins que les mêmes ambitions que la diffusion de la culture populaire américaine à travers le monde¹⁵⁴.

Il est vrai que la diplomatie des masques, comme celles des vaccins, n'est pas un fait mineur. Elle traduit les rapports de forces et de rivalité traditionnels de la géopolitique dans la plénitude de leurs enjeux et de leur brutalité, comme l'a montré le silence gêné de la Suisse, récipiendaire d'un don de 40 000 masques venant de Taïwan¹⁵⁵, dont les remerciements ne se sont pas fait entendre afin de ne pas froisser le partenaire chinois¹⁵⁶.

¹⁵³ Alibaba est signalé différemment afin d'indiquer qu'il est le premier de ces groupes à être intervenu.

¹⁵⁴ Alain Frachon, « [La diplomatie du masque de la Chine a fait flop](#) », *Le Monde*, 23/04/2020.

¹⁵⁵ Taïwan est le deuxième producteur mondial de masques, derrière la Chine : [Bureau de Business France à Taipei], « [Taiwan à la pointe de la lutte contre le Covid 19](#) », 08/042020.

¹⁵⁶ Frédéric Koller, « Masque taïwanais et silence suisse », *Le Temps*, 30/04/2020. <https://www.letemps.ch/suisse/masques-taiwanais-silence-suisse>

Une réalité géopolitique que rappelle précisément Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS. Revenant sur le rapport de force entre la Chine et Taïwan, il situe l'enjeu de rivalité dans la gestion de la crise Covid sur chacun des territoires. Le bilan pour Taïwan, exemplaire à travers le monde, est de nature à renforcer significativement la demande d'adhésion de Taipei à l'OMS, à laquelle la Chine fait barrage.

Toutefois, l'adversaire principal reste les États-Unis considérés comme « *dépassés face à la gravité de la situation* »¹⁵⁷, quand la Chine est dans le Top 15 des nations à avoir le mieux réagi face à la crise selon le *COVID Resilience Ranking* établi par Bloomberg¹⁵⁸.

« *Sur le terrain de l'influence, combat ultime que livrent les grandes puissances, Pékin et Washington en tête, la gestion de la crise sanitaire donne un avantage à la Chine, tandis que les États-Unis présentent un bilan très négatif.* »¹⁵⁹

On comprend aisément l'enjeu pour les États-Unis d'affaiblir la dynamique et les effets de ce *soft power* chinois par le masque. Il en est de même pour la diplomatie des vaccins. D'autant plus qu'à ces questions d'image en termes de leadership et de qualité de gouvernance dans un contexte incertain, s'ajoutent des questionnements sur le plan économique.

En effet, le Covid interroge globalement les nations sur leur indépendance industrielle à la Chine et motive Pékin à refaçonner une image dégradée.

« *Le masque est devenu l'objet symbolique de la lutte contre l'épidémie. A travers les donations à l'extérieur, la Chine veut aujourd'hui démontrer que l'usine du monde a toujours d'énormes capacités de production* », explique le chercheur en sciences politiques indépendant Chen Daoyin.

« *Avec l'épidémie, il y a eu beaucoup d'interrogations, en Chine comme à l'étranger, sur le "destin commun de l'humanité" [une antienne de la propagande] promis par la Chine, et aussi sur les risques pour les autres pays de mettre tous leurs œufs dans le même panier en faisant tout produire en Chine. Maintenant que l'épidémie s'est stabilisée en Chine et qu'une deuxième phase est en cours dans le reste du monde, Pékin redouble d'efforts pour reconstituer une image de leadership* », poursuit-il. »¹⁶⁰

La capacité industrielle chinoise dans ce domaine et sa totale maîtrise de la *supply-chain* de production a donné un avantage significatif à la Chine sur les autres nations dans cette course à la production de masque dans une perspective diplomatique du don¹⁶¹.

¹⁵⁷ Mottet, Péron-Doise, « Perspectives sur les outils de *soft-power*... », art. cit., ici p. 77.

¹⁵⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁹ Barthélémy Courmont, [La relation Chine-Taïwan au révéléateur de la pandémie mondiale](#), IRIS, 12/10/2020.

¹⁶⁰ Antoine Bondaz, « [Covid-19 : Comment la Chine a-t-elle considérablement amélioré sa production de masques ?](#) », *Notes de la FRS*, 8/2020.

¹⁶¹ *Ibidem*.

b) Offensive narrative et construction de la figure de l'ennemi.

La pandémie Covid va structurer et légitimer un discours anti-chinois :

« Les masques sont d'autant plus symboliques pour Pékin que Peter Navarro, le conseiller pour le commerce de Donald Trump, connu pour son hostilité à la Chine, en a fait fin février un enjeu stratégique de la bataille pour la « relocalisation » des industries parties dans l'ex-empire du Milieu : Pékin a « placé des restrictions à l'exportation des masques N95 [la meilleure qualité] » fabriqués en Chine par la société américaine 3M « pour que nous n'en recevions pas, elle a nationalisé nos usines », avait-il déclaré le 26 février sur la chaîne conservatrice Fox News, annonçant le projet de construire de nouvelles lignes de production de masques aux États-Unis ».

C'est ainsi dans une déclinaison du « *Make America great again* », narratif emblématique de la campagne présidentielle américaine de 2016, que l'administration Trump va engager l'action, offrant une opportunité de mise en œuvre de son programme¹⁶².

La Chine n'a évidemment pas nationalisé les usines américaines, mais ce narratif impactant illustre la tendance et la tonalité de la campagne d'influence des États-Unis d'abord auprès de son opinion publique et surtout dans le sens des intérêts de Donald Trump, en pleine campagne pour sa réélection.

Le premier producteur de narratif sera d'ailleurs sur ce plan Trump lui-même, dont la rhétorique singulièrement agressive et impactante marquera l'espace médiatique et l'opinion publique aux États-Unis.

Le vocable de « *Chinese virus* » ou de « *Kung Flu* » sera clairement reçu par une partie de la population avec pour conséquence une montée de l'hostilité et d'actes racistes envers les populations d'origine asiatique aux États-Unis en guise d'indicateurs d'impact d'audience et d'appropriation du message¹⁶³.

Le principe est de générer l'adhésion à son programme de politique intérieure en construisant la figure de l'ennemi.

Cette construction est facilitée par le mythe du « *péril jaune* » inscrit dans un certain imaginaire occidental, aux États-Unis mais aussi en France¹⁶⁴, où ce discours prend lui aussi, bien qu'il soit impossible de dire le rôle joué par la diatribe trumpienne. Mais à l'observation des dynamiques cognitives, ce qu'il convient d'observer est l'existence d'un terrain d'ancrage pour une telle stigmatisation. Ainsi, le *Courrier Picard* titrera le 26 janvier 2020 « *Coronavirus chinois. Alerte Jaune* »¹⁶⁵.

¹⁶² Jenny Leonard, « [Donald Trump's final China scorecard: a story of many defeats, and one big change](#) », *Economic Times*, 30/10/2021.

¹⁶³ Viet Thanh Nguyen, Janelle Wong, « [Bipartisan political rhetoric about Asia leads to anti-Asian violence here](#) », *The Washington Post*, 19/03/2021.

¹⁶⁴ Ya-Han Chuang, « [Sinophobie et racisme anti-asiatique au prisme de la Covid-19](#) », *De facto*, 2020, Dossier : Inégalités ethno-raciales et pandémie de coronavirus, p. 48-56.

¹⁶⁵ « [Le Courrier Picard s'excuse après sa Une raciste sur l'"Alerte Jaune"](#) », *Le Nouvel Obs*, 27/01/2020.

En France, Vincent Geisser décrit et analyse brillamment une « inflation du vocabulaire guerrier » dans un contexte de dépolitisation du discours institutionnelle autour du Covid qui va précisément laisser l'espace libre à la construction de discours nationalistes et racistes¹⁶⁶.

Dans notre perspective, il s'agit d'autant d'éléments de contexte qui vont contribuer à la diffusion, notamment sur les réseaux sociaux¹⁶⁷, de cette figure de l'ennemi chinois et contribuer à affaiblir significativement les effets du *soft-power* de Pékin.

Ces narratifs vont constituer la structure d'un façonnage de l'environnement cognitif d'une opinion publique perméable aux thèses conspirationnistes. Ainsi, il se construit un récit de la pandémie Covid comme la partie visible d'une dynamique occulte de conspiration mêlant 5G, virus, vaccin, technologie et surveillance, l'ensemble conduisant à « l'apocalypse »¹⁶⁸.

Le phénomène qui s'est répandu en Europe trouve son origine dans les milieux souvent d'extrême droite américaine, le mouvement QAnon et la mouvance trumpienne notamment, comme le note Olivier Klein, professeur de psychologie sociale à l'université libre de Bruxelles¹⁶⁹.

Or ces communautés mettent en œuvre de puissants moyens de communication, coordonnés, afin de diffuser leurs thèses. Ainsi, la diffusion de fausses informations aurait « *rallié 26% des français à la thèse conspirationniste d'un virus [Ndlr: Covid] créé en laboratoire*¹⁷⁰ », selon un sondage IFOP-Conspiracy watch. Cette communauté et ses relais d'information dont l'impact dépasse largement donc le périmètre de leur premier cercle de « *croyants* », désigne la Chine non seulement comme responsable de cette pandémie mais comme l'ayant provoqué volontairement.

Une dynamique offensive de façonnage d'un environnement cognitif de nature à neutraliser la dynamique de *soft-power* chinois dans une part significative de diverses opinions publiques nationales.

c) Structure profonde de l'offensive cognitive. Pourquoi le discours sur la responsabilité du Covid présente un risque réel pour Pékin ?

Pourquoi la Chine a-t-elle révélé une tension inhabituelle face à l'offensive, notamment américaine, de vouloir lui faire porter la responsabilité de la crise COVID ?

Précisément parce que COVID a ouvert une fenêtre d'opportunités de nature différente, en phase avec un dispositif offensif cognitif occidental, essentiellement américain, jusque-là mal positionné.

¹⁶⁶ Vincent Geisser, « L'hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie ? Populisme, racisme et complotisme autour du Covid-19 », *Migrations et société*, 180(2)/2020, p. 3-18.

¹⁶⁷ *Ibidem*.

¹⁶⁸ Tristan Sturm, Tom Albrecht, « [Constituent Covid-19 apocalypses: contagious conspiracism, 5G, and viral vaccination](#) », *Anthropology & medicine*, 28/2021, p. 122-139.

¹⁶⁹ « [Que révèle le succès des thèses complotistes durant l'épidémie de Covid ?](#) », entretien avec Olivier Klein, *France Info TV*, 01/12/2020.

¹⁷⁰ William Audureau, « [Coronavirus : comment la rhétorique complotiste détourne la science en période d'épidémie](#) », *Le Monde*, 08/04/2020.

Afin de comprendre les forces et faiblesses du positionnement des parties prenantes dans les affrontements cognitifs sur le plan des responsabilités dans la crise Covid et les enjeux qui en découlent, il est nécessaire de réinscrire en perspective historique certains aspects structurants de l'évolution des idées, depuis les années 80, dans le rapport de puissances entre les deux blocs de l'Est et de l'Ouest.

En effet, bien en amont de la crise Covid, Chine et États-Unis s'affrontent, directement ou indirectement, sur le champ de bataille cognitif, chacun ayant choisi un axe d'engagement nettement distinct.

Les États-Unis ont un positionnement sur un discours articulé sur les valeurs de démocratie, de liberté, de liberté d'expression et, plus largement, relevant des Droits de l'Homme. Le travail de tentative de façonnage des opinions publiques sur cette base suppose que les cibles de ce discours partagent ces valeurs dans les mêmes termes. Or, rien ne semble pouvoir permettre d'affirmer cela.

La Chine, pour sa part, positionne son offensive cognitive en abordant les opinions publiques occidentales en tant que consommateurs.

Or, l'économie et le commerce ont été promus par l'Occident lui-même, particulièrement sous l'impulsion américaine, notamment à partir de l'administration Reagan, comme étant les nouvelles valeurs structurantes des sociétés. Le commerce et l'économie de marché étaient promus comme les vecteurs de la démocratie et des droits de l'homme, tels que se les représentent les États-Unis, autrement dit une forme universelle.

Ce positionnement a conduit à un affaiblissement de la perception sociale des solidarités, de la complémentarité, des enjeux d'une société du lien, de la représentation de la liberté, etc. Autant de champs conceptuels, qui se sont complètement délités sous le double effet, d'une part de l'idéologie américaine telle que nous venons de la décrire et, d'autre part, de la chute du mur entraînant avec lui l'ennemi communiste sur lequel s'était fondé, par opposition, toute la représentation du modèle occidentale.

Rappelons que la lutte occidentale pour les droits de l'Homme et les libertés face au bloc soviétique avait trouvé une consécration et une cristallisation à travers la liberté de consommation comme métonymie de la liberté, au regard du bloc de l'Est dont l'économie exsangue ne permettait pas la pleine subsistance des populations.

La victoire du bloc de l'Ouest, la chute du mur et la dislocation en 1992 de l'empire soviétique, ont donc ainsi été la victoire de la société de consommation de masse et d'abondance. Ainsi, la consommation de masse n'est plus seulement une dynamique de liberté collective, mais l'expression de l'aboutissement de la liberté individuelle. En effet, elle ne sert plus à simplement satisfaire les besoins de l'individu mais elle lui permet de se différencier¹⁷¹.

¹⁷¹ Jean Baudrillard, *La société de consommation*, 1970.

Dans cette grille de lecture, la consommation est donc l'essence même de la liberté, offrant au consommateur une existence au milieu du groupe, lui permettant de sortir de l'anonymat. La consommation de masse est alors consacrée comme le garant de la liberté d'être et d'expression.

Réinscrivons maintenant cette lecture dans la perspective du positionnement de nos deux parties prenantes dans leurs rapports de forces cognitifs. Les États-Unis et leurs alliés engagent une dynamique cognitive sur le plan de valeurs dont la signification seraient universelles, telles que : la liberté, la liberté d'expression, les droits de l'homme, sur des bases discursives qui renverraient aux lumières et à la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Or, comme nous venons de le montrer, le corpus idéologique qui sous-tend cette représentation de la société a été minutieusement déconstruite par l'offensive cognitive de la consommation de masse. Ces valeurs ne soutiennent plus nos sociétés.

Cette sollicitation de la citoyenneté est d'autant plus difficile pour la partie étatsunienne que l'espace citoyen, notamment en Europe et particulièrement en France, ne se représente plus la patrie de l'Oncle Sam comme un exemple de défense des droits et libertés.

Il se pose alors, la question sous-jacente de la représentation que la partie américaine a d'elle-même. Au regard de la réalité des opinions publiques en dehors des États-Unis, cette représentation est biaisée, notamment par la certitude culturelle profonde de sa destinée manifeste, de sa mission et de l'universalité de ses valeurs. Cette question des représentations est au cœur de la construction des dispositifs cognitifs tels que nous les étudions, de leurs succès, comme de leurs échecs.

Face à cela, la partie chinoise inscrit son discours et son action dans le champ de la société de consommation et des nouvelles valeurs de la société occidentale, promue et consacrée depuis presque quarante ans par les États-Unis eux-mêmes à travers une propagande au sens étymologique, tel un évangile.

Le rapport de force entre les deux paradigmes est asymétrique et en faveur de la partie chinoise. Jusqu'à la pandémie.

COVID va venir créer les conditions pour bousculer ce cadre et réinjecter de la puissance à la dynamique discursive occidentale et inquiéter la Chine. Pourquoi ? Nous proposons trois raisons à cela :

1. Le périmètre

Le périmètre est à considérer sur deux plans : (i) volume de population, (ii) nature de la population.

1. Parce que COVID va toucher tout le monde et engendrer la crainte au sein des populations. Le périmètre potentiel d'impact de COVID est égal à la population du globe. L'échantillonnage est un absolu encore jamais atteint et indépassable. Ce périmètre offre une caisse de résonance mondiale à un discours.

2. COVID transcende les catégories de classe et avec elles les catégories idéologiques, il transcende aussi les catégories d'âge et de genres. Tout le monde est susceptible d'être atteint par Covid, tout le monde est ainsi concerné.

2. La valeur

Le discours anti-chinois décliné par les parties occidentales jusqu'à présent était calé sur l'axe des valeurs et des représentations démocratiques, sans grand succès. Or, COVID ouvre une voie beaucoup plus porteuse. Il touche à la valeur de la vie, dans une perspective collective, que chacun réinscrit dans sa propre perspective individuelle.

La valeur de la vie portée par la crise Covid, n'a certes pas la même valeur dans une perspective collective selon les sociétés. Toutefois, réinscrite en perspective individuelle, Covid touche à une valeur universelle, centrale et absolue pour la majorité des individus, leur propre vie.

3. L'imitabilité

COVID crée les conditions de production d'un discours de justification des dynamiques de relocalisation dans les territoires industriels nationaux, d'une part et, d'autre part, de stigmatiser les entreprises qui ne joueraient pas le jeu.

Autrement dit, ramener les productions qui étaient jusqu'à présent en Chine dans une perspective d'intérêt supérieur de la nation. Ce discours étant adossé à l'idée qu'on ne saurait laisser de telles entreprises produire sur le sol de ceux qui sont supposés être à l'origine du fléau.

Soudainement, par la brutalité de la crise Covid, surgit pour la Chine le risque de relocalisation, posant donc le sujet de l'imitabilité de la production chinoise sur d'autres territoires.

Cette imitabilité peut être envisagée comme une incongruité ou surprise stratégique¹⁷². Cet inattendu présente une criticité certaine pour la stratégie chinoise.

Les trois paramètres périmètre, valeur et imitabilité sont les fondements structurants de toutes stratégies¹⁷³. Covid ouvre une voie discursive unique en réunissant les conditions stratégiques d'une offensive cognitive de masse efficace.

d) *Smart power* américain contre *soft power* chinois : Washington redécouvre le multilatéralisme.

Cet axe offensif est observé ici particulièrement à travers la « diplomatie du vaccin » et le cas de la relation entre les États-Unis et la Corée du sud.

Ainsi, la relation États-Unis Corée du sud a connu un pivot depuis l'arrivée de Joseph Biden à la Maison Blanche.

¹⁷² Philippe Baumard, « Qu'est ce qui est stratégique ? », *Revue de Défense Nationale*, 735/2010, p. 43-53.

¹⁷³ Michael Porter, « What is strategy ? », *Harvard Business Review*, Nov-Dec/1996, p. 62-78 ; Frédéric Fréry, « The fundamental dimensions of strategy », *MIT Sloan Review of management*, 48(1)/2006, p. 71-76.

Donald Trump avait sur ce plan tourné le dos au partenariat et au multilatéralisme, rejetant l'idée d'user des vaccins coréens. Washington sous administration Biden en est revenu, comprenant son intérêt à coopérer et renforcer les relations sur ce plan avec un tel allié dans la zone, comme le soulignent les chercheurs Eric Mottet et Marianne Péron-Doise :

« L'arrivée de l'administration Biden a vu un retournement de la situation avec la mise sur pied d'une coopération nouvelle entre les deux alliés. Dans un souci marqué de contrebalancer l'activisme chinois dans ce domaine, les États-Unis ont convaincu la Corée du sud de s'engager dans un partenariat pour produire des vaccins afin de mieux répondre à la demande mondiale. Ce partenariat, le KORUS Global Vaccine Partnership, devrait notamment permettre à des laboratoires sud-coréens de produire massivement des vaccins Moderna. Il répond à la demande américaine de concurrencer rapidement la production de 110 millions de doses de vaccins Sinovac et Sinopharm promises par Pékin au mécanisme de distribution international COVAX d'ici à fin 2021. »¹⁷⁴

Le Korus Global Vaccine Partnership est un vaste programme dont les enjeux sont très au-delà de la question sanitaire. Le pivot de ce dispositif est bien de « contrebalancer l'activisme chinois ». En effet, la fiche descriptive de l'accord fait bien état d'un objectif de mettre fin à la pandémie et de prévenir les menaces sanitaires à venir¹⁷⁵.

Korus inscrit aussi son action en perspective du mécanisme vaccinal international COVAX et développe un train de mesures pour un investissement conséquent mais relativement modeste au regard des enjeux d'un montant de 200 millions de dollars.

Ce qui retient particulièrement l'attention est que cet accord devient le pivot de la structuration d'une organisation multilatérale dans le domaine de la santé avec des partenaires « partageant les mêmes idées ». Autrement dit, une instance proposant une architecture coordonnée de santé dans cette zone et qui soit indépendante des capacités de RD et de production chinoise.

Au-delà de son ancrage régional, cette organisation aurait vocation à apporter son aide à travers le monde, là où le besoin s'exprime. Le partenariat entre Washington jette ainsi les bases d'une démarche de *soft-power* concurrente directe de celle de Pékin et de sa diplomatie des masques et des vaccins.

De plus, il convient de situer le Korus Global Vaccine Partnership dans le cadre plus large des accords du Korus global. En effet, la santé est un volet parmi d'autres. Ainsi le document est articulé autour de quatre axes, dont la santé.

Le premier traite de la technologie et de la coopération pour des partenariats de recherche et un total de sommes mentionnées de 27,5 milliards de dollars d'investissements dans les technologies stratégiques : semi-conducteurs, Intelligence artificielle, 6G, ou encore technologie quantique.

Un autre volet traite des questions climatiques et des énergies propres. Des objectifs communs de décarbonation à l'horizon 2050 sont énoncés, comme l'est le souhait de respecter les termes de l'Accord de Paris et de lutter contre la pollution des océans.

¹⁷⁴ Mottet, Péron-Doise, « Perspectives sur les outils de *soft-power*... » art. cit., ici p. 80.

¹⁷⁵ The White House, [Fact sheet: United state and Republic Of Korea partnership](#).

Le dernier point n'est pas le moindre. Il traite de l'extension du partenariat entre Washington et Séoul dans des termes qui incluent les questions de leadership dans le cadre des pays de l'ASEAN et de l'architecture de sécurité en Indo-Pacifique. De plus, est évoquée la collaboration dans le domaine nucléaire, en matière de *supply-chain* et de fourniture de centrales. A ces points s'ajoutent la coopération sur la question afghane, les enjeux de cybersécurité, les échanges de jeunes leaders des deux pays, la contribution à l'émergence de jeunes leaders dans le domaine de l'environnement, le programme US Young South East Asian Leaders, notamment.

A travers ce partenariat global, Washington semble faire de la Corée du sud son pivot pour une politique de *rimland* asiatique pour un *containment* de l'expansion de la Chine.

La stratégie de Washington est ici relativement similaire à celle mise en œuvre au lendemain de la seconde guerre en Europe. Le développement d'instances et d'institutions multilatérales structure un environnement politique et décisionnel sous contrôle et influence des États-Unis. En cela, cette stratégie relève de la guerre de l'information car elle crée les conditions d'un façonnage de l'environnement cognitif institutionnel à venir, précisément en fondant de toutes pièces cet environnement, comme pour le GATT, l'OMC ou le FMI¹⁷⁶.

Korus, à travers le Global Vaccine Partnership, entend intervenir de façon directe dans une perspective d'affaiblissement du *soft-power* chinois développé à travers sa diplomatie des masques et des vaccins. De plus, à travers l'accord Corée du Sud - États-Unis, Korus jette les bases d'une démarche de *smart-power* capitalisant sur la création des conditions d'influence et de développement de *soft-power* dans le futur.

D. OFFENSIVE PAR LE SOFT-POWER

1. OFFENSIVE PAR LE CINEMA

a) Une histoire et des dynamiques structurantes

Le cinéma est un vecteur majeur de *soft-power* dans une perspective d'attractivité, mais aussi de construction de la figure de l'ennemi à travers la structure classique du récit de lutte entre les figures du bien et du mal.

Dans notre perspective ces figures allégoriques prennent les traits phénotypiques et culturels du héros représentant la puissance exerçant un acte de soft power pour le camp du bien, et ceux de l'ennemi à incarner pour le camp du mal, dans une (re)construction des codes et représentations culturels souvent articulés par des stéréotypes et/ou de préjugés.

Cette forme simple a structuré les scénarios de l'industrie cinématographique américaine depuis plus d'un siècle, la plus aboutie dans ce domaine.

¹⁷⁶ [Comment les États-Unis contribuent-ils à affaiblir l'économie française ?](#), MSIE36, Ecole de Guerre Economique, Octobre 2021, partie « Dynamiques structurantes ».

C'est ainsi qu'ont été successivement célébrés les héros de la conquête de l'ouest contre les peuples natifs des territoires d'Amérique du Nord, justifiant leur massacre à travers la construction de la figure du sauvage.

Ce récit de la *frontier* est fondé sur celui de la Destinée manifeste.

L'expression *Manifest Destiny* est apparue pour la première fois en 1845 dans un article du *United States Magazine and Democratic Review*. Exhorte à annexer la République du Texas.

La justification n'est rien moins que le caractère « de droit divin » de l'irréversible colonisation du continent Nord-Américain par les Anglo-saxons de la côte Est. Le chapitre 9 verset 7 de la Genèse, est l'argument biblique qui justifie la Destinée manifeste (« *Quant à vous, soyez féconds et multipliez-vous, répandez-vous sur la Terre* »), de repeupler le continent et d'y implanter leurs institutions, parce qu'elles sont supérieures à celles venues d'Europe.

L'évolution technique n'aura plus qu'à mettre en animation le tableau de John Gast (ci-dessous) figurant l'allégorie de cette *Manifest Destiny*, apportant la lumière et tirant le progrès, faisant reculer les ténèbres et les *sauvages*.



American progress, John Gast, 1872

Cette *Manifest Destiny* implique pour eux une mission à remplir, une sorte de mystique de l'expansion, qui marquera culturellement et politiquement les États-Unis. L'hybridation de la Destinée manifeste et de la Doctrine Monroe sont à la fois le socle et l'ossature de la politique étrangère américaine depuis deux siècles.

Ces précisions ont pour objet de bien faire comprendre que dans une dynamique de *soft-power*, ici par le cinéma, les figures de l'attractivité et les valeurs qu'elles incarnent trouvent leur ancrage dans les profondeurs des imaginaires culturels de la partie prenante productrice du *soft-power*, autant qu'elle cherche à modifier dans la profondeur la relation cognitive que la cible entretient avec son environnement.

b) Un système, une organisation, des productions

L'usage du cinéma au profit du *soft power* américain sera compris très tôt, puisque dès 1946 les Accords Blum-Byrnes vont créer les conditions du façonnage culturel de l'Europe. Le Plan Marshall au sortir de la guerre, donnera une ampleur et une intensité sans précédent à cette dynamique, jusqu'à aujourd'hui¹⁷⁷.

Au grès des évolutions politiques et sociétales intérieures et des relations internationales et de leurs géopolitiques pour ce qui nous occupe, les figures de l'ennemi vont évoluer, élaborées dans une certaine intrication entre les majors du cinéma et les instances du pouvoir américain¹⁷⁸.

La Guerre froide va engager le cinéma à soutenir l'effort du Bloc de l'ouest dans sa politique de *containment*.

Elle va installer des héros dans les cœurs des opinions publiques et avec eux, une certaine façon d'être et de voir le monde, de James Bond adressant ses *Bons Baisers de Russie* (1963), jusqu'à l'allégorie de l'affrontement américano-soviétique dans le combat entre les boxers américain Rocky Balboa et russe Ivan Drago (Rocky 4, 1985).

Sylvester Stallone que l'on retrouve encore face aux Soviétiques, sous les traits de Rambo cette fois, en Afghanistan (Rambo 3). Le film sortira le 25 mai 1988, soit un mois après les Accords de Genève, le 14 avril, qui vont acter la fin de la guerre en Afghanistan et le retrait des troupes soviétiques qui débutera le 15 mai de la même année.

Puis, ce sera la figure du terroriste, dans un amalgame entre nature et culture à travers les traits d'un musulman basané¹⁷⁹, s'exprimant dans une langue inconnue dont les seules bribes intelligibles sont « Allah Akbar ! », afin d'éliminer tout doute s'il en existait encore.

Les attentats du 11 septembre 2001 vont le promouvoir en figure de l'ennemi n°1, en même temps que les *Boy's* sont racontés dans leurs succès, leurs doutes, leurs douleurs qu'ils partageront ainsi avec le monde entier. On ne fera pas la litanie des films exploitant directement ou indirectement la veine.

¹⁷⁷ *Ibidem*.

¹⁷⁸ Erwan Benezet, Barthélémy Courmont, « Washington et Hollywood : l'arme fatale ? », *Revue Internationale et Stratégique*, 55(3)/2004, p. 19-26.

¹⁷⁹ Lauren Michau, « Terrorisme et terroriste dans les films américains », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 26(2)/2007, p. 97-112.

Dans un cas comme dans l'autre, l'effet final recherché est de préparer l'opinion publique à l'engagement armée ou de garantir son soutien à l'engagement en cours ou des décisions politiques de nature sociétale (*Patriot Act*) et/ou questionnant les fondements de la démocratie (Torture), telles que les séries au succès planétaire, *24h Chrono* (2001-2010) et *Homeland* (2011-2020)¹⁸⁰.

A travers l'évocation de ces séries, c'est l'irruption de nouveaux formats et des plateformes de diffusion numériques qui se manifeste. Leur appropriation comme média de masse privilégié d'accès à des productions audiovisuelles les placent aujourd'hui dans une position dominante.

Chaque temps géopolitique a ainsi connu ses récits, ses mythes, ses héros et ses adversaires. Dès lors, un constat s'impose : il n'y a pas de production audiovisuelle qui mettent en récit l'actuelle rivalité sino-américaine.

Les axes et sujets ne manquent pourtant pas : guerre économique et ses déclinaisons (espionnage, surveillance, etc.), tensions géostratégiques (Mer de Chine, montée en puissance militaire chinoise, etc.), Droits de l'Homme (Oùighours, Taïwan, Hong-Kong, etc.). Pourtant rien. Et cette question : pourquoi ?

Pourquoi le principal instrument de *soft-power* américain ne met-il pas en scène la figure du principal adversaire des États-Unis dans la bataille pour la domination mondiale ? La Chine est pourtant la puissance désignée sans nuance par les États-Unis comme l'adversaire, sinon l'ennemi.

c) Le marché chinois, limite de l'offensive par le cinéma

En 1969, dans un contexte de guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, *La lettre du Kremlin*, film de l'Américain John Huston, traite d'un groupe d'espions américains se rendant en Russie afin de récupérer un document secret (La lettre du Kremlin) qui n'est autre qu'un accord entre Washington et Moscou afin de contrecarrer la montée en puissance militaire de la Chine...

Certes, en 1969 des incidents militaires frontaliers sérieux opposent sur le fleuve Oussouri, la Chine qui a marqué sa rupture idéologique avec le communisme soviétique et l'URSS qui le lui reproche violemment.

Mais la réalité géopolitique n'est pas celle du cinéma en l'occurrence, puisque précisément du fait de cette rupture idéologique va s'amorcer un pivot géopolitique. La Chine sort du scope américain comme un danger immédiat, seule reste l'URSS. Mieux, s'engagent entre Washington et Pékin des discussions portées par Kissinger et « une diplomatie du ping-pong » aboutissant à la visite de Nixon à Pékin en 1972¹⁸¹.

¹⁸⁰ Alexis Pichard, *Représentation de la guerre contre le terrorisme : les séries télévisées américaines 24 heures chrono (Fox, 2001-2010 ; 2014) et Homeland (Showtime, 2011-)*, Thèse de Doctorat en Etudes anglophones, Université du Havre-Normandie, 2017, p. 107-235 notamment.

¹⁸¹ Niquet, *La Chine en 100 questions...*, op. cit., p. 59-60.

La dernière décennie est en revanche plus pertinente sur le thème de la montée en puissance militaire de la Chine. Pourquoi donc pas d'offensive sur plan, dans une forme de rupture de dynamiques historiques ?

La raison est le poids du marché du cinéma chinois, dont les productions américaines ne peuvent se passer. La Chine est la première nation en nombre de salles de cinéma. Son industrie cinématographique est particulièrement développée et florissante au point que le chiffre d'affaires de son cinéma est supérieur à celui des États-Unis, sur son seul marché intérieur¹⁸².

Car le cinéma chinois peine à se vendre à l'extérieur de ses frontières, du fait, selon les spécialistes, de références culturelles qui rendent difficile la compréhension des productions pour qui n'est pas initié.

En revanche, Hollywood lorgne avidement sur ce marché devenu incontournable pour son industrie. L'année 2020 a marqué la bascule historique du cinéma mondial avec le passage au premier rang de la Chine, devant Hollywood, indépendamment des effets baissiers du contexte Covid.

Le marché du cinéma chinois est un espace à l'accès contrôlé par les instances du gouvernement. Il décide des films projetés et impose un quota de films étrangers. Mais en dépit de ces contraintes, le marché chinois reste très attractif, comme en témoignent les résultats au box-office du dernier James Bond, *Mourir peut attendre*.

Le précédent opus *Skyfall* avait connu toutes sortes de censure des autorités. Cela n'a pas découragé les producteurs, conscients des enjeux.

Ainsi la dernière livraison de 007 a passé la barre des 600 millions de dollars sur le box-office global, mais dont le résultat doit aussi aux 28 millions de dollars engrangés pour son premier week-end de sortie en Chine. Quant au énième volet de la série automobile *Fast and Furious*, il a dépassé en Chine la barre des 200 millions d'euros.

« La Chine, qu'on connaît déjà comme le faiseur des rois, **est capable de transformer un échec ou un succès tiède en réussite commerciale**, et lorsqu'un blockbuster a la chance d'y poser ses bagages, il est parfois largement récompensé par l'Empire du Milieu, très amateur de blockbusters, mais boudant largement la science-fiction. »¹⁸³

Pour cela il faut savoir admettre certains compromis. Comme en 2016, lorsque la production de *Docteur Strange*, super-héros des *Marvel's comics*, a dû remplacer l'un des personnages principaux représentant un Tibétain, par l'actrice Tilda Swinton pour incarner le maître d'arts martiaux du héros¹⁸⁴.

¹⁸² Caroline Sallé, « La Chine, nouvel épicode du cinéma mondial », *Le Figaro*, 08/01/2021.

¹⁸³ Matthias Mertz, « [Mourir peut attendre : James Bond conquiert la Chine et le box-office mondial](#) », *Ecran large*, 03/11/2021.

¹⁸⁴ Elodie Bardinnet, « [Pourquoi l'Ancien ne pouvait pas être Chinois ou Tibétain](#) », *Première*, 25/04/2016.

On le comprend donc aisément, dans ces conditions de rapports de forces aux enjeux financiers considérables, la tendance d'Hollywood n'est pas faire du *soft-power* vers l'opinion publique chinoise sur le terrain des droits de l'homme, notamment. Ni non plus de se lancer dans la construction de la figure de l'ennemi auprès des opinions publiques occidentales, au risque de s'attirer les foudres et les barrières à l'entrée du Bureau du cinéma, l'instance officielle décisionnaire. Les valeurs attendront donc, car pour Hollywood aux films bien nés, la valeur ne doit pas attendre le nombre des années.

Pour autant, la diffusion des films produits en occident et diffusés sur le marché chinois agit comme le faisaient les films américains des années d'après-guerre, dans la promotion d'un mode de vie, *l'American way of life*, de ses codes culturels et de consommation, de sa façon de voir le monde.

C'est sans aucun doute sur ces fondations que repose le *soft-power* agissant du cinéma étranger et particulièrement américain, en Chine. Bien plus que dans la volonté délibérée de tenter de faire passer des messages sur des thèmes précis.

2. OFFENSIVE PAR LE BIAIS DU SPORT

La NBA est liée par les enjeux commerciaux relatifs au marché chinois et ne peut donc pas s'en passer.

La NBA ne peut ainsi pas être envisagée comme un vecteur de narratif ou un espace de prise de position politique contre la Chine.

Toutefois, la NBA, bien que ne soutenant pas un propos explicitement anti-chinois (Discours pro-Taiwan, soutien aux Ouïghours, etc.) qui façonne puissamment un environnement cognitif chinois.

Ce façonnage inscrit des codes et des repères qui vont permettre à des récits et à leurs héros de s'inscrire dans les imaginaires.

Les héros sont ici les joueurs vedettes de la NBA et les récits sont ceux de leur réussite, de leurs performances, de leur *way of life* et de leur *way of think*.

Ce sont des récits de héros populaires, issus de milieux extrêmement modestes, lesquels, à force de travail d'abnégation et de volonté parviennent au plus haut niveau et savourent leur réussite et la font partager. Une réussite dont le récit est souvent outrancier dans sa forme et ses représentations et subversif dans ses contenus quand il propose de s'émanciper du système et de remettre en question les codes de la société américaine et de l'ordre établi.

Une outrance qui est singulièrement éloignée des principes confucéens qui fondent et structurent la société chinoise.

A travers l'attractivité qu'exerce la NBA et les parties prenantes de son écosystème, au centre desquelles ses vedettes, s'opère un lent mais constant travail de fissurage de l'architecture des imaginaires chinois et des archétypes d'un inconscient collectif.

Le système de la NBA est ainsi directement et indirectement porteur de valeurs qui contribuent à ce fissurage.

A travers leurs stars respectives, la proximité du système de la NBA avec celui du rap (pour ne pas parler d'interpénétration) renforce la capacité de pénétration d'imaginaires et de représentations fondamentalement étrangers à la société chinoise.

Le discours véhiculé par le rap US est porteur d'une vision et de valeurs de nature subversive au sein du public chinois en général et particulièrement d'une jeunesse qui a grandi avec l'économie de marché et dont le socle idéologique est plus ténu que celui des générations précédentes.

Le système de la NBA agit ainsi comme un cheval de Troie. La NBA pénètre les masses chinoises à travers le sport et ce faisant libère d'autres dynamiques qui se mettent à l'œuvre.

Pour autant ce schéma est-il l'expression de la mise œuvre d'une stratégie de subversion visant à affaiblir la partie chinoise ? Rien ne permet de l'affirmer et, au demeurant, les éléments disponibles semblent indiquer le contraire.

D'abord, parce que les interactions entre la NBA et le rap, par exemple, sont antérieures et indépendantes à toutes visions de relations avec la Chine.

Ensuite parce que la perspective de la pénétration de la NBA en Chine est fondée dans une optique de marché. Ce que traduit précisément l'embarras des autorités de la NBA depuis la prise de position d'un dirigeant des Houston Rockets en faveur du mouvement anti-régime chinois qui s'exprime à Hong Kong¹⁸⁵. Autrement dit, la NBA ne se sent aucune ambition de nature politique.

Il n'empêche que ces dynamiques sont à l'œuvre et d'autant plus efficaces qu'elles se confondent avec la nature de leur véhicule. Elles en sont pour ainsi dire consubstantielles.

Dès lors, la seule mesure contre-aléatoire serait l'interdiction de la NBA dans l'espace chinois, ce qui est impossible pour au moins deux raisons :

- Sur le plan de l'image de la Chine l'impact serait déflagrateur, du moins dans les opinions des régimes politiques démocratiques de types occidentaux.
- Sur le plan économique, l'essentiel de la production des textiles et équipements de la NBA étant produit en Chine pour l'ensemble de la planète. La dépendance économique de la NBA au marché chinois est ainsi à mettre en perspective avec les enjeux économiques de la NBA pour la Chine elle-même.

¹⁸⁵ Barthélémy Courmont, « Quand la Chine se pense en grande puissance », *Diplomatie*, 101/2019, p. 40-45, ici p. 45.

E. GUERRE PAR, CONTRE ET POUR LE SOFT POWER : UN BILAN, DES PERSPECTIVES

1. UN BILAN

A ce stade de notre réflexion, nous pouvons évoquer des effets mesurés des dynamiques de guerre de l'information par, pour et contre la Chine.

L'adossement du *hard power* au *soft power*, ou plutôt l'usage d'un *soft-power* comme prolongement du *hard power* a été jusqu'ici une méthode qui a porté ses fruits pour Washington, qui reste, et de loin, le premier instigateur des offensives cognitives contre la Chine.

Ce rapport de force et de rivalités à l'échelle planétaire a du mal à engager pleinement les alliés historiques des États-Unis, inquiets d'un soutien qui serait contraire à leurs propres intérêts.

La mandature de Donald Trump a fortement contribué à une réserve de la part de nombreux États quant à cette dépendance et aux postures de suivisme, telles qu'elles se sont exprimées depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. D'autant que précisément, l'administration Trump ne les a pas payés en retour.

La crise Covid devait encore accentuer cette réflexion en posant la question de la souveraineté. A ce sujet, si les interrogations ont principalement porté sur la relation à l'appareil industriel et au principe de la relocalisation, le contexte a façonné un environnement cognitif qui a élargi le sujet aux principes même de la souveraineté, entre indépendance et multilatéralisme.

Les offensives par le *soft power* s'avèrent significativement affaiblies, sinon inefficaces, compte tenu du positionnement et du poids de la Chine dans la chaîne de valeur mondiale.

Ces paramètres induisent des interactions et des interdépendances qui lient étroitement les parties prenantes. Mais ce sont particulièrement les partenaires commerciaux de la Chine qui en subissent la contrainte, la Chine pouvant encore envisager un repli sur son immense marché intérieur. Xi Jinping ne s'y est pas trompé qui s'engage dans cette voie.

L'objectif est d'ailleurs double : (i) rendre plus résiliente son économie aux variations internationales ; (ii) favoriser une meilleure perception et une « plus juste » répartition de la valeur ajoutée au sein de la population chinoise.

Les enjeux du marché chinois sont donc régulateurs des tentatives d'offensives cognitives par le *soft power*, en générant des rapports de forces internes entre parties prenantes économiques et politiques dans les nations se voulant à l'offensive contre la Chine. Ce point est le marqueur d'un *soft power* chinois par l'attractivité de son marché en particulier et le dynamisme de son économie en général.

L'offensive contre le *soft power* ne marque pas, à ce stade, de meilleurs résultats, bien que l'offensive contre la diplomatie chinoise des masques et des vaccins produise certains effets, temporaires toutefois. En effet, comme nous avons tenté de le montrer, ces résultats sont liés à la nature de la crise Covid qui touche à la valeur de la vie, non pas sur le plan collectif, mais sur les plans individuel et individualiste.

Or, la sortie de pandémie, qui viendra inévitablement, retirera ce point d'appui, en même temps que le sujet lui-même. L'efficacité du positionnement de cette offensive est donc subsumée à l'efficacité des dispositifs offensifs mis en œuvre d'ici la sortie de crise sanitaire mondiale.

La Chine sortirait donc sinon vainqueur, du moins invaincue, dans les rapports de force autour du *soft power* ? Pas tout à fait, car il est un adversaire au *soft power* chinois qui nécessite qu'on s'y arrête : la Chine elle-même. Et sur ce plan, la Chine est son propre adversaire et un redoutable adversaire.

2. DES PERSPECTIVES

Sur le plan politique, le modèle de gouvernement chinois qu'entend populariser Xi Jinping à travers le monde à l'aune du succès économique chinois peine à prendre.

L'usage de l'économie comme *soft power* d'un régime politique à la chinoise semble séduire un certain nombre d'États, notamment en Afrique où des signes de durcissement de gouvernement apparaissent, que viennent lisser le discours sur la réussite économique du pays. C'est le cas notamment du Bénin ou du Rwanda.

On ne sait aujourd'hui pas encore les effets de rayonnement aux pays de leur environnement et de la diffusion de ce qui ne serait finalement plus un modèle chinois, mais africain. Mais hors ces espaces en germe, la dynamique ne prend pas.

La perception du régime de Pékin reste largement objet d'hostilité, ou de scepticisme a minima, dans les opinions publiques. La question de la remise en question des libertés individuelles ne passe pas, précisément parce qu'elles sont individuelles, d'une part et par culture politique nationale d'autre part.

Si les opinions publiques occidentales ne se mobilisent pas massivement pour Taïwan et Hong-Kong, notamment par individualisme, elles ne sont pas prêtes à remettre en question leurs propres situation, tout autant par individualisme.

Or, c'est précisément cet individualisme qui pourrait être la pointe d'un *soft power* pénétrant au cœur le régime de l'État-Parti. L'avènement de l'économie de marché dans la société chinoise depuis Deng Xiaoping en 1978 jusqu'à son apogée actuelle a produit des bouleversements sur le plan des valeurs et de la cohésion de la société chinoise.

La génération du Petit Timonier était encore imprégnée des valeurs collectivistes de l'ère Mao. L'effacement démographique des adultes issus de cette période et l'émergence de nouvelles générations élevées dans un contexte idéologique et sociétal glissant ont affaibli la force de la doctrine collective et des valeurs associées.

L'indicateur de ce danger et du risque qu'il fait peser sur la société chinoise et l'État-Parti est la réaction de Xi Jinping. L'appel, sinon l'orientation, lancé aux entreprises de la Tech chinoise afin de se recentrer sur les valeurs chinoises en est une illustration significative. La mise au pas de Jack Ma, fondateur et CEO d'Alibaba, est en ce sens le signal émis à l'ensemble des acteurs économiques du pays.

En frappant l'icône de l'économie chinoise, Xi Jinping adresse un message sans nuance sur le recentrage du sens de l'activité économique. L'enjeu est la cohésion sociale du pays articulée sur les valeurs confucéennes.

Une orientation lancée aussi vers la société chinoise dans son ensemble contre « l'occidentalisation de la société ».

Autrement dit, pour un retour aux valeurs du collectif. L'économie libérale et son corollaire l'individualisme étant accélérateurs d'inégalités et de corruption, elles ont pour effet de nourrir un sentiment d'injustice parmi celles et ceux qui ne se perçoivent pas comme bénéficiant des fruits de la croissance.

Dès lors, le seul fait que les films américains porteurs de l'*American way of life* soient diffusés sur le territoire chinois ou que la NBA y exerce sa fascination, que l'économie libérale indissociable de l'individualisme soit la nouvelle religion, sans qu'il soit besoin d'y ajouter un propos politique, tout cela est suffisant au long, insidieux, invisible travail de ce pouvoir doux d'un *soft power* contre la Chine, avec la bénédiction de Pékin. Une situation que résume Emmanuel Lincot, professeur à l'Institut catholique de Paris et chercheur à l'IRIS :

*« Culturellement parlant, la Chine ne parvient pas à parler au monde, alors que, de son côté, l'industrie culturelle américaine, forte de son archétype hollywoodien, continue de faire rêver une majorité de Chinois. »*¹⁸⁶

Pékin réagit. L'explosion de la production cinématographique chinoise à destination du marché chinois l'illustre, avec des films porteurs de valeurs chinoises, narrant le récit de héros chinois aux valeurs chinoises, réactualisant des imaginaires et mythes chinois, mais aussi Alibaba Pictures producteur de films et plateforme de diffusion¹⁸⁷.

Dans cette guerre cognitive contre la Chine pour, par et contre le *soft power*, l'issue semble être déterminée par la capacité des protagonistes à gérer le principal facteur contingent afin de parvenir à ses buts : le temps.

¹⁸⁶ Entretien avec Emmanuel Lincot, « *Soft power* chinois : le modèle totalitaire peine à séduire en Occident », *Diplomatie*, 111/2021, p. 81-85, ici p. 85.

¹⁸⁷ Laure Croiset, « [Cette offensive qu'Alibaba prépare activement dans le cinéma](#) », *Challenges*, 13/01/2015.

IV. GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE : UNE TENTATIVE D'ENDIGUEMENT DU SMART POWER 2.0 DU « CELESTE EMPIRE »

A l'heure de l'enchaînement des vagues successives de COVID-19 conduisant les pays occidentaux à se replier toujours davantage sur eux-mêmes et à adopter des lois perçues comme liberticides et anti-démocratiques, la Chine et son régime autoritaire poursuivent inexorablement leur trajectoire d'accroissement de puissance basée sur le développement de l'économie nationale et son rayonnement international. Néanmoins, la dimension économique n'est plus la seule dimension participant à cet accroissement de puissance. L'économie est ainsi intégrée à une stratégie de puissance beaucoup plus large : le *smart power* chinois.

A. SMART POWER : UN CONCEPT EVOLUANT DEPUIS 75 ANS

Le Center for Strategic and International Studies définit le *smart power* comme une stratégie de puissance étant la combinaison de deux autres stratégies de puissance : le *soft power* et le *hard power*¹⁸⁸.

Néanmoins, cette stratégie de « puissance intelligente », ou « pouvoir de l'intelligence »¹⁸⁹, ne se résume pas à la simple addition des deux éléments de puissance qui la constituent. Elle doit plutôt être perçue comme la résultante de la synergie entre ses deux composantes qui, prises isolément, n'expriment jamais leur plein potentiel.

Le concept de *smart power* trouve son origine dans les suites immédiates de la Seconde Guerre mondiale.

En 1947, la revue *Foreign Affairs* publie un article intitulé « *The sources of Soviet conduct* »¹⁹⁰.

Rédigé par le chargé d'affaires à l'ambassade américaine à Moscou George Kennan sous le pseudo de « Mr X », cette publication alerte sur les limites d'un confinement communiste réalisé en ayant uniquement recours à la force militaire américaine. Kennan appelle à compléter cette stratégie avec un combat contre la diffusion de la doctrine soviétique à travers la planète en utilisant l'ensemble des ressorts non militaires à la disposition des États-Unis.

En effet, face à une force militaire américaine supérieure, le camp soviétique pourrait adopter une stratégie de repli temporaire du conflit armé dans l'attente d'un moment plus propice à son action, situation qui pourrait résulter de la diffusion et de l'acceptation des idées et valeurs communistes dans le monde.

Face à cette stratégie de conquête idéologique, Kennan suggère que les États-Unis complètent sans délai leur approche militaire par une stratégie de contre-influence idéologique visant à diffuser massivement les valeurs démocratiques libérales américaines à travers la planète : le concept de *smart power* est né même s'il n'en porte pas encore formellement le nom.

¹⁸⁸ <https://www.csis.org/>

¹⁸⁹ « Le «*smart power*» américain, un défi pour l'Europe », Fondation Robert Schuman, 09/02/2009.

¹⁹⁰ X, « *The Sources of Soviet Conduct* », art. cit.

En 1952, Kennan deviendra ambassadeur des États-Unis en Union Soviétique. Quelques années plus tard, il critiquera l'engagement essentiellement militaire des États-Unis dans la guerre du Vietnam qui, pour des raisons similaires, ne peut être gagnée en négligeant l'action politique et économique américaine à mener dans le pays.

En 1990, Joseph Nye conceptualise la notion de *soft power*¹⁹¹.

Par opposition au pouvoir de coercition du *hard power* imposé par la puissance militaire, économique, financière ou démographique d'un pays, le *soft power* est défini par Nye comme le pouvoir de persuasion issu de moyens non coercitifs mis en œuvre par un État.

Il vise à créer une représentation positive du pays dans l'opinion publique des autres pays à travers la diffusion de sa langue, de sa culture, du sport ou de ses politiques publiques.

Utilisé pour la première fois dans le champ politique par Colin Powell lors de son intervention au Forum Economique Mondial de 2003, ce concept tente la nécessaire réadaptation de la puissance américaine à la réalité des nouveaux enjeux de puissance mondiaux de l'ère post-soviétique.

Malgré cette appropriation par le politique, **Nye reconnaîtra la même année les limites de l'utilisation isolée du *soft power* ou du *hard power* militaire** (exemple de la guerre en Irak) dans les relations internationales **posant au passage les bases d'une nouvelle stratégie de puissance américaine résultant de l'hybridation de son *soft* et de son *hard power*¹⁹².**

En 2004, l'ancienne diplomate Suzanne Nossel estime qu'une stratégie de *smart power* combinant *soft power* et *hard power* est le nouvel outil dont les États-Unis ont besoin pour réaffirmer leur place de superpuissance et leur rôle de leadership dans la gestion des affaires du monde¹⁹³.

Selon l'auteur, ce *smart power* permet d'affaiblir toute forme de résistance idéologique à la diffusion de la doctrine libérale et des valeurs américaines à travers le monde en utilisant intelligemment le jeu des alliances, les institutions nationales et internationales, et l'arme normative dans le but de servir les intérêts des États-Unis.

Il s'agit finalement de tenter la réplique de la doctrine américaine développée après la Seconde Guerre mondiale tout en l'adaptant aux enjeux d'un monde multipolaire ayant remplacé le monde bipolaire de la guerre froide.

Nossel souligne l'urgence d'une telle réadaptation de la politique étrangère des États-Unis au regard des nombreux échecs liés à une stratégie récurrente de recours préférentiel à la projection de sa puissance militaire dont le seul demi-succès pourrait se résumer au rôle joué par les États-Unis dans la résolution de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

¹⁹¹ Joseph S. Nye, *Bound to lead: the changing nature of American power*, 1990.

¹⁹² Joseph S. Nye, « [U.S. Power and Strategy after Iraq](#) », *Foreign Affairs*, 82(4)/2003, p. 60-73.

¹⁹³ Suzanne Nossel, « [Smart power](#) », *Foreign Affairs*, 83(2)/2004, p. 131-142.

En effet, les interventions américaines au Vietnam, au Liban, en Somalie, en Afghanistan ou encore en Irak se sont toutes soldées par un échec cuisant pour la patrie de l'Oncle Sam.

Reflet du durcissement de cette stratégie sous l'administration Bush à la suite des attentats du 11 septembre 2001, la guerre en Irak signe d'ailleurs le constat de l'échec patent d'une telle approche unilatérale, essentiellement militaire, et visant à imposer certaines valeurs qu'elle considère comme siennes au reste du monde.

De surcroît, la perception de plus en plus péjorative de l'usage de son *hard power* s'appuyant sur une rhétorique des droits humains et démocratiques n'a été que renforcée par la mise en évidence de tentatives de manipulation des opinions sur le sujet de l'existence d'armes de destruction massives, ainsi que par la révélation de l'existence des prisons de Guantanamo ou d'Abu Graib, incompatibles avec les valeurs prônées par le pays et servant d'alibi pour ses interventions à l'étranger.

C'est précisément avec l'ambition d'inscrire la diplomatie américaine dans une stratégie de puissance renouvelée et en rupture avec la politique étrangère préalablement menée par l'administration Bush depuis 2001 que la notion de ***smart power*** est politiquement utilisée pour la première fois devant le Sénat américain en 2009 par Hillary Clinton dans son rôle de nouvelle secrétaire d'État auprès du nouveau Président Barack Obama¹⁹⁴.

L'arrivée en 2016 de Donald Trump à la présidence américaine, et son approche de politique générale basée sur les slogans « *America First* » et « *Make America Great Again* », marquent un nouveau tournant dans la politique étrangère des États-Unis.

N'ayant plus à cœur de séduire les opinions publiques des autres pays du monde, Trump va considérablement affaiblir le volet soft power de la puissance américaine.

Par voie de conséquence, le smart power américain sous l'ère Trump va essentiellement se résumer à un hard power dont les composantes économiques et militaires évolueront dans des directions opposées.

Au plan économique, le *hard power* américain sera essentiellement dirigé à l'encontre de la Chine, puissance devenue menaçante pour l'hégémonie américaine.

Au plan militaire, et malgré les injonctions parfois belliqueuses de son président à l'encontre de pays tels que la Corée du Nord ou l'Iran¹⁹⁵, l'administration Trump n'engagera le pays dans aucun nouveau conflit armé et s'évertuera à réduire son investissement militaire à l'international.

¹⁹⁴ [Transcript of Clinton's confirmation hearing](#), National Public Radio, 13/01/2009.

¹⁹⁵ Fred Kaplan, « [Trump ferait bien de se rappeler que l'Iran n'est pas la Corée du Nord](#) », Slate, 30/07/2018.

Ajouté à cela un Président Trump n'hésitant pas à bafouer les valeurs démocratiques ou les droits humains, à nier la réalité d'un changement climatique allant jusqu'à retirer les États-Unis des accords internationaux sur le climat, ou à nier l'évidence d'une pandémie causant des milliers de morts en touchant de plein fouet son pays, ou encore la recherche permanente du rapport de force, et tous les ingrédients d'une politique isolationniste conduisant à un affaiblissement du *smart power* américain sont réunis.

L'élection en 2020 de Joe Biden à la présidence des États-Unis referme la parenthèse Trump.

Les efforts déployés par le nouvel occupant de la Maison Blanche pour reconstruire le *soft power* américain et rééquilibrer les deux composantes du *smart power* de son pays sont évidents. En revanche, les volets économique et militaire de son *hard power* restent, du moins dans l'immédiat, clairement alignés avec ceux de la politique étrangère de son prédécesseur.

B. L'ADAPTATION DU SMART POWER AMERICAIN AUX « CARACTERISTIQUES CHINOISES »

Les deux composantes du *smart power* tel que défini par Nye n'ont pas une plasticité similaire. Le *hard power*, qu'il soit militaire, économique, financier ou démographique, apparaît comme relativement quantifiable et normé. Un classement des pays reposant sur ces différentes dimensions est donc facilement réalisable.

En revanche, le caractère subjectif du *soft power* d'un pays rend cette dimension beaucoup moins accessible à une quantification normée.

En effet, comment réaliser une quantification normée de la représentation positive d'un pays dans l'opinion publique d'un autre pays, de la diffusion de sa culture, des valeurs sportives qui lui sont attribuées ou ses politiques publiques ?

L'analyse de l'évolution du *smart power* chinois au cours des dernières décennies permet d'identifier des transformations profondes de cet outil américain afin d'en faire un instrument de conquête de puissance aux caractéristiques chinoises.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que ses composantes de *hard* et *soft power* du *smart power* chinois ont évolué de façon indépendante, à des vitesses différentes, et se sont finalement « unifiées » et renforcées depuis 2012 avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir.

1. ÉVOLUTION DEPUIS L'AN 2000 DE LA COMPOSANTE HARD POWER DU SMART POWER CHINOIS

Concernant le *hard power* militaire chinois, l'Armée Populaire de Libération (APL) s'est engagée depuis les années 2000 dans un processus de modernisation soutenu par des investissements d'État massifs, croissants et continus¹⁹⁶. Selon le SIPRI, le budget consacré par la Chine à sa politique militaire s'élevait à 252 milliards de dollars en 2020¹⁹⁷.

¹⁹⁶ Richard Bitzinger, « [La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012](#) », *Perspectives Chinoises*, 4/2011, p. 7-16.

¹⁹⁷ Diego Lopes da Silva, Nan Tian, Alexandra Marksteiner, « [Trends in world military expenditure, 2020](#) », *SIPRI Fact sheet*, April 2021.

Cela en fait le deuxième budget militaire le plus élevé au monde après celui des États-Unis et représente environ 5 fois le budget militaire français (respectivement 778 milliards de dollars et 52 milliards de dollars en 2020).

L'analyse de l'évolution comparative sur la même période des autres paramètres du *hard power* chinois basée sur les données de la Banque Mondiale sont également éclairantes¹⁹⁸.

Au plan économique, le Produit Intérieur Brut de la Chine a connu une augmentation fulgurante passant de 1.211 milliards de dollars en 2000 à 14.722 Mds de dollars en 2020, soit une multiplication par 12 de son PIB en 20 ans.

Sur la même période, les États-Unis et la France ont globalement multiplié leur PIB par 2 passant respectivement de 10.252 et 1.362 Mds de dollars en 2000 à 20.936 et 2.630 Mds de dollars en 2020. La croissance du PIB chinois s'est quant à elle élevée à +2.3% en 2020 malgré la pandémie alors que celles des États-Unis et de la France ont connu une contraction de leurs PIB respectifs de -3.5% et -7.9%.

Au plan financier, la Chine est aujourd'hui le premier créancier des États-Unis et détient 63% des créances des pays du G20 cumulées à celles des pays partenaires des NRS¹⁹⁹.

Enfin, au plan démographique la Chine est le pays le plus peuplé au monde avec 1.402 milliards d'habitants recensés en 2020, soit environ 20% de la population mondiale, contre 329 millions d'habitants aux États-Unis et 67 millions en France.

En dehors d'une démographie antérieurement déjà considérable, il apparaît donc de façon évidente que le *hard power* chinois s'est radicalement transformé au cours des deux dernières décennies.

Dix ans après son entrée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 11 décembre 2001), la Chine avait multiplié son commerce extérieur par cinq, était devenue le premier exportateur mondial et le second importateur mondial.

Vingt ans après cette intégration de l'OMC, la Chine est indiscutablement le principal moteur de la croissance économique mondiale et le pays leader dans l'innovation technologique²⁰⁰ alors qu'elle était encore au 29ème rang mondial des pays innovants une décennie auparavant²⁰¹.

Trente ans après son entrée à l'OMC, et avec presque 20 ans d'avance sur le programme MIC25, la Chine pourrait dépasser les États-Unis et ainsi devenir la première puissance économique mondiale²⁰².

¹⁹⁸ [World development indicators](#), World Bank Databank.

¹⁹⁹ Ammar A. Malik *et al.*, [Banking on the Belt and Road : Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects](#), 2021.

²⁰⁰ « [Innovation perseveres: international patent filings via WIPO continued to grow in 2020 despite COVID-19 pandemic](#) », *WIPO*, 02/03/2021.

²⁰¹ « [Global Innovation Index 2011 : accelerating growth and development](#) », *WIPO* 2011.

²⁰² Janet Henry, James Pomeroy, « [The world in 2030: our long-term projections for 75 countries](#) », *HSBC Economics Global*, septembre 2018.

Il s'agit précisément de cette dynamique de développement concernant les différentes dimensions du *hard power* chinois qui est perçue comme une menace pour l'hégémonie des États-Unis et la domination actuelle de différents leaders occidentaux ou considérés comme tels (Japon).

2. UNE TRANSFORMATION CONTEMPORAINE DU SOFT POWER CHINOIS INTEGRE A SON SMART POWER

Le volet *soft power* de ce *smart power* chinois a également connu une transformation importante depuis le début des années 2000. La première mention de la Chine à son *soft power* apparaît dans le discours officiel du 17^{ème} congrès du Parti communiste Chinois (PCC) en 2007²⁰³.

Lors de cet évènement, Hu Jintao appelle à en faire usage, notamment au plan culturel, afin de promouvoir « un développement vigoureux et prospère de la culture socialiste » contribuant à renforcer la puissance chinoise dans le monde²⁰⁴.

Lors du 18^{ème} congrès du PCC de 2014 présidé par Xi Jinping, **l'intérêt du *soft power* comme moyen de développement d'une culture socialiste forte à l'intérieur du pays est souligné²⁰⁵ tout autant qu'il participe au « rêve chinois ».**

Ce discours décrit également par le menu l'évolution récente du *hard power* chinois et sa contribution au développement de la puissance chinoise, notamment au plan économique et militaire.

2. L'EXERCICE D'UN SMART POWER CHINOIS A DIFFERENTS NIVEAUX

Au cours des deux dernières décennies, le PCC a déployé de façon concomitante et progressive l'ensemble des composantes de son *smart power* au niveau de trois aires d'influence que certains estiment être des cercles concentriques²⁰⁶, mais qui s'avèrent en réalité être davantage à considérer comme étant trois niveaux d'actions complémentaires servant des objectifs stratégiques aux temporalités et aux spatialités différentes, mais pouvant présenter des zones de superposition.

Ce sont les niveaux national, régional et international.

Quel que soit le niveau d'influence sur lequel le *smart power* chinois est appliqué, ce dernier est systématiquement présenté par la Chine comme inoffensif (pacifique), robuste (capacité à dépasser des crises de toute nature ou dimension, à l'image de la crise financière de 2008 ou la pandémie de 2020), et issu d'un modèle de réussite unique le rendant nécessairement attractif²⁰⁷.

²⁰³ Muhammad N. Mirza, Hussain Abbas, Muhammad Q. Nizamani, « [Evaluating China's soft power discourse: assumptions, strategies, and objectives](#) », *Global Strategic & Security Studies Review*, 5(4)/2020, p. 40-50.

²⁰⁴ [Full text of Hu Jintao's report at 17th Party Congress](#). Accès via *Wayback Machine*, archive du 05/07/2007.

²⁰⁵ [Full text of Hu Jintao's report at 17th Party Congress](#). Accès via *Wayback Machine*, archive du 11/02/2021.

²⁰⁶ Charon, Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises*, op. cit.

²⁰⁷ Alexander L. Vuving, « [How soft power works. Paper presented at the panel "Soft Power and Smart Power"](#) », [American Political Science Association annual meeting], Toronto, 03/09/2009.

a) Application du *smart power* au niveau national : une “atypie” chinoise

Si l'on considère le niveau national, l'application du *smart power* à l'endroit de sa population peut s'interpréter comme une singularité chinoise. De fait, le cadre d'usage natif du *smart power* tel que défini par Nye est celui des relations internationales et non pas celui des politiques nationales.

Et cette singularité éclaire sur une autre réalité spécifique à la Chine : une structuration divisant le pays en deux parties asymétriques avec d'une part, un PCC avec l'ensemble de son appareil politique représentant 95 millions de personnes protégés par l'APL et d'autre part, une population civile chinoise administrée de façon forte et centralisée par ce couple PCC-APL.

Même si cette structuration existe depuis la prise de pouvoir par le PCC lors de la révolution communiste de 1949, **le contrôle exercé par le pouvoir chinois sur sa population a connu différentes évolutions depuis la mort de Mao Zedong en 1976.**

Tout d'abord pendant la période de réforme et d'ouverture du pays de Deng Xiaoping (1978-1989) ayant permis de poser les bases de la puissance économique de la Chine actuelle.

En effet, ce lancement du pays vers une économie d'allure capitaliste nécessitait une stabilité d'ordre social, et donc un contrôle social relativement serré.

Néanmoins, et **sans pour autant pouvoir déroger à l'exclusivité des aspirations politiques que sont celles du PCC, ce contrôle se voit sélectivement desserré sous Deng Xiaoping qui encouragera l'enrichissement personnel et la consommation de masse.**

Cette sélectivité économique ouvrira une période de prospérité pour la Chine qui deviendra l'atelier du monde, accumulant des richesses tout en faisant profil bas.

Cette stratégie de développement économique initiée par Deng Xiaoping sera reconduite sous les mandatures successives de Jiang Zemin (1989-2002) et Hu Jintao (2002-2012) permettant à la Chine de faire naître une économie de marché « aux caractéristiques socialistes ».

b) Renforcement et projection vers l'international du *smart power* chinois sous Xi Jinping

Persuadés que l'idéologie communiste chinoise conduirait inmanquablement le pays à un effondrement similaire à celui du régime communiste soviétique, et ceci d'autant plus rapidement que la Chine tenterait l'adoption d'une économie de marché libérale, les pays occidentaux n'ont initialement pas cru aux chances de succès de cette stratégie de création d'une économie de marché « aux caractéristiques socialistes ».

Cette erreur majeure d'appréciation permettra à la Chine de s'armer de capacités économiques et financières colossales, deux éléments importants de son *hard power* actuel lui permettant « d'acheter le monde »²⁰⁸, de renforcer son *soft power*, et, au final, de consolider son *smart power*.

L'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012 va faire évoluer l'usage du *smart power* chinois à l'échelon national et international²⁰⁹.

Au plan national, il poursuivra l'objectif de renforcer une cohésion sociale du pays affaiblie par deux dynamiques.

La première dynamique, concernant la société civile chinoise prise dans sa globalité, est celle de la perte de la foi dans les vertus du communisme, idéologie perçue comme dépassée.

La seconde dynamique, concernant essentiellement la frange plus jeune et urbaine de la population, est celle de l'émergence d'un individualisme lié au retour de la propriété privée (réintroduite dans la Constitution chinoise en 2004 et validée par la loi en 2007²¹⁰) ainsi qu'au développement du consumérisme « à l'occidental » autorisé sous Deng Xiaoping et maintenu depuis cette période.

Les déclarations, suivies de réduction au silence, de milliardaires (Jack Ma), d'artistes (Ai Wei Wei) ou de sportifs (Peng Shuai) chinois susceptibles de critiquer le régime en place ou de vanter les avantages d'un modèle occidental alternatif illustrent ce propos.

Ces deux dynamiques, combinées aux défis socio-économiques, démographiques, sanitaires ou encore environnementaux liés aux effets d'une industrialisation réalisée à marche forcée (extraction minière, pollution des eaux, pollution aérienne liée aux recours massifs aux énergies fossiles et aux rejets industriels, etc.) sont autant de risques importants de déstabilisation sociale induisant, par voie de conséquence, un risque pour la pérennité du PCC.

Face à ces risques, ce dernier propose à sa population une doctrine de pensée faussement renouvelée et des actions présentées comme étant issues de cette doctrine visant à répondre à l'ensemble de ces défis.

²⁰⁸ Pierre-Antoine Donnet, *Quand la Chine achète le monde*, 2019.

²⁰⁹ Anne Cheng (dir.), *Penser en Chine*, 2021.

²¹⁰ [Droit de la propriété de la République populaire de Chine](#), Assemblée populaire nationale, 16/03/2007.

c) Focus sur deux piliers majeurs : révisionnisme historique et valeurs confucéennes²¹¹

L'un des récits fondamentaux visant à créer de la stabilité et la cohésion sociale tout en légitimant l'action et la pérennité du PCC est celui issu de la réécriture de l'histoire de la Chine décrivant « *une civilisation chinoise issue de 5.000 ans d'histoire splendide et continue* » dont les valeurs confucéennes sont les fondations et dont le PCC serait aujourd'hui l'héritier légitime ²¹².

Ce discours révisionniste, national et nationaliste basé sur la notion de « Tianxia » s'arrange cependant d'une série de faits historiques qu'il convient de rappeler ²¹³.

Tout d'abord, celui de la naissance d'une Chine unifiée uniquement à partir de 221 avant-JC avec l'avènement du roi Zheng, fondateur de la dynastie Qin et qui portera le titre de Premier Empereur de Chine (Qin Shi Huangdi), ce qui contredit le narratif de 5.000 ans de Chine unifiée.

Cette reconstruction du passé efface également certains éléments perçus comme négatifs par le PCC tels que les parenthèses démocratiques furtives du début du XX^{ème} siècle ou encore certains événements répressifs sanglants et/ou traumatisants tels qu'ont pu l'être la Révolution Culturelle maoïste (1966-1976) ou le massacre de la Place Tian'anmen (1989).

En revanche, ce récit n'oublie pas de présenter l'image d'une Chine éternelle et dont la sérénité est troublée par un « *siècle d'humiliations occidentales* » (guerres de l'Opium de 1839-1842 et 1856-1860, et traités inégaux initiés avec le Traité de Nankin de 1842), siècle d'humiliations auquel l'arrivée du PCC en 1949 a mis un terme tout autant qu'il a permis la renaissance d'une Chine mythique.

Aucune allusion à une Chine communiste contemporaine née d'une rupture révolutionnaire radicale maoïste d'inspiration marxiste-léniniste ayant violemment rejeté un passé qualifié de féodal ou encore la tentative de destruction des valeurs confucéennes lors de cette même révolution communiste, contradictions évidentes avec les principes de continuité et d'unité évoqués.

La référence permanente du PCC aux valeurs confucéennes (*soft power*) joue d'ailleurs un double rôle.

Au niveau national, la mise en avant de ces valeurs confucéennes donne la priorité à l'intérêt collectif aux dépens des libertés individuelles et droits humains permettant, par exemple, de légitimer certaines actions de *hard power* du parti au pouvoir envers sa population.

²¹¹ Cheng (dir.), *Penser en Chine*, op. cit., p. 281.

²¹² Ong Siew Chey, *China condensed: 5.000 years of history and culture*, 2005.

²¹³ Notion polysémique signifiant littéralement « sous le ciel » et faisant appel à la notion « d'empire céleste chinois », de « Chine-monde ». Cette notion est intéressante car elle rappelle que le système considéré par le souverain est celui du monde entier, « tout ce qu'il y a sous le ciel », et pas seulement une nation ou un pays.

Ainsi, la surveillance généralisée (humaine et technologique) et son corollaire de crédit social sont présentés comme des éléments de lutte active contre la corruption, ainsi que contre les mauvais comportements citoyens pouvant mettre en péril la cohésion nationale, les valeurs chinoises ou encore l'environnement.

En réalité, ce récit basé sur la préservation de ces éléments de *soft power* permet d'accentuer le contrôle répressif exercé par le PCC sur sa population en s'appuyant sur des éléments de *hard power* (restriction d'accès à certains services administratifs, économiques ou financiers, exposition à un risque supplémentaire de détention).

Au niveau international, la référence au courant de pensée philosophique confucéen, ancien et antérieur à ceux alimentant la pensée occidentale, représente une forme d'alibi émancipatoire que le PCC n'hésite pas à instrumentaliser pour légitimer certaines actions divergentes avec les valeurs occidentales.

Ainsi, la Chine, civilisation orientale à la sagesse confucéenne multimillénaire, orienterait ses actions dans le monde dans l'intérêt du bien commun et de l'Humanité, posture à l'opposé de celles de la civilisation occidentale dont les valeurs (non confucéennes) sont mises au service des intérêts individuels.

Du point de vue chinois, le colonialisme et l'impérialisme occidental en seraient les meilleures illustrations.

C'est également en s'appuyant sur cet argumentaire que Pékin, réélu en 2020 au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, a proposé à ce même conseil en 2020 une résolution visant à modifier la notion même des droits de l'Homme comme l'ont rapporté certains médias publics français²¹⁴.

Le débat est ici de mettre en lumière que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a été rédigée par les occidentaux, blancs, et ne prennent pas en compte les autres cultures, ce narratif s'adresse bien évidemment en priorité aux pays ayant été victime de ce colonialisme et de cet impérialisme occidental par le passé²¹⁵. De ce fait, le développement de l'entrisme chinois portant un tel discours dans les institutions internationales est aujourd'hui perçu comme une menace par le camp occidental.

Ainsi, la nomination de ressortissants chinois à la tête de quatre agences spécialisées (sur quinze) et de sept directions adjointes d'institutions onusiennes illustre la perte d'influence des États-Unis au profit du second contributeur à l'ONU qu'est la Chine, tout autant qu'elle installe cette dernière dans une position de plus en plus confortable pour imposer sa vision, ses valeurs et ses normes à l'ensemble de la planète.

²¹⁴ « [Diplomatie des "loups guerriers" : quand la Chine veut redéfinir les droits de l'homme à l'ONU](#) », *France Info*, 25/02/2021. Article reprenant un extrait vidéo du documentaire "Complément d'information" intitulé "Chine, la grande offensive" diffusé 25/02/2021 sur France 2.

²¹⁵ Cheng (dir.), *Penser en Chine*, op. cit., p. 281.

Au-delà de proposer un contexte de réflexion et d'échange éloigné du cadre occidental classique, de participer au façonnage de la pensée et à l'encerclement cognitif de ses interlocuteurs, cette dualité du discours historique et confucéen permet également une navette entre les deux composantes du *smart power* aussi bien au niveau régional qu'international.

Au plan régional, l'affirmation par la Chine de l'unicité de son territoire intégrant Hong-Kong, Taiwan ou les îles Diaoyu relèvent de cette dynamique.

Elle supporte également le narratif d'un territoire maritime chinois issu de « la ligne des 9 traits » ou encore celui du concept de « Asia for Asians » proposé par Xi Jinping lors de la conférence de Shanghai de 2014²¹⁶ visant à accélérer la perte d'influence des pays occidentaux auprès des pays de l'ASEAN²¹⁷ ayant débuté depuis la fin de la guerre froide.

Plus largement, cette rhétorique vise à atténuer la perception d'une Chine expansionniste menaçante tout en proposant une alternative à l'hégémonie mondiale de l'occident et de ses valeurs, alternative rendue aujourd'hui crédible par la puissance de son *hard power*.

Tous les éléments du *smart power* chinois sont donc aujourd'hui en place. En revanche, il n'est pas une simple réplication du *smart power* américain tel qu'initialement défini par Nye, la Chine ayant su en dériver un *smart power* aux « caractéristiques chinoises »²¹⁸.

C'est précisément à partir des éléments de différenciation entre le *smart power* américain leader du camp occidental et celui chinois leader camp oriental que prend place la guerre informationnelle.

C. UNE GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE A LA CROISEE DES SMART POWER

En miroir de la dynamique du *smart power* d'Obama voulant trancher avec l'approche *hard power* militaire de Bush, **l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping s'est accompagnée d'un changement de posture de la Chine dans les relations internationales.**

La Chine est ainsi passée d'une politique de Chine « *au profil bas* » instaurée par Deng Xiaoping au début des années 80 à une stratégie de rupture de Xi Jinping basée sur l'usage d'un *smart power* aux caractéristiques chinoises.

C'est précisément l'usage offensif de ce *smart power*, ainsi que la menace qu'il représente pour l'hégémonie américaine et les valeurs portées par le monde occidental, que se place la guerre de l'information contre la Chine.

²¹⁶ « [New Asian security concept for new progress in security cooperation. Remarks at the Fourth Summit of the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia by H.E. Xi Jinping, President of the People's Republic of China](#) », Shanghai Expo Center, 21/05/2014.

²¹⁷ Association of SouthEast Asian Nations est une association regroupant 10 nations géographiquement regroupées en Asie du Sud-Est : Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Voir le [site institutionnel](#).

²¹⁸ Barthélémy Courmont, « [Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance](#) », *Revue d'études comparatives est/ouest*, 43(1-2)/2012, p. 287-309.

Cette guerre informationnelle n'épargne aucun compartiment du *smart power* chinois, ni aucun périmètre géographique de son action (national, régional ou international) ²¹⁹.

3. INSTITUTS CONFUCIUS, UNE CIBLE PRIVILEGIEE CIBLANT LE VOLET SOFT POWER DU SMART POWER CHINOIS

Concernant les aspects de *soft power* chinois intégrés à son *smart power*, **les instituts Confucius représentent la cible privilégiée de cette guerre informationnelle contre la Chine.**

Les instituts Confucius sont l'expression la plus notable de la diplomatie culturelle chinoise, mais également l'une des plus décriées par le monde académique.

Répartis sur les 5 continents avec une prédominance européenne, ces instituts sont présentés comme un moyen inoffensif de diffusion de la langue et de la culture chinoises.

En réalité, le rôle de ces instituts dépasse largement cette image d'Épinal, ces derniers servant aujourd'hui de véhicules à un programme académique malveillant visant les universités étrangères pour y diffuser la censure, l'auto-censure et la propagande chinoise^{220 221}.

Ces partenariats universitaires et autres programmes d'échanges internationaux sont d'ailleurs intégrés dans une stratégie diplomatique plus large incorporée dans les NRS et bénéficiant de financements colossaux par Pékin : la stratégie « *people-to-people bound* ».

Cette diplomatie culturelle s'étend à l'ensemble des vecteurs culturels occidentaux avec les fora culturels, les événements sportifs tels que les Jeux Olympiques, les manifestations artistiques, littéraires ou encore cinématographiques dont une grande partie implique Hanban, organisme officiel coordonnant l'ensemble des opérations culturelles réalisées à l'étranger ainsi que l'ensemble des Instituts Confucius de la planète²²². « Comprendre la Chine » est l'un de ces programmes²²³.

Ciblant particulièrement les acteurs des relations internationales, du monde des médias et de l'économie, ce programme promeut les nombreuses qualités du pays sur l'ensemble des sujets d'intérêts pour ces acteurs habilement sélectionnés.

Concernant plus spécifiquement le monde des médias, ce programme participe également au façonnage d'une pensée médiatique favorable au développement des intérêts chinois à l'endroit des populations résidentes dans les aires d'influence ciblées, Afrique et Asie en tête.

²¹⁹ Charon, Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises*, op. cit. ; « 40 cartes pour comprendre la Chine », *Le Monde (hors-série)*, mars-mai 2021 ; Jean-Yves Bouffet, « Mer de Chine, Taïwan prochaine prise ? », *Revue Conflits*, 36/2021 ; « Chine et puissance », *Revue Carto*, 68/2021 ; Cheng (dir.), *Penser la Chine*, op. cit. ; Niquet, *La Chine en 100 questions*, op. cit.

²²⁰ Marshall Sahlins, *Confucius Institutes: academic malware*, 2014.

²²¹ Cheng (dir.), *Penser en Chine*, op. cit., p. 281.

²²² Le Hanban, ou « bureau du conseil international de la langue chinoise », relève directement du ministère de l'éducation en Chine.

²²³ Thierry Barbaut, « [Jeunesse africaine : étudier en Chine, un phénomène qui prend de l'ampleur](#) », *Info Afrique*, 09/09/2012.

Les Instituts Confucius jouent également un rôle d'intermédiaire et de soutien à d'autres manœuvres hostiles menées par le gouvernement chinois à l'étranger (manifestations, pressions politiques, lobbying, etc).

Enfin, les diasporas dans la conquête des élites étrangères sont également un élément important à considérer pouvant, le cas échéant, être rattaché à l'action des Instituts Confucius. La cartographie sur les Instituts Confucius proposée au chapitre *sharp power* apporte des éléments de réflexion intéressants sur ces sujets (se reporter directement à cette partie du travail collectif).

Au-delà du cheval de Troie culturel que représentent les Instituts Confucius pour le monde occidental, d'autres exemples illustrent **la capacité d'intégration et de transformation subversive des règles du jeu culturel du monde occidental reposant sur l'usage du *smart power* chinois.**

4. UN SMART POWER CHINOIS LIQUIDE SUBVERSIF ERODANT LES RACINES DU SOFT POWER CALIFORNIEN

La subversion de l'outil cardinal de *soft power* américain que représente Hollywood illustre magistralement ce propos (voir encadré). Idem en ce qui concerne l'application de ce *smart power* à des acteurs californiens de la Silicon Valley et en premier lieu les GAFA.

Ainsi, Google n'a-t-il pas eu d'autre option que d'accepter l'intégration d'éléments de censure sur son moteur de recherche, condition non négociable posée par la Chine afin de pouvoir franchir la « grande muraille numérique » cloisonnant l'internet chinois²²⁴.

Apple qui, également dans le but de pouvoir accéder au marché chinois, est devenu un acteur participant à la surveillance de masse mise en place par le PCC²²⁵. Ou encore le géant Amazon n'hésitant pas à collaborer avec les organes de propagande du PCC en échange de son intégration au marché chinois²²⁶.

²²⁴ « [Google Dragonfly](#) », *The Intercept* (dossier).

²²⁵ Jack Nicas, Raymond Zhong, Daisuke Wakabayashi, « [Censorship, surveillance and profits: a hard bargain for Apple in China](#) », *The New York Times*, 17/05/2021.

²²⁶ Steve Stecklow, Jeffrey Dastin, « [Special Report: Amazon partnered with China propaganda arm](#) », *Reuters*, 18/12/2021.

Quelque soit le pays considéré, le recours à l'industrie cinématographique pour créer une identité et une cohésion collective existe depuis des décennies et représente un puissant outil de soft power.

Concernant la Chine, le boom de son industrie cinématographique nationale et la diffusion de super-productions chinoises telles que celle cardinale des « Loups Combattants » (Wolf Warriors), film mettant en scène le hard power militaire chinois à travers son service des Opérations Spéciales de l'APL se battant victorieusement contre des mercenaires occidentaux, en est une illustration parfaite. Certaines actions de la diplomatie chinoises menées sous la présidence de Xi Jinping, et dont la rhétorique étaient perçues comme agressives tranchaient radicalement avec la posture chinoise de profil bas adoptée depuis Deng Xiaoping, ont d'ailleurs été qualifiées de « diplomatie des loups combattants » en référence à ce film.

Mais au-delà de cette approche classique, la Chine utilise également son smart power comme outil de subversion d'autres industries cinématographiques à travers le monde, y compris à l'endroit de l'un des outils majeurs du soft power américain : Hollywood. A l'image de nombreux autres secteurs, le marché du cinéma chinois est perçu par Hollywood comme une source de croissance économique majeure. La Chine est d'ailleurs aujourd'hui le plus gros consommateur de productions cinématographiques au monde . En revanche, l'accès au marché chinois est soumis à différentes règles concernant le contenu cinématographique, notamment en ce qui concerne les productions hollywoodiennes . Ainsi, tout film abordant ou faisant allusion aux « 3T » (Tian'anmen, Tibet, Taiwan) ou mettant en scène des acteurs cultivant des liens avec ces 3T se voit refuser sa projection sur le sol chinois. Ces règles ont ainsi conduit, par exemple, au remplacement d'un personnage tibétain par un personnage celte dans la superproduction « Doctor Strange » des Studios Marvel , ou à l'éviction d'acteurs tels que Richard Gere proche du Dalaï Lama . Mais au-delà d'imposer une forme d'auto-censure hollywoodienne, l'utilisation du smart power chinois dans l'objectif de subvertir cet outil américain de soft power pour le rediriger chinois vers les intérêts chinois est remarquable. En effet, le succès du film catastrophe « 2012 » où la vision du gouvernement chinois permet un sauvetage de l'Humanité, ou celui du film « Gravity » mettant en scène la station spatiale Tiangong-1 permettant le sauvetage d'une astronaute américaine, sont des éléments contribuant de façon évident à renforcer le soft power chinois évidents. Dans ces deux cas, il s'agit bien de la mise en action du smart power chinois, le volet économique du hard power (conditions au financement des productions hollywoodiennes et/ou opportunité de valorisation de ces productions en Chine) servant les intérêts d'un « soft power aux caractéristiques chinoises », notamment au plan des droits humains et démocratiques. Cette action du smart power chinois sur l'industrie cinématographique américaine contribuent également à limiter la guerre de l'information menée contre le pays en utilisant les codes culturels occidentaux.

5. NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE : VOIES DE DIFFUSION PRIVILEGIEES DU SMART POWER CHINOIS

a) **Au-delà de cette stratégie « people-to-people bound », la guerre de l'information menée contre Pékin cible également d'autres aspects du *smart power* chinois déployés au niveau des Nouvelles Routes de la Soie (ci-après "NRS")**

Côté *soft power*, les NRS sont présentées par la Chine comme le prolongement de l'engagement de la Chine dans une dynamique d'ouverture bienveillante et inclusive du pays vers le monde, dynamique initiée au début des années 2000 à travers sa participation aux programmes d'aide et d'assistance financière destinés aux pays en développement²²⁷.

Ce narratif positif est d'ailleurs conforté par les pays partenaires pour lesquels les aides économiques et financières proposées par la Chine s'avèrent moins contraignantes que celles proposées par les puissances occidentales aux antécédents colonialistes et impérialistes.

Cette stratégie flatteuse fait néanmoins l'objet d'attaques informationnelles de la part du camp occidental mené par le rival américain et ciblant plus spécifiquement le *hard power* économique et financier sous-tendant au service de ce *soft power*.

Ainsi, au-delà de contribuer à financer des pays autoritaires exclus des financements occidentaux classiques pour des raisons d'atteinte aux droits humains dans ses différentes dimensions, la Chine serait en réalité une puissance économique et financière prédatrice des infrastructures critiques de ses partenaires à travers son « piège de la dette » (Sri Lanka, Pakistan, Djibouti, Monténégro)²²⁸.

De surcroît, les NRS seraient plutôt une initiative jouant un rôle de catalyseur dans le siphonnage des ressources naturelles de ses partenaires, notamment en ce qui concerne les ressources énergétiques dont la Chine est dépendante de l'étranger à plus de 80%. La politique de développement des NRS en direction de l'ouest, en particulier avec le Kazakhstan partageant 1.500 kilomètres de frontières avec la Chine (dont une grande partie avec le territoire du Xinjiang) et fournissant le pays en pétrole et uranium, illustre en partie ce propos^{229 230}.

²²⁷ <https://www.aiddata.org>

²²⁸ 16 US senators express concerns over China's "debt trap" diplomacy with developing countries. Chuck Grassley, US Senator for Iowa, 03/08/2018 : <https://www.grassley.senate.gov/download/imf-china-belt-and-road-initiative-letter>

²²⁹ Emmanuel Véron, Emmanuel Lincot, « [Chine-Kazakhstan : vers un glacis eurasién ?](#) », *The Conversation*, 21/01/2021.

²³⁰ Philippe Le Corre, Kemal Kirisci, « [Nouvelles Routes de la Soie : le Kazakhstan en terrain glissant avec la Chine](#) », *Asialyst*, 16/01/2018.

Au-delà du strict cadre des NRS, la diffusion de ses technologies télécommunications permettant une surveillance de masse (terminaux et réseaux télécom, 5G) ou l'espionnage permettant des pratiques commerciales déloyales et un dumping en capacité d'affaiblir les économies compétitrices sont pointés du doigt, tout autant que le risque de représailles que cela constitue pour certains acteurs technologiques chinois²³¹.

Ces composantes de *hard power* économique et financier chinois hostile déployées à l'étranger n'apparaissent pas comme totalement décorrélés de son plan industriel national «*Made in China 2025*» (MIC2025) et des dispositions réglementaires protectionnistes (économies matérielles et immatérielles, investissements étrangers en Chine) participant à l'accroissement de puissance du pays lié au développement de son économie^{232 233 234 235 236 237}.

b) Au-delà des NRS, une guerre de l'information ciblant l'usage du smart power chinois comme outil de développement régional et international de la Chine

Au plan régional, la guerre informationnelle plurielle et intense dont fait l'objet la stratégie de déploiement du *smart power* de Pékin en mer de Chine en est la meilleure illustration.

Essentiellement présentée sous l'angle d'un *hard power* militaire chinois au service d'une ambition de conquête territoriale susceptible de menacer la stabilité régionale voire mondiale, cette guerre informationnelle oublie de préciser que la Chine cherche avant tout, à l'image et en complément de son initiative des « nouvelles routes de la soie » (NRS), à sécuriser ses voies commerciales tout en réduisant l'influence régionale des occidentaux au premier rang desquels se trouvent les États-Unis.

La mer de Chine, s'étendant du détroit de Malacca au sud-ouest à la péninsule coréenne au nord-est, est séparée en deux parties par le détroit de Taïwan : la mer de Chine orientale représentant environ un quart de la superficie, et la mer de Chine méridionale pour trois-quarts de sa surface maritime.

²³¹ De Castro, « La guerre de l'information menée par Washington... » art. cit.

²³² [Cybersecurity Law of the People's Republic of China](#). The Standing Committee of the People's Congress. Adopted Nov 6, 2016 and effective June 1, 2017.

²³³ [Cryptography Law of the People's Republic of China](#). 14th Meeting of the Standing Committee of the Thirteenth National People's Congress of the People's Republic of China. Adopted on Oct 26, 2019 and effective from Jan 1, 2020.

²³⁴ [Personal Information Protection Law of the People's Republic of China \(Chairman's Order No. 91\)](#). Standing Committee of the 13th National People's Congress of the People's Republic of China. Adopted Aug 20, 2021 and effective from Nov 1, 2021.

²³⁵ [Data Security Law of the People's Republic of China](#). 29th session of the Standing Committee of the 13th National People's Congress. Adopted on June 10, 2021 and effective from September 1, 2021.

²³⁶ « [La Chine contrôlera davantage les investissements étrangers](#) », *Reuters*, 19/12/2020.

²³⁷ [Foreign Investment Law of the People's Republic of China](#). National Development and Reform Commission (NDRC) of the People's Republic of China. 04 Feb 2021.

Elle est séparée des océans indien et pacifique par une série d'archipels. Cette mer de Chine regorge de plusieurs richesses parfois appelées les « 3 ors » : l'or noir avec ses réserves de pétrole essentiellement localisées au sud, l'or bleu avec ses ressources halieutiques, et l'or blanc représenté par le guano fertilisant localisé sur les récifs et îlots émergés.

Elle représente également la première zone mondiale de transit du commerce maritime, regroupe les principaux ports maritimes de la planète, et possède un relief de ses fonds s'avérant stratégique pour la navigation « indétectable » des sous-marins.

La Chine est aujourd'hui hautement dépendante des flux commerciaux transitant par la mer de Chine, y compris avec ses partenaires commerciaux les plus proches : 80% des approvisionnements pétroliers à destination du pays passent par le détroit de Malacca, 90% de son commerce extérieur transite par ce même détroit, et environ 40% du commerce extérieur chinois réalisé avec ses partenaires régionaux sont réalisés via la mer de Chine méridionale.

A la lumière de ces éléments, il apparaît évident qu'il existe des enjeux de dépendance majeurs pouvant justifier une stratégie de sécurisation par la Chine de ces voies commerciales et voies d'approvisionnement critiques pour le pays.

La stratégie de revendication territoriale maritime reposant sur la « ligne des 9 traits » est l'un des volets de cette sécurisation et fait l'objet d'une guerre informationnelle contre la Chine²³⁸.

Juridiquement fondée sur aucun des arguments présentés par Pékin permettant de justifier de la jouissance de la zone économique exclusive de 200 mille nautiques associée²³⁹, cette territorialisation d'une grande partie de la mer de Chine méridionale basée sur l'isobathe de -200 mètres stratégique au plan militaire vise l'intégration d'une partie des « 3 ors », des îles Spratleys, Paracels, Diaoyu et bien évidemment de Taïwan dans le giron de la Chine.

La guerre informationnelle menée contre la Chine à l'endroit de sa stratégie régionale ne manque pas de mettre en avant les différentes facettes d'un smart power chinois offensif au service des objectifs de conquête territoriale illégitime²⁴⁰ comme en témoignent le développement de son hard power militaire, de son hard power économique (signature du Regional Comprehensive Economic Partnership²⁴¹ libéralisant les échanges de la Chine avec l'ASEAN après dénonciation du traité trans-Pacifique), ou encore de son soft power régional (concept « Asia for Asians » porté par Pékin).

La véhémence des États-Unis vis-à-vis de la Chine est ici d'autant plus marquée que Taïwan abrite une ressource stratégique pour ses propres intérêts, à savoir le leader mondial des semi-conducteurs TSMC produisant les puces électroniques alimentant une partie du marché américain de l'informatique, de l'automobile ainsi que certains industriels de la défense.

²³⁸Vaimiti Goin, « [L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance](#) », *Géococonfluences*, 04/10/2021

²³⁹ [PCA case n°2013-19](#) in the matter of the South China Sea arbitration between the Republic of Philippines and the People's Republic of China. 12/07/2016.

²⁴⁰ Christophe Prazuck, « [Mer de Chine et droit de la mer : le paradoxe chinois](#) », *Lettre du Centre Asie*, 90/2021.

²⁴¹ <https://rcepsec.org/>

L'alliance militaire AUKUS, dont la France est exclue, contribue à cette logique américaine visant au maintien à moindre coûts d'une supériorité militaire occidentale ayant pour objectif le confinement d'un hard power militaire maritime chinois en développement rapide.

En attendant, la Chine présente sa stratégie de développement régional comme servant la défense de ses intérêts et de ceux de l'économie mondiale, toute intervention militaire hostile pouvant avoir un impact négatif immédiat sur le trafic maritime en mer de Chine qui, en cascade, pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie chinoise et mondiale.

Cet état de fait justifie une politique chinoise des petits pas visant à compléter ses objectifs de conquête dans la région tout en évitant le franchissement du seuil de conflit ouvert.

6. SMART POWER, LIBERTES ET DROITS HUMAINS EN CHINE : LA GUERRE DE L'INFORMATION PAR DEFAUT

La guerre informationnelle décrivant les atteintes aux libertés et droits humains fondamentaux liés à l'usage du smart power par un PCC toujours plus autoritaire à l'échelon national, ainsi que les risques que sa progression pourrait représenter pour les valeurs occidentales, reste l'objet principal de toutes les attentions. Notamment en France.

On peut citer ici la répression de minorités pouvant mettre en péril le développement des NRS (minorités ouïghoures du territoire autonome du Xinjiang, point de départ des NRS terrestres vers l'étranger mais également lieu de transit des voies d'approvisionnement de la Chine en énergie et matières premières) ou des minorités pouvant représenter une menace pour l'accès à des réserves stratégiques permettant d'alimenter le pays en eau douce (minorité tibétaine).

Ces atteintes aux libertés et droits humains, régulièrement notifiés par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies²⁴², est fait d'ailleurs l'objet de la justification de l'absence de toute délégation diplomatique américaine aux Jeux Olympiques d'hiver de 2022²⁴³.

L'atteinte à la liberté d'expression sur certains territoires (répression des manifestations de 2019 et 2020 sur la loi de sécurité applicable à Hong-Kong) ou plus largement de l'ensemble du peuple chinois via la surveillance de masse et l'utilisation du système de crédit social intègre également ce périmètre de guerre de l'information contre la Chine.

²⁴² Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations Unies. [Page d'accueil](#) de la Chine.

²⁴³ « [JO 2022 : les Etats-Unis annoncent un boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver en Chine](#) », *France Info* [avec AFP], 06/12/2021.

Idem en ce qui concerne les narratifs centrés sur les lois sur la cybersécurité et l'exploitation des données renforçant le contrôle de l'internet chinois^{244 245 246 247 248 249} et participant au basculement progressif d'un régime chinois autoritaire vers un régime totalitaire dont la composante technologique en développement rapide complète une surveillance humaine intrinsèque déjà considérable.

A l'aune de cette guerre de l'information, l'annonce du développement d'un programme nucléaire civil ambitionnant la construction d'une centaine de centrales nucléaires à horizon 2035 afin d'engager la Chine sur la voie de l'utilisation d'énergies faiblement émettrices²⁵⁰ est décriée par son rival américain comme une décision visant à permettre une accélération de son programme sécuritaire reposant sur le développement d'armes nucléaires²⁵¹ illustre ce propos.

Même si ce volet militaire ne peut être exclu de la part de cet acteur déjà détenteur de l'arme nucléaire, c'est le renforcement de l'économie chinoise, la diminution de sa dépendance énergétique aux produits pétroliers importés et le développement d'une industrie nucléaire chinoise potentiellement exportable (et concurrente de l'industrie européenne et française, le réacteur nucléaire chinois Hualong étant le concurrent direct de l'EPR) qui sont également visés par cette attaque informationnelle dirigée contre la Chine.

7. PANDEMIE COVID-19 ET SMART POWER CHINOIS

La pandémie de COVID-19 liée au coronavirus SARS-CoV-2 n'a en rien altéré ces dynamiques et pourrait même avoir contribué, du moins transitoirement, à un renforcement du smart power malgré une guerre de l'information contre le pays ayant, à l'occasion de cette crise, redoublé d'intensité.

Tout d'abord au plan national, cette pandémie a légitimé un renforcement de toutes les dimensions du contrôle de la population contribuant à alimenter une guerre informationnelle focalisée sur le développement d'un totalitarisme toujours plus marqué du PCC sur son pays.

²⁴⁴ Benjamin Terrasson, « [Chine : entrée en vigueur tonitruante de la loi de protection des données personnelles](#) », *Siècle Digital*, 03/11/2021.

²⁴⁵ Benjamin Terrasson, « [Chine : DPO recherché d'urgence, poste à risque](#) », *Siècle Digital*, 04/11/2021.

²⁴⁶ Alice Vitard, « [La Chine impose un contrôle préalable des applications de Tencent et de leurs mises à jour](#) », *L'Usine Digitale*, 26/11/2021.

²⁴⁷ Léna Fernandes, « [Protection des données personnelles : la Chine vise les entreprises](#) », *Décideurs Magazine*, 31/08/2021.

²⁴⁸ Cate Cadel, Michael Martina, « [Foreign business groups push for delay in controversial China cyber law](#) », *Reuters*, 12/05/2017.

²⁴⁹ Morgane Tual, « [En Chine, une loi controversée sur les données personnelles et la cybersécurité](#) », *Le Monde*, 01/06/2017.

²⁵⁰ Michel Gay, « [Le dragon nucléaire chinois prêt pour le grand bond en avant](#) », *Le Monde de l'Energie*, 06/05/2020.

²⁵¹ Office of the Secretary of Defense, [Military and security developments involving People's Republic of China. Annual report to Congress](#), 2021.

Au plan international, la responsabilité du pays quant aux conditions d'émergence du virus, son opacité dans la gestion initiale de la crise sanitaire et son incapacité structurelle au contrôle des phénomènes épidémiques (trois crises sanitaires liées à l'émergence de virus depuis la Chine au cours de deux dernières décennies), ou encore ses campagnes de désinformation et de mensonges liées à cette crise sanitaire n'ont pas manqué d'être pointées du doigt, notamment par son contradicteur américain.

Néanmoins la Chine semble avoir réussi à tirer profit de cette crise pour renforcer son smart power et accélérer certains aspects de son développement à l'international.

En effet, là où le pays était initialement présenté par ses détracteurs comme un simple pillier de ressources naturelles de ses partenaires, puis comme un pays prédateur des infrastructures de ceux qui signaient les « *pièges de la dette* » lors de leur intégration des NRS (voir annexe sur l'étude de cas sur le port d'Hambantota au Sri Lanka), la Chine a su partiellement atténuer cette image et capitaliser sur sa « *diplomatie des masques* » puis sa « *diplomatie des vaccins* » pour accélérer la projection de sa puissance vers de nombreux pays en voie de développement à travers la planète.

Ainsi, la diplomatie des masques incluant également la fourniture de gants de protection, de respirateurs, d'appareils de monitoring ou encore certaines ressources humaines a été présentée par la Chine comme s'inscrivant dans un positionnement pour « *l'intérêt commun* » duquel étaient manifestement absents les pays occidentaux paralysés par leur système néolibéral individualiste et dépassé face à l'ampleur de la crise.

Quelques mois plus tard, la diplomatie des vaccins et son cortège de conditions élargies visant l'isolement diplomatique de Taïwan²⁵² et le développement économique de la Chine ont été d'autant mieux accueillis que de nouveau l'Occident avait délaissé ces mêmes pays pour vacciner quasi-exclusivement ses populations alors que la Chine s'engage devant l'ONU à livrer deux milliards de doses vaccinales au monde avant fin 2021²⁵³.

Au-delà de renforcer son soft power, cette diplomatie vaccinale combinée à des mécanismes de réduction de dettes contractées auprès de la Chine²⁵⁴ permet au pays d'imposer de façon « douce » des projets et/ou marchés centrés sur des technologies situées au cœur de la guerre économique avec les États-Unis (exemple des technologies de télécommunication ou celles liées à la 5G) ou donnant un accès privilégié aux ressources naturelles, ces éléments contribuant au renforcement de la puissance chinoise au détriment de l'hégémonie de son rival américain.

²⁵² « [Taiwan accuses China of “vaccine diplomacy” in Paraguay](#) », *BBC*, 07/04/2020.

²⁵³ « [La Chine va fournir au monde deux milliards de doses de vaccins contre la Covid-19 d'ici la fin de l'année](#) », *ONU Info*, 21/09/2021.

²⁵⁴ « [Diplomatie vaccinale : la Chine promet à l'Afrique 1 milliard de doses et une annulation de dette](#) », *La Tribune*, 30/11/2021.

D. UNE DYNAMIQUE CHINOISE IMPRESSIONNANTE MAIS DES FAIBLESSES NON RESOLUES

Vingt ans après son entrée à l'OMC, la Chine est sur une trajectoire qui pourrait en faire la première puissance économique mondiale et le nouvel hégémon planétaire avant la fin de la décennie actuelle.

Ce résultat n'est pas le fruit du hasard mais celui d'un plan de développement construit sur plusieurs décennies et reposant sur le développement d'un outil productif industriel redoutable auquel le monde occidental a largement contribué en voulant faire du pays son atelier à bas coûts. Cet outil a su évoluer faisant passer la Chine d'un pays longtemps perçu comme « simple copieur » à un pays leader technologique.

Il a également su faire une mue rapide en termes de montée en gamme en s'appuyant sur une innovation au service de l'amélioration de produits qu'elle fabriquait pour ses clients à travers le monde et qu'elle vise aujourd'hui à substituer par les siens.

Dans cette dynamique, le secteur industriel représentait 37% de son PIB en 2020 contre, faut-il le rappeler, seulement 16.4% en France où aucun plan de développement d'un outil industriel d'envergure n'existe. Et le plan MIC25, dont l'horizon de temps est 2049, ne pose en rien les bases d'une désindustrialisation de la Chine. Pas plus que celui des NRS qui, bien au contraire, contribue à accélérer le développement de l'outil industriel national et sa pérennité.

La Chine a également su, de façon temporellement décalée mais tout aussi efficace, créer une copie améliorée du soft power américain en y intégrant les caractéristiques de son régime autocratique, et à l'incorporer dans son smart power.

Cette évolution visant à sculpter les esprits, façonner les environnements, à encercler cognitivement le camp adverse tout comme son propre territoire tout en assurant la pérennité du PCC et la diffusion des rouages de son idéologie révisionniste à travers la planète est d'ailleurs tellement efficace que son rival américain l'a théorisé sous le terme de sharp power.

Néanmoins, même si ce smart power chinois vient aujourd'hui consolider le plan de développement de la puissance du pays, **au moins trois éléments pourraient contrarier cette dynamique.**

Deux éléments sont internes à la Chine et liés à son hard power démographique.

D'une part, le vieillissement rapide de la population chinoise qui pourrait en faire, à l'image du Japon, « un pays peuplé de personnes âgées avant d'être un pays peuplé de personnes riches ».

A n'en pas douter, le gouvernement de Xi Jinping a pris toute la mesure de ce risque en proposant un renouvellement de la politique familiale chinoise en vigueur depuis l'instauration de politique de l'enfant unique par Deng Xiaoping en 1979.

Ainsi, 2016 sera l'année où les familles seront autorisées à avoir deux enfants par famille et 2021 celle de l'autorisation au passage à trois enfants par famille.

Mais cela pourrait s'avérer insuffisant, second élément, le développement de l'individualisme lié au retour de la propriété privée et au consumérisme à l'occidental à l'endroit des populations jeunes susceptibles de fonder une famille pourrait neutraliser cette évolution de la politique de natalité et remettre en cause, non sans conséquences au regard de l'appareil répressif en place, la pérennité du système politique au pouvoir.

Enfin, le dernier obstacle pourrait être le smart power américain.

Les États-Unis et la Chine sont deux pays ayant des histoires, des cultures et des systèmes politiques radicalement différents mais poursuivant aujourd'hui le même objectif : demeurer (États-Unis) ou devenir (Chine) la puissance mondiale hégémonique. Néanmoins, l'hégémon actuel n'est manifestement pas disposé à offrir sa place à l'Empire du Milieu.

De ce fait, espérons que la guerre de l'information que les États-Unis mènent contre la Chine ne se dégénère pas en guerre totale intégrant un conflit militaire ouvert.

V. LE SHARP POWER : ARME DES GUERRES DE L'INFORMATION LANCEES CONTRE LA CHINE

« La guerre informationnelle porte sur plusieurs axes : le décryptage, la production conceptuelle, le formatage contextuel. De portée stratégique, elle se distingue des opérations psychologiques ou des opérations d'influence de niveau tactique menées par les militaires ou leurs imitateurs. Elle ne se limite pas à discréditer l'adversaire, à légitimer un système particulier ou à s'imposer moralement. L'enjeu est celui de la construction de la connaissance elle-même. Ainsi en arrive-t-on à la guerre de l'information par le contenu. La manière de produire cette connaissance conduit l'autre à dépendre d'un système fermé, ne lui laissant aucune marge de manœuvre cognitive. Une fois enfermé dans une matrice cognitive constituée de grilles de lectures biaisées, il s'agit de saturer la cible d'informations nourrissant ces grilles ». « L'enjeu n'est plus la manière de tromper la perception du concurrent, des parties prenantes (stakeholders) ou de l'opinion publique, mais la capacité de produire plus de connaissances pertinentes qui fragilisent la position de l'adversaire »²⁵⁵.

L'adversaire entre ainsi dans une relation de dépendance inconsciente et invisible. *« En croyant penser librement, il ne fait que l'exégèse des dogmes qui lui ont été insensiblement inoculés »*²⁵⁶.

C'est cette guerre qui ne dit pas son nom que l'on peut observer à l'encontre de la Chine depuis les années 2010 avec une montée en puissance des attaques en 2020 suite à l'apparition du virus COVID-19.

Depuis lors, pas une journée ne se passe sans que la Chine ne soit la cible d'information négative dans les médias « traditionnels » et sur les réseaux sociaux.

Mais qu'entend-t-on par "information" ?

S'agissant des offensives informationnelles menées contre la Chine et observées, il conviendrait plutôt de parler de ce que les anglo-saxons désignent par les termes *misinformation*, *disinformation* et *mal-information*²⁵⁷, à savoir respectivement :

- une information fausse mais dont la personne qui la diffuse croit qu'elle est vraie ;
- une information fausse dont la personne qui la diffuse sait qu'elle est fausse. Il s'agit d'un mensonge délibéré et intentionnel;
- une information basée sur la réalité mais utilisée pour nuire à une personne, une organisation ou un pays.

²⁵⁵ Christian Harbulot, *Manuel d'intelligence économique*, 2012, p. 14.

²⁵⁶ Raphaël Chauvancy, *Les nouveaux visages de la guerre – Comment la France doit se préparer aux conflits de demain*, 2021, p. 166-168.

²⁵⁷ [Journalism, Fake News & Disinformation, UNESCO, 2018](#)

En effet, nous pouvons observer qu'à partir de 2019 les offensives informationnelles contre la Chine et les narratifs les accompagnant se sont avérés pour partie relever de ce champ d'information communément qualifié de "fake news", cette catégorie couvrant en fait les deux premières catégories d'information précitées de *misinformation* et *disinformation*.

Le dernier type d'information, plus pernicieux, le *mal-information*, permet quant à lui un champ de manipulation de l'opinion redoutable ouvrant la voie au façonnage des esprits.

La force de ce type d'information réside également dans le fait que fondée sur une réalité, cette information assoit et crédibilise un récit sans toutefois que sa divulgation et reprise ne vienne porter atteinte à la légitimité de l'instigateur du récit.

Les manipulations de l'opinion notamment par désinformation, mal-information ou intoxication sur la Chine sont légion et en constante inflation. Toutes participent au façonnage cognitif des Occidentaux.

A. UN CHINA BASHING PROSPÉRANT SUR LE FAÇONNAGE COGNITIF DES « OCCIDENTAUX »

1. DES BIAIS COGNITIFS UNIVERSELS

De nombreuses études en sciences cognitives ont notamment démontré que les individus sont intuitivement portés à surévaluer les faibles probabilités et ils le sont d'autant plus si elles sont associées à un risque.

Ces biais cognitifs sont devenus la norme biologique de l'espèce humaine puisqu'ils constituaient jadis un avantage sélectif²⁵⁸.

Or, ces dispositions à surestimer le risque sont devenues contre-productives dans une société qui produit de l'information en grande quantité.

Ainsi dans la cacophonie cognitive subie par le trop plein d'informations, et à raison des biais cognitifs de l'individu, la peur a toutes les qualités pour attirer l'attention de tout un chacun au-delà du raisonnable.

L'écosystème médiatique ne s'y est pas trompé, la peur est devenue un vecteur d'intérêt très important de l'ensemble de cet écosystème, de telle sorte que même les médias traditionnels sont désormais contaminés par cette culture des médias sociaux²⁵⁹.

De la même manière, la colère est un bon support émotionnel pour donner une viralité à une information.

²⁵⁸ Bronner, *Apocalypse cognitive*, op. cit., p. 108-109.

²⁵⁹ <https://files.influencecommunication.com/bilan/bilan-2016-qc.pdf>

Ainsi, comme cela ressort d'une étude de l'Université Beihang de Pékin menée en 2014 sur plus de 70 millions de messages contenant des émoticônes, la colère se propage plus vite sur les réseaux sociaux que les autres émotions. Elle est en outre particulièrement contagieuse car elle incite ceux qui y sont confrontés à envoyer eux-mêmes des messages colériques²⁶⁰.

Toutefois, et en dépit de jouer sur la peur et la colère, « *pour tenir les individus captifs durablement, il faut plus que des boucles d'informations. Il est nécessaire que des récits puissent se constituer, qu'ils s'hybrident avec nos représentations préalables du monde voire s'y substituent* »²⁶¹.

Ces révélations des sciences cognitives sur le fonctionnement du cerveau humain face à la réceptivité d'une information jouent un rôle clé dans la conduite et le succès de guerres de l'information.

C'est précisément sur ces différents leviers que vont jouer certains acteurs au premier chef desquels les États-Unis, véritable chef d'orchestre du *China bashing* qui se répand, telle une traînée de poudre, à travers le monde et qui s'avère particulièrement prospère en Occident.

2. UNE PUISSANTE MISE EN RECIT POUR CAPTIVER ET FAIRE PROSPERER LE CHINA BASHING

Depuis le retour progressif de la Chine comme acteur sur la scène internationale à la fin des années 1970, cette dernière a régulièrement été présentée dans l'espace politique comme dans la sphère académique comme une « *menace* »²⁶².

La théorie de la menace chinoise part du principe que la Chine, en s'appuyant sur sa montée en puissance économique, technologique et militaire, va chercher à dominer sa région, c'est-à-dire à en devenir l'hégémon.

Le risque que comporte ce scénario est le « piège de Thucydide ²⁶³ », à savoir une guerre entre la puissance hégémonique en place (les États-Unis) et l'hégémon dont la puissance ne cesse de croître (la Chine).

Ces débats sur la « *menace chinoise* » sont perçus par Pékin comme issus d'un discours véhiculé par les États-Unis et ses alliés pour limiter la marge de manœuvre de la Chine en interne – en présentant le régime chinois comme oppressif – et en dehors de ses frontières, chaque action de la Chine allant dans le sens de l'approfondissement de la menace.

²⁶⁰ Bronner, *Apocalypse cognitive*, op. cit., p. 129 ; Fan Rui et al., « [Anger is more influential than joy : Sentiment correlation in Weibo](#) », *PLoS One*, 9(10)/2014.

²⁶¹ Bronner, *Apocalypse cognitive*, op. cit., p. 203.

²⁶² Ken Iwasaki, « China bashing », *Outre-Terre* 30(4)/2011, p. 171-172.

²⁶³ Le piège de Thucydide est un concept nommé et théorisé par le politiste Graham T. Allison. Le nom fait référence à un passage de la Guerre du Péloponnèse dans lequel l'auteur Thucydide considère que la guerre a été causée par des réactions fortes des Lacédémoniens, à l'époque inquiets face au rapide développement d'Athènes. La perception de la montée en puissance de la cité-État rivale aurait été pour eux un *casus belli* majeur, bien qu'inavoué. Ce concept est utilisé en matière de relations internationales pour désigner une situation où une puissance dominante entre en guerre avec une puissance émergente, la première étant poussée par la peur que suscite chez elle cette dernière du fait de sa montée en puissance.

Ce constat a d'ailleurs pu également être fait par Kishore Mahbubani, ancien diplomate puis représentant permanent de Singapour auprès des Nations Unies et président de janvier 2001 à mai 2002 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui affirme que ce discours autour de l'expansionnisme chinois serait purement construit par les services de renseignement occidentaux, en particulier américains et dans leur sillage, celui des *Five eyes*.²⁶⁴

Si l'on peut donc légitimement s'interroger sur la réalité de la menace chinoise et l'idée d'un expansionnisme induit tel que présenté par les États-Unis, dans la mesure notamment où le développement de la Chine et sa performance apparaissent être le résultat d'une planification et d'une mise en œuvre méthodique de plans quinquennaux approuvés par le Parti Communiste Chinois et rendus publics, il n'en demeure pas moins que l'on observe que les narratifs autour de cette menace se développent tous azimuts²⁶⁵, se déclinent et trouvent un fort écho en Occident.

A cet égard, l'expression « *China bashing* » peut être relevée dans les médias français en 2003 dans un article du quotidien Les Échos, à travers les mots de l'ancien président mexicain Ernesto Zedillo, directeur du Yale Center for the Study of Globalization qui « *dénonce, dans une chronique publiée par le magazine Forbes, tous ceux qui utilisent l'empire du Milieu comme nouveau bouc émissaire* »²⁶⁶.

Il est cependant rare que celui-ci soit dénoncé dans les médias.

En 2012, cette expression réapparaît dans un éditorial du *Washington Post*²⁶⁷ soulignant que le *China bashing* est devenu un rituel de l'élection présidentielle américaine. Rappelant qu'en 2008, le président Obama a battu le républicain John McCain, en partie en promettant d'affronter la Chine au sujet de ses pratiques commerciales. En 2012, c'est le candidat à la présidence Mitt Romney qui qualifie la République populaire de « manipulateur de devises » et promet de « sévir contre la Chine » dès le premier jour de son mandat.

Cette obsession chinoise s'invite « *dans toutes les réflexions sur la puissance américaine, que ce soit dans ses aspects politiques, stratégiques, économiques, environnementaux ou même culturels. Au cours de la décennie écoulée, le nombre de publications scientifiques américaines traitant de la Chine a augmenté de manière exponentielle, et dépasse désormais très largement tous les autres sujets importants, y compris la lutte contre le terrorisme international.* »²⁶⁸

Le sentiment anti-chinois américain, germe du *China bashing* en Occident, n'est cependant pas limité à la seule sphère politique :

²⁶⁴ Kishore Mahbubani, *Le jour où la Chine va gagner. La fin de la suprématie américaine*, 2021, p. 97.

²⁶⁵ Notamment à travers les publications d'opinions (*think tank*) ou scientifiques (*universités, chercheurs*), les rapports officiels (notamment en France le rapport de l'IRSEM), les ouvrages, les médias (presse traditionnelle, presse online, TV et radio) et sur les réseaux sociaux.

²⁶⁶ « Halte au China bashing », *Les Échos*, 15/12/2003 ; Sonia Bressler, « Le Covid-19 : du China bashing dans les médias français à la guerre qui s'annonce... », *IRIS ASIA Focus*, 138/2020.

²⁶⁷ « It's China bashing time again », *The Washington Post*, 17/10/2012.

²⁶⁸ Jean-Loup Samaan, *La menace chinoise, une invention du Pentagone ?*, 2012 ; Barthélémy Courmont, « La question chinoise dans les débats partisans à Washington », *Monde chinois*, 40(4)/2014, p. 71-81.

« Il s'agit au contraire d'un conglomérat extraordinairement hétéroclite, dont la puissance et la singularité tiennent à l'hétérogénéité idéologique des intérêts et des valeurs qui s'y agrègent. Outre des spécialistes ou des praticiens de la politique extérieure (parmi lesquels bon nombre de hauts responsables civils du Département de la Défense), soucieux notamment des violations périodiques du régime de la non-prolifération par Pékin, on y trouve pêle-mêle des militants pour la protection des droits de l'homme ayant en ligne de mire la répression exercée à l'encontre des dissidents, des syndicalistes dénonçant les délocalisations ainsi que le mélange de dumping social et de protectionnisme plus ou moins déguisé qui serait à l'origine de la croissance vertigineuse de l'excédent commercial chinois, ou encore des représentants de la droite chrétienne, indignés par les persécutions de leurs coreligionnaires comme par les avortements et autres stérilisations forcées »²⁶⁹.

S'il ne fait aucun doute que la Chine a connu une croissance exponentielle au cours des vingt dernières années, lui permettant de capter une part énorme du commerce mondial, outre de développer sur cette même période et de manière extrêmement rapide sa puissance militaire, sa position sur les échiquiers géopolitique et géoéconomique mondiaux suscite désormais une crainte protéiforme des États-Unis et, par capillarité, de ses principaux alliés et plus largement de l'Occident. Cela fait désormais d'elle une cible.

C'est dans ce contexte que les États-Unis ont entrepris la fabrique de leur nouvel ennemi, au niveau national puis mondial, et partant ont façonné les esprits occidentaux, les formatant pour les placer dans des dépendances cognitives de prime abord invisibles.

Dans son discours de l'état de l'Union en 2015, le Président Obama déclarait : « *La Chine veut écrire les règles pour la région du monde qui connaît la croissance la plus rapide (NDLR: l'Asie). Pourquoi la laisserait-on faire ? Nous devrions écrire ces règles.* ».²⁷⁰

Le 28 juin 2016, le Président Trump prononçait un important discours dans lequel il énonçait le programme économique et commercial international qu'il appliquerait s'il était élu, il annonçait qu'il sanctionnerait la Chine, dont il jugeait qu'elle « *manipulait* » les marchés des devises, engagerait des poursuites judiciaires contre ses pratiques commerciales « *déloyales* », appliquerait des droits de douane sur les importations provenant de Chine et « *utiliserai[t] tous les pouvoirs présidentiels légitimes pour régler les différends commerciaux [bilatéraux]* » avec Pékin²⁷¹.

L'élection de M. Trump a accéléré et intensifié la politique américaine menée contre la Chine par la mise en œuvre du programme annoncée avec la volonté d'endiguer la montée en puissance de la Chine par tous moyens, dont des guerres de l'information.

Le Président Trump a commencé par menacer ceux qui « *nous volent* » (18 avril 2017), s'attirant l'avertissement du Président chinois, M. Xi Jinping : « *Personne ne doit s'attendre à ce que la Chine avale des couleuvres au détriment de ses intérêts* » (18 octobre 2017)²⁷².

²⁶⁹ Stéphanie Balme, Daniel Sabbagh, *Chine/États-Unis. Fascinations et rivalités*, 2008, p. 29-30.

²⁷⁰ Martine Bulard, « Chine - États-Unis, où s'arrêtera l'escalade ? », *Le Monde Diplomatique*, 10/2018.

²⁷¹ Donald Trump, *Declaring America's economic independence*, discours à Monessen, Pennsylvanie, 28/06/2016.

²⁷² *Texte intégral du rapport de Xi Jinping au 19^{ème} Congrès national du PCC*, 03/11/2017.

Puis à son habitude, le président Trump lançait sur Twitter : « *Tous les imbéciles qui se concentrent sur la Russie feraient mieux de se préoccuper de la Chine*²⁷³ ».

S'en est suivi en août 2018 l'adoption de la loi américaine de défense nationale (NDAA) par le Congrès (en ce compris la majorité des démocrates). Celle-ci fait de la Chine et de la lutte pour « *contrer son influence* » la « *priorité des États-Unis, [qui] nécessite l'intégration de multiples éléments, notamment diplomatiques, économiques, militaires et de renseignement* »²⁷⁴.

Quelques mois plus tard, dans le cadre de la politique étrangère américaine, les nouvelles règles du jeu sous la Présidence Trump ont été parfaitement résumées par Wess Mitchell, secrétaire d'État adjoint en charge de l'Europe : « *Nous attendons de ceux que l'Amérique aide qu'ils ne soient pas complices de nos rivaux* »²⁷⁵.

Ce *China bashing* ira alors crescendo, en 2019, comme le souligne Robert Stutter, spécialiste de la Chine à l'université George-Washington²⁷⁶ : « *On assiste actuellement à une extraordinaire posture anti-chinoise par l'ensemble du gouvernement. Je n'avais encore jamais vu cela en cinquante ans de carrière à Washington.* »

Après les discours et déclarations politiques à forte portée nationale et internationale, les États-Unis sont passés ouvertement à l'acte.

L'affaire de la 5G et particulièrement de l'équipementier chinois Huawei en fut notamment l'un des symboles.

Huawei, groupe chinois leader mondial en infrastructures et appareils connectés de technologies de l'information et de la communication (TIC)²⁷⁷ et en vente de smartphones²⁷⁸, fait face depuis novembre 2018 à une vague mondiale de suspicion sur la sécurité de ses équipements télécoms, de vol de propriété intellectuelle, d'outil d'espionnage du gouvernement chinois, le tout alimenté par les narratifs américains.

Le 15 mai 2019²⁷⁹, le président des États-Unis, Donald Trump, dans un contexte d'escalade de la guerre commerciale à laquelle se livrent les États-Unis et la Chine depuis janvier 2018, et les premières annonces tarifaires de l'administration Trump contre l'importation des panneaux solaires chinois, a tout simplement interdit aux réseaux de télécommunications américains de se fournir en équipements auprès de sociétés étrangères jugées à risque – une mesure ciblant d'abord les entreprises chinoises.

²⁷³ Twitter, 18/08/2018.

²⁷⁴ John S. McCain National Defense Authorization Act for fiscal year 2019, 13/08/2018.

²⁷⁵ A. Wess Mitchell, « Winning the Competition for Influence in Central and Eastern Europe », Discours à l'Atlantic Council, 19/10/2018, disponible sur <https://www.atlanticcouncil.org>.

²⁷⁶ *Ibidem*.

²⁷⁷ <https://www.huawei.com/fr/corporate-information>

²⁷⁸ Agnieszka Kumor, « [Huawei leader mondial des smartphones grâce au confinement et aux innovations](#) », *Radio France Internationale*, 30/07/2020.

²⁷⁹ Zehlia Chaffin, « Huawei : la guerre commerciale entre Pékin et Washington s'envenime », *Le Monde*, 16/05/2019.

En pleine tension commerciale avec la Chine, le président a déclaré une « *urgence nationale* » pour prendre ce décret qui vise, notamment, Huawei, depuis longtemps dans le collimateur des autorités américaines et permettre, selon la Maison Blanche, de répondre aux « *actes malveillants favorisés par Internet, dont l'espionnage économique et industriel au détriment des États-Unis et de sa population* ».

Une mesure justifiée au prétexte que selon le Président Trump : « *Des adversaires étrangers exploitent de façon croissante des vulnérabilités dans les services et les infrastructures technologiques de l'information et de la communication aux États-Unis.* »

Cette initiative constitue une étape significative et participe de l'opération de crédibilisation des narratifs contre la Chine développés par les États-Unis.

Elle va notamment être l'amorce d'un effet d'enrôlement et d'entraînement de l'Occident dans la perception de la Chine comme ennemi avec des passages à l'acte tant sur le terrain économique, politique que sociétal.

En 2018 et 2019, les États-Unis ont appuyé de tout leur poids sur leurs alliés pour qu'à leur tour ils prennent des décisions d'interdiction similaires à l'encontre de l'entreprise Huawei. Partout, l'exclusion de Huawei obéit à des indications gouvernementales pour des motifs sécuritaires²⁸⁰.

Ainsi, trois des quatre pays membres de l'alliance de partage de renseignements avec les États-Unis dite *Five Eyes* à savoir le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont interdit ou restreint l'intégration de Huawei dans leurs propres réseaux évoquant des risques d'espionnage chinois²⁸¹.

Sous la pression des États-Unis, de nombreux pays européens ont également mis en place des dispositifs empêchant les opérateurs télécoms de faire appel aux équipements télécoms chinois pour la 5G.

A titre d'exemple, en France, la loi du 1^{er} août 2019²⁸² a mis en place un régime d'autorisation préalable pour exploiter des équipements, tels que les antennes-relais, permettant l'accès aux réseaux de communications mobiles, et ce au nom des exigences de la protection de la défense et de la sécurité nationale.

C'est également le cas dans les principaux pays du Nord de l'Europe (Danemark, Norvège, Finlande, Suède) mais également en Lettonie et Estonie. A cela s'ajoute la déclaration de « réseaux propres » signée avec les États-Unis par la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Macédoine, le Kosovo et la Grèce.

²⁸⁰ Ridha Loukil, « [Huawei perd la bataille de la 5G en Europe au profit d'Ericsson et de Nokia](#) », *Usine Nouvelle*, 19/04/2021.

²⁸¹ « [5G de Huawei la Chine appelle le Canada à ignorer les risques d'espionnage inventés par les États-Unis](#) », *La Tribune*, 08/12/2021 ; « [5G : l'Australie interdit à Huawei de déployer son équipement](#) », *ZDNet*, 23/08/2018 ; Sébastien Dumoulin, « [Huawei et ZTE exclus du marché australien de la 5G](#) », *Les Echos*, 23/08/2018.

²⁸² [LOI n° 2019-810 du 1er août 2019](#) visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques.

En Europe de l'Ouest, les cinq plus importants opérateurs télécoms (Deutsche Telekom, Orange, Telecom Italia, Telefonica et Vodafone) ont tous écarté Huawei de leurs réseaux nationaux au profit d'Ericsson et Nokia. Certains ont en fait de même pour leurs réseaux 5G dans d'autres pays européens, comme Deutsche Telekom et Orange en Pologne.

D'autres s'interrogent encore tels les Pays-Bas qui, face à de nouveaux soupçons rapportés par la presse néerlandaise concernant une possible implication de Huawei dans un vol massif de données²⁸³.

Ainsi les narratifs américains découlant du récit de la « *menace chinoise* » ont pris, Huawei étant présentée, tout comme de manière plus générale les entreprises chinoises de télécommunication et plus largement technologiques (à l'instar de TikTok) comme des « *chevaux de Troie* » « *bras du Parti communiste chinois, chargées de collecter des informations* », mettant en péril les réseaux informatiques de la planète²⁸⁴.

La présidence de Joe Biden n'a rien changé à la politique américaine envers Huawei, entamée sous Donald Trump. L'entreprise chinoise et ses nombreuses filiales sont placées sur liste noire, interdisant aux entreprises américaines de leur vendre des technologies sensibles, notamment des microprocesseurs. Huawei est donc coupé du système d'exploitation Android (Google Store, Gmail, Google Maps, YouTube, Google Drive, etc.) et d'autres applications américaines majeures²⁸⁵

Les messages sont limpides et tout participe d'une stigmatisation au plus haut niveau de la Chine par le recours à des narratifs fondés sur la peur.

Dans le rapport de puissance, le façonnage d'une atmosphère par la construction collective et la contribution à la diffusion d'un récit convergent contribue à accréditer des faits supposés et une certaine image de la Chine.

Une démarche de cette nature entre dans le champ des manipulations de l'opinion notamment par désinformation, mal-information ou intoxication.

La performance de ce discours par les plus hauts niveaux politiques nationaux entraîne une reprise par les médias mondiaux.

Si un éventuel contrepoint venait à être tenté par la Chine il serait par nature affaibli par un doute occidental, construit culturel de la représentation de la Chine dont tout propos est propagande et donc biaisé.

Il est ainsi donné à voir à travers ces narratifs et la mise en récit d'une Chine « *menaçante* », « *subversive* », voire « *maléfique* », le recours au *sharp power* pour structurer une partie des guerres de l'information livrées à la Chine.

²⁸³ Jean-Pierre Stroobants, « [Huawei soupçonné d'un vol massif de données aux Pays-Bas](#) », *Le Monde*, 16/05/2019.

²⁸⁴ Chaffin, "La guerre commerciale entre Pékin et Washington s'envenime", art. cit.

²⁸⁵ « [Le chiffre d'affaires de Huawei en recul, conséquence des sanctions des États-Unis toujours en vigueur](#) », *Le Monde*, 06/08/2021 ; Soufian Alsabbagh, [Les Républicains et la politique étrangère après Trump – Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine](#), IFRI, Janvier 2021.

B. UNE DYNAMIQUE DE SHARP POWER AU SOUTIEN DES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE

1. SHARP POWER : LE CONCEPT

Le terme « *sharp power* » est un concept pouvant se traduire de différentes manières.

En usage depuis les années 2000, il a été actualisé en novembre 2017 par deux chercheurs du National Endowment for Democracy (NED)²⁸⁶, Christopher Walker et Jessica Ludwig pour définir un type d'influence « *pointue, piquante, tranchante* » leur permettant de décrire et qualifier les stratégies d'influence de puissances autoritaires (Chine et Russie) sur les démocraties.

Ainsi, ils le définissent comme « *un pouvoir qui perce, pénètre et perfore l'environnement politique et informationnel des pays-cibles.* », ceux-ci sont victimes d'une propagande qualifiée à la fois « *de subversive et de corrosive* ».

Le NED présente ainsi le « *sharp power* » comme l'attribut des régimes autoritaires.

Rappelons toutefois que le NED, fondation nationale pour la démocratie créée en 1983 par le Président américain Ronald Reagan, financée par le département d'État des États-Unis, sous-traite la partie légale des opérations illégales de la CIA avec pour objectif de déstabiliser, par le financement de leurs oppositions, les gouvernements non amis²⁸⁷.

Dès lors, que le NED prétende réserver aux seuls régimes autoritaires l'usage du *Sharp power* et que les États-Unis notamment n'useraient pas de ce nouveau prisme d'influence dans sa diplomatie publique, à travers le NED lui-même par exemple, paraît manquer d'objectivité et reste manifestement à nuancer.

Si la Chine use du *Sharp power* - ce qu'elle dément cependant - à travers l'exemple de ses Instituts Confucius qu'elle finance et grâce auxquels elle opère une censure et une pression sur le monde académique Occidental²⁸⁸;

Outre que le message que les dirigeants chinois cherchent à faire passer par le recours au *Sharp power*, serait, selon Alice Ekman, que leur système représente une réelle alternative au modèle démocratique libéral, illusoire et incapable de faire face aux crises et qu'un nouvel ordre du monde, post-occidental dont elle occupera nécessairement le rôle de leader est en passe d'advenir²⁸⁹, **il n'en demeure pas moins, qu'il serait erroné de circonscrire le *Sharp power* au seul usage des régimes autoritaires.**

²⁸⁶ Christopher Walker, Jessica Ludwig, « [The Meaning of Sharp Power – How Authoritarian States Project Influence](#) », *ForeignAffairs.com*, 16/11/2017.

²⁸⁷ Hernando Calvo Ospina, « Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA », *Le Monde diplomatique*, 07/2007.

²⁸⁸ Cf. cartographie du cas des Institut Confucius en annexe.

²⁸⁹ Alice Ekman (dir), *La Chine dans le Monde*, 2021.

Dans la revue *Foreign Affairs*, Joseph Nye, l'inventeur du concept de *soft power*²⁹⁰, réagit à cette nouveauté conceptuelle. A ses yeux, le *Sharp power* est un « *usage trompeur d'informations à des fins hostiles* ».

Or, force est de constater qu'un tel usage peut également s'observer à travers des offensives informationnelles trouvant racine au cœur de la démocratie, au premier chef desquelles les États-Unis.

2. LE SHARP POWER EN ACTION

a) **Au premier rang des techniques de *sharp power* figure la manipulation de l'information.**

La manipulation de l'information induit l'utilisation ou la diffusion volontaire d'une information avec pour but de nuire à une cible identifiée. Il s'agit là d'une technique tirée du monde du renseignement qui peut s'appliquer à n'importe quelle sphère (politique, économique, sociétale ou culturelle).

L'information diffusée peut être partiellement vraie mais présentée de manière subversive, fausse ou contenir des contre-vérités.

Les attaques portant sur le contenu recouvrent ainsi les différentes formes d'usage offensif de l'information (désinformation, manipulation des connaissances de nature institutionnelle, académique, médiatique, sociétale, voire opérations cognitives, de propagande et de contre-propagande)²⁹¹.

b) **Le *sharp power* peut également s'exprimer à travers le boycott**

Juridiquement le boycott consiste à faire obstacle à la mise en circulation de produits ou services de l'acteur ciblé par le boycott.

Dans le sens commun, le terme boycott se définit par une action collective, offensive et informationnelle à l'initiative d'un ou plusieurs individus contre une cible (ou un groupement de cibles) avec pour but de la déstabiliser, nuire à son image ou porter atteinte à ses intérêts économiques. Il s'agit plus généralement d'une cessation volontaire de toute relation avec un individu, un groupe, un État, en signe de représailles.

Une autre forme de boycott, plus rare, est le boycott dit diplomatique.

Il s'agit d'une mesure symbolique à l'initiative d'un État visant à refuser de participer à une action publique ou un évènement public organisé par la cible pour l'empêcher de réussir et nuire à son image.

²⁹⁰ Joseph S. Nye, « [How Sharp Power Threatens Soft Power](#) », *ForeignAffairs.com*, 24/01/2018.

²⁹¹ Christian Harbulot, « [Le monde du renseignement face à la guerre de l'information](#) », *Hermès, La Revue*, 76(3)/2016, p. 80-85.

A titre d'exemple, « dans le contexte des Jeux Olympiques, cela consiste à ne pas envoyer de représentant de l'État et de l'administration lors des cérémonies d'ouverture et de clôture des jeux. C'est différent de ce que l'on appelle un boycott intégral qui consiste à ne pas envoyer d'athlètes. Nous en avons eu des exemples dans le passé, notamment en 1980, les États-Unis n'ont envoyé aucun athlète américain aux jeux de Moscou pour protester contre l'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan »²⁹².

Le boycott peut se manifester à plusieurs niveaux territoriaux, à savoir à un niveau national, régional ou international. Il peut également accompagner ou être le préalable d'autres actions (juridiques ou commerciales notamment).

C. ILLUSTRATIONS DANS LE CADRE DES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE OBSERVEES

1. COVID-19 OU L'ACME DES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE

La pandémie de la COVID-19²⁹³ figure au rang des événements marquants que furent la crise financière de 2008, les attentats du 11 septembre 2001 ou encore, le choc pétrolier de 1973.

Comme la pandémie, l'impact économique et politique de ces événements fut considérable²⁹⁴.

Cette crise sanitaire a été le catalyseur d'une guerre de l'information massive et protéiforme (presse, documentaire, radio, réseaux sociaux, discours politiques, etc.) visant la Chine et la communauté chinoise jouant sur les ressorts du *China bashing* et du façonnage cognitif des Occidentaux pour prospérer.

Comme a pu l'observer également le Directeur général de la France China Foundation²⁹⁵ à travers une analyse quotidienne de la presse et de l'ensemble des médias sur la question chinoise durant notamment le début de la crise sanitaire.

Cet épisode est un marqueur de l'exacerbation du sentiment antichinois et du ciblage de la Chine tant à travers des campagnes de désinformation massives qu'à travers ses chambres d'échos décuplées par les réseaux sociaux jouant sur les biais cognitifs des individus face à la peur de la mort.

L'on peut notamment observer, parmi la foudroyante multitude d'articles publiés²⁹⁶ sur le sujet dès décembre 2019, la mise en ligne le 7 avril 2020, d'un documentaire intitulé « *Tracking down the origin of the Wuhan coronavirus* », sur deux chaînes YouTube associées au quotidien The Epoch Times.

²⁹² Christian Lequesne, *La puissance par l'image : les États et leur diplomatie publique*, 2021.

²⁹³ Voir [le récit sur France Info](#) ainsi que [la chronique de Guillaume Meurice](#) sur France Inter du 10/02/2020, accessible sur Youtube.

²⁹⁴ Jean-Christophe Defraigne, « L'impact géoéconomique de la COVID-19 sur l'économie généralisée », *Outre-Terre*, 57(2)/2019, p. 23-46.

²⁹⁵ Entretien de M. Hugues de Revel, Directeur général de la France China Foundation, mené par les auteurs de ce rapport le 26/10/2021.

²⁹⁶ A titre d'exemples : « Xi said, He said - The era of hope is over », *Newsweek*, 22/05/2020 ; « Après TikTok, les États-Unis s'attaquent à WeChat, l'application la plus utilisée en Chine », *Le Monde*, 08/08/2020 ; « China's test », *Time*, 08/02/2020 ; « Twitter supprime 170 000 comptes diffusant des messages favorables à la Chine », *Le Monde*,

Selon ce documentaire, le SRAS-CoV-2 « *est sorti* » des installations hautement sécurisées du laboratoire de virologie de Wuhan. Par accident ou de façon délibérée, des scientifiques chinois auraient ainsi laissé s'échapper le virus.

Par ce documentaire vu des millions de fois, la rumeur et le narratif de la Chine comme à l'origine du virus et son intention « *malicieuse* » de le laisser s'échapper se sont répandus et ont été repris tant par les mouvements complotistes mondiaux que, plus largement, par la sphère médiatique dans son ensemble instillant un doute sur la question de l'origine du virus et l'attribuant à la Chine, par le jeu conjugué des biais cognitifs humains liés à la peur et du façonnage cognitif des occidentaux de l'image de la Chine.

En définitive, les pays occidentaux, à travers leurs médias et également leur classe politique, finissaient par suspecter la Chine sur sa capacité à gérer et endiguer le virus alors même que des faits objectifs et des déclarations publiques et transparentes étaient rapportés par la Chine à cet égard²⁹⁷.

Qui est The Epoch Times ?

Il est intéressant de se pencher sur le diffuseur de ce documentaire, à savoir The Epoch Times. Le quotidien The Epoch Times se décrit comme « *le journal qui connaît la plus forte croissance dans le monde* ». Il s'agit d'un quotidien multilingue distribué dans une trentaine de pays et accessible par Internet. Il a été fondé en 2000 par des Américains d'origine chinoise.

Depuis ses débuts, ce quotidien est associé au mouvement Falun Gong, un courant spirituel d'inspiration bouddhiste et proche de la pratique du Qi Gong, le Falun Gong est interdit en Chine depuis 1999. Il s'agit d'un mouvement de dissidents internes du Parti Communiste Chinois (PCC) (c'est-à-dire à l'intérieur des frontières de la Chine) mais également externe, à travers la diaspora chinoise notamment.

Le journal The Epoch Times ainsi que la chaîne New Tang Dynasty Television sont les bras médiatiques du mouvement. Leur mission fondamentale : pourfendre le Parti communiste chinois. On observe d'ailleurs qu'Epoch Times est très actif et souvent à l'origine ou en relai de différentes actions que l'on pourrait qualifier de *sharp power* contre la Chine et le PCC (boycott, mouvement tuidang, Falun Gong, Covid-19), comme nous le verrons ci-après.

Une enquête approfondie de la chaîne américaine NBC News dévoilait à l'été 2019 les dessous du virage pro-Trump de ce quotidien qui, jusqu'en 2016, se tenait plutôt loin de la politique intérieure américaine. Selon cette enquête, durant les six premiers mois de 2019, The Epoch Times aurait

12/06/2020 ; « Affrontement entre la Chine et les États-Unis à la tribune virtuelle de l'ONU », *Le Monde*, 23/09/2020 ; Luuk van Middelaar, « [L'Europe entre le marteau chinois et l'enclume américaine au temps du coronavirus](#) », FONDAPOL, 31/07/2020 ; « Le premier ministre australien condamne le tweet « scandaleux » d'un haut représentant chinois », *Le Monde*, 30/11/2020.

²⁹⁷ Bressler, « Le Covid-19 : du China bashing... », art. cit.

déboursé 1,5 million de dollars américains pour la publication sur Facebook de quelque 11 000 publicités en faveur du président américain Trump²⁹⁸.

Cette somme excède ce qui a été dépensé pour la campagne de réélection de Donald Trump sur Facebook au cours de la même période de temps.

Selon NBC News, «*les théories non fondées alimentées par les écrits d'Epoch Times sont souvent apparentées au mouvement conspirationniste pro-Trump QAnon*».²⁹⁹

Comme pour venir appuyer le narratif du documentaire et laisser à penser que le virus serait «*chinois*» et qu'il y aurait des suspicions de défaillance du régime chinois à cet égard, par un tweet du 19 avril 2020, le président américain Trump déclarait «*Je ferai une conférence de presse aujourd'hui pour discuter d'une information très importante de la FDA concernant le virus chinois*»³⁰⁰.

Tweet naturellement relayé au niveau mondial et repris par la presse américaine et occidentale. Or, et contrairement à ce que laissent entendre les articles de presse en France, et plus largement les médias à travers le monde, à savoir un «*manque de transparence*» de la Chine, son incapacité à endiguer ce virus et à le gérer au sein même de ses frontières, outre la suspicion d'être à l'origine du virus, et de ne pas collaborer, la Chine avait en réalité annoncé des mesures de protection de sa population au tout début de l'apparition de ce virus.

Selon *China Daily*, dès le 20 janvier 2020, la Commission de la Santé nationale de Chine a commencé à publier un sommaire quotidien du nombre des nouveaux cas de chaque province et a partagé avec la communauté scientifique internationale en ce compris l'Institut Pasteur, ses informations pour permettre un séquençage du génome viral pour la mise en place de test de diagnostic précis³⁰¹.

De plus, le *COVID Resilience Ranking* établi par Bloomberg «*a fait régulièrement apparaître 10 nations asiatiques parmi les 15 premières à avoir réagi avec efficacité face à la pandémie dès son apparition en 2020.*»³⁰² La Chine est l'une d'entre elles.

En outre, on peut observer que durant cette première période de pandémie, à savoir sur l'année 2020, le *China bashing* passe d'abord par une remise en cause de la méthodologie chinoise, puis par l'usage d'analogies (avec Tchernobyl notamment)³⁰³, et enfin la critique de la surveillance.

Ce contexte, cette temporalité et cet encerclement cognitif ont eu des répercussions directes notamment en Italie.

²⁹⁸ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1695832/covid-19-attention-inexactitudes-documentaire-epoch-times>

²⁹⁹ Brandy Zadrony, Ben Collins, « [Trump, Qanon, and an impending judgment behind Facebook-fueled rise of The Epoch Times](#) », *NBC News*, 20/08/2019.

³⁰⁰ [Twitter](#), 19/04/2020.

³⁰¹ Bressler, « Le Covid-19 : du China bashing... », art. cit.

³⁰² Eric Mottet, Marianne Péron-Doise, « Perspectives sur les outils de *soft-power* en Asie dans le contexte de la pandémie de Covid-19 », *Diplomatie*, 111/2021, p. 77-80, ici p. 77.

³⁰³ Bressler, « Le Covid-19 : du China bashing... », art. cit.

a) L'exemple italien

Depuis l'identification des deux premiers cas de COVID-19 en Italie le 30 janvier 2020, le pays a été parmi les États membres de l'Union Européenne les plus précoces et les plus touchés³⁰⁴.

Au fur et à mesure que la pandémie se développait dans le monde, l'*infodémie* a déclenché un cercle vicieux qui a compromis la gestion de l'urgence sanitaire, diminuant les niveaux de confiance déjà faibles dans le gouvernement et les autres institutions, comme le montrent les données récentes de l'OCDE³⁰⁵.

En ce qui concerne les risques de désinformation liée au virus, la vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourova, a mentionné la société italienne comme l'une de ses principales victimes dans ses remarques sur la communication conjointe de la Commission sur la lutte contre la désinformation liée au virus COVID-19, publiée en juin 2020.

Cette primauté malheureuse fait de l'Italie une étude de cas unique pour comprendre comment les fausses informations autour du nouveau coronavirus ont évolué. Une recherche très intéressante a été menée pendant 18 mois se concentrant sur les cibles de la désinformation liée au virus³⁰⁶. Un ensemble de données originales de désinformation vérifiée sur COVID-19 du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021 a été analysé, pour un total de 1 627 *debunks*.

Les principales cibles de la désinformation sur le COVID-19 en Italie parlent d'elles-mêmes et démontrent la puissance du façonnage cognitif et son encerclement s'agissant de la Chine.

Voici le top 3 des cibles de la désinformation autour de la pandémie en Italie, qui a pu être vérifiée sur 3 périodes, mis en lumière par cette étude.

	Period 1 (1 Jan. 2020–30 Jun. 2020)	Period 2 (1 Jul. 2020–31 Dec. 2020)	Period 3 (1 Jan. 2021–30 Jun. 2021)
Top 1	Italian government, 26%	Italian government, 22%	COVID-19 vaccines, 34%
Top 2	"Deep state", 17%	"Deep state", 16%	"Deep state", 16%
Top 3	China and Chinese communities, 9%	Doctors and the healthcare system, 11%	Italian government, 10%

³⁰⁴ Maria G. Sessa, « [The disinformation blame game: whom do COVID-19 hoaxes attack in Italy?](#) », *EU DisinfoLab*, 18/11/2021.

³⁰⁵ <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/l-impact-territorial-du-covid-19-gerer-la-crise-entre-niveaux-de-gouvernement-2596466b/> ; Confiance envers le gouvernement - Données OCDE accessibles via le lien suivant : <https://data.oecd.org/gga/trust-in-government.htm>

³⁰⁶ Sessa, « The disinformation blame game », art. cit.

La Chine et la communauté chinoise en Italie, cibles de choix entre janvier et juin 2020.

Au cours de la première période, qui correspond approximativement à la première vague de la pandémie, la troisième cible privilégiée a été la Chine au prétexte de l'apparition du SRAS-CoV-2 en Chine. Les éléments de désinformation consistent à mettre en cause la Chine en tant que menace potentielle, bien que l'*infox* de cette catégorie véhicule des informations non prouvées ou partielles sur la puissance étrangère jugée responsable de la prolifération du virus.

Même s'il existe toujours une incertitude sur l'origine exacte du virus et un débat légitime concernant la transparence du gouvernement chinois sur l'apparition du COVID-19, certains acteurs ont exploité cette ambiguïté en lançant des attaques non prouvées ou fabriquées contre la Chine.

On peut citer comme exemple la surestimation des *pre-prints* d'un article non publié, censé prouver l'origine artificielle du nouveau coronavirus. Si les scientifiques comprennent les nuances du débat scientifique – et l'excès de confiance avec lequel certains résultats sont souvent présentés – les *pre-prints* décontextualisés peuvent favoriser la distorsion et la confusion. Par ailleurs, le contenu entièrement inventé comprend une *infox* attribuant faussement une citation au Dr Tasuku Honjo, lauréat du prix Nobel, en soutenant que le virus est d'origine chinoise.

Un certain nombre de fausses informations étaient dirigées contre les communautés chinoises vivant en Italie : par exemple, des rapports fabriqués de toutes pièces sur des agressions physiques de personnes d'apparence asiatique ; le boycott d'entreprises appartenant à des Chinois parce qu'elles seraient des lieux de reproduction du virus ; ou encore les stéréotypes négatifs sur les habitudes et le régime alimentaire des Chinois (accusés de manger des chauves-souris et des souris), compte tenu notamment du rôle attribué aux marchés humides dans la prolifération du virus.

Toutefois, cette cible est devenue beaucoup moins saillante après la première période, car le COVID-19 est devenu partie intégrante de la réalité italienne et a cessé d'être perçu comme un intrus étranger.

Alors que la Chine déplore les « *préjugés hostiles* », le paradoxe est celui d'une diplomatie qui, dans sa croisade contre ce qu'elle estime être une campagne de désinformation visant à lui nuire, contribue à aggraver la défiance générale.

Le prétendu manque de transparence du pays durant la pandémie de COVID-19, l'imposition de la loi sur la Sécurité nationale et la répression des mouvements pro-démocratie à Hong Kong, les nouvelles révélations sur le contrôle des naissances et le travail forcé au Xinjiang concourent, tout au long de 2020, à détériorer l'image de la Chine dans le monde.

b) L'image de la Chine en Europe et dans le monde en 2020

Trois études ont été menées en 2020 et leur résultat respectif est sans équivoque sur l'image négative de la Chine auprès de la société civile en Occident.

Ainsi, l'étude menée par le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) et publiée en juin 2020³⁰⁷ révèle que dans les neuf États européens étudiés, 48 % des sondés déclarent avoir une perception de la Chine qui s'est dégradée durant la pandémie (62 % en France et au Danemark), seulement 12 % déclarant qu'elle s'était améliorée.

L'étude du Pew Research Center des États-Unis publiée quant à elle en octobre 2020, révèle que la perception négative de la Chine a atteint des records dans la plupart des « économies avancées »³⁰⁸. Sur les 14 pays étudiés le résultat de l'étude porte à une moyenne de 73% d'opinions défavorables des personnes sondées. L'étude montre en outre une augmentation significative des opinions défavorables en 2020.

La dernière étude³⁰⁹ dirigée par l'université Palacky d'Olomouc de République tchèque – en partenariat avec un consortium de chercheurs européens dont l'Ifri –, publiée en novembre 2020 et couvrant 13 pays européens (dont 10 membres de l'UE), montre que les opinions publiques à l'égard de la Chine sont également sans surprise de nouveau significativement négatives dans 10 des 13 pays étudiés.

Les pays présentant une opinion majoritairement favorable sont la Russie, la Serbie et la Lettonie.

Ces trois études montrent que l'image de la Chine dans la plupart des économies développées s'est significativement dégradée en 2020, parallèlement à une politique intérieure plus répressive et au développement d'une diplomatie jugée vue de l'Occident comme agressive et décomplexée (à savoir la diplomatie dite des « Loups combattants »).

D'après Reuters, l'Institut chinois des Relations internationales contemporaines (CICIR), *think tank* pékinois de premier plan placé sous la tutelle du ministère de la Sécurité d'État, aurait produit un rapport interne, en avril 2020, estimant que « le sentiment antichinois dans le monde est à son plus haut niveau depuis la répression de la place Tian'an men en 1989 »³¹⁰.

³⁰⁷ https://ecfr.eu/paris/publication/un_meme_traumatisme_les_europeens_et_le_monde_apres_le_covid_19/

³⁰⁸ <https://www.pewresearch.org/global/2020/10/06/unfavorable-views-of-china-reach-historic-highs-in-many-country/>

³⁰⁹ <https://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/opinions-publiques-europeennes-legard-de-chine-temps-de-covid-19>

³¹⁰ « [Exclusive: Internal Chinese Report Warns Beijing Faces Tiananmen-like Global Backlash over Virus](#) », *Reuters*, 04/05/2020.

2. UN TERREAU FAVORABLE A TOUTES LES OFFENSIVES INFORMATIONNELLES CONTRE LA CHINE

a) Le « Génocide » Ouïghour³¹¹

La guerre informationnelle au sujet de la répression des Ouïghours en Chine et de l'existence de camps est une illustration très intéressante de *Sharp power* menée à l'initiative des États-Unis.

Depuis 2018, des ONG dont Human Right Watch³¹² et Amnesty international³¹³ dénoncent des campagnes de répression des Ouïghours et plus largement des minorités musulmanes de la région du Xinjiang en Chine et fondent notamment leurs rapports sur des témoignages d'exilés et des éléments révélés en 2017 par Radio Free Asia, radio fondée en 1950 par la CIA à travers le *Committee for free Asia* et désormais financée par le Congrès américain, prétendant sur base d'images satellitaires d'une « *déportation de masse* » de population ouïghoure et la création d'une « *vingtaine de camps* ».

En mai 2018, le chercheur allemand, Adrian Zenz, néo-conservateur évangéliste qui travaille depuis les États-Unis et collabore avec la *Jamestown Foundation* et la *Communism Victims Foundation*, deux fondations anticommunistes et conservatrices fondées par la CIA, publie un rapport, via la *Jamestown Foundation*, dénonçant une dérive sécuritaire dans le Xinjiang – qu'il qualifie de « *génocide culturel* » des Ouïghours - et la présence de « *camps d'internement* »³¹⁴.

En septembre 2019, Amnesty International et quatre autres ONG de défense des droits humains, se fondant sur les travaux d'Adrian Zenz et les informations diffusées par Radio Free Asia, ont publié une lettre ouverte conjointe au secrétaire général des Nations Unies, appelant l'ONU à accentuer la pression sur la Chine pour qu'elle mette un terme aux détentions massives au Xinjiang³¹⁵.

En octobre 2019, Adrian Zenz a témoigné devant le Congrès américain de l'exploitation par la Chine du travail des personnes ouïgoures incarcérées (CECC, 17 octobre 2019³¹⁶).

De là une première offensive s'opère.

³¹¹ Cf. cartographie du cas Ouïghours en annexe.

³¹² Rapport intitulé « Eradicating Ideological Viruses – China's campaign of repression against Xinjiang's Muslims » du 10/09/2018 de Human Rights Watch fondé sur le témoignage de 58 personnes exilées.
<https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>

³¹³ Rapport annuel 2019 : <https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/china/report-china/>

³¹⁴ <https://jamestown.org/program/evidence-for-chinas-political-re-education-campaign-in-xinjiang/>

³¹⁵ Open letter to UN Secretary General Re: China's Human Rights Violations in Xinjiang, 17/09/2019.

³¹⁶ <https://www.cecc.gov/sites/chinacommission.house.gov/files/documents/Beyond%20the%20Camps%20CECC%20testimony%20version%20%28Zenz%20Oct%202019%29.pdf>

Fin novembre 2019, une enquête, dite *China Cables*³¹⁷, coordonnée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), associant 250 journalistes issus de 59 médias internationaux, révèle l'existence et le fonctionnement des camps d'internement de la population ouïghoure, dans la province du Xinjiang, en se fondant sur les travaux d'Adrian Zenz et les *Xinjiang Papers*, documents internes chinois transmis de manière anonyme au *New York Times* en novembre 2019, documentant la répression contre la minorité musulmane et la nature des camps.

Dix-sept médias révèlent le 24 novembre 2019 l'enquête du Consortium international des journalistes d'investigation sur la politique de la Chine au Xinjiang envers la population ouïghoure.

La BBC, le Guardian, la Süddeutsche Zeitung, El Pais, Le Monde et les agences Associated Press et Kyodo ont été associés à l'enquête.

Il s'ensuit une guerre informationnelle protéiforme à compter de 2020 avec une évolution notable des narratifs, il est désormais fait état de « génocide » et de « camps de concentration », ce que dément en vain la Chine³¹⁸.

Ainsi, des campagnes de grande ampleur sont menées sur les réseaux sociaux (**#FreeUyghur**, **#FranceforUyghurs**, **#WorldforUyghurs**) à l'initiative de la World Uyghur Congress Foundation (WUC)³¹⁹, basée aux USA et financée par des fonds américains (NED et autres), et de ses associations locales affiliées telle en France l'IODE (Institut Ouïghour d'Europe) et sa présidente Dilnur Reyhan, l'association des Ouïghours de France et l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, afin notamment de mobiliser la société civile pour participer à diverses manifestations et de sensibiliser l'opinion publique à ce sujet.

³¹⁷ Harold Thibault, Brice Pedroletti, « China Cables : révélations sur le fonctionnement des camps d'internement des Ouïghours », *Le Monde*, 24/11/2019.

³¹⁸ « Ouïghours : La Chine fustige les mensonges des États-Unis », *Le Figaro*, 09/09/2019.

³¹⁹ Cf. cartographie du cas en annexe.



A cet égard, il est intéressant de relever qu'en 2020, 5 fois plus de tweets ont été publiés sur les Ouïghours par rapport à 2019 (soit 5 510 985 messages publiés au sujet des Ouïghours en 2020)³²⁰.

Des manifestations ont lieu dans diverses capitales occidentales, dont Paris. Un lobbying politique est parallèlement mené à l'initiative des États-Unis et de l'Inter-Parliamentary Alliance on China³²¹ pour faire reconnaître l'existence d'un « génocide » par les pays Occidentaux.

C'est ainsi que l'on a pu observer dans la presse notamment des unes contribuant à nourrir l'offensive et renforcer le « *China Bashing* » ci-avant explicité.



³²⁰ <https://www.visibrain.com/fr/blog/free-uyghurs-sur-les-reseaux-sociaux/> ; <https://www.ladn.eu/nouveaux-usages/etude-marketing/freeuyghurs-vague-de-soutien-reseaux-sociaux/>

³²¹ Alliance fondée le 4 juin 2020 par les sénateurs américains Marco Rubio et Robert Menendez, respectivement président de la Commission du renseignement et membre de la Commission des Affaires étrangères, l'ancien dirigeant du Parti conservateur britannique Iain Duncan Smith, l'ancien ministre de la Défense japonaise Nakataki Gen et regroupant des députés et sénateurs de 15 pays occidentaux.

A date, les États-Unis³²², le Canada³²³ et le Royaume-Uni ont reconnu de manière unilatérale l'existence de ce « génocide ».

Mike Pompeo, secrétaire d'État sous la Présidence Trump a qualifié de « *Graves atteintes aux droits humains* », « *abus horribles et systématiques* », « *effroyables pratiques* », « *tâche du siècle* » ; et déclarant : « *Je pense que ce génocide est encore en cours et que nous assistons à une tentative systématique de détruire les Ouïghours de la part du parti-État chinois* ».

Le 17 juin 2020, le Président Trump a promulgué une loi « *Uyghur Human Rights Policy Act* » qui oblige notamment la Direction du renseignement national à rapporter au Congrès toutes violation des droits de l'homme commis par la Chine contre les Ouïghours au Xinjinag et le département d'État à prendre des sanctions contre les officiels qui en sont responsables.

Les États-Unis ont dans ce cadre infligé le 9 juillet 2020 des sanctions à l'encontre de plusieurs dirigeants chinois, dont Chen Quanguo³²⁴, président de la province du Xinjiang, considéré par les États-Unis comme l'architecte de la politique sécuritaire de Pékin au Xinjiang.

Parallèlement, un tribunal populaire a été créé à Londres en juin 2020, en dehors de tout cadre légal, par Dolkun Isa, président du WUC. Dans ce cadre, il a été demandé à Sir Geoffrey Nice QC, ancien procureur général au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la Haye dans le procès de Slobodan Milosevij, d'établir et de présider un tribunal populaire pour enquêter sur « *les atrocités en cours et un possible génocide* » contre les populations ouïgoures, kazakhes et autres musulmans turcs.

Le Tribunal Ouïghour a été lancé le 3 septembre 2020 avec l'aide d'une organisation non gouvernementale, The Coalition for Genocide Response, et a rendu le 9 décembre 2021 sa décision concluant à l'existence d'un génocide³²⁵.

Il est important de rappeler ici qu'il ne s'agit nullement d'une décision ayant quelque valeur légale ou judiciaire.

Cependant, ayant été très largement relayée dans la presse occidentale et sur les réseaux elle bénéficie d'un « vrai crédit » et vient conforter les narratifs et l'offensive menée contre la Chine depuis 2018 et renforcée à compter de 2020 sur le « cas » Ouïghour alors même qu'elle n'a strictement aucune portée légale.

³²² « [L'administration Trump accuse Pékin de commettre un "génocide" contre les Ouïghours](#) », France24.com, 20/01/2021 ; « [Répression des Ouïghours : les États-Unis accusent la Chine de commettre un "génocide"](#) », Le Parisien, 19/01/2021.

³²³ « [Après les États-Unis, le parlement canadien reconnaît un "génocide" contre les Ouïghours](#) », France Info, 23/02/2021.

³²⁴ <https://thediplomat.com/2021/06/chen-quanguo-architect-of-xinjiang-crackdown-likely-to-be-rewarded-with-central-position-in-2022/>

³²⁵<https://www.nbcnews.com/news/china/china-guilty-genocide-crimes-humanity-uyghurs-watchdog-finds-rcna8157> ; <https://www.aljazeera.com/news/2021/12/9/china-guilty-of-uyghur-genocide-beyond-reasonable-doubt-report> ; <https://news.sky.com/story/china-guilty-of-committing-genocide-against-uyghur-people-tribunal-finds-12490720> ; <https://www.wsj.com/articles/tribunal-investigates-china-uyghur-genocide-crimes-against-humanity-rape-torture-beijing-extermination-11639339993> ; https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/10/la-chine-est-responsable-d-un-genocide-des-ouigours-selon-des-experts-reunis-a-londres_6105455_3210.html

Elle jouit en revanche d'une puissante force symbolique et participe d'un jeu de création d'information subversive.

Diverses pétitions sont soumises aux élus³²⁶ et aux institutions pour les faire adhérer à la cause Ouïghoure et mobiliser la société civile. A cette fin, les monuments emblématiques des villes sont illuminés en bleu pour afficher le soutien à la cause.

Tous les ressorts fondés sur les biais cognitifs occidentaux et les analogies par le recours à des visuels tels que reproduits notamment ci-après ou des mots renvoyant à la Shoah et à Adolf Hitler³²⁷ sont utilisés dans le cadre de cette offensive.



© Amnesty International

³²⁶ Dilnur Reyhan, « [Des députés français aux côtés du peuple Ouïgour](#) » [tribune], *Libération*, 20/09/2020.

³²⁷ De nombreux articles de la presse indienne et britanniques font un parallèle entre Xi Jinping et Adolph Hitler - à titre d'exemples : le *Guardian* titre dans son édition du 02/07/2021 : « [Xi Jinping is the New Führer](#) » ; *The Times of India* dans son édition du 25/06/2021 : « [Xi Jinping and Hitler : A comparative analysis](#) ».



©France24



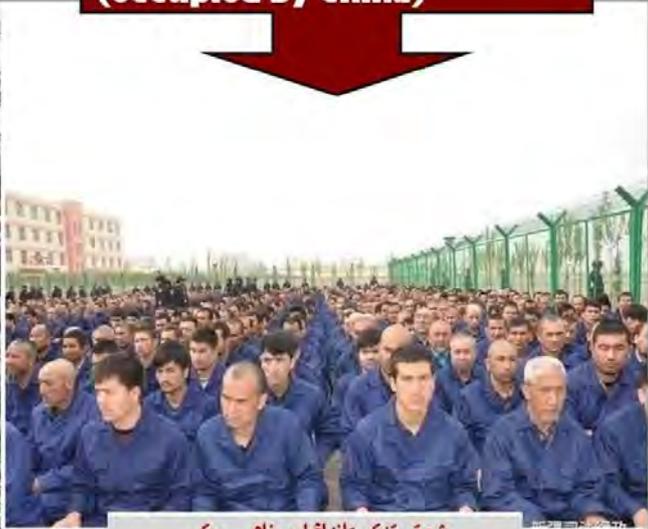
©Alamy - Manifestation Hambourg - 11/01/20

Buchenwald-concentration camp, in Nazi Germany, male-prisoners-about 1941,



ناتسس گېرمانىيەسىنىڭ
بۇ چېنۋال جازا لاگېرى، 1941-يىل

March 2017, number 4 concentration camp at Lop County in East Turkistan (occupied by china)



شەرقى تۈركىستاننىڭ لوپ ناھىيىسىدىكى
4-نومۇرلۇق خىتاي جازا لاگېرى، 2017-يىلى 3-ئاي

328



©Youtube - Xi-tler ? Xi-Jinping Emulating Adolf Hitler !

b) Le boycott du coton chinois ³²⁹

Dans la continuité de cette offensive informationnelle contre la Chine à propos du travail forcé et du « génocide » des Ouïghours argués, la guerre de l'information va s'intensifier en 2021 et se déplacer sur un terrain économique conduisant à une campagne de boycott du coton chinois, l'industrie du textile étant au passage étrillée.

Le 20 mars 2020, l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI)³³⁰ publie un rapport dénonçant le travail forcé des Ouïghours et estime à 80.000 le nombre de Ouïghours déplacés dans des usines entre 2017 et 2019. Le rapport précise également que 83 entreprises, y compris multinationales, bénéficieraient directement ou indirectement de l'utilisation des travailleurs ouïghours, dont Huabei Haixin pour les masques de protection COVID-19.

En décembre 2020, les États-Unis, sous Présidence Trump, interdisent l'importation de coton originaire de la région du Xinjiang avec possibilité pour les douanes américaines de saisir les cargaisons de coton provenant de la Xinjiang Production and Construction Corps (XCPP) - le plus gros fournisseur de coton chinois. Il est également interdit pour toutes les entreprises américaines et les citoyens américains de commercer avec ces entités ainsi qu'avec Peng Jiarui et Sun Jinlong. La liste des sociétés et entités visées par la restriction se portait à 48 en juillet 2020.

Au-delà de cet embargo américain unilatéral à l'encontre de la Chine, c'est de nouveau une véritable offensive informationnelle qui va être menée contre la Chine tant sur les réseaux sociaux, à travers les appels au boycott du coton chinois et de toute l'industrie textile y recourant, que dans les médias traditionnels.

Ainsi, dès la publication du rapport de l'ASPI, les *hashtags* **#forcedlaborfashion** **#boycottmadeinchina** **#boycottnike** sont apparus.

En outre, l'offensive participe également à une convergence des guerres de l'information entreprises contre la Chine sur le sujet Ouïghour, de sorte que les *hashtags* **#freeUyghurs** **#uyghursgenocide** **#uyghursgenecide** **#GenocideOuighour** propres au combat mené pour la reconnaissance d'un « génocide » de la Chine à l'endroit des Ouïghours par les États occidentaux sont également associés au boycott du coton chinois.

³²⁹ Cf. cartographie du cas en annexe.

³³⁰ Think tank fondé en 2001 par le gouvernement australien et financé en partie par le Ministère australien de la Défense, le Département d'Etat des États-Unis et le National Endowment for Democracy (NED) (Organisation créée en 1983 par Ronald Reagan financée par les USA et organe de la CIA : <https://www.ned.org/about/history/> Hernando Calvo Ospina, ["Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA"](#), Le Monde Diplomatique, Juillet 2007).



Fin juin 2020, le parquet national antiterroriste de Paris a ouvert une enquête pour « *recel de crime contre l'humanité* » visant quatre géants du textile, à savoir Inditex, Uniqlo, Fast Retailing et SMCP suite à une plainte déposée à Paris par l'association SHERPA, le collectif Ethique sur l'étiquette et l'IODE (Institut ouïghour d'Europe).

La dynamique de *sharp power* mise en œuvre dans le cadre de cette offensive informationnelle tendant au boycott du coton chinois est exactement la même que celle observée dans le cas du « *génocide Ouïghour* ».

En effet, les acteurs et relais sont quasi-identiques, les actions menées sont similaires, notamment manifestations, actions juridiques, lobbying politique, multiplication de l'information et démultiplication des chambres d'échos, une information massive et redondante à travers toute la presse citant les mêmes sources et références au soutien de leurs articles (notamment ici le rapport de l'ASPI, le rapport de Adrian Zenz, les propos des dirigeants américains et décisions américaines).

Cette offensive participe en outre également à la tentative de faire reconnaître l'existence d'un génocide et, partant, de totalement ternir l'image de la Chine et décrédibiliser encore davantage tous les démentis qu'elle a jusque-là tenter de faire valoir à propos des Ouïghours et de leur « formation ».

Il est d'ailleurs ici particulièrement intéressant d'observer comment une communauté en exil aussi réduite d'environ 10.000 personnes en Europe dont 1.000 en France est parvenue par des soutiens notamment américains, par des actions et des relais efficaces, à mobiliser et faire prospérer ses actions d'influence aux fins de clouer au pilori la Chine afin de disposer d'un climat international propice à leur revendication *in fine* d'indépendance.

c) Le boycott des jeux olympiques d'hiver de Pékin 2022

Le boycott des jeux olympiques d'hiver de Pékin 2022 est une autre récente illustration de guerre de l'information contre la Chine, usant là encore d'une dynamique de *sharp power*.

Partie des États-Unis le 6 décembre 2021, l'initiative d'un boycott diplomatique des jeux olympiques d'hiver se tenant à Pékin en 2022, a rallié l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Royaume-Uni, à savoir l'alliance du renseignement dite des *Five Eyes* (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Royaume-Uni).

La porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a justifié cette décision par « *le génocide et les crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang et les autres violations des droits de l'homme* ». Avant d'ajouter : « *Nous ne participerons pas à la fanfare des Jeux.* »

De son côté, le premier ministre britannique, Boris Johnson, a confirmé, mercredi, que le Royaume-Uni n'enverrait aucun ministre ni officiel à Pékin.

« *Toutes mes félicitations à l'Alliance interparlementaire sur la Chine [IPAC, un club de parlementaires occidentaux opposé au régime chinois] qui a fait campagne pour ce boycottage. J'espère que de nombreux pays vont suivre* », s'est réjoui le député Iain Duncan Smith, ex-chef de file du Parti conservateur, une des voix les plus opposées au régime chinois à Westminster.

Qui est l'IPAC ?

L'*INTER-PARLIAMENTARY ALLIANCE ON CHINA* (Alliance interparlementaire sur la Chine) (IPAC) a été fondée le 4 juin 2020, soit le jour du 31e anniversaire du massacre de la place Tien An Men à Pékin.

Dix-huit parlementaires de plusieurs pays ont créé l'IPAC la définissant comme : « *un groupe international multipartite de législateurs travaillant à la réforme de la manière dont les pays démocratiques coopèrent avec la Chine. Elle est composée de législateurs internationaux et dirigée par un groupe de coprésidents, qui sont des hommes politiques de haut niveau issus d'un échantillon représentatif des principaux partis politiques du monde.* »

Cette alliance regroupe des députés et sénateurs de 15 pays (dont USA, Australie, Canada, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Norvège, Nouvelle Zélande, Danemark, Japon) et du Parlement Européen.

Parmi les fondateurs : les sénateurs américains Marco Rubio et Robert Menedez, respectivement président de la Commission du renseignement et membre de la Commission des Affaires étrangères, l'ancien dirigeant du Parti conservateur britannique Iain Duncan Smith, l'ancien ministre de la Défense japonaise Nakataki Gen ; personnalités qui sans aucun doute donne du poids à l'action de l'IPAC.

L'objectif affiché par l'IPAC est de coordonner les politiques contre les violations des droits de l'homme en Chine et faire pression sur les gouvernements et les États via l'information et les relais d'élus constituant l'alliance pour la promotion de la démocratie et des règles du droit international notamment.

Preuve de l'efficacité de ce groupe de pression Rubio et Menendez ont poussé les efforts législatifs au Congrès américain pour confronter la Chine sur des questions telles que le traitement des Tibétains et des Ouïghours et l'érosion de l'autonomie de Hong Kong.

La loi de 2020 sur la politique des droits de l'homme des Ouïghours, la première législation d'un gouvernement à cibler la Chine pour sa persécution des Ouïghours dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), a été signée par le président Donald Trump.

Elle permet de sanctionner les responsables du gouvernement chinois responsables d'incarcérations arbitraires, de travail forcé et d'autres abus dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang.

Quelles sont ses actions depuis sa création ?

Elle est à l'origine des plusieurs campagnes de lobbying dont les suivantes :

30 juin 2020 : campagne sur la stérilisation forcée des Ouïgoures. Campagne fondée sur un rapport du 29 juin 2020 du chercheur Adrian Zenz.

20 août 2020 : campagne de boycott des jeux Olympiques d'hiver de Pékin 2022

08 septembre 2020 : campagne sur la persécution religieuse des minorités musulmanes au Xinjiang

02 février 2021 : campagne à l'endroit des gouvernements pour qu'ils mènent des enquêtes sur le génocide à la lumière d'une enquête de la BBC sur les tortures et abus sexuels dans les camps de prisonniers au Xinjiang.

Cependant la campagne **#nobeijing2022**, animée par les ONG de défense des droits humains mobilisées pour le Tibet, les Ouïghours du Xinjiang et Hong Kong, n'a pas abouti à un front du refus.

Toutefois, cette mise à l'index une nouvelle fois de la Chine participe à sa stigmatisation et dans le même temps au renforcement du crédit des récits des États-Unis contre la Chine, quelle que soit la réalité des informations ou leur complétude. La portée internationale de l'événement et le niveau politique auquel cette décision a été prise nuit nécessairement à l'image de la Chine.

d) **Le mouvement Tuidang : « éliminer la source du mal »³³¹**

« ÉLIMINER LA SOURCE DU MAL : LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Cette pandémie aurait pu être évitée si le Parti communiste chinois (PCC) n'avait pas menti. Pourtant, depuis qu'il s'est emparé du pouvoir en Chine, des centaines de millions de personnes ont été victimes de ses mensonges et de sa brutalité. Le PCC, organisme maléfique, a pillé la terre ancestrale de Chine et a propagé sa terreur dans le monde entier, affectant tout un chacun. Il est temps de lui faire face et de mettre fin à sa terreur. »

Tel est le programme qu'il est donné à lire sur un tract distribué en plein Paris invitant à signer une pétition pour mettre fin au PCC.

En consultant le site internet www.endccp.com.fr mentionné sur le tract, l'on peut également lire que :

« La majorité des chinois ont été trompés ou forcés à adhérer au Parti communiste chinois. Dans le Mouvement de démission du parti communiste, aussi appelé mouvement Tuidang. Des centaines de millions de chinois quittent ouvertement le parti communiste. Les gens se réveillent après des dizaines d'années de propagande et choisissent un meilleur futur.

De 2004 à nos jours, un total de 388,472,932 Chinois a annoncé démissionner du Parti communiste chinois et de ses organisations affiliées. Il est maintenant temps que le reste du monde se lève pour affronter ce régime et faire entendre nos voix : Stop au PCC ! ».

Mieux encore, une vidéo accablant la Chine de tous les maux vient illustrer et fonder la pétition.



Tract distribué dans la rue – Paris octobre 2021 / Campagne d’affichage – Paris juillet 2021

³³¹ Cf. cartographie du cas en annexe.

Quelques semaines plus tard, c'est une démonstration de rue au cœur de Paris qui reprend ces narratifs et poursuit l'offensive informationnelle contre la Chine.



Une question se pose, qui est à l'origine de ces offensives informationnelles ?

L'une des principales personnalités soutenues par le département d'État américain pour le Prix Nobel de la Paix 2001 est un maître Qi Gong, Li Hongzhi, fondateur du mouvement spirituel Falun Gong³³², un temps toléré par la Chine puis banni à compter de 1999.

Li Hongzhi s'est alors exilé aux États-Unis d'où il développe depuis 1999 son mouvement qui est désormais à la tête d'un empire médiatique et qui mène une croisade contre le Parti communiste chinois.

Dans ses Neuf commentaires sur le Parti communiste chinois³³³ publiés en 2004 par Epoch Times, Maître Li écrit que le PCC « *ayant commis toutes sortes d'horreurs qui vont à l'encontre du Tao et s'oppose au ciel et à la terre, est devenu une force extrêmement malfaisante qui s'érige contre l'univers* ». Progressivement, le conflit entre le Falun Gong et le PCC s'apparente à un combat eschatologique du Bien contre le Mal.

³³² David Palmer, « [La doctrine de Li Hongzhi](#) [Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel] », *Perspectives Chinoises*, 64/2001, p. 14-24.

³³³ *Nine commentaries on the communist party* : <http://www.ninecommentaries.com>

De là naît le mouvement « *Tuidang* »³³⁴, à savoir un mouvement visant à influencer les chinois vivant en Chine et ceux de la diaspora à quitter le parti communiste chinois, en renonçant à tous liens avec le PCC et ses organisations affiliées.

Ce mouvement est mondial et se développe également au cœur même de la Chine.

En dépit de l'interdiction du Falun Gong en Chine le 23 juillet 1999, ses adeptes en Chine « *continuent à se rendre place Tiananmen pour y semer le désordre, y déployer des banderoles, crier des slogans et distribuer des tracts (...). Les méthodes de propagande utilisées par les éléments durs du Falun Gong se renouvellent sans cesse.* »

Les événements liés à la répression du mouvement Falun Gong sont le plus souvent observés en Europe à travers le prisme de la question des droits de l'homme en Chine ou celle des sectes.

Or, Falun Gong apparaît être un puissant mouvement et devient depuis quelques années l'une des principales forces d'opposition en Chine mais également d'influence hors de Chine³³⁵.

Comment ce mouvement Falun Gong peu connu est devenu l'un des éditeurs numériques les plus influents de la propagande anti-Chine et pro-Trump ?³³⁶

Depuis 2016, le journal The Epoch Times soutenu par le Falun Gong, basé aux États-Unis, a utilisé des tactiques agressives sur Facebook et de la désinformation pour créer un empire médiatique anti-Chine et pro-Trump³³⁷. Il compte des dizaines de millions de followers³³⁸.

Après avoir gagné le public américain en soutenant Donald Trump, ces « *médias* » émanant du mouvement spirituel Falun Gong s'imposent désormais en France, en publiant des contenus destinés aux anti-vaccins, aux covidos-sceptiques et à l'extrême droite complotiste³³⁹.

The Epoch Times n'est pas le seul organe médiatique proche du Falun Gong. Le mouvement interdit en Chine peut également compter sur une chaîne de télévision, le New Tang Dynasty (NTD), diffusée par différents opérateurs français, et aussi sur les spectacles de Shen Yun, dont on retrouve la publicité jusque dans les métros parisiens et à l'affiche des grandes scènes de capitales occidentales³⁴⁰.

³³⁴ <https://global.tuidang.org/> ; <https://faluninfo.net/the-tuidang-movement-and-falun-gong/> ; <https://fr.theepochtimes.com/quest-ce-que-le-mouvement-tuidang-21299.html>

³³⁵ David Palmer, « Falun Gong : la tentation du politique », *Critique Internationale*, 11(2)/2001, p. 36-43.

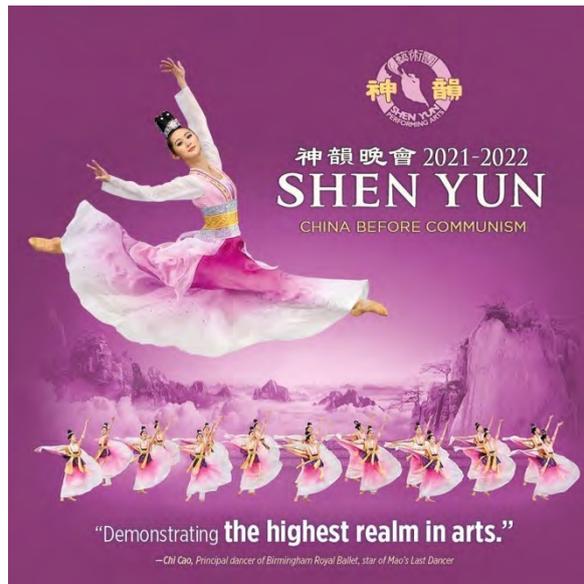
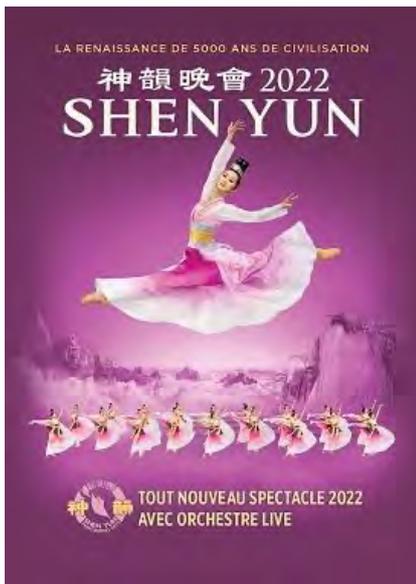
³³⁶ <https://podcasts.apple.com/us/podcast/inside-a-disinformation-machine/id1525769448?i=1000531057913>

³³⁷ Zadrozny, Collins, « Trump, QAnon », art. cit.

³³⁸ Kevin Roose, « [How The Epoch Times Created a Giant Influence Machine](#) », *New York Times*, 24/10/2020.

³³⁹ « [Qu'est-ce que "The Epoch Times", ce "journal" distribué lors des manifestations anti-pass sanitaire ?](#) », *Bien Public*, 15/08/2021 ; Paméla Rougerie, « [Epoch Times, NTD... des sites complotistes pilotées par une "secte" chinoise ultraconservatrice](#) », *Le Parisien*, 25/04/2021.

³⁴⁰ Annabelle Blais, « [Shen Yun: derrière l'art se cache la controverse](#) », *La Presse*, 06/01/2014.



Tous les spectacles de Shen Yun Performing Arts, fondé en 2006 et basé à New York, sont en effet présentés par le mouvement spirituel Falun Gong, aussi appelé Falun Dafa, et participent de l'offensive informationnelle contre la Chine usant de désinformation pour mieux façonner les esprits occidentaux pour un ralliement à leur cause.

En 2019, la chaîne YouTube du journal Le Monde³⁴¹ s'était penchée sur les dessous de Shen Yun. Résultat: derrière ces représentations, le Falun Gong essaie discrètement de disséminer un discours tourné contre la Chine communiste, discours que l'on retrouve dans ses médias.

Le gouvernement chinois met d'ailleurs en garde contre ce spectacle présenté par le Falun Dafa, qu'il qualifie de «secte» et de «cancer pour la société».

De son côté, le mouvement spirituel Falun Gong se dit victime de la propagande d'un gouvernement «diabolique».

³⁴¹ Asia Balluffier, « Shen Yun : pourquoi la Chine ne veut pas que vous alliez voir ce spectacle », *Le Monde*, 12/05/2019.

VI. CONCLUSION

Les guerres de l'information contre la Chine s'inscrivent dans le contexte de rapport de force et de rivalités entre la Chine et les États-Unis dans la perspective du leadership économique mondial.

La fulgurance de la montée en puissance de la Chine, cachée en pleine lumière pour reprendre à la culture stratégique chinoise, a surpris les États-Unis ancrés dans leurs certitudes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et le système-monde structuré dans le sens de leurs intérêts.

Cette incongruité, ou surprise stratégique pour reprendre à Baumard, a été possible par une série de luttes étatsuniennes contre le communisme soviétique, puis dans leur guerre contre le terrorisme, lesquelles ont brouillé la visibilité de l'ascension chinoise. Pékin, apprenant de son adversaire, n'a pas copié que ses technologies et savoir-faire, mais a percé sa matrice idéologique et culturelle pour mieux l'atteindre.

Le déploiement du modèle libéral à partir de 1978 en Chine a sans doute été vu par l'Occident, États-Unis en tête, comme une conversion soulignant la supériorité du modèle sur les autres et à travers elle celle des États-Unis eux-mêmes. L'Amérique n'y a vu que du feu au bûcher de ses vanités, prenant l'éclat du brasier qui l'entourait lentement pour celui du rayonnement de son triomphe. L'effondrement de l'URSS en 1991 ne pouvant en être que la confirmation.

Aussi, quand soudain la Chine s'est révélée dans les atours de ce qui allait être qualifié de rivale systémique, les États-Unis se sont réveillés, interloqués, incrédules et surtout démunis de toute stratégie face à l'horizon d'une destinée soudainement moins manifeste.

Étonnés de voir le soleil se lever à l'Est, ils ont alors entrepris d'en faire le récit, celui d'une aube dont le fond de l'air est rouge. Labourant à nouveau le terrain idéologique de la guerre froide laissé depuis peu en jachère, ils y ont semé les mêmes doutes et les mêmes craintes.

A. GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE.

Sur le plan du hard power, comme cela a été exposé, les États-Unis ont tenté une mobilisation mondiale sur les axes de l'innovation technologique, d'une part et du risque géostratégique d'autre part. L'ancrage de perceptions dans les opinions publiques, articulé sur l'espionnage pour l'un et l'hégémon de la force de l'autre font converger chacun vers la question de la sécurité mondiale *in fine*, et d'une troisième guerre mondiale. La crainte est convoquée. Mais elle prend relativement.

En effet, ce n'est pas le moindre défaut des États-Unis que d'avoir beaucoup menti et la société de l'information qu'ils ont eux-mêmes façonnée les expose. La confiance des partenaires ébranlée par le mensonge, quand ce n'est pas l'humiliation, a freiné les élans d'unité.

Mais dans cette lutte, si l'enjeu final est bien le leadership mondial, l'enjeu immédiat de l'instant est tout autre : il s'agit de gagner du temps.

Du temps pour tenter de rattraper le décalage d'innovation dans certains domaines, du temps pour créer les conditions de gagner encore plus de temps en générant des alliances stratégiques dont l'objectif est de ralentir l'ascension chinoise.

Sur le plan du soft power, les initiatives offensives par, pour ou contre ont révélé elles-aussi une efficacité relative dépendant de circonstances subies plus que de circonstances générées dans un objectif. Le déploiement de la puissance économique chinoise, sa pénétration du système économique mondial, les relations de dépendance nouées ont rebattu les cartes du rapport de force et fixé les limites de l'efficacité des offensives par et contre le soft power.

Seules les circonstances de la crise Covid ont procuré aux États-Unis la première réelle opportunité d'ébranler le soft power chinois. Comme le faux pas chinois, pour ne pas dire la faute, dans le cas des Instituts Confucius, surprenante ignorance de la culture démocratique du milieu universitaire occidental. En voulant y exercer une censure sans dissimulation, Pékin a fondé un front d'opposition et validé le narratif d'autoritarisme. Indice d'une trop grande confiance ? Révélation d'une certaine idée de sa puissance comme un possible talon d'Achille ? Il s'agira d'observer.

Affaire de circonstances donc en matière de soft power. Mais n'est-ce pas là l'essence de la politique ? Talleyrand considérait qu'« *en politique, il n'y pas de conviction, il n'y a que des circonstances* ».

On ne sait si Nicolas Spykman avait lu Talleyrand, mais voici ce qu'écrit en 1942 le théoricien du Rimland qui structure toujours la pensée stratégique et géopolitique américaine :

« L'homme d'État, en politique étrangère, ne peut faire de place aux valeurs de justice, d'équité et de tolérance que dans la mesure où elles concourent à la réalisation de son objectif – la puissance- ou du moins ne la contrarient pas.

Ces valeurs peuvent présenter quelque intérêt instrumental en tant que cautions morales de la volonté de puissance, mais doivent être abandonnées dès lors qu'elles deviennent cause de faiblesse.

*La volonté de puissance ne sert pas à faire respecter les valeurs morales, mais les valeurs morales à faciliter l'acquisition de puissance. »*³⁴²

Une leçon de de circonstance...

Sur le plan du smart power, du fait de son caractère pluriel mêlant les caractéristiques coercitives du *hard power* à celles attractives du *soft power*, le *smart power* recouvre de nombreux aspects dont l'exploitation permet de générer un large éventail d'attaques informationnelles, directes et indirectes, protéiformes et évolutives au gré des grandes questions d'actualité.

³⁴² Nicholas Spykman, *America's strategy in world politics. The United states and the balance of power*, New York, Harcourt, 1942 ; Alexandre Defay, [La géopolitique](#), Que sais-je? , n°3718

Les attaques informationnelles à l'encontre du smart power permettent d'attaquer la cible dans sa dimension systémique, et dans le même temps pour l'attaquant de se draper dans les habits du lanceur d'alerte et du protecteur des valeurs fondamentales, agissant de façon désintéressée et nécessairement dans l'intérêt commun.

C'est précisément cet angle d'attaque « à large spectre » qui tend à se développer dans le cadre de la guerre de l'information menée contre la Chine par les États-Unis tentant d'emporter le camp occidental dans son sillage.

Cette stratégie permet de cibler l'ensemble des dimensions du rêve chinois porté par Xi Jinping, à savoir celui d'un souverain en capacité de dominer « *tout ce qu'il y a sous le ciel* » (Tianxia), et de développer un florilège de narratifs à charge portant sur le déploiement d'un *smart power* aux caractéristiques chinoises.

Ainsi, la construction de ces narratifs s'attache-t-elle à décrire les risques liés à l'utilisation d'un tel *smart power*, à son caractère intrinsèquement nuisible, aux risques liés aux valeurs qu'il propose en substitution des valeurs occidentales actuelles, et aux risques liés à la possible concrétisation de la vision chinoise du monde suggérée par le nouveau grand timonier.

Sur le plan du sharp power, comme cela a été exposé, les États-Unis ont joué de la relation de dépendance inconsciente et invisible des Occidentaux pour faire fonctionner à plein le *China bashing* qu'ils ont eux-mêmes développés par une puissante mise en récit et la manipulation des esprits occidentaux à travers leurs biais cognitifs et leur façonnage sur de nombreuses années.

En somme, en fabriquant leur nouvel ennemi, la Chine, et par un *storytelling* jouant sur la menace et la peur, l'effet escompté américain de stigmatiser à l'échelle mondiale la Chine fonctionne et prospère particulièrement en Occident comme l'illustrent les nombreux cas étudiés à travers cette étude.

Ainsi, loin d'être le seul apanage des régimes autoritaires comme aimeraient à le faire penser les États-Unis, on observe que le *sharp power* est également largement utilisé par les démocraties occidentales au premier chef desquelles les États-Unis.

A travers les cas étudiés, ce *sharp power* s'exprime notamment par la manipulation de l'information par le recours à des informations fausses (*misinformation* et *disinformation*) comme dans le cas de la pandémie de Covid-19 mais également à des informations basées sur la réalité mais orientée ou déformée pour nuire à la Chine (cas des Ouïghours notamment).

A la différence de l'usage du *sharp power* par les régimes autoritaires, l'usage ici observé à l'initiative des États-Unis apparaît beaucoup plus puissant dans la mesure où venant d'une démocratie prônant les valeurs occidentales, la méfiance est alors affaiblie dans le rapport avec les autres puissances et leurs opinions publiques. C'est même la confiance "aveugle" et le crédit donné à ce récit qui prime, anesthésiant l'esprit critique au point que les opinions publiques occidentales ne perçoivent pas être sous l'effet de cette influence.

B. UNE LECTURE FRANÇAISE DE LA NOTION DE GUERRE DE L'INFORMATION BIAISÉE IDEOLOGIQUEMENT ?

Nous avons été frappés par la surprise de nos interlocuteurs à l'énoncé de l'angle que nous prenions concernant notre étude.

A quelques rares exceptions, intellectuellement enthousiastes à cet angle de traitement, l'idée qu'il puisse y avoir des guerres de l'information contre la Chine plus qu'une surprise, paraissait être une aporie.

Nous n'avions pourtant formulé aucune position à ce sujet, étant entendu qu'une guerre oppose *a minima* un belligérant à un autre et qu'il est possible de l'observer sans prendre parti.

Comme si les seules guerres de l'information qui pouvaient être menées ne pouvaient l'être que par la Chine- et il y en a - contre les démocraties occidentales.

Pour autant, en réaction ou en initiative, il existe aussi des offensives cognitives contre la Chine conduite par les nations occidentales – essentiellement d'origine américaine - et nous espérons avoir pu mettre en lumière et éclairer certaines.

Néanmoins, nous nous sommes interrogés sur cette réaction si largement partagée.

Pourquoi nos interlocuteurs étaient-ils si surpris qu'il put y avoir des offensives cognitives conduites contre la Chine ?

Un élément de réponse que nous avançons est qu'il y a dans la notion de guerre de l'information, une dimension négative qui la fait se confondre avec celle de désinformation ou d'intoxication, lesquelles ne sauraient être le fait dans l'esprit collectif d'initiatives d'États partageant les valeurs démocratiques occidentales.

Une guerre de l'information ne pourrait donc être le fait que d'une organisation gouvernementale ou non gouvernementale dont l'objet est la déstabilisation d'une organisation démocratique par l'information.

Un peu comme ce que le terme de propagande semble recouvrir dans le langage commun, c'est-à-dire le recours à des pratiques informationnelles malhonnêtes, afin de tromper une audience.

En quelque sorte, croyant penser librement, nos interlocuteurs semblent s'être finalement laissés enfermer dans des dogmes qui leur ont été instillés à travers notamment un *China bashing* savamment orchestré depuis des dizaines d'années par les États-Unis.

Ainsi la puissance des narratifs et le façonnage cognitif tendent à l'usage d'un *sharp power* invisible de prime abord, voire inconcevable, pour les Occidentaux contre la Chine et plus largement d'une guerre de l'information par le contenu contre la Chine.

C. LA GUERRE DE L'INFORMATION PAR LE CONTENU : UNE PRATIQUE PARTAGÉE.

Rappelons-nous du secrétaire d'État américain Colin Powell qui au Conseil de sécurité des Nations Unies agita une fiole supposée contenir de l'anthrax pour dénoncer la production d'armes de destruction par l'Irak et justifier l'entrée en guerre pour renverser Saddam Hussein. Il s'agit là d'une parfaite illustration de la guerre de l'information, et en l'occurrence d'un mensonge.

De même, le témoignage déchirant de la jeune infirmière Nayirah racontant effondrée, devant le Congrès des États-Unis, comment les troupes de Saddam Hussein se sont livrées à des atrocités lors de leur invasion du Koweït, massacrant des bébés dans un hôpital s'est avéré être également un mensonge, dans le but là encore de justifier l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Irak.

Nayirah n'a jamais été infirmière et n'a jamais vu ce qu'elle a raconté. De son vrai nom Nayirah Al-Sabah, elle est la fille de l'ambassadeur du Koweït alors en poste à Washington et a incarné une opération d'influence conçue par l'agence américaine de communication Rendon Corp et commandée par la CIA et le Pentagone.

Finalement les États-Unis se sont engagés au Koweït, puis en Irak. Les dizaines de milliers de victimes, morts et blessés, ne doivent pas leur destin à une série de mensonges. Elles ne doivent pas non plus leur destin à des mensonges dont la vocation finale aurait été de défendre, malgré tout, les Droits de l'Homme.

L'enjeu de ces deux conflits a été d'empêcher l'Irak d'influer sur les cours du pétrole. Dans un contexte où l'industrie automobile américaine avait besoin d'une relance, l'augmentation du prix du baril l'aurait significativement ralenti en dissuadant les ménages de s'équiper.

La clef de voûte de la guerre économique, comme de la guerre, semble en effet bien être la guerre de l'information.

L'évocation de ces situations doit nous rappeler que nous devons garder recul et lucidité sur la situation de ces pratiques largement partagées, dans des objectifs contraires parfois, sinon à nos intérêts, certainement à nos valeurs.

Dans ce registre, la position exprimée par Dominique de Villepin au Conseil de sécurité des Nations Unies, exprimant le refus de la France de suivre les États-Unis dans leur guerre en Irak a été payée au prix fort sur le plan économique. Si nos valeurs n'ont pas de prix, nous savons depuis cet épisode qu'elles ont un coût.

L'étiollement du discernement dans ce domaine porte le délitement de la démocratie telle que nous la concevons. Penser que seule une puissance étrangère use de ces pratiques, la disqualifiant immédiatement du champ démocratique pour la qualifier de régime autoritaire, c'est assoupir la vigilance sur l'usage de ces pratiques par nos alliés à notre endroit.

Or, nos alliés géopolitiques sont des concurrents géo-économiques et des compétiteurs pour le leadership géostratégique. Cette lucidité aurait permis de ne pas être abasourdi ou inutilement indigné de la démarche des États-Unis dans le dossier récent des sous-marins australiens qui contient à lui seul ces trois dimensions.

Si on ne peut disconvenir que la Chine est un régime autocratique, l'usage intensif de la guerre de l'information par le contenu et de la guerre cognitive par les États-Unis la range-t-elle pour autant dans la même catégorie ? Évidemment pas. Le critère ne saurait donc être celui-ci.

D. L'ARME DE L'INFORMATION ET L'ARME DE LA CONNAISSANCE.

La perception négative de la Chine dans les opinions publiques occidentales s'affirme avec d'autant plus de force qu'elle repose sur de la construction de connaissance à travers des études particulièrement sérieuses.

La dernière en date en France a connu un retentissement particulier. L'institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) a produit en septembre 2021 un imposant rapport, très documenté, fruit d'un travail de recherche et d'analyse qui aura duré deux ans.

Ce rapport intitulé « *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien.* » décrit sur 650 pages la façon dont Pékin et ses relais contribuent au façonnage cognitif de l'Occident.

Étude manifestement sérieuse et rigoureuse, elle ne contribue pas moins à façonner à son tour la perception que le lecteur peut avoir de la Chine. Elle le fait avec d'autant plus d'efficacité et de force d'impact qu'elle provient de la sphère de la recherche académique, à partir d'un centre dont le prestige n'est pas démenti.

Ce rapport est dès lors de nature à devenir un outil à l'usage de parties prenantes qui souhaiteraient mener une guerre de l'information contre la Chine et transformer ce rapport en instrument de propagande.

Car la propagande efficace s'appuie sur des faits exacts et pas sur des mensonges comme le décrit Ellul établissant les caractères de la propagande en 1962³⁴³. En cela, une étude telle que celle de l'IRSEM est un point d'appui solide.

La machine est d'ailleurs en marche puisque depuis sa parution le rapport a été cité dans une centaine de médias dans une vingtaine de pays et une quinzaine de langues³⁴⁴.

³⁴³ Jacques Ellul, *Propagandes*, Economica, 2008, p.15-102

³⁴⁴ Post LinkedIn du Directeur de l'IRSEM, M. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, 28/12/2021 :

https://www.linkedin.com/posts/jean-baptiste-jeang%C3%A8ne-vilmer-b4b908133_en-trois-mois-alors-quil-n%C3%A9tait-disponible-activity-6881267057510375424-IPsu

Compte twitter de M. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

https://mobile.twitter.com/jeangene_vilmer/status/1475472640232071171

Il a fait notamment la une du Monde sous le titre « *Les nouvelles guerres d'influence de la Chine* » (04/09/2021), du Figaro sous le titre « *L'entrisme de la Chine une menace pour l'Occident* » (13/09/2021), de Libération sous le titre « *Au rapport – Opérations d'influence : les « Trois Guerres » du Parti Communiste Chinois* » (21/09/2021) et l'ouverture des journaux de Radio France « *Manipulations, menaces, fakenews : un rapport décrypte les réseaux d'influence de la Chine* » (France Inter – 20/09/2021).

Dans le prolongement, Christian Harbulot, expert en Intelligence économique, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet et fondateur de l'École de Pensée sur la Guerre Économique (EPGE) note qu'il « *existe aujourd'hui deux types de guerre immatérielle : la guerre par l'information conceptualisée à partir de la Seconde Guerre mondiale par les Anglo-Saxons et les Soviétiques, et la guerre par la connaissance dont nous avons tiré en France le concept de guerre cognitive.*³⁴⁵»

La guerre par l'information, fait de l'information l'arme qui porte le coup à l'adversaire. La guerre par la connaissance est la maîtrise de l'usage d'une information permettant d'accroître sa puissance dans la perspective de dominer son adversaire.

Dans cette perspective, le rapport de l'IRSEM devient un point de référence, sur la base duquel d'autres études vont se développer et une lecture politique se construire sur la base de ce qui est un outil d'aide à la décision.

E. GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE, LA CHINE PRODUIT-ELLE DES NARRATIFS ANTI-CHINE ?

On peut se poser la question de savoir si la Chine produit elle-même des narratifs anti-chinois ou crée les conditions pour que soit produit des narratif antichinois pour en retirer un bénéfice *in fine*.

La question peut paraître incongrue, pourtant les déclarations du secrétaire d'État américain à la défense Patrick Shanahan pourraient bien en être une illustration.

Ainsi, le 1^{er} janvier 2019, le *China Morning Post* relate les propos attribués au secrétaire d'État américain à la défense par intérim, Patrick Shanahan s'adressant à ses collaborateurs occupés par les affaires en cours en les invectivant à ne pas oublier « *la Chine, la Chine, la Chine.* ».

Ces propos sont relatés par le journaliste Zhenhua Lu, spécialiste des relations sino-américaines qui les tient d'un responsable de la défense sous couvert d'anonymat.

Il est vrai que les administrations Trump ont souvent eu la spontanéité et la couleur d'expression de la présidence. Toutefois, dans ce cas précis, on est en mesure de s'interroger.

Le *China Morning post* est depuis 2015 la propriété du groupe Alibaba, géant mondial du commerce numérique, dont les liens avec le pouvoir chinois sont avérés.

³⁴⁵ Christian Harbulot, De la légitimité de la guerre cognitive, *Revue Internationale et Stratégique*, 2004/4 N°56 | pages 63 à 67, p.65

Le propos prêté au secrétaire Shanahan ressemble étrangement au fameux « l'Europe, l'Europe, l'Europe », de Général De Gaulle, caricaturant les incantations de politiques français, dans le cadre d'un entretien avec Michel Droit, le 14 décembre 1965, lors de l'entre-deux tours de la présidentielle française :

« Car il faut prendre les choses comme elles sont, car on ne fait de politiques autrement que sur des réalités. Alors, bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en criant l'Europe, l'Europe, l'Europe, mais ça n'aboutit à rien et ça ne signifie rien. »

Publiée dans un média chinois, la citation prêtée à Shanahan sous couvert d'anonymat ne peut être vérifiée, ni confirmée, ni infirmée.

Elle ne peut, au final, qu'installer un doute, mais un doute suffisant au regard de la capacité d'ancrage générée par l'administration Trump sur la question chinoise comme devenue une obsession caricaturale, une déraison de l'exécutif américain, entre infantilisme et pathologie.

Dans cette hypothèse, cette opération reprend les effets de levier d'une déclaration à ce niveau de l'exécutif américain, dans une perspective de rayonnement et d'impact médiatique.

Elle a pour vocation le façonnage des opinions publiques visées concernant une forme de folie obsessionnelle pour la Chine qui se serait emparée de l'exécutif américain. Les États-Unis seraient donc dirigés par des individus sans aucun sens politique, fous de surcroît.

Par l'usage de procédés de désinformation et intoxication, il peut être avancé que la Chine procéderait à la construction de l'image de son adversaire par un narratif anti-chinois qui servirait néanmoins ses intérêts.

F. LA RUSSIE, UN ACTEUR NEUTRE ?

La Russie est un acteur dont l'expertise dans le champ de la guerre de l'information n'est plus à démontrer.

La Chine s'attache d'ailleurs à répliquer certaines techniques de guerre de l'information utilisées du temps de l'Union soviétique pour servir ses intérêts actuels comme le souligne le rapport de l'IRSEM.

Néanmoins, la position de la Russie vis-à-vis de la Chine sur l'échiquier géopolitique est ambivalente.

Tantôt alignée avec la Chine sur certaines questions géostratégiques remettant en cause l'ordre établi et notamment la position hégémonique des États-Unis, Moscou peut néanmoins percevoir Pékin comme un rival, notamment lorsqu'il s'agit de remettre en cause sa volonté de leadership du « super-continent » eurasiatique.

La question reste donc ouverte sur le rôle de la Russie dans cette guerre informationnelle s'opérant contre la Chine : la Russie facilitatrice de la guerre de l'information américaine contre la Chine à des fins d'endiguement, Moscou partenaire de Pékin pour s'y opposer, ou positionnement dynamique au gré des enjeux ?

Le gouvernement russe mène lui aussi une politique de maillage inclusion-endiguement afin de maintenir une position aussi souveraine que possible vis-à-vis de son voisin, pays le plus peuplé au monde. Mais elle participe aussi à des politiques que l'on pourrait qualifier d'inclusion non-occidentale car menée par le biais d'organisations complémentaires sinon parallèles – la *Shanghai Cooperation Organisation*, un système de paiement alternatif au SWIFT, des accords commerciaux (notamment pour la livraison de gaz et de pétrole russes) dédollarisés, ...

S'affranchir de la neutralité apparente de la Russie pour en analyser son impact réel dans la guerre informationnelle menée contre la Chine dépasse le périmètre défini pour ce travail.

Néanmoins, cette analyse permettrait indiscutablement d'apporter un éclairage intéressant sur le rôle joué par Moscou dans les différents affrontements informationnels en cours.

VII. BIBLIOGRAPHIE

Alsabbagh, Soufian, *Les Républicains et la politique étrangère après Trump – Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine*, IFRI, Janvier 2021.

Audureau, William, « Coronavirus : comment la rhétorique complotiste détourne la science en période d'épidémie », *Le Monde*, 08/04/2020.

Aurégan, Xavier, « L'Afrique au temps du Covid-19 et de la route sanitaire de la soie : un relais géopolitique extraterritorial pour la Chine », *Hérodote*, 183(4)/2021, p. 99-116.

Bakayoko, Niagalé / **Ramel**, Frédéric, « Francophonie et profondeur stratégique », *Études de l'Irsem*, 26/2013.

Balenieri, Raphaël, « La Chine admise au Conseil de l'Arctique », *Le Point*, 15/05/2013.

Balme, Stéphanie / **Sabbagh**, Daniel, *Chine/États-Unis. Fascinations et rivalités*, Paris, Autrement, 2008

Balluffier, Asia, « Shen Yun : pourquoi la Chine ne veut pas que vous alliez voir ce spectacle », *Le Monde*, 12/05/2019.

Barbaut, Thierry, « Jeunesse africaine : étudier en Chine, un phénomène qui prend de l'ampleur », *Info Afrique*, 09/09/2012.

Bardinet, Elodie, « Pourquoi l'Ancien ne pouvait pas être Chinois ou Tibétain », *Première*, 25/04/2016.

Baudrillard, Jean, *La société de consommation*, Paris, Seuil, 1970.

Bauer, Anne, « "Contrat du siècle" : l'Australie annule brutalement sa commande de sous-marins français », *Les Echos*, 15/09/2021.

Baumard, Philippe, « Qu'est ce qui est stratégique ? », *Revue de Défense Nationale*, 735/2010, p. 43-53.

Benezet, Erwan / **Courmont**, Barthélémy, « Washington et Hollywood : l'arme fatale ? », *Revue Internationale et Stratégique*, 55(3)/2004, p. 19-26.

Benhamou, Bernard, « La gouvernance de l'internet après Snowden », *Politique étrangère*, 4/2014, p. 15-27.

Bitzinger, Richard, « La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012 », *Perspectives Chinoises*, 4/2011, p. 7-16.

- Blais**, Annabelle, « Shen Yun: derrière l'art se cache la controverse », *La Presse*, 06/01/2014.
- Bondaz**, Antoine, « Covid-19 : Comment la Chine a-t-elle considérablement amélioré sa production de masques ? », *Notes de la FRS*, 8/2020.
- Bouffet**, Jean-Yves, « Mer de Chine, Taïwan prochaine prise ? », *Revue Conflits*, 36/2021.
- Bourbon**, Jean-Claude, « 5G, le parcours du combattant des opérateurs », *La Croix*, 27/01/2020.
- Bressler**, Sonia, « Le Covid-19 : du China bashing dans les médias français à la guerre qui s'annonce... », *IRIS ASIA Focus*, 138/2020.
- Bronner**, Gérald, *Apocalypse cognitive*, Paris, PUF, 2021.
- Cabestan**, Jean-Pierre, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemi n'est pas forcément une Chine rassurante », *Hérodote*, 125(2)/2007, p. 11-27.
- Cadel**, Cate / **Martina**, Michael « Foreign business groups push for delay in controversial China cyber law », *Reuters*, 12/05/2017.
- Calvert**, Peter, « Internal Colonisation, Environment, and Development », *Third World Quarterly*, 22(1)/2001, p. 51-63.
- Calvo Ospina**, Hernando, « Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA », *Le Monde diplomatique*, 07/2007.
- Campbell**, Charlie, « China's test », *Times*, 17/02/2020.
- Chaffin**, Zehlia, « Huawei : la guerre commerciale entre Pékin et Washington s'envenime », *Le Monde*, 16/05/2019.
- Charon**, Paul / **Jeangène Vilmer**, Jean-Baptiste, *Les opérations d'influence chinoises. Le moment machiavélien*, IRSEM, 2^{ème} éd., Octobre 2021.
- Chauvancy**, Raphaël, *Les nouveaux visages de la guerre – Comment la France doit se préparer aux conflits de demain*, Versailles, VA Éditions, 2021.
- Cheng**, Anne (dir.), *Penser en Chine*, Paris, Gallimard, 2021.
- Chey**, Ong Siew, *China condensed: 5.000 years of history and culture*, New York, Cavendish Square Publishing, 2005.
- Chuang**, Ya-Han, « Sinophobie et racisme anti-asiatique au prisme de la Covid-19 », *De facto*, 2020, Dossier : Inégalités ethno-raciales et pandémie de coronavirus, p. 48-56.

Courmont, Barthélémy / **Lasserre**, Frédéric / **Mottet**, Éric, « Les *soft powers* asiatiques », *Diplomatie*, 111/2021, p. 72-76.

Courmont, Barthélémy, *La relation Chine-Taïwan au révéléateur de la pandémie mondiale*, IRIS, 12/10/2020.

Courmont, Barthélémy, « Quand la Chine se pense en grande puissance », *Diplomatie*, 101/2019, p. 40-45.

Courmont, Barthélémy, « Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance », *Revue d'études comparatives est/ouest*, 43(1-2)/2012, p. 287-309.

Croiset, Laure, « Cette offensive qu'Alibaba prépare activement dans le cinéma », *Challenges*, 13/01/2015.

Daguzan, Jean-François, « La protection des infrastructures critiques », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 11/2010, pp. 1001-1015.

Defay, Alexandre, *La géopolitique*, Que sais-je? , n°3718.

Defraigne, Jean-Christophe, « L'impact géoéconomique de la COVID-19 sur l'économie généralisée », *Outre-Terre*, 57(2)/2019, p. 23-46.

Donnet, Pierre-Antoine, « Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ? », *Asialyst*, 20/07/2021.

Donnet, Pierre-Antoine, *Quand la Chine achète le monde*, Arles, Piquier, 2019.

Dumoulin, Sébastien, « Huawei et ZTE exclus du marché australien de la 5G », *Les Echos*, 23/08/2018.

Ekman, Alice (dir.), *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS éditions, 2018.

Eliane, Oliveira, « China reage a nova provocação de Eduardo Bolsonaro sobre 5G e afirma que deputado perturba parceria com Brasil », *Globo*, 24/11/2020.

Ellul, Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 2008.

Fan, Rui *et al.*, « Anger is more influential than joy: Sentiment correlation in Weibo », *PLoS One*, 9(10)/2014.

Fayard, Pierre, *Comprendre et appliquer Sun-Tzu en 36 stratagèmes*, Paris, Dunod, 2017.

Fernandes, Léna « Protection des données personnelles : la Chine vise les entreprises », *Décideurs Magazine*, 31/08/2021.

Frachon, Alain, « La diplomatie du masque de la Chine a fait flop », *Le Monde*, 23/04/2020.

Fréry, Frédéric, « The fundamental dimensions of strategy », *MIT Sloan Review of management*, 48(1)/2006, p. 71-76.

Gay, Michel « Le dragon nucléaire chinois prêt pour le grand bond en avant », *Le Monde de l'Energie*, 06/05/2020.

Geisser, Vincent, « L'hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie ? Populisme, racisme et complotisme autour du Covid-19 », *Migrations et société*, 180(2)/2020, p. 3-18.

Goin, Vaimiti, « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance », *Géoconfluences*, 04/10/2021.

Goldstein, Guy-Philippe, « Les stratégies d'attaque, en vue d'une domination informelle », *Manuel d'intelligence économique*, 3^e éd., 2019.

Guibert, Nathalie, « Les Instituts Confucius en France, de si discrets relais chinois », *Le Monde*, 08/07/2021.

Guillain, Robert, « La grande alliance sino-russe de 1950 est en train de périlcliter », *Le Monde diplomatique*, 10/1963.

Guion, Anne, « L'Indo-Pacifique, nouvel épicode du bras de fer sino-américain », *La vie*, 22/09/2021.

Harbulot, Christian, « La légitimité de la guerre cognitive », *Revue internationale et stratégique*, 56(4)/2004, pp. 63-67.

Harbulot, Christian (dir.), *Manuel d'intelligence économique*, 3^e éd., Paris, PUF, 2019.

Harbulot, Christian, *L'art de la guerre économique*, Versailles, VA Press, 2018.

Harbulot, Christian, « Le monde du renseignement face à la guerre de l'information », *Hermès, La Revue*, 76(3)/2016, p. 80-85.

Harbulot, Christian (dir.), *Manuel d'intelligence économique*, Paris, PUF, 2012.

Henry, Janet / **Pomeroy**, James, « The world in 2030: our long-term projections for 75 countries », *HSBC Economics Global*, septembre 2018.

Israël, Christophe, « Chine : la France boycottée ? », *Le Journal du Dimanche*, 19/04/2008.

Iwasaki, Ken, « China bashing », *Outre-Terre* 30(4)/2011, p. 171 à 172.

Joobani, Hossein Aghaie / **Daheshvar**, Mohammadhossein, « Deciphering Trump's Maximum Pressure Policy », *New Middle Eastern Studies*, 10(1)/2020, p. 22-44.

Kadiri, Ghalia / **Tilouine**, Joan, « À Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin », *Le Monde*, 26/01/2018.

Kania, Elsa B., « Made in China 2025, Explained », *The Diplomat*, 01/02/2019.

Kaplan, Fred, « Trump ferait bien de se rappeler que l'Iran n'est pas la Corée du Nord », *Slate*, 30/07/2018.

Katz, Elihu / **Lazarsfeld**, Paul F., *Personal influence. The part played by people in flow of mass communications*, Abingdon, Routledge, 2017.

Kavé, Salamatian, « Trump contre Huawei, enjeux géopolitiques de la 5G », *Cairn Info*, 2020.

Kissinger, Henry, « Contact with the Chinese », note destinée au Président Richard Nixon, env. 12/09/1970.

Kumor, Agnieszka, « Huawei leader mondial des smartphones grâce au confinement et aux innovations », *Radio France Internationale*, 30/07/2020.

Kuo, Mercy A., « Clean Network in the US-China Tech Race », *The Diplomat*, 01/03/2021.

Lacoste, Yves, « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 146-147(3-4)/2012, p. 14-44.

Lagarde, Stéphane, « Des Chinois manifestent à Paris pour les Jeux », *Radio France Internationale*, 19/04/2008.

Le Corre, Philippe, « Huawei, le géant du smartphone navigue entre la Chine et l'Occident, », *Ouest-France*, le 19/02/2019.

Le Corre, Philippe / **Kirisci**, Kemal, « Nouvelles Routes de la Soie : le Kazakhstan en terrain glissant avec la Chine », *Asialyst*, 16/01/2018.

Leonard, Jenny, « Donald Trump's final China scorecard: a story of many defeats, and one big change », *Economic Times*, 30/10/2021.

Lequesne, Christian, *La puissance par l'image : les États et leur diplomatie publique*, Paris, Presses de Science Po, 2021.

Lincot, Emmanuel [entretien], « Soft power chinois : le modèle totalitaire peine à séduire en Occident », *Diplomatie*, 111/2021, p. 81-85.

Loukil, Ridhay, « Huawei perd la bataille de la 5G en Europe au profit d'Ericsson et de Nokia », *Usine Nouvelle*, 19/04/2021.

Lopes da Silva, Diego / **Tian**, Nan / **Marksteiner**, Alexandra, « Trends in world military expenditure, 2020 », *SIPRI Fact sheet*, April 2021.

- Luzenfichter**, Alain, « Très cher Comité olympique américain », *Sport Business*, 23/02/2021.
- Mahbubani**, Kishore, *Le jour où la Chine va gagner*, Paris, Saint-Simon, 2021.
- Maingueneau**, Dominique, *Éléments de linguistique pour le texte littéraire*, Paris, Armand Colin, 2020.
- Malik**, Ammar A. *et al.*, *Banking on the Belt and Road : Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects*, Williamsburg/VA, AidData at William & Mary, 2021.
- Mertz**, Matthias, « Mourir peut attendre : James Bond conquiert la Chine et le box-office mondial », *Ecran large*, 03/11/2021.
- Mével**, Jean Jacques, « La campagne anti JO de Pékin prend de l'ampleur », *Le Figaro*, 15/02/2008.
- Meyer**, Claude, « Instituts Confucius, médias : la stratégie très au point du soft-power chinois », *Atlantico*, 17/06/2018.
- Michau**, Lauren, « Terrorisme et terroriste dans les films américains », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 26(2)/2007, p. 97-112.
- Middelaar**, Luuk van, « L'Europe entre le marteau chinois et l'enclume américaine au temps du coronavirus », *FONDAPOL*, 31/07/2020.
- Moinet**, Nicolas, « Le *soft-power*, clef de voute de la guerre économique systémique », *Cahiers de la guerre économique*, 2020, École de guerre économique, p. 8-35.
- Mottet**, Eric / **Péron-Doise**, Mariann, « Perspectives sur les outils de *soft-power* en Asie dans le contexte de la pandémie de Covid-19 », *Diplomatie*, 111/2021, p. 77-80.
- Mulligan**, Stephen P. / **Linebaugh**, Chris D., « Huawei and U.S. Law » [Congressional Research Service], 23/02/2021.
- Myles**, Brian, « Pour en finir avec la diplomatie d'otages de la Chine », *Le Devoir*, 14/08/2021.
- Nguyen**, Viet Tranh / **Wong**, Janelle, « Bipartisan political rhetoric about Asia leads to anti-Asian violence here », *The Washington Post*, 19/03/2021.
- Nicas**, Jack / **Zhong**, Raymond / **Wakabayashi**, Daisuke, « Censorship, surveillance and profits: a hard bargain for Apple in China », *The New York Times*, 17/05/2021.
- Niquet**, Valérie, *La Chine en 100 questions. La puissance et les failles*, Paris, Tallandier, 2021.
- Nixon**, Richard M., « Asia After Viet Nam », *Foreign Affairs*, 46(1)/1967, p. 111-125.
- Nossel**, Suzanne « Smart power », *Foreign Affairs*, 83(2)/2004, p. 131-142.

Nye, Joseph S. Jr, *Soft power. The means to success in world politics*, New York, Public affairs, 2004.

Nye, Joseph S., « U.S. Power and Strategy after Iraq », *Foreign Affairs*, 82(4)/2003, p. 60-73.

Nye, Joseph S., *Bound to lead: the changing nature of American power*, New York, Basic Books, 1990.

Palmer, David, « Falun Gong : la tentation du politique », *Critique Internationale*, 11(2)/2001, p. 36-43.

Palmer, David, « La doctrine de Li Hongzhi [Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel], *Perspectives Chinoises*, 64/2001, p. 14-24.

Pedroletti, Brice, « La Chine fait du masque une arme géopolitique », *Le Monde*, 07/03/2020.

Pichard, Alexis, *Représentation de la guerre contre le terrorisme : les séries télévisées américaines 24 heures chrono (Fox, 2001-2010 ; 2014) et Homeland (Showtime, 2011-)*, Thèse de Doctorat en Etudes anglophones, Université du Havre-Normandie, 2017.

Pitiot, Jean-Baptiste, « La dialectique ami/ennemi », *Infoguerre*, 17/01/2013.

Pontirou, Thomas, « Sous-marins australiens : comprendre l'alliance Aukus en 5 questions », *Les Echos*, 18/09/2021.

Porch, David, « The Taiwan Strait Crisis of 1996: Strategic Implications for the United States Navy », *Naval War College Review*, 52(3)/1999, p. 15-48.

Porter, Michael, « What is strategy ? », *Harvard Business Review*, Nov-Dec/1996, p. 62-78.

Prazuck, Christophe, « Mer de Chine et droit de la mer : le paradoxe chinois », *Lettre du Centre Asie*, 90/2021.

Quatremer, Jean, « L'impossible suppression du droit de veto pour la politique étrangère de l'UE », *Libération*, 08/06/2021.

Raaymakers, Steve, « Why Is Canada Missing From the Indo-Pacific? », *The Diplomat*, 25/10/2021.

Rainaudi, Claude, « À la recherche de la suprématie cognitive », *La guerre cognitive. L'arme de la connaissance*, Beychac-et-Caillau, Lavauzelle, 2001.

Reyhan, Dilnur, « Des députés français aux côtés du peuple Ouïgour » [tribune], *Libération*, 20/09/2020.

Roose, Kevin, « How The Epoch Times Created a Giant Influence Machine », *New York Times*, 24/10/2020.

Rougerie, Paméla, « Epoch Times, NTD... des sites complotistes pilotées par une “secte” chinoise ultraconservatrice », *Le Parisien*, 25/04/2021.

Rouiai, Nashidil, « Le *Ruan Shili* socle philosophique et politique des instituts Confucius et du *soft power* chinois », *Encyclopédie numérique d'histoire de l'Europe*, Sorbonne Université.

Sahlins, Marshall, *Confucius Institutes: academic malware*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2014.

Sallé, Caroline, « La Chine, nouvel épicerie du cinéma mondial », *Le Figaro*, 08/01/2021.

Samaan, Jean-Loup, *La menace chinoise, une invention du Pentagone ?*, Paris, Vendémiaire, 2012

Senellart, Michel, « Présentation » [Dossier ami et ennemi], *Astérion*, 6/2009.

Sessa, Maria G., « The disinformation blame game: whom do COVID-19 hoaxes attack in Italy? », *EU DisinfoLab*, 18/11/2021 :

Slawatsky, Joel, « US Financial Hegemony », *Fordham International Law Journal*, 44(1)/2020, p. 39-100.

Spykman, Nicholas, *America's strategy in world politics. The United states and the balance of power*, New York, Harcourt, 1942.

Stecklow, Steve/ **Dastin**, Jevvrey, « Special Report: Amazon partnered with China propaganda arm », *Reuters*, 18/12/2021.

Stroobants, Jean-Pierre, « Huawei soupçonné d'un vol massif de données aux Pays-Bas », *Le Monde*, 16/05/2019.

Sturm, Tristan / **Albrecht**, Tom, « Constituent Covid-19 apocalypses: contagious conspiracism, 5G, and viral vaccination », *Anthropology & medicine*, 28/2021, p. 122-139.

Sur, Serge, *Relations internationales*, 7^e éd., Paris, LGDJ, 2021.

Taillefer, Guy, « Trudeau adossé à Biden », *Le Devoir*, 26/02/2021.

Terrasson, Benjamin « Chine : DPO recherché d'urgence, poste à risque », *Siècle Digital*, 04/11/2021.

Terrasson, Benjamin « Chine : entrée en vigueur tonitruante de la loi de protection des données personnelles », *Siècle Digital*, 03/11/2021.

Terret, Thierry, « La perception française de la candidature chinoise aux Jeux olympiques de 2008 », *Outre-terre*, 21(1)/2009, p. 51-58.

Thibault, Harold / **Pedroletti**, Brice, « China Cables : révélations sur le fonctionnement des camps d'internement des Ouïgours », *Le Monde*, 24/11/2019.

Tréca-Durand, Yves, « Polémique. La gauche régionale critique la subvention versée à l'Institut Confucius d'Angers », *Ouest-France*, 21/09/2021.

Tual, Morgane, « En Chine, une loi controversée sur les données personnelles et la cybersécurité », *Le Monde*, 01/06/2017.

Véron, Emmanuel / **Lincot**, Emmanuel, « Chine-Kazakhstan : vers un glacis eurasien ? », *The Conversation*, 21/01/2021.

Verschuuren, Pim, « Les multiples visages du "sport power" », *Revue internationale et stratégique*, 89(1)/2013, p. 131-136.

Vitard, Alice, « La Chine impose un contrôle préalable des applications de Tencent et de leurs mises à jour », *L'Usine Digitale*, 26/11/2021.

Vuving, Alexander L., « How soft power works. Paper presented at the panel "Soft Power and Smart Power" », [American Political Science Association annual meeting], Toronto, 03/09/2009.

Walker, Christopher / **Ludwig**, Jessica, « *The Meaning of Sharp Power – How Authoritarian States Project Influence* », *Foreign Affairs* [en ligne], 16/11/2017.

Mr. X. [=Kennan, George F.], « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, 25(4)/1947, p. 566-582.

Zadrony, Brandy / **Collins**, Ben, « Trump, Qanon, and an impending judgment behind Facebook-fueled rise of The Epoch Times », *NBC News*, 20/08/2019.

Zaffagni, Marc / **Fafard**, Steven, « Huawei sous embargo : les principales dates de la controverse », *CNET France*, 13/04/2021.

Zeihan, Peter, *The Accidental Superpower. The Next Generation of American Preeminence and the Coming Global Disorder*, Twelve, 2014.

Zenglein, Max / **Holzmann**, Anna « Evolving Made in China 2025 », *MERICS Papers on China*, 8/2019.

Comment les États-Unis contribuent-ils à affaiblir l'économie française, MSIE36, Ecole de Guerre Economique, octobre 2021.

Les enjeux stratégiques du déploiement de la 5G Union Européenne, SIE 23, École de guerre économique, juin 2020.

Réaction officielle aux accusations du ministère américain de la justice, Huawei, 17/02/2020.

Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community, Director of National Intelligence, 2019.

China's Arctic Policy: The State Council Information Office of the People's Republic of China [=Livre blanc sur l'Arctique], janvier 2018.

ARTICLES :

« L'appel au boycottage diplomatique des JO de Pékin épouse une géopolitique attendue », *Le Monde*, 10/12/2021.

« Boycott des JO de Pékin : Le chef de l'ONU ira à la cérémonie, Macron refuse une mesure "toute petite et symbolique" », *Le Monde*, 09/12/2021.

« 5G de Huawei la Chine appelle le Canada à ignorer les risques d'espionnage inventés par les États-Unis », *La Tribune*, 08/12/2021.

« JO d'hiver 2022. Le CIO annonce respecter le boycott des JO d'hiver par les États-Unis », *Ouest France*, 06/12/2021.

« JO 2022 : les États-Unis annoncent un boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver en Chine », *France Info* [avec AFP], 06/12/2021.

« Diplomatie vaccinale : la Chine promet à l'Afrique 1 milliard de doses et une annulation de dette », *La Tribune*, 30/11/2021.

« Les deux Michael ont été libérés pour des raisons de santé, prétend la Chine », *Radio Canada*, 27/09/2021.

« La Chine va fournir au monde deux milliards de doses de vaccins contre la Covid-19 d'ici la fin de l'année », *ONU Info*, 21/09/2021.

« Qu'est-ce que "The Epoch Times", ce "journal" distribué lors des manifestations anti-pass sanitaire ? », *Bien Public*, 15/08/2021.

« Le chiffre d'affaires de Huawei en recul, conséquence des sanctions des États-Unis toujours en vigueur », *Le Monde*, 06/08/2021.

« JO : "La clarification de la règle 50 du CIO ne suffira pas à redonner aux sportifs et sportives la liberté d'expression qu'ils méritent" », *Le Monde*, 23/07/2021.

« Something wicked this way comes », *The Economist*, 01/05/2021.

« États-Unis : Huawei de retour sur une liste noire », *Le Point*, 13/03/2021.

« 5G : le Conseil constitutionnel valide la loi "anti-Huawei" visant à préserver les intérêts de la sécurité nationale », *Le Monde*, 05/02/2021.

« La Chine contrôlera davantage les investissements étrangers », *Reuters*, 19/12/2020.

« Que révèle le succès des thèses complotistes durant l'épidémie de Covid ? », entretien avec Olivier Klein, *France Info TV*, 01/12/2020.

« Le premier ministre australien condamne le tweet « scandaleux » d'un haut représentant chinois », *Le Monde*, 30/11/2020.

« Affrontement entre la Chine et les États-Unis à la tribune virtuelle de l'ONU », *Le Monde*, 23/09/2020.

« Après TikTok, les États-Unis s'attaquent à WeChat, l'application la plus utilisée en Chine », *Le Monde*, 08/08/2020.

« La Chine à la conquête des Pôles », *The conversation*, 15/07/2020.

« Twitter supprime 170 000 comptes diffusant des messages favorables à la Chine », *Le Monde*, 12/06/2020.

« Xi said, He said - The era of hope is over », *Newsweek*, 22/05/2020.

« US targets Huawei with tighter chip export rules », *BBC*, 15/05/2020.

« Taiwan accuses China of "vaccine diplomacy" in Paraguay », *BBC*, 07/04/2020.

« China's test », *Time*, 08/02/2020.

« 5G: l'UE dit partiellement oui à Huawei malgré les pressions américaines, *La Croix*, 29/01/2020.

« Sécurité du déploiement de la 5G dans l'UE – Mise en œuvre de la boîte à outils de l'UE » [Communication de la Commission de l'Union Européenne], 29/01/2020.

« Le Courrier Picard s'excuse après sa Une raciste sur l'"Alerte Jaune" », *Le Nouvel Obs*, 27/01/2020.

« Ouïghours : La Chine fustige les mensonges des États-Unis », *Le Figaro*, 09/09/2019.

« 5G : l'Australie interdit à Huawei de déployer son équipement », *ZDNet*, 23/08/2018.

« Révélation Snowden : l'Afrique et les télécoms sous surveillance massive », *Le Monde*, 08/12/2016.

« It's China bashing time again », *The Washington Post*, 17/10/2012.

« Manifestations anti-françaises dans plusieurs villes de Chine », *La Dépêche*, 19/04/2008.

« Hu Jintao ouvre le 17^{ème} Congrès de Parti Communiste Chinois », *Le Monde*, 15/10/2007.

« Halte au China bashing », *Les Échos*, 15/12/2003.

DOCUMENTATION EN LIGNE :

Sénat, Texte E 1837 : adhésion de la Chine à l'OMC, procédure écrite du 29/11/2001

UNESCO Handbook: Journalism, Fake News, and Disinformation

Influence Communication : Bilan 2016, état de la nouvelle (Québec)

Autoprésentation de Huawei (site français)

France Inter / Le Moment Meurice : Coronavirus, le racisme anti-chinois

Visibrain : La tendance #FreeUyghurs

Sur le « Tribunal indépendant » installé à Londres traitant du « génocide des Ouighours » :
Sky News , Wall Street Journal , NBC News , Al Jazeera , Le Monde

VICE : Inside a Disinformation Machine

Site de l'ambassade et des consulats étatsuniens en France : « Huawei : mythes et réalité »

« In the Name of Confucius » (site dédié)

Transcript of William J. Clinton's confirmation hearing

Banque Mondiale : World development indicators

World Intellectual Property Organisation : Global Innovation Index 2011

Full text of Hu Jintao's report at 17th Party Congress via Wayback Machine : 05/07/2007.

Full text of Hu Jintao's report at 17th Party Congress via Wayback Machine : 11/02/2021.

Dossier de *The Intercept* sur « Google Dragonfly »

Loi de cybersécurité de la République populaire de Chine

Order of the President of the People's Republic of China n° 35, enacting the Cryptography Law

Version anglaise de la Loi de protection des données personnelles de la République populaire de Chine

Data Security Law of the People's Republic of China

Rapport du Pentagone étatsunien sur les « développements militaires et sécuritaires impliquants la Chine » (2021)

ANNEXES

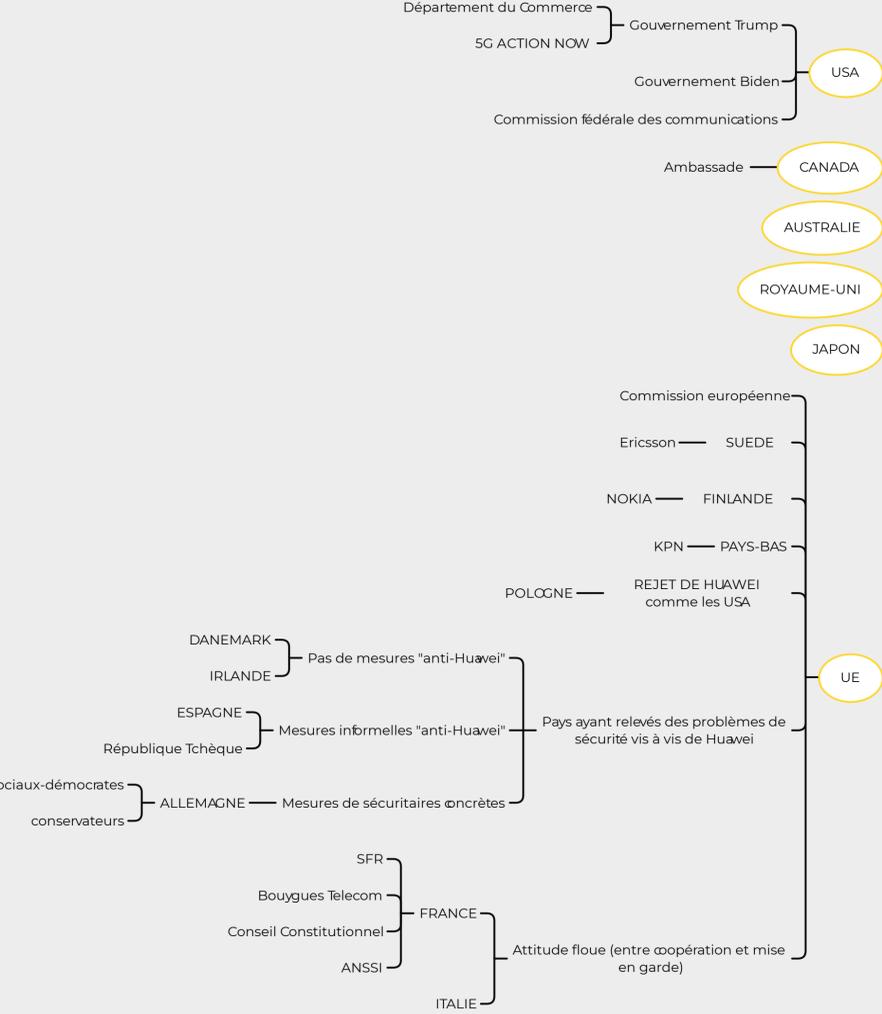
- Cartographies -

- A - Cas « Huawei /5G »
- B - Cas « Ouïghours »
- C - Cas « Boycott coton chinois »
- D - Cas « Mouvement Tuidang »
- E - Cas « Instituts Confucius »
- F - Cas « Piège de la dette »

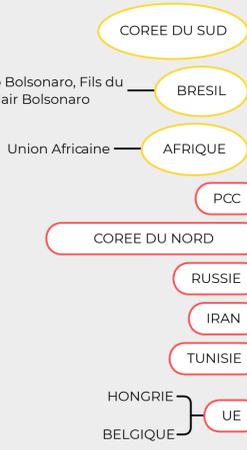
Huawei / 5G

ACTEURS

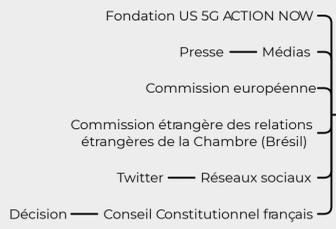
Opposants / Sceptiques



Partisans / Coopérants

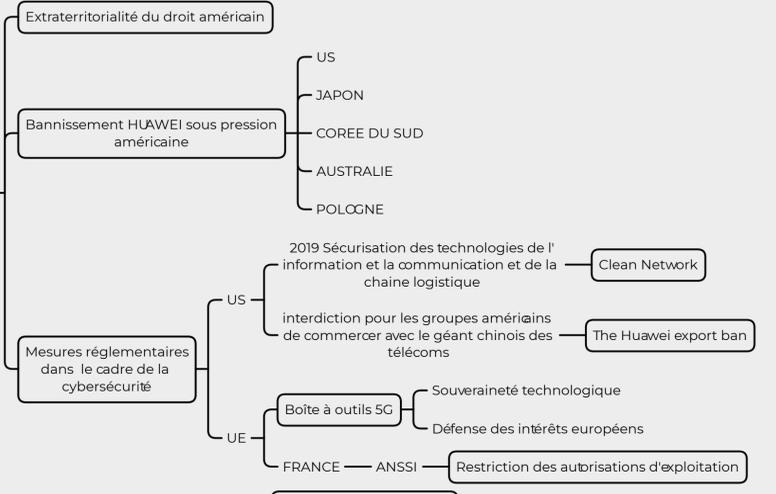


VECTEURS

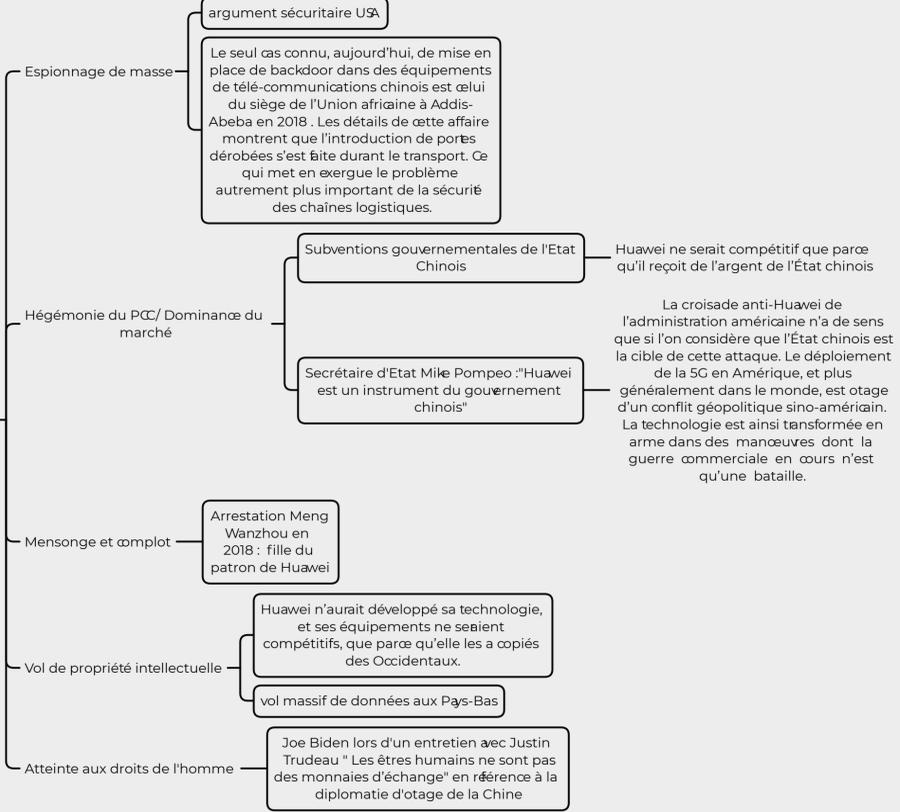


ACTIONS

Armes juridiques



Attaques Informationnelles



La croisade anti-Huawei de l'administration américaine n'a de sens que si l'on considère que l'Etat chinois est la cible de cette attaque. Le déploiement de la 5G en Amérique, et plus généralement dans le monde, est otage d'un conflit géopolitique sino-américain. La technologie est ainsi transformée en arme dans des manœuvres dont la guerre commerciale en cours n'est qu'une bataille.

ETUDE DE CAS

ATTEINTE AUX DROITS HUMAINS DES OÜIGHOURS / GENOCIDE

- Révélation dès 2017
- Guerre de l'information à partir de 2019 avec une intensification en 2020/2021
- communautarisme d'environ 10.000 personnes en Europe dont 1000 en France / 2000 en Scandinavie / 2000 aux Pays-Bas/ 2000 en Allemagne / 1000 en Belgique / 200 au UK/ 50 en Italie / 30 en Suisse

Rapport repris par l'ICJ dans ses China Cables puis par l'ensemble de la presse occidentale

Auteur d'un rapport paru en mai 2018 dénonçant une dérive sécuritaire dans le Xinjiang -qualifié de génocide culturel des Oüighours - et la présence de camps d'internement.

2 fondations créées par la CIA - anticommunistes et conservatrices

Collabore avec la Jamestown Foundation et la Communism Victims Foundation

Chercheur allemand travaillant depuis les USA

Liens forts avec néo-conservateurs US

Evangeliste

ACTEURS

Autres ONG

- AMNESTY INTERNATIONAL
- HUMAN RIGHT WATCH
- Rapport de septembre 2018 dénonçant la répression et la surveillance des Oüighours - opération d'internement et d'endoctrinement selon le rapport fondés sur témoignages de 58 personnes en exil (Oüighours et Kazakhs de Chine) ayant nationalité de leur pays d'accueil
- Association des Oüighours de France
- Collectif du 10 novembre Contre l'Islamophobie (CCIF)
- Association Initiative Citoyenne
- ETAC

FRANCE

- Collectif de solidarité ouïgour à l'Assemblée nationale (regroupant les socialistes et apparentés, les écologistes - aucun élu LRM ou de droite ne figurent dans le collectif)
- Raphaël Glucksmann (député européen)
- Intellectuels et artistes (Omar Sy, Leïla Slimani, Thomas Piketty, Jacques Audiard)
- Sportifs : ex. Antoine Griezmann (footballer) et la rupture de son partenariat Huawei

USA

- National Endowment for Democracy (NED) : Organisation créée en 1983 par R.Reagan financée par USA et organe CIA
- Congrès
- Président Trump et son administration (Mike Pompeo)
- Président Biden
- CIA

VECTEURS

- Sites Internet
 - ICIJ + 17medias - China Cables
 - Sites des ONG
- Presse occidentale
 - NYT / The Guardian / Le Monde / Libération
 - La Croix / Mediapart
 - Presse régionale pour les soutiens locaux (La Dépêche, L'est Républicain, le Dauphiné, etc.)
- TV
 - Interview de "rescapés" / Documentaires / Reportages - notamment Arto, France24, Franceinfo, BBC, RTS, Envois Spécial sur France 2
- Réseaux sociaux / Plateformes
 - Twitter & Instagram - #FranceforUyghurs, #FreeUyghurs ou encore #WeirdforUyghurs
- Radio
 - Radio Free Asia

INTER-PARLIAMENTARY ALLIANCE ON CHINA (IPAC)

Fondée le 5 juin 2020 - Regroupe députés et sénateurs de 15 pays (dont USA, Australie, Canada, UK, Suède, Suisse, Norvège, Nlle Zélande, Danemark, Japon) du Parlement Européen

Objectif : coordonner les politiques contre les violations des droits de l'homme en Chine et faire pression sur les gouvernements et les Etats via l'information et les relais d'élus constituant l'alliance

WORLD UYGHUR CONGRESS FOUNDATION (WUC)

IODE - INSTITUT OÜIGHOUR D'EUROPE

Issu de l'association française Oghouz

Située à Paris

Institut culturel qui accompagne la diaspora - échange autour de la culture Oüighoure, de la langue et des traditions

Présidé par Dilnur Rayhan depuis mars 2019

Ex-présidente de l'association Oghouz.

Docteure en sociologie. Chercheuse à l'Université Libre de Bruxelles. Enseignante à l'INALCO. Directrice de publication de la revue Regards sur les Oüighours.e.s.

Militante pour la reconnaissance du "génocide" Oüighour. L'une des leader de e combat.

UYGHUR AMERICAN ASSOCIATION (UAA)

Créée en 1998 et basée à Washington D.C.

Financée par la National Endowment for Democracy

Dirigée par Kuzat Altay - Président de Radio Free Asia

UYGHUR HUMAN RIGHTS PROECT (UHRP)

Projet développé par UAA en 2004. Devient une ONG à part entière en 2016

Mission d'advocacy. Production de rapports et études afin d'informer des institutions internationales et des gouvernements de différents pays

Soutien à la diaspora et aux Oüighours restés en Chine

Dirigée par Omer Kanat - Journaliste pendant 20 ans de la Radio Free Asia jusqu'en 2009. Co-fondateur de l'UHRP et du WUC dont il a été Vice Président et Président.

Présidée de 2006 à 2017 par Rebiya Kadeer dite la "mère des Oüighours"

Ex-membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). Activiste pour la cause Oüighours, l'indépendance du Xinjiang et la cause des femmes.

Mariée à l'activiste Sidik Douzi réfugié aux USA depuis 1998

Emprisonnée en Chine à partir de 1999 pour avoir divulgué des secrets d'Etat à son mari réfugié aux USA et participant à des émissions de Radio Free Asia. Libérée en mars 2005 sous la pression des USA (via la ministre des aff. étrangères - Mme Rice) et la Fondation Dui Hua. Réfugiée aux USA depuis le 17 mars 2005 (3. après sa libération.

Pekin accuse Mme Kadeer d'avoir fomenté les émeutes du Xinjiang de juillet 2009

Présidente de l'International Uyghur Human Rights and Democracy Foundation (IYHRDF)

Fondée aux USA en 2005 par R.Kadeer et des intellectuels Oüighours

Objectifs poursuivis la promotion des droits humains, de la liberté religieuse et de la démocratie pour les Oüighours

Présidée en 2021 par M. Dolkun Isa - citoyen allemand depuis 2006

Présente dans 18 pays à travers ses organisations satellites (Kighizie, Pakistan, Canada, USA, Australie, Japon, UK, Belgique, Finlande, Norvège, Suède, Danemark, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Allemagne, France, Turquie)

ACTIONS

Information et pression politique

Sanctions contre la Chine

Actions juridiques

Campagnes sur les réseaux sociaux

Manifestations

Pétition

Tribunal populaire

Multiplication des actions entre 2019 et 2021 au niveau des Nations Unies, de l'Union Européenne et des relations multilatérales avec l'implication de divers gouvernements (Australie, Belgique, Canada, République Tchèque, Allemagne, Italie, Japon, Lituanie, Malaisie, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Taïwan, Turquie, Royaume-Uni, USA)

A titre d'ex. : en juillet 2020 à Paris / en avril 2021 à Londres / en juillet 2021 à Paris / en Octobre 2021 - Paris / Londres / Berlin / Munich (70 ans d'oppression des Oüighours)

post "BLEU" - couleur du drapeau de l'Est-Turkistan (couleur du drapeau de "l'Etat" - Province du Xinjiang souhaité par les indépendantistes / #FreeUyghurs - Campagnes sur Twitter et Instagram https://twitter.com/hashtag/FreeUyghurs?src=hashtag_click

En 2020, 5 fois plus de tweets publiés sur les Oüighours (5 510 985 messages ont été publiés au sujet des Oüighours, soit 5 fois plus de tweets qu'en 2019)

Après des élus et des institutions pour leur faire adhérer à la cause Oüighoure et mobiliser la société civile

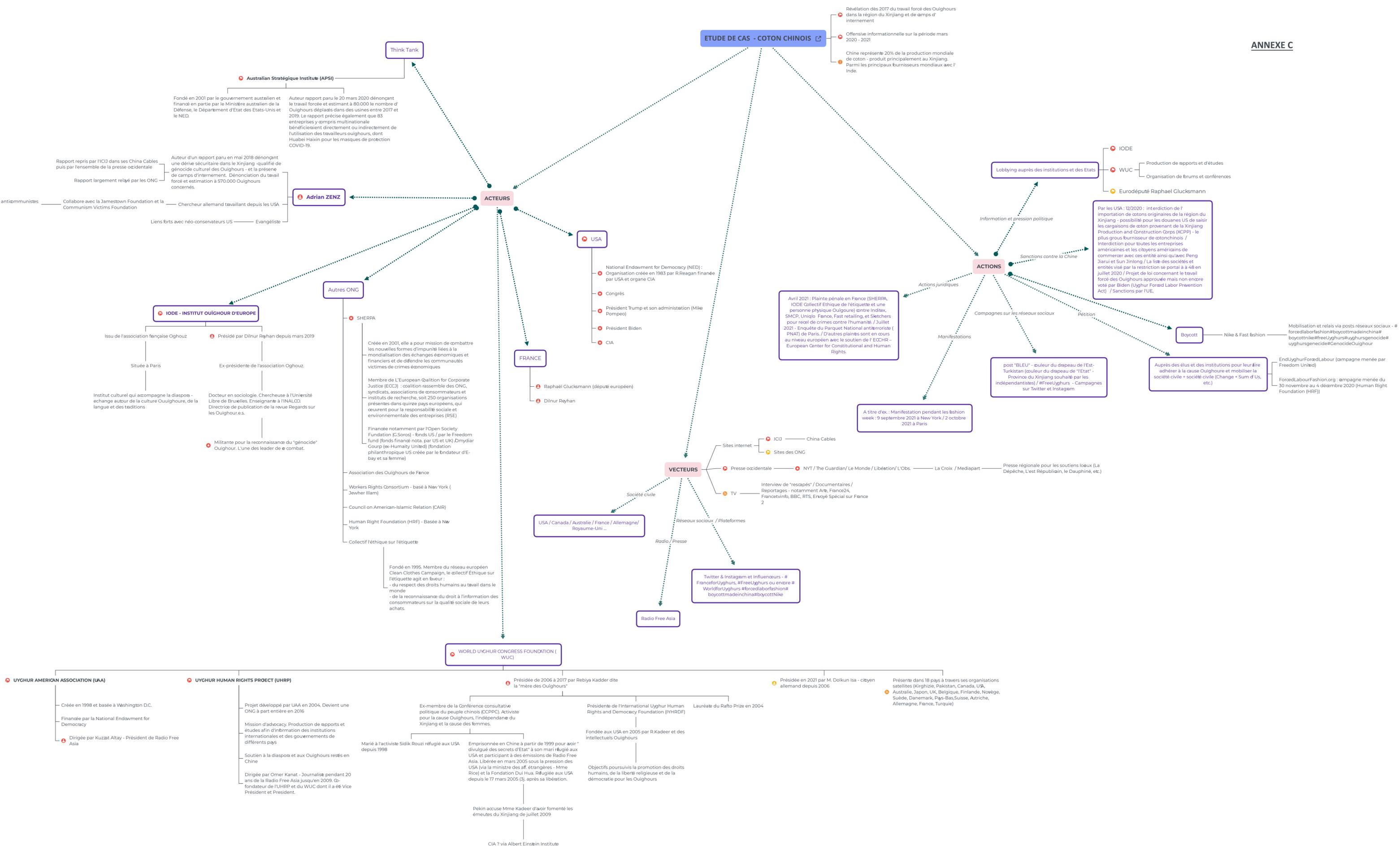
illumination des monuments emblématiques des villes en Bleu pour afficher le soutien à la cause. Ex. 12/1/21 - Hôtel de Ville de Paris

- IPAC
 - 08 septembre 2020 : campagne sur la persécution religieuse des minorités musulmanes au Xinjiang
 - 02 février 2021 : campagne à l'endroit des gouvernements pour qu'ils mènent des enquêtes sur le génocide à la lumière d'une enquête de la BBC sur les tortures et abus sexuels dans les camps de prisonniers au Xinjiang
- WUC
 - Production de rapports et d'études
 - Organisation de forums et conférences

En juin 2020, Dolkun Isa, président du (WUC), a demandé à Sir Geoffrey Nice QC d'établir et de présider un tribunal populaire indépendant pour enquêter sur "les atrocités en cours et un possible génocide" contre les populations ouïghours, kazakhes et autres musulmans turcs. Le tribunal ouïghour a été lancé le 3 septembre 2020 avec l'aide d'une organisation non gouvernementale, The Coalition for Genocide Response.

Basée à Londres

Aucune valeur légale juste un outil d'information et de pression sur les Etats



UYGHUR AMERICAN ASSOCIATION (UAA)

- Créée en 1998 et basée à Washington D.C.
- Financée par la National Endowment for Democracy
- Dirigée par Kuzat Altay - Président de Radio Free Asia

UYGHUR HUMAN RIGHTS PROJECT (UHRP)

- Projet développé par UAA en 2004. Devient une ONG à part entière en 2016
- Mission d'advocacy, Production de rapports et études afin d'informer des institutions internationales et des gouvernements de différents pays
- Soutien à la diaspora et aux Ouïghours restés en Chine
- Dirigée par Omer Kanat - Journaliste pendant 20 ans de la Radio Free Asia jusqu'en 2009. Co-fondateur de l'UHRP et du WUC dont il a été Vice Président et Président.

WORLD UYGHUR CONGRESS FOUNDATION (WUC)

- Présidée de 2006 à 2017 par Rebiya Kadeer dite la "mère des Ouïghours"
- Ex-membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). Activiste pour la cause Ouïghours, l'indépendance du Xinjiang et la cause des femmes.
- Mariée à l'activiste Sidik Rouzi réfugié aux USA depuis 1998
- Emprisonnée en Chine à partir de 1999 pour avoir divulgué des secrets d'Etat à son mari réfugié aux USA et participant à des émissions de Radio Free Asia. Libérée en mars 2005 sous la pression des USA (via la ministre des aff. étrangères - Mme Rice) et la Fondation Dui Hua. Réfugiée aux USA depuis le 17 mars 2005 (3. après sa libération.
- Présidente de l'International Uyghur Human Rights and Democracy Foundation (IYHRDF)
- Lauréate du Rafto Prize en 2004
- Fondée aux USA en 2005 par R.Kadeer et des intellectuels Ouïghours
- Objectifs poursuivis la promotion des droits humains, de la liberté religieuse et de la démocratie pour les Ouïghours
- Pekin accuse Mme Kadeer d'avoir fomenté les émeutes du Xinjiang de juillet 2009
- CIA ? via Albert Einstein Institute

Présidée en 2021 par M. Dolkin Isa - citoyen allemand depuis 2006

Présente dans 18 pays à travers ses organisations satellites (Kirghizie, Pakistan, Canada, USA, Australie, Japon, UK, Belgique, Finlande, Norvège, Suède, Danemark, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Allemagne, France, Turquie)

ETUDE DE CAS

ANNEXE D

MOUVEMENT TUIDANG (退黨運動/ 退党运动)

- Création en 2000
- 1999 - Mouvement banni en Chine par le Président Jiang Zemin
- 100 millions d'adeptes

ACTEURS

- Parti Républicain US
- Elliott Abrams
 - Président de la Commission sur la liberté religieuse dans le monde durant l'administration Clinton
 - Conseiller national de sécurité adjoint sous l'administration Bush fils
- Administration TRUMP depuis 2016
 - Famille Trump
 - Mike Pompeo
 - Scott Perry
- National Endowment for Democracy (NED)
 - Organisation créée en 1983 par R.Reagan financée par USA et organe CIA

ACTIONS

Multiplication des actions en justice à partir de 2003 par Falun Gong soutenues par Amnesty International contre l'ex- Président et chef du PCC, Jiang Zemin, et Luo Gan, former Party Standing Committee member. Actions en Argentine, France, Islande, Finlande, Belgique, Australie, USA, Canada

Actions juridiques

Manifestations

Campagnes d'affichage & tractage

Pétition

ENDCCP : Paris (2021)

Distribution de calendriers Minghui en Chine par des pratiquants de Falun Gong (10/2021)

EndCCP - traduite en 20 langues - accessible en ligne - site internet dédié + campagnes de terrain

- Istanbul (Turquie) juin 2021
- Paris (France) juillet /octobre 2021
- Sydney (Australie) juin 2021
- Fribourg (Allemagne) mars 2021
- San Francisco (Californie - USA) mars 2021
- Hong Kong février 2021
- Washington DC (USA) janvier 2021
- Harrisburg (Pennsylvanie - USA) décembre 2020
- Philadelphie (Pennsylvanie - USA) décembre 2020
- Toronto (Canada) décembre 2020

FALUN GONG

Mouvement spirituel créé en Chine en 1992
 QG à Otisville (New-York) (Dragon Springs)
 Fondateur Li Hongzhi - dans la liste des 26 personnalités et organisations en lice en 2001 pour l'attribution du prix Nobel de la paix, aux côtés de dirigeants comme le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan

Organisation MINGHUI

- Objectifs poursuivis
 - Favoriser l'intégration culturelle de Falun Gong et sa mission politique - lutter contre le PCC en engageant des campagnes de démission du PCC - Présenté comme le "Démon", une "force extrêmement maléfique qui s'érige contre l'univers"
 - Favoriser la communication entre la communauté Falun Gong de l'étranger et les pratiquants en Chine

The Shen Yun Performing Arts Organizations

Créée en 2006 - 6 compagnies - Rattachée au Falun Gong
 Tournée annuelle du ballet Shen Yun aux USA, Europe, Australie, Canada, Taiwan

GLOBAL SERVICE CENTER

Rong Yi - Présidente

VECTEURS

- Ouvrage de référence : "Nine commentaries on the Communist Party" - 2005
- Sites internet
 - Minghui website
 - Global Service Center
 - Falun dafa Infocenter
- Shen Yun ballet

Presses/Radio/TV

USA / Canada / Australie / France / Pérou / Pays-Bas / Irlande / Europe / Israël / Corée du Sud / Japon / Taiwan / Chine Mainland

The Epoch Times / NTD (New Tang Dynasty) TV / Sound of Hope

The Epoch Times - journal fondé en 2000 - dans l'Etat de Géorgie (USA) par John Tang (sino-américain pratiquant Falun Gong) - désormais @ à Manhattan (NY)

NTD - Télévision diffusée par satellite. Ses programmes sont principalement en mandarin et cantonais, mais aussi en anglais et en français.

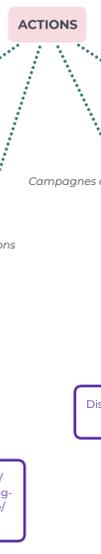
● Financé par la National Endowment for Democracy (NED) - vitrine de la CIA

Sound of Hope -Radio émettant en mandarin et en 7 autres langues -Relayée par les émetteurs utilisés par le Broadcasting Board of Governors (BBG) pour les programmes de propagande du département d'Etat US (Voice of America, Radio Sawa, Radio Marti, etc.).

● Financé par la NED

Twitter - https://twitter.com/tuidang_ccp/ / Youtube - <https://www.youtube.com/channel/UCiVENGNAdiWWW399VYKwXUQ> / FaceBook <https://www.facebook.com/tuidang99/>

Très fortes campagnes FB (nota pro-trump à partir de 2016 + de 1.5M\$ de pub



ETUDE DE CAS - INSTITUT CONFUCIUS

- Création de l'Institut Confucius en 2004. Développement massif aux USA/ Canada / Australie / Europe et Europe orientale sur le tracé des routes de la soie. A date 548 Instituts dans 146 pays.
- Révélation dès 2015 - de l'entrisme et de la propagande chinoise via les IC
- Offensive informationnelle sur la période mars 2020 - 2021
- Narratifs : Cheval de Troie / Entrisme / Infatuation / Espionnage/ Ingénierie / Atteinte à la liberté académique / Atteinte à la liberté religieuse

ACTEURS

- BELGIQUE**
 - Université Libre de Bruxelles
 - Comité de contrôle des services de renseignements Belges
 - Etat
- FRANCE**
 - IRSEM - Rapport 2021
 - Anne Cheng (sinologue) considère que le Hanban constitue un des éléments de la « propagande chinoise » à l'étranger
 - Association Initiative citoyenne
 - Présidente : Brigitte Guiraud
 - Lien avec le mouvement Tuidang
 - Lien avec IODE (Ouhours) et sa présidente Dinur Rehan
- SUEDE**
 - Universités
 - Etat

ACTIONS

- Information et pression politique
 - Lobbying auprès des institutions et des Etats
 - Rapports parlementaires — Ex. : US : Policy Planning Staff - Dpt d'Etat US " the elements of China Challenge"
 - Rapports de Think Tank
 - Rapports associations
- Manifestations / Sanctions / Fin des partenariats / Fermeture
 - A titre d'ex. : Manifestation devant les instituts confucius en France (Alsace le 20/03/21 / Rouen 19/20 / Pau, etc.) / Canada (Toronto 12/20)
 - Suède (fermeture de tous les IC du pays / USA (sur 118 IC, 90 ont été fermés entre 2019-2021) / En Suède(2015)/ En Belgique (2019)/ Au Canada/AU Royaume-Uni (suspension de 29 IC)/ En Australie

VECTEURS

- Société civile
 - Associations + Professeurs des universités (USA/ Canada / Australie / Belgique / Allemagne/ Royaume-Uni)
- Politique / Diplomatique
 - Pressions diplomatiques par les USA sur leurs partenaires
- Radio / Presse / Réseaux sociaux
 - Documentaires / Emissions spéciales
 - Complément d'enquête sur France 2 - La Chine : La grande offensive - film de Michaël Sztankle - 25/02/2021
 - Au nom de Confucius — Réalisé par Doris Liu (sino-canadienne) raconte l'histoire de Sonia Zhao. Au nom de Confucius a remporté un certain nombre de prix internationaux et de nominations, en étant projeté avec succès dans 12 pays sur les 5 continents, y compris aux parlements du Royaume-Unie et d'Australie
 - France culture / Epoch Times / Presse quotidienne FR / Australie / USA / Twitter/ Instagram #stopinstitutconfucius#chinaalied#chinaini

USA

- Congrès américain
 - Confucius Act - loi bipartisanne US proposée en juin 2020 et votée mai 2021 par le Sénat.
 - Ce projet de loi traite de l'influence de la Chine sur les établissements d'enseignement secondaire par le biais des instituts Confucius, qui sont des instituts culturels financés directement ou indirectement par le gouvernement chinois.
 - Plus précisément, le projet de loi établit des exigences pour les établissements d'enseignement secondaire qui reçoivent des fonds fédéraux et qui ont des contrats ou des accords avec les instituts Confucius.
- Président Trump et son administration (Mike Pompeo)
- CIA
 - Mise en garde en 2018 sur les offres de financements chinois aux universités. Enquête sur les IC par le FBI
- National association of Scholars
 - Rapport de 2017 intitulé "Outsours to China" : dénonce le manque de transparence de la relation entre les IC et le régime chinois + atteinte à la liberté d'expression et de croyance religieuse des enseignants
- Perry Link
 - Sinologue américain auditionné en 2014 par la Commission des relations internationales du Congrès sur les Instituts Confucius et le mode opératoire chinois

Fives Eyes

- Royaume-Uni
 - Rapport de la commission des droits de l'homme du parti conservateur
- Canada
 - Sonia Zhao
 - Enseignante de chinois dans un IC de Toronto - membre du rmt Falun Gong
 - Sonia Zhao, a démissionné et porté plainte devant les juridictions de l'Ontario qui a conduit à la première fermeture d'un IC sur un campus nord-américain (Toronto). Le plus grand IC du monde.
- Australie

HANBAN

- Organisation non gouvernementale placée sous la responsabilité du ministère chinois de l'Éducation, le Bureau du Conseil international de l'éducation, le Bureau du Conseil international de la langue chinoise Hanban a été créé pour faciliter les échanges entre la Chine et d'autres pays, et promouvoir l'enseignement du chinois en tant que langue étrangère.
- Le Hanban coordonne notamment l'activité des instituts Confucius dont il initie et facilite le développement dans le monde entier.
- En 2004, il reçoit la mission de créer les premiers instituts Confucius à Tashkent (Ouzbékistan) puis à Séoul (Corée du Sud)
- En juillet 2020, Hanban a changé son nom en Centre d'éducation et de coopération linguistiques 教育部中外语言交流合作中心 Jiàoyùbù Zhōngwài Yǔyán Jiàoliú Hézuò Zhōngxīn
- Après que Hanban a changé de nom en 2020, la gestion des Instituts Confucius est passée à une nouvelle organisation, appelée la Chinese International Education Foundation.

ETAC / <https://endtansplantabuse.org/>

- Coalition internationale d'experts (avocats, universitaires, éthiciens, professionnels de la santé, chercheurs et défenseurs des droits de l'homme) qui se consacre à mettre fin aux prélèvements forcés d'organes en Chine
- <https://twitter.com/EtacFrance>
- Comités nationaux en Australie/Canada/Nouvelle Zélande/ UK/ USA
- Co-fondé par Susie Hughes également à l'origine du Tribunal de Londres sur le cas Ouhours

Narratif du "piège de la dette" : le cas du port sri-lankais d'Hambantota

Contexte

Guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine sous la présidence de Donald Trump

Engagement de la Chine dans le financement d'infrastructures depuis 1960, notamment en Afrique (routes, ponts, hôpitaux, aéroports, bâtiments administratifs, etc).

Poursuite du développement de la puissance chinoise, notamment à travers les Nouvelles Routes de la Soie et le plan industriel Made in China 2025

Instabilité politique du Sri Lanka avec guerre civile (1983-2009) fragilisant son économie et la fiscalité du pays

Port à proximité de la principale voie maritime entre l'Asie et l'Europe reliant le détroit de Malacca et le canal de Suez et par laquelle transite plus de 80% du commerce mondial
<https://merics.org/en/analysis/chinas-expansion-indian-ocean-calls-european-engagement#:~:text=The%20Indian%20Ocean%20is%20a,seaborne%20trade%20through%20the%20I.>

Port pouvant potentiellement profiter d'une partie du trafic maritime de Singapour (port le plus actif au monde) notamment destiné à l'Inde, l'Afrique ou encore l'Europe

Localisation à la pointe sud du Sri Lanka, pivot central de l'Océan Indien entouré de l'Afrique, l'Inde et de l'Australie

En revanche, port enclavé à l'accès étroit

Positionnement stratégique du port d'Hambantota

Top 100 du marché international de la construction dominé par l'Europe (2020)
<https://www.theconstructionindex.co.uk/market-data/top-100-construction-companies/2020>

Dynamique à l'oeuvre concernant la Chine :

1. Poursuivre le développement de son économie, de son système financier et de sa monnaie à l'international
2. Etendre son influence à l'international tout en proposant une alternative compétitive aux financements occidentaux onusiens (dont FMI et Banque Mondiale) et aux marchés de capitaux privés
3. Sécuriser ses corridors économiques et ses voies de commerce maritime

Acteurs

Canada (2002) — Agence Canadienne du Développement International — Société canadienne d'ingénierie et de construction SNC-Lavalin — Conclusions de l'étude de faisabilité du port d'Hambantota (2003)
 * Faisabilité du port : confirmée
 * Recommandation : création préalable d'un consortium privé assurant toutes les étapes du projet de la construction à l'exploitation du port — Echec du projet lié à des problèmes politiques internes au Sri-Lanka et crainte sur l'activité du port de Colombo

Danemark (2006) — Société d'ingénierie Ramboll — * Confirmation des conclusions de SNC-Lavalin
 * Souligne la nécessité d'un amorage initial avec du transport de marchandise non conteneurisée avant agrandissement pour stockage de marchandise conteneurisée

Sri Lanka — Gouvernement (2007) — Sollicitation USA et Inde sur projet de construction du port d'Hambantota basé sur les rapports canadiens et danois — Refus USA et Inde
 — Organisation politique sri-lankaise Nii Balakaya (2016) — Manifestation d'intérêt du China Harbour Engineering Company (filiale de China Communication Construction Company) — Financement du projet par China Export-Import Bank (China Eximbank)

Fondateur : Namal Rajapaksa
 Fils de l'ancien président du Sri Lanka
 Co-propriétaire (avec son frère) de la chaîne Carlton Sports Network
 Ministre de la Jeunesse et des Sports depuis 2020
 Poursuites judiciaires de Namal Rajapaksa au plan national (Financial Crimes Investigation Division) et international (Interpol) pour blanchiment d'argent
 Organisation politique locale active impliquée dans les manifestations violentes de décembre 2016 contre la prise de participation majoritaire pour 99 ans de la Chine dans l'exploitation du port d'Hambantota et la consivence supposée des autorités nationales avec la Chine

USA — Sous l'administration Trump (2016-2021) (non exhaustif)
 — Vice-président des Etats-Unis, Mike PENCE — 4 oct 2018 : qualifie la stratégie de Pékin de "diplomatie du piège de la dette".
<https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/>
 Propos réitérés le 17 jan 2021.
<https://twitter.com/MikePence/status/1350598655862951936>
 — National Security Council — Décembre 2018 : rapport mettant en avant des risques inhérents à cette stratégie, notamment pour les intérêts américains en Afrique
<https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>
 — Sénateurs américains — 22 avril 2020 : lettre co-signée par 16 sénateurs américains adressant le secrétaire au Trésor américain (Steven MNUCHIN) et le secrétaire d'Etat américain (Michael POMPEO) d'aggr contre cette stratégie de Pékin
 — Procureur William BARR — 17 juillet 2020 : décrit une stratégie chinoise de "colonialisme moderne" basé sur la dette forte, le refus de renégociation des conditions en cas de problème aboutissant à la prise de contrôle de l'infrastructure financée.
<https://www.justice.gov/opa/speech/transcript-attorney-general-barr-s-remarks-china-policy-gerald-r-ford-presidential-museum>

Inde (2017) — Center for Policy Research — Brahma Chellaney

Faits

* 2004 : tsunami ayant détruit une partie des infrastructures portuaires du Sri Lanka

* 2007 : tentative de relance économique du Sri Lanka avec deux endettements majeurs contractés par le pays
 1. financement de la construction du port d'Hambantota dont la faisabilité est validée par deux études (SNC-Lavalin et Ramboll) : prêt de 307 millions de dollars sur 15 ans avec choix entre taux d'intérêt fixe à 3%
 (NB : autre option proposée par la Chine mais non retenue par le Sri Lanka : taux variable indexé au LIBOR)
 2. émission de la première obligation internationale du pays au taux d'intérêt de 8.25%

* 2012 : décision de transformation anticipée en port à conteneurs avant profitabilité de la partie non conteneurisée. Nouvel endettement de 757 millions d'euros au taux réduit de 2% auprès de China Eximbank

* 2014 : déficit commercial du port motivant son gestionnaire (Sri Lanka Ports Authority, SLPA) à signer un accord d'exploitation conjointe de 35 ans avec China Harbor & China Merchants Group

* 2017 : explosion de la dette du Sri Lanka atteignant 4.5 milliards de dollars (dont seulement 5% en lien avec le financement du port d'Hambantota)
https://www.cbst.gov.lk/sites/default/files/cbstweb_documents/publications/otherpub/public_debt_management_in_sri_lanka_2017.pdf

* 2018 : afin d'éviter un défaut de paiement, la Chine propose au Sri Lanka de restructurer la dette contractée auprès de China Eximbank et propose China Merchants Port Holdings de devenir actionnaire majoritaire avec un bail de 99 ans afin de rentabiliser le port restant propriété du Sri Lanka (opération valorisée à 1.1 milliards de dollars pour le Sri Lanka)

Relais du narratif du "piège de la dette chinoise"

Par un think-tank indien : Observer Research Foundation
<https://www.orfonline.org/expert-speak/china-worrying-activities-lor/>

2017 : reprise du narratif princips mis par le Center for Policy indien

Par presse anglo-saxonne (elle-même reprise par d'autres medias internationaux)

The New York Times
<https://www.nytimes.com/2017/12/12/world/asia/sri-lanka-china-port.html>

The Guardian
<https://www.theguardian.com/world/2017/dec/07/china-debt-levels-stability-risk-inf>

Novembre 2018 : 1.990.000 résultats sur le moteur de recherche Google avec l'expression 'diplomatic debt-trap'

2018 : exploitation à multiples reprises du narratif sous l'administration Trump

Avril 2019 : reprise indirecte du narratif par Christine Lagarde, directrice du FMI
<https://www.imf.org/en/News/Articles/2019/04/25/sp042619-stronger-frameworks-in-the-new-phase-of-belt-and-road>

Guerre de l'information autour de ce narratif s'accélérait en 2020 avec l'occurrence de la pandémie
<https://foreignpolicy.com/2020/03/23/china-coronavirus-belt-and-road-bri-boost-debt-diplomacy/>

2020
 Novembre 2020 : intégration de ce narratif dans le document de politique publique du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis
<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/11/20-02832-Elements-of-China-Challenge-508.pdf>

Juin 2021 : reportage France 2 sur le piège de la dette chinoise au Montenegro avec traduction erronée de termes du contrat de financement.
 Erreur (?) à la défaveur de la Chine reprise par de nombreux media internationaux (dont Reuters, The New York Times, Global News, NPR, DW, Daily Mail)
<https://cecmc.hypotheses.org/63077>

Création/contenu du narratif du "piège de la dette chinoise"

Naissance le 23 janvier 2017 en Inde
<https://www.project-syndicate.org/commentary/china-one-belt-one-road-loans-debt-by-brahma-chellaney-2017-01>

Think thank à l'origine du narratif : Center for Policy Research
 Centre basé à New Delhi se présentant comme indépendant, financé par le gouvernement indien et des dons internationaux, et s'intéressant aux politiques publiques.
 Auteur : Brahma Chellaney, professeur en études stratégiques

Concernerait l'ensemble des partenaires de la Chine intégrés aux Nouvelles Routes de la Soie, et notamment les plus fragiles en Asie (Birmanie, Malaisie, Pakistan, Laos, Maldives, Mongolie), Afrique (Djibouti, Zambie, Angola, Kenya), Amérique latine (Venezuela) ainsi qu'en Europe (Monténégro)

Ciblerait en priorité les infrastructures de transport mais également l'énergie et les ressources naturelles

Objectifs pour les Etats-Unis :

1. contenir l'internationalisation de la Chine (quête d'influence, renforcement de son économie et de sa monnaie)
2. éviter que le port d'Hambantota ne devienne une base militaire chinoise s'inscrivant dans la stratégie du "collier de perles" de Pékin